



MÉMOIRES D'UN ÉTUDIANT AFRICAIN



Voir aussi

Amady Aly Dieng, Volume I

Mémoires d'un étudiant africain : de l'École régionale de Diourbel à l'Université de Paris (1945-1960)

AMADY ALY DIENG
MÉMOIRES D'UN ÉTUDIANT
AFRICAIN

VOLUME II

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
À MON RETOUR AU SÉNÉGAL
(1960-1967)



Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DAKAR

© CODESRIA 2011

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV — BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal
Site web : www.codesria.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

ISBN : 978-2-86978-494-9
Mise en page : Hadijatou Sy
Couverture : Ibrahima Fofana
Impression : Imprimerie Graphi plus, Dakar, Sénégal
Distribué en Afrique par le CODESRIA
Distribué ailleurs par African Books Collective
www.africanbookscollective.com

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer des forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche à lutter contre la fragmentation de la recherche à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani*, qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie*, la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)*, et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la revue *Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*, ainsi que la *Revue Africaine des Médias*. Les résultats des recherches, ainsi que les autres activités de l'institution sont diffusés par l'intermédiaire des « Documents de travail », la « Série de Monographies », la « Série de Livres du CODESRIA », et le *Bulletin du CODESRIA*. Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible en ligne au www.codesria.org.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), à TrustAfrica, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Sommaire

Liste des abréviations	vii
Préface	1
Chapitre 1 : Ma vie militante au sein de la FEANF (1960-1962)	3
La FEANF et 1960, l'année de l'Afrique	3
Mes activités durant l'année 1960.....	5
La deuxième conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques de Conakry (11-15 avril 1960)	6
Les congrès de la FEANF (1959, 1960 et 1961)	10
Président de la FEANF pendant deux ans (1961 et 1962)	12
Les graves événements de novembre 1961 survenus en Guinée	25
Congrès de la West African Student's Union (WASU)	26
Festivals de la Jeunesse et des Etudiants	26
Le Cercle « Connaissance de l'Afrique » et Pierre André Wiltzer	27
Rencontre-débat sur « L'Afrique noire est-elle mal partie ? »	29
Relations avec le BERA de Jean-Pierre Ndiaye	35
L'Union Nationale des Étudiants Camerounais (UNEC)	36
Mes relations avec Alioune Diop, directeur de la revue <i>Présence Africaine</i>	38
Mon militantisme (1963-1967)	40
Les relations de Jacques Vergès avec la FEANF	47
Les étudiants africains et les ouvrages sur l'Afrique	54

Chapitre 2 : Mon itinéraire intellectuel, syndical et politique	
(1957-1967)	59
Ma vie militante au sein de l'Association des étudiants sénégalais	
en France (AESF) (1963-1967).....	63
L'œuvre historique de Cheikh Anta Diop par Jean Suret-Canale.....	70
L'œuvre de Cheikh Anta Diop par Boubacar Ly	73
Mes deux dernières années (1966-1967).....	83
Les tentatives de pénétration de l'impérialisme américain	92
Les limites objectives des concessions de l'impérialisme français	94
Chapitre 3 : Ma vie militante au sein du Parti africain de l'indépendance	
(1958-1967)	105
Mon passage au Parti Communiste Français.....	106
Les conférences d'André Ribard	110
La formation politique des membres du MEPAI	120
La thèse de l'état de démocratie nationale.....	127
Une crise profonde du PAI	134
Conclusion	145
Annexes	147
<i>Annexe 1</i> : Discours d'ouverture.....	147
<i>Annexe 2</i> : La lutte continue	152
<i>Annexe 3</i> : Du nationalisme de circonstance à la véritable indépendance..	155
<i>Annexe 4</i> : Lettre à Marcelino Dos Santos	159
<i>Annexe 5</i> : Invitation du Parti Communiste français	160
<i>Annexe 6</i> : Discours d'ouverture.....	161
<i>Annexe 7</i> : Hommage à David Diop	164
<i>Annexe 8</i> : Note de lecture	166
<i>Annexe 9</i> : Un type de conquête pionnière en haute Casamance	
(Sénégal) Médina Gounasse	168
<i>Annexe 10</i> : Compte rendu de lecture	169
<i>Annexe 11</i> : Conférence sur le livre de Mme Ameillon :	
la Guinée, bilan d'une indépendance	178
<i>Annexe 12</i> : Congrès de l'UNEF à Caen, Avril 1961	182
<i>Annexe 13</i> : <i>Les damnés de la terre</i> et les problèmes d'Afrique noire	184
Notes	199

Liste des abréviations

AEF	Afrique Équatoriale Française
AEGF	Association des Étudiants Guinéens de France
AESF	Association des Étudiants Sénégalais en France
AGED	Association Générale des Étudiants de Dakar
AGEG	Association Générale des Étudiants Guadeloupéens
AGEM	Association des Étudiants de la Martinique
ASCEMA	Association Culturelle et Sportive des Étudiants Malgaches et Africains
AESMF	Association des Étudiants et Stagiaires Maliens en France
AFTAM	Association pour la Formation Technique de Base pour les Africains et Malgaches
ALN	Armée de Libération Nationale d'Algérie
AMEA	Association des Étudiants Musulmans Africains
AOF	Afrique Occidentale Française
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDS	Bloc Démocratique du Sénégal
BERA	Bureau d'Études des Réalités Africaines
BHS	Banque de l'Habitat du Sénégal
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BMS	Bloc des Masses Sénégalaises
CARECT	Centre Africain de Recherche d'Échanges Culturels Techniques
CBAO	Compagnie Bancaire Ouest Africaine
CECE	Caisse de Coopération Economique
CEE	Communauté Économique Européenne
CERM	Centre d'Études et de Recherches Marxistes
CESAG	Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion
C.F.A	Compagnie Financière Africaine
CGT	Confédération Générale des Travailleurs
CIA	Central Intelligence Agency
CISL	Confédération Internationale des Syndicats Libres

CML	<i>Cahiers Marxistes-Léninistes</i>
CNRS	Centre National de Recherches Scientifiques
COSEC	Secrétariat de Coordination de la Conférence des Étudiants
DST	Division de la Sûreté du Territoire
ENEA	École Nationale d'Économie Appliquée
ENFOM	École Nationale de la France d'Outre-mer
ENS	École Normale Supérieure
FAC	Fonds d'Aide et de Coopération
FEANF	Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France
FIDES	Fonds d'Investissement et de Développement Economique et Social
FLN	Front de Libération Nationale
FOM	France d'Outre-mer
GPROA	Gouvernement Provisoire de la République Algérienne
IEDES	Institut d'Études pour le Développement Economique et Social
IEP	Institut d'Études Politiques
IFAN	Institut Fondamental d'Afrique Noire
JRDA	Jeunesse du Rassemblement Démocratique Africain
MEOCAM	Mouvement des Étudiants de l'Organisation Commune Africaine et Malgache
MEPAI	Mouvement des Élèves et Étudiants du Parti Africain de l'Indépendance
OCORA	Office de Coopération Radiophonique Africaine
OCAU	Office de Coopération et d'Accueil Universitaire
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAI	Parti Africain de l'Indépendance
PCC	Parti Communiste Chinois
PCF	Parti Communiste Français
PDG	Parti Démocratique de Guinée
PFA	Parti de la Fédération Africaine
PRA	Parti du Regroupement Africain
PRAS	Parti du Regroupement Africain au Sénégal
PSAS	Parti Sénégalais d'Action Socialiste
RAU	République Arabe Unie
RDA	Rassemblement Démocratique Africain
RESMAF	Rassemblement des Étudiants et Stagiaires Maliens en France
SEIB	Société Électrique et Industrielle du Baol
SEN	Secrétariat Exécutif des Noyaux

SEPO	Secrétariat Politique
SER	Secrétariat Exécutif Régional
SES	Secrétariat Exécutif de Section
SET	Secrétariat Exécutif du Territoire
SFIO	Section Française de l'Internationale Ouvrière
SICAP	Société Immobilière du Cap Vert
SORAFOM	Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-mer
UAM	Union Africaine et Malgache
UDS	Union Démocratique Sénégalaise
UEC	Union des Étudiants Communistes
UGEAO	Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale
UGECI	Union Générale des Étudiants de Côte d'Ivoire
UGEAN	Union Générale des Étudiants d'Afrique Noire (sous domination coloniale portugaise)
UGES	Union Générale des Étudiants Sénégalais
UGTAN	Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire
UIE	Union Internationale des Étudiants
UGEMA	Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie
UN	Université Nouvelle
UNEB	Union Nationale des Étudiants du Brésil
UNEC	Union Nationale des Étudiants Camerounais
UNEM	Union Nationale des Étudiants Marocains
UNEF	Union des Étudiants de France
UNEK	Union des Étudiants du Kameron
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNTS	Union Nationale des Travailleurs du Sénégal
UPC	Union des Populations du Cameroun
UPS	Union Progressiste Sénégalaise
UNSA	Union Nationale des Étudiants Américains
WASU	West African Student's Union
WUS	World University Service



Préface

Cette deuxième partie de mes mémoires couvre la période postérieure à l'indépendance des pays africains sous domination française.

Avec ces indépendances, désormais les étudiants africains qui étaient des Français vont se retrouver avec le statut d'étranger. Ainsi, le gouvernement français, pour réprimer les organisations syndicales ou politiques des étudiants, peut expulser leurs dirigeants.

Avec la liquidation des deux grandes fédérations d'AOF et d'AEF consécutive à la mise en application de la loi-cadre Gaston Defferre de 1956, la FEANF va s'affaiblir au profit de ses sections territoriales. Les gouvernements africains vont prendre en charge leurs étudiants et se mettre à réprimer leurs organisations par divers procédés : suppressions de bourses et des subventions aux hôtels habités par des étudiants ressortissants des territoires (Maison de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Haute Volta, Maison d'AOF du boulevard Poniatowski etc.), création d'associations progouvernementales comme le MEOCAM, UNECI, etc.

Je traiterai des trois thèmes suivants :

- Ma vie militante au sein de la FEANF (1961-1962),
- Mon itinéraire intellectuel, syndical et politique (1957-1967),
- Ma vie militante au sein du Parti Africain de l'Indépendance (1958-1967).

Amady Aly Dieng
Dakar



Le Xe congrès de la FEANF, décembre 1958

De gauche à droite : Hamat Ba, Abdoul Ba, Papa Souleye Ndiaye, Michel Ndob, Ousmane Camara, Lazare Matsocota, Amadou Dicko, Amady Aly Dieng



Arrivée en juillet 1959 de la délégation de la FEANF pour visite de deux mois de la Chine de gauche à droite Amady Aly Dieng, Micoas Angaye, un étudiant tchadien, Lily Lidya, Sangaret, Djibril Aw, Alpha Ibrahima Sow, Amadou Dicko, Pierre Kwengué, Léopold Agboton

Chapitre 1

Ma vie militante au sein de la FEANF (1960-1962)

Introduction

Au congrès de décembre 1959, j'ai été élu Rédacteur en chef du journal *L'Étudiant d'Afrique Noire* dans le comité exécutif présidé par Moustapha Diallo, étudiant sénégalais en médecine et ancien président de l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED). Cette année 1960 était l'année de l'Afrique. Beaucoup de pays africains allaient accéder à la souveraineté nationale. Cet événement n'allait pas manquer d'avoir des répercussions sur la FEANF. Une ère nouvelle était ouverte. La Fédération va subir des attaques non seulement provenant des autorités coloniales françaises, mais aussi des différents gouvernements issus de la loi-cadre Gaston Defferre.

La FEANF et 1960, l'année de l'Afrique

Cette année, ont lutté les étudiants et les peuples de l'Algérie combattante, du Cameroun martyrisé, du Congo violé et humilié, du Japon combatif, de la Corée et du Laos révoltés ainsi que des pays d'Amérique Latine, de Cuba triomphant de la dictature de Battista. L'ampleur des luttes des peuples africains a amené les observateurs politiques à écrire à la fin de 1959 que l'année 1960 serait l'année de l'Afrique.

La première tâche du XIIe congrès de la FEANF devait consister à dégager la signification de ces événements en tenant compte de leur contexte international. Ce faisant, le Congrès enrichirait le patrimoine théorique des combats des étudiants et contribuerait à éclairer et à préciser les objectifs immédiats et permanents de la révolution africaine.

À première vue, le fait apparent de l'année est l'accession à l'indépendance juridique des 17 pays parmi lesquels on compte la totalité des 15 pays d'Afrique Noire sous domination coloniale française.

Tous ces pays ont la possibilité de recourir à l'arbitrage international pour tout différend avec une puissance tierce. Mais pour les États africains de la soi-disant Communauté, cette dernière possibilité est limitée par l'institution d'une savante cour arbitrale chargée de statuer en dernier recours sur les différends entre la France et ces États.

Le bilan de l'année 1960 fait apparaître le fait que d'immenses zones du continent africain sont toujours l'objet d'oppression et d'exploitation colonialistes et impérialistes et souffrent de régimes racistes. C'est le cas de l'Afrique du Sud, des pays sous domination portugaise et des pays d'Afrique centrale et orientale dans lesquels une minorité de colons européens s'acharne féroce à vouloir imposer sa domination sur la grande majorité des peuples de ces pays. La lutte du peuple algérien pour la reconquête de sa souveraineté est entrée dans sa septième année. Au Cameroun indépendant juridiquement, une armée étrangère d'occupation tue et assassine des patriotes camerounais combattant pour la libération de leur pays sous la direction de l'Union des Populations du Cameroun (UPC).

À peine proclamé indépendant, le Congo est victime d'une agression impérialiste minutieusement concertée et perpétuée sous le masque de l'ONU. Au Congo, la sécession de la province du Katanga, avec à sa tête Moïse Tshombé, victime de fraîche date du suffrage du peuple congolais, fut envisagée et préparée bien avant la proclamation de la République du Congo. L'ONU et M. « H » (Dag Hammarskjöld) sont devenus les instruments de l'impérialisme du Congo. Habib Bourguiba et le général marocain Kettani ont aidé les impérialistes au Congo.

Survenant deux ans après l'assassinat de Ruben Um Nyobé, l'empoisonnement en Suisse par la main rouge en Suisse de Félix Moumié, président de l'UPC, constitue un des aspects du vaste complot impérialiste ourdi contre les peuples africains. Au Cameroun, il s'agit de décapiter le mouvement révolutionnaire qu'une armée étrangère d'occupation ne réussit pas à briser.

Enfin, l'éclatement en août 1960 de la Fédération du Mali constitue une tentative de plus pour affaiblir le front de lutte anti-impérialiste dans cette partie de l'Afrique par la création artificielle d'un irréel antagonisme entre le peuple du Sénégal et le peuple du Soudan. À cette occasion, Ousseynou Seck a prononcé des propos inoubliables. « *Mali dée na, Kendoukorop, kou ko rop gnou rop le* » (Le Mali est mort, personne ne l'enterrera, on enterrera celui qui tentera d'organiser ses funérailles). Il ajoute une note qui respire le wolofocentrisme et bambaracentrisme : « *Damane Unko ak damane menougnou and* » (Les wolof et les Bambara ne peuvent pas cheminer ensemble).

La communauté fait le jeu de l'impérialisme. Les pays de l'OTAN sont contre le peuple algérien.

Mais 1960 est l'année des options claires. Deux camps se sont nettement affirmés. Il y a d'un côté le camp des peuples africains aspirant à la démocratie et à la liberté. De l'autre côté, il y a le camp des puissances impérialistes derrière lequel se rangent les gouvernements africains ayant choisi de faire cause commune avec l'impérialisme.

En dehors de l'Afrique, les bastions impérialistes sont ébranlés en Corée, en Turquie, au Japon, dans les pays d'Amérique Latine. La révolution cubaine a ouvert une très large brèche dans la domination américaine sur le continent américain. Le triomphe de la révolution cubaine à proximité immédiate de la « Gueule du monstre » impérialiste américain montre l'impuissance de l'impérialisme face à une révolution qui s'appuie sur les larges couches du peuple.

L'unité sur une base anti-impérialiste est devenue une nécessité impérieuse. C'est pourquoi, Moustapha Diallo, président de la FEANF durant l'année 1960, a appelé lors de son discours de clôture l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale (UGEAO) à Dakar et la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) à réaliser une union organique.

Mes activités durant l'année 1960

Élu comme rédacteur en chef de *L'Étudiant d'Afrique Noire*, je devais travailler avec Michel Ndoh, étudiant camerounais en droit et militant de l'UPC qui avait accepté de quitter Toulouse, siège du journal. Avec le transfert de l'organe d'expression de la FEANF de la très dynamique section académique de Toulouse, Michel Ndoh, directeur de publication du journal et moi-même, avions à remplir les formalités nécessaires à la parution de notre organe d'expression, à constituer des commissions chargées d'examiner les articles et d'expédier les journaux aux abonnés. C'était une tâche ingrate. Je faisais le tour de Paris et de sa banlieue pour trouver un imprimeur qui accepterait d'imprimer le journal. Les autorités faisaient pression sur les imprimeurs pour qu'ils n'imprimassent pas *L'Étudiant d'Afrique Noire*. Enfin j'ai pu trouver un imprimeur Castro qui est un juif et l'essentiel de son équipe semblait être constitué de Juifs. C'était un phénomène qui m'avait paru curieux. Mais à la réflexion, je m'étais dit que les Juifs et les Nègres ont été considérés comme des exclus de l'humanité et que dans ces conditions, ils pouvaient mener spontanément une lutte commune contre le racisme et l'antisémitisme.

Le comité exécutif présidé par Moustapha Diallo, étudiant sénégalais en médecine, tenait à envoyer un délégué à la deuxième Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques de Conakry.

La deuxième Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques de Conakry (11-15 avril 1960)

Désigné par le Comité Exécutif, je me rendis à Conakry où je devais retrouver d'anciens condisciples à l'ENFOM, comme Baldé Hassimiou, inspecteur du travail et Bassirou Barry, magistrat ainsi que d'anciens militants de la FEANF ou des militants du PAI comme Majhemout Diop en exil en Guinée ; Babacar Niang, Seyni Niang, Baldé Mountaga, mon aîné au lycée Faidherbe de Saint-Louis où nous avons vécu dans le même internat, etc. J'ai été hébergé par Khalidou Sall, directeur du chemin de fer de Guinée, membre du PAI.

Dans le discours qu'il a prononcé à la séance d'ouverture, le Président Sékou Touré a posé un problème d'une importance fondamentale : la nécessaire participation des pays africains et asiatiques représentant plus d'un milliard d'hommes à la solution des problèmes du monde. Il déclara : « N'ayant jamais colonisé de peuples, ni entravé le processus de développement d'aucune nation, d'aucune civilisation, l'Afrique et l'Asie ne sauraient avoir à l'égard du reste du monde ni mauvaise conscience, ni intentions perfides, ni desseins inavouables. Il n'est pas un seul de nos actes que nous ne soyons pas capables de justifier sur le double plan moral et matériel de l'homme social, de l'homme universel ».

Trois commissions furent mises sur pied. La commission économique qui avait à débattre des problèmes économiques posés aux pays afro-asiatiques était présidée par le Dr Saïdou Conté (Guinée). Son vice-président était Pr. Arzumanian (URSS) et les rapporteurs étaient M.D., Malavija (Inde) et P. Mateenge (Kenya). La commission de politique générale était présidée par Ben Barka, délégué du Maroc qui sera plus tard kidnappé à Paris et assassiné par les services secrets du roi du Maroc Hassan II et sous la direction du général Oufkir. Son bureau était ainsi composé : Dr Chandra (Inde), Dr Félix Moumié (UPC Cameroun), Fouad Galal (RAU) et Liao (Chine). Compte tenu des différents points figurant à l'ordre du jour, la commission s'est scindée en cinq sous-commissions : 1-Indépendance (président : Dr Moumié) ; 2-Unité (président Dr Chandra) ; 3-Question palestinienne (Fouad Galal) ; 4-Désarmement et coexistence pacifique (Liao) ; 5-Organisation (Ben Barka). La commission culturelle était présidée par Barry Diawandou, ministre de l'éducation nationale de Guinée. Elle comprenait 40 délégués. Elle s'est divisée en deux sous-commissions : une commission culturelle et une commission sociale. Plusieurs communications ont été présentées en séance plénière. On peut noter le message d'Anwar Lel Sadat, chef de la délégation de la République Arabe Unie d'Égypte qui évoqua toutes les manœuvres tendant à empêcher la tenue de la première conférence des peuples afro-asiatiques au Caire.

Malgré ces manœuvres, la première conférence de solidarité afro-asiatique a été un succès éclatant selon Anwar Lel Sadat. Ce dernier rappela que les adversaires des peuples d'Asie et d'Afrique n'avaient pas désarmé. « Lorsque prit

naissance l'idée de tenir une conférence africaine dans la ville sœur, la vaillante ville d'Accra, le colonialisme crut pouvoir semer la discorde parmi les peuples et il entreprit des campagnes vénéneuses visant à prouver que la conférence des peuples africains était en contradiction avec la conférence de la solidarité des peuples afro-asiatiques. Mais encore une fois, le colonialisme a échoué. La conférence des peuples africains à Accra déclara dans ses résolutions qu'elle appuyait les résolutions de Bandoeng et l'esprit de Bandoeng, qu'elle adopterait l'idée de la solidarité afro-asiatique et que les deux conférences se complétaient l'une et l'autre ».

À cette conférence, j'ai rencontré de grandes figures du mouvement de libération nationale. Le Dr Félix Moumié m'a donné des informations utiles sur la véritable destination de la grande imprimerie de Conakry qui devait assurer la diffusion des prises de position de tous les patriotes africains luttant en Afrique sous domination française. Il a eu l'occasion de me remettre un chèque que je devais toucher à la BICIS de Dakar, en remboursement de la monnaie guinéenne qu'il pouvait utiliser, étant résident en Guinée.

Franz Fanon, ambassadeur du FLN à Accra, est intervenu pour nous faire part du message des combattants algériens. Il a été chaleureusement applaudi par les délégués.

Un étudiant de la Rodhésie du Sud, Sipalo, que j'avais connu à Prague en 1956 nous a tenu un discours anti-blanc d'une rare violence.

Après avoir assisté à la 2^e Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques, je fis escale à Dakar avant de revenir à Paris. Ainsi, j'ai pu assister à l'école Clémenceau, située à l'avenue Blaise Diagne et non loin de la poste de Médina, à la conférence faite par Cheikh Anta Diop

Cette manifestation culturelle était présidée par Me Lamine Guèye qui avait tenu à présenter Cheikh Anta Diop comme un savant. Elle révélait aussi la sympathie que le parti socialiste avait pour l'auteur de *Nations nègres et culture* en raison du soutien de Cheikh Mbacké Gaïndé Fatma et de son opposition à la politique de Senghor.

Durant les vacances de l'année universitaire 1959-1960, je devais retourner en Chine que j'avais visitée en 1957 après le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants organisé à Moscou.

Visite de la Chine populaire

La FEANF a été invitée à envoyer une délégation pour visiter la Chine. Elle était composée d'Amadou A. Dicko (étudiant voltaïque), Djibril Aw (étudiant malien), Aline Lydie Sangaret (étudiante malienne), Alpha Ibrahima Sow (étudiant guinéen), Minkoas Élise Angaye (étudiante camerounaise) et Pierre Nkwengue (étudiant camerounais) visiter la Chine populaire. Cette délégation dirigée par moi-même avait effectué une visite de deux mois dans ce pays.

Dans son livre *L'Union nationale des étudiants du Kamerun* (L'Harmattan 2005 pp. 118-119), Pierre Nkwengue rend compte de ce voyage d'études qui ne devrait durer que deux mois au lieu de trois initialement prévus à la demande de la délégation de la FEANF. En effet, celle-ci devait revenir en France pour préparer la rentrée universitaire.

La délégation de la FEANF a visité successivement les villes de Pékin, Nanchang, Woupeou, Canton, Ancheou, Shanghaï, Nankin, Wouhan, pour ne citer que les principales. Elle a visité également dans le Hounan la case natale du Président Mao Tsé Toung Shao-Shang ainsi que le berceau du gouvernement communiste chinois Riutching, le point de départ de la fameuse longue marche restée à jamais célèbre dans l'histoire de la révolution chinoise. À Nankin, elle a visité le mausolée de Sun Yatsen, le fondateur de la 1^{ère} République de Chine, au sommet d'une colline de 92 marches. À Woupeou, elle a visité un complexe sidérurgique. C'est là d'ailleurs que sont groupées la plupart des industries lourdes de la Chine. On a dit que c'était pour éviter d'éventuelles attaques des puissances impérialistes ennemies de la Chine. La délégation a également visité le pont à étages avec des restaurants dans les grands piliers, long de 1.500 m, sur le Yantsekian ou le fleuve jaune. Wouhan est un grand centre métallurgique de la Chine. Tandis qu'Ancheou, ville de la province de Chou-en-laï et de Tian Kai Che, ancien dictateur de la Chine est une ville climatique qui abrite l'industrie de tissage de la soie naturelle. Chou-en-laï est le premier Ministre de la République Populaire de Chine. Shanghaï et Canton sont deux villes très occidentalisées de la Chine : les hommes et les femmes de ces deux villes sont habillés à l'occidental. À Shanghaï, la délégation a dormi dans l'hôtel le plus somptueux et le plus haut de la Chine, plus de 25 étages environ, avec l'ouverture des portes par commande électrique, construit par les puissances étrangères. Shanghaï et Canton sont deux villes situées au bord de la mer.

Les étudiants chinois ont failli commettre la grave erreur de rencontrer séparément les militants du Parti Africain de l'Indépendance membres de la délégation. Heureusement, à l'unanimité, les membres de la délégation ont refusé une telle initiative. Ils ont fait remarquer aux étudiants chinois qu'ils étaient venus visiter leur pays en tant que militants de la FEANF.

Néanmoins, les étudiants chinois ont tenu à leur faire partager l'expérience communiste de la Chine. Les exposés qu'ils ont faits durant leur séjour au pays de Mao Tsé Toung étaient centrés sur l'histoire du Parti Communiste Chinois. Ce qui ne manquera pas de créer un certain malaise au sein de la délégation de la FEANF où il y avait des étudiants n'adhérant pas au marxisme.

Un banquet d'État est offert le 29 septembre 1960 par le Premier Ministre de la Chine populaire, Chou-En-laï, en l'honneur du Président du Conseil Abbas Ferhat. Dans son allocution, Chou-En-Laï rappella les diverses formes de lutte que le peuple algérien avait toujours menées au cours de plus de cent ans. Il

évoqua la précieuse amitié de combat que le peuple algérien et les peuples arabes éprouvent pour le peuple chinois.

Chou-en-laï a su dégager la signification profonde de la lutte menée par le peuple algérien : « la signification et les répercussions de cette lutte ont dépassé de loin les bornes d'un seul pays qu'est l'Algérie. Le brillant exemple qu'a donné le peuple algérien par sa lutte persévérante et son combat héroïque constitue non seulement un très grand encouragement pour les peuples des différents pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine qui luttent pour leur libération nationale, mais encore un soutien direct et énergique à la lutte des peuples du continent africain contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale et est favorable à la paix mondiale du fait que le peuple algérien et l'Armée de Libération Nationale d'Algérie n'ont cessé d'user et d'immobiliser la force principale des troupes coloniales françaises ». À ce banquet d'État organisé à l'Assemblée nationale située à côté de la Place Tian'anmen, j'étais convié en tant que représentant de la FEANF.

J'ai gardé mon carnet de notes qui m'a permis d'évoquer avec précisions les différentes visites effectuées et les multiples cours suivis durant mon séjour.

Le jeudi 4 août 1960, la délégation a été invitée à visiter une usine métallurgique créée en 1918 par un seigneur militaire. Le lendemain, nous avons eu droit à la visite des communes populaires nées en août 1958 et constituées par huit coopératives agricoles de forme supérieure. Le soir, la délégation a assisté à l'Opéra de Pékin. Le lendemain matin, elle s'est rendue à l'Université de Tsinghoua et le soir, elle a visité une commune populaire urbaine. Nos amis chinois ont organisé de nombreuses visites dans différents endroits : musée militaire (le 9 août), atelier des artisans (8 août, institut métallurgique créé en 1958, usine de fabrication de grues de Daïren (15 août), institut de pêche.

Le 28 août 1960 à Nankin, des exposés nous ont été faits sur le développement industriel du chef-lieu de la province du Kiangrou et la capitale du Kuomintang. Nous avons visité le Musée de Taiping, le mausolée de Sun Yat Sen (29 août), une commune populaire (30 août), l'École secondaire technique de Nankin (31 août), une usine d'automobile de type moyen.

La délégation est restée quelques jours à Shanghai où un exposé sur l'histoire de la plus grande ville de la Chine nous a été fait le 1^{er} septembre 1960. Le même jour, nous nous sommes rendus à l'usine de stylos fondée en 1931. Nous avons eu à visiter une centrale électrique et une usine de courroie métallique le 2 septembre 1956. Nombreuses étaient les visites : l'Université de Tongtsi, des habitations, une industrie textile, une usine de constructions navales.

La délégation est arrivée le 6 septembre 1960 à Hangtcheou dont l'histoire a été exposée par un professeur. Nous avons eu droit le 9 septembre à la visite d'une usine de soie avant de nous rendre le lendemain à Nantchang. Un exposé détaillé sur l'expérience du Parti Communiste Chinois a été fait. Son auteur s'est

longuement appesanti sur la longue marche tragique de l'histoire de la Chine. Il nous a rappelé que Mao Tse Toung avait amèrement regretté ce type de lutte qui a trop coûté à son pays. L'histoire de la ville de Canton a été largement exposée durant le matin et l'après midi du 15 septembre 1960.

La délégation de la FEANF a pu effectuer de nombreuses visites notamment à l'Institut d'agronomie, à l'École Normale. Elle s'est arrêtée à Wouhan, la grande ville industrielle de 8 500 000 habitants. Elle a visité un combinat métallurgique, une usine de machines - outils, un Institut de minorités nationales, une petite usine de construction mécanique.

Arrivé à Tchengtcheou (Honan), la délégation a écouté un long exposé le 25 septembre 1950 sur la ville et a visité une usine textile. Le lendemain, elle a eu droit à un long exposé sur les communes populaires. Le conférencier nous a donné de nombreuses et quelques précieuses informations sur l'aménagement du Fleuve Jaune, le 2^e fleuve de la Chine et sur les causes des inondations et des sécheresses.

Dans la capitale du Tchoueng, la délégation de la FEANF a visité le Palais des minorités et le Pavillon du Tibet.

À notre retour à Pékin, un professeur a été chargé de nous donner un cours spécial sur le développement du Parti Communiste Chinois, le rôle des étudiants et la transformation des intellectuels. Il a examiné les causes des cinq erreurs d'orientation du parti. Il a montré comment les ouvriers et les paysans ont pu absorber le marxisme et comment ont été formés les révolutionnaires professionnels. La lutte armée a été largement abordée ainsi que l'analyse des classes.

Le professeur a examiné les relations entre la lutte légale et la lutte clandestine, la propagande, la révolution continue et le développement de la lutte par étape, les coopératives des artisans, les communes populaires. Cet exposé a été fait par Li Tchen Wei, le vice responsable de la section des études de l'histoire de l'École Supérieure du comité central du Parti.

Ce voyage en Chine a permis à la délégation de bien connaître l'histoire, la géographie et l'économie de ce vaste pays aux multiples provinces. Il a donné l'occasion d'entendre les dirigeants chinois déplorer les méfaits de la longue marche. Il a permis aux membres de la délégation de comprendre l'importance de l'industrialisation dans le développement économique d'un pays et l'importance de la modernisation de l'agriculture.

Les dirigeants chinois nous ont montré la nécessité de maîtriser la technologie. Ils n'ont pas hésité à montrer les machines des pays développés qu'ils ont démontées et qu'ils ont imitées sans avoir à acheter des brevets d'invention.

Les congrès de la FEANF (1959, 1960 et 1961)

En décembre 1959, le Mouvement des Étudiants du Parti Africain de l'Indépendance avait l'habitude d'organiser des réunions pour préparer le congrès

de la FEANF et désigner les militants qui devaient occuper les postes au sein du comité exécutif.

Au XI^e congrès de la FEANF tenu en décembre 1959 à Colonel Fabien, siège du comité central du Parti communiste français, il y eut un incident qui a failli faire éclater la fédération.

Il y eut deux candidats à la présidence : Moustapha Diallo, étudiant sénégalais en médecine et militant du PAI et Abdoulaye Fadiga, étudiant ivoirien en droit. À l'issue du scrutin, Moustapha Diallo l'emportait avec une voix de plus. Abdoulaye Fadiga, furieux, prit le micro pour dénoncer les agissements du PAI et affirma que les membres de ce parti n'étaient pas plus marxistes que lui qui a milité au PCF. Heureusement, Moustapha Diallo a eu l'intelligence de le proposer comme vice-président, le poste que devait occuper Fara Ndiaye selon les recommandations de la direction du MEPAI. Ce geste scellera l'amitié de Moustapha Diallo et d'Abdoulaye Fadiga, amitié qui demeura jusqu'à la mort du futur gouverneur de la BCEAO. Il mettra un terme à la querelle entre étudiants ivoiriens et sénégalais accusés d'être impérialistes.

Après 1960, les « grandes heures de la FEANF » vont céder leur place à son crépuscule. L'obtention de l'indépendance formelle des pays africains sous domination française a diminué progressivement la force et l'aura de la fédération. Il fallait trouver de nouveaux mots d'ordre pour mobiliser les étudiants africains. C'est l'ère de la phase « postcoloniale » selon le mot de Sékou Touré (*La Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France / FEANF 1985*, L'Harmattan).

Le XII^e congrès tenu à Paris du 25 au 31 décembre 1960 définit ses nouveaux objectifs : la souveraineté nationale et l'indépendance véritable. C'était une grande rupture dans l'orientation de la FEANF qui n'avait plus affaire avec le système colonial classique. La réalisation de ses nouveaux objectifs exigeait cinq conditions :

- 1) La rupture de tous les liens organiques et institutionnels avec les anciennes puissances coloniales et les puissances impérialistes ;
- 2) La dénonciation de tous les accords néocolonialistes avec les puissances impérialistes : accords de coopération, conventions néocolonialistes d'associations au Marché Commun Européen, accords militaires secrets, etc. ;
- 3) La liquidation de toutes les bases étrangères et le retrait des troupes étrangères du sol national ;
- 4) La liquidation des monopoles ;
- 5) L'organisation d'institutions démocratiques assurant le contrôle par les masses populaires de l'édification nationale et la pleine satisfaction de leurs aspirations et de leurs intérêts légitimes.

Comme le remarque à juste titre Sékou Touré, « l'année 1960 marque le passage du mot d'ordre de combat « lutte contre le colonialisme » au nouveau mot d'ordre « lutte contre le néocolonialisme ». Il n'y a pas eu de très grandes discussions théoriques sur le nouveau concept de « néocolonialisme » qui semble être opposé au « paléo-colonialisme » ou colonialisme classique.

Les nouvelles indépendances formelles étaient une simple façade juridique qui camouflait l'existence d'un néo-colonialisme (les « monopoles », les conventions économiques avec le CEE), militaire (existence de bases militaires secrètes conclues entre les gouvernements africains et le gouvernement français, l'intervention de l'ONU, par exemple, au Katanga en 1960).

Président de la FEANF pendant deux ans (1961 et 1962)

L'année 1961

Dès le début de décembre 1960, le MEPAI se réunit à la Résidence Poniatowski pour proposer un de ses militants au poste de président. Il y eut deux candidats : Kader Fall, étudiant sénégalais en lettres, secrétaire général du MEPAI et moi-même.

C'est Moustapha Diallo avec qui j'avais milité au sein de l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED) comme secrétaire général et avec qui j'avais travaillé au comité exécutif de la FEANF qui était le responsable des organisations de masse au secrétariat du MEPAI. C'est dans ces conditions que le président sortant Moustapha Diallo me proposa comme candidat à la présidence de la FEANF.

Je fus élu au XI^e congrès de 1960 président du comité exécutif dont la composition est la suivante :

- Président : Amady Aly Dieng,
- Secrétaire Général : Sékou Traoré (Guinéen),
- Vice-président aux Affaires Extérieures : Idêfê Simon Ogouma (Dahoméen),
- Vice-président aux Affaires Panafricaines : Kémoko Keita (Guinéen),
- Vice-président aux Affaires Sociales : Fara Ndiaye (Sénégalais),
- Vice-président aux Affaires Culturelles : Mamadou Djibril Diallo (Sénégalais),
- Vice-président à l'Information et Directeur du Journal : Michel Ndoh (Camerounais),
- Rédacteur en chef du Journal : Jacques Baroum (Tchadien),
- Trésorier Général : Yves Brenner (Togolais),
- Trésorier Général Adjoint : Abdourahmane Bah (Guinéen),
- Secrétaire aux Affaires Panafricaines : Jacques Adéhossi (Nigérien),
- Secrétaire aux Affaires Sociales : Emma Sanwee (Togolaise),
- Secrétaire aux Affaires Panafricaines : Abdou El Caba Touré (Sénégalais),
- Secrétaire Général Adjoint : Abdallahi Ould Maouloud (Mauritanien).

Ce comité exécutif a été amputé de deux membres. La Togolaise Emma Sanwee n'est venue qu'une seule fois en réunion. Le Mauritanien Abdallahi Ould Maouloud n'a pas occupé son poste. Ce fait s'explique par le désir formulé par la section mauritanienne de la FEANF de ne plus être membre de la Fédération. Elle a constitué une délégation pour dire que la Mauritanie n'appartient pas à l'Afrique Noire seulement et qu'elle fait aussi partie de l'Afrique Blanche.

Les étudiants d'Afrique Occidentale dominent largement ce comité exécutif (12 sur 24). Les militants du PAI occupent des postes stratégiques. Ils sont au nombre de sept sur quatorze.

Dès le 10 janvier 1961, un détachement de la DST (Division de la sûreté du territoire) est venu perquisitionner le siège de la FEANF en exhibant un papier officiel l'habilitant à perquisitionner à la suite de la publication du *Sang de Bandoeng* en 1958. J'étais présent ce jour au siège. Le policier qui dirigeait le détachement de la DST me demanda de descendre au sous-sol avec mes collaborateurs. C'était une manœuvre qui lui permettait de voler les documents relatifs au dernier congrès de la FEANF qui se trouvaient au rez-de-chaussée. Un de nos informateurs africains nous apprendra par la suite que le détachement de la DST voulait avoir d'urgence les résolutions de notre congrès et que les papiers concernant *Le Sang de Bandoeng* servaient de prétexte.

Le comité exécutif de la FEANF a publié le 24 janvier un communiqué sur le Congo-Léopoldville qui a été le théâtre de crimes abominables perpétrés dans l'ancienne colonie belge.

Le Secrétaire Général de l'ONU Dag Hammarjöld viola ouvertement les décisions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale de l'ONU et utilisa les « casques bleus » de l'ONU pour désarmer les troupes congolaises, mettre le Premier Ministre Lumumba dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et installer de vils prébendiers à la solde de l'impérialisme. C'est avec la complicité des forces de l'ONU, la trahison des États africains dits de la Communauté et de certains pays indépendants d'Afrique (Tunisie, contingent dirigé par le général marocain Kettani, etc.) que le traître Kasavubu et l'ignoble Mobutu ont pu semer la terreur dans les conditions odieuses de l'assassinat Patrice Lumumba, Premier Ministre du Gouvernement central congolais.

À l'annonce de l'assassinat de Patrice Lumumba, la FEANF a organisé une grande manifestation à Paris avec la participation active de Me Jacques Vergès. Celle-ci a été sauvagement réprimée. Le Parti Communiste Français a organisé un grand meeting à Paris pour protester contre l'attitude du gouvernement français. La FEANF y était représentée par le secrétaire général, Sékou Traoré qui, de ce fait, a été expulsé de France. Ce dernier est allé à Prague pour continuer ses études de mathématiques à Varsovie en Pologne.

À la suite de la perquisition du siège opérée par la police française le 10 janvier 1961, la secrétaire de la FEANF qu'on appelait Lili a eu tellement peur qu'elle ne revint plus au siège. Elle fut remplacée par une Guadeloupéenne, Anne Balzumont, une pensionnaire du Foyer des jeunes filles située à la rue Rollin, au quartier Latin.

Au cours de l'année 1961, le gouvernement français n'hésita pas à utiliser la corruption et la répression pour liquider la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, coupable de lutter pour l'indépendance véritable des pays africains.

Il proposait des subventions substantielles aux sections académiques de la FEANF pour détourner les étudiants africains de la lutte contre l'oppression et pour les orienter vers des activités purement distractives ou folkloriques. Devant l'échec de ces manœuvres, un député UNR Raphaël Leygues alla en mission officielle pour voir tous les gouvernements « africains » alliés à l'impérialisme français et pour mettre sur pied une politique de répression contre les étudiants décidés à lutter pour la liquidation définitive du système colonial.

Au cours des mois de janvier et de février 1961, le gouvernement français intensifia sa politique de répression : expulsions de quatre étudiants Camerounais, matraquage sauvage des étudiants africains par la police française à Paris, Toulouse, Lille etc., chasse aux nègres à l'Etoile lors des manifestations organisées à l'occasion de l'assassinat du grand patriote africain Lumumba et de ses deux compagnons : le ministre Maurice M'Polo et le président du Sénat Joseph Kotiko, expulsion *manu militari* de quatre étudiants africains dont deux Maliens et deux Guinéens, convocations multipliées à la police, intimidations, vérification des pièces d'identité des étudiants à visage d'ébène devant les restaurants universitaires, procès et condamnations de certains responsables des sections académiques. Dans ce travail de répression, les fascistes de *Jeune Nation* étaient de la partie. Aidés par la presse réactionnaire et les puissances d'argent, ils répandirent des tracts mensongers pour semer la haine contre les Nègres. Dans ces tracts, ils affirmaient que nous étions « des ingrats » qui étions entretenus sur le sol français grâce à des bourses françaises. Ces affirmations sont d'ignobles mensonges. Car sur les 8 000 étudiants que nous étions en France 4 000 étaient des non-boursiers vivant grâce à l'argent de leurs parents, les 4 000 boursiers sont des boursiers non de la France, mais de leurs territoires. Les étudiants fascistes, racistes et parlant de leur Empire, s'arment de chaînes de vélos, de matraques, de poignards pour attaquer lâchement les étudiants isolés dans les villes de province comme Toulouse. Cela ne pouvait durer. Nous ne pouvons pas devant une telle situation rester indifférents. La Fédération, après avoir organisé des grèves de cours et de restaurations ainsi que des campagnes

d'information, a convoqué un congrès extraordinaire qui devait examiner les problèmes posés par le gouvernement français en ce qui concerne notre présence dans les universités françaises.

Le mot d'ordre de désertion de l'université française commença à circuler parmi les militants de la FEANF.

Le XIIe congrès a marqué un tournant décisif dans le mouvement étudiant. Depuis, il s'est passé beaucoup d'événements qui ont nécessité la convocation en avril 1961 d'un congrès extraordinaire qui a réaffirmé les positions prises par le XIIe congrès. Une nouvelle situation est créée en France et dans les pays africains. Cette situation doit amener les militants de la FEANF à redéfinir leurs mots d'ordre et à réorganiser leurs structures.

Le XIIIe congrès a réaffirmé les positions prises par le XIIe congrès, malgré la politique de répression qui s'est abattue sur les étudiants. Le gouvernement français avec la complicité des gouvernements africains a poursuivi une vaste politique de répression contre les étudiants africains (expulsion d'étudiants maliens, guinéens, camerounais, gabonais, ivoiriens, emprisonnement des dirigeants de l'Union Générale des Étudiants de Côte d'Ivoire (UGECI), procès engagés contre certains responsables, etc.).

L'impérialisme ayant subi de grands coups tenta de se maintenir par tous les moyens. Il s'opposa à l'existence des libertés démocratiques, chercha à survivre sous des nouvelles formes et continua à diviser les peuples africains.

Dans ces conditions, le comité exécutif a compris la nécessité de bien examiner les problèmes fondamentaux et de formuler des mots d'ordre nouveaux. Il a concentré ses efforts sur trois points :

- 1) La lutte pour l'instauration des libertés démocratiques ;
- 2) La lutte pour une indépendance réelle ;
- 3) La lutte pour une unité véritable.

L'année 1961 est demeurée une année de répression des militants de la FEANF. Marcel Anoma, étudiant ivoirien en 6^e année de médecine à l'université de Strasbourg, Mory Doumbia, étudiant ivoirien à Dijon et Memel Kebé, étudiant ivoirien en médecine à Marseille furent expulsés de la France en juillet 1961. Initialement, leur avion devait effectuer un vol direct de Marseille à Abidjan, mais un passager de dernière heure devait changer d'avion à Bamako. Ces trois étudiants expulsés entrevirent une chance d'échapper aux griffes de la police d'Houphouët. Heureusement, le droit d'asile leur fut accordé dès le 8 juillet 1961, date de leur arrivée à Bamako.

Marcel Anoma reçut plusieurs coups de poings et de pieds : « les coups reçus me laissèrent profondément abruti. C'est dans cet état que je fus conduit à bord de l'avion en partance pour Abidjan via Marseille », a-t-il écrit dans son récit d'expulsion du territoire de France le 7 juillet 1961, daté du 3 août 1961 et envoyé à Bamako au comité exécutif de la FEANF.

J'ai assisté au 50^e congrès de l'Union nationale des étudiants de France tenu à Caen (Normandie) du 26 au 31 mars 1961. Je suis intervenu à la séance d'ouverture avant de rendre visite aux responsables de la section académique de la FEANF. J'ai eu l'occasion de discuter avec Makhmout Sy, un ami de Babacar Sine et étudiant en droit qui logeait à la cité universitaire.

Thomas Melone, un militant de l'UPC et étudiant en lettres, représentait l'Union nationale des étudiants du Kamerun au Congrès de l'UNEF. Là, les étudiants Kamerunais avaient refusé à la FEANF le droit, contrairement aux autres sections territoriales, de le représenter sur le plan international en avançant l'argument selon lequel il y avait la lutte armée dans leur pays. Ce n'était pas la première fois que l'UNEF a tenu à manifester son indépendance à l'égard de la FEANF. Elle entretenait des relations avec l'UNEF alors que la FEANF les avait rompues.

Les mesures d'expulsion d'étudiants africains se multipliaient. En mai 1960, l'étudiant guinéen Mamadou Barry, ancien représentant de la FEANF auprès de l'UIE à Prague, est expulsé. Le 15 février 1961, l'étudiant camerounais et membre de l'UPC Jean-Martin Tchaptchet est expulsé sur la demande du gouvernement d'Ahidjo. Le 19 février 1961, les trois étudiants camerounais et militants de l'UPC, Michel Ndoh, René Woungly Massaga et Joseph Étoundi, menacés d'extradition, trouvaient refuge à l'ambassade du Ghana à Paris où je leur ai rendu visite. La police française était là pour veiller aux allées et venues de leurs visiteurs. L'étudiant guinéen Mamadi Keita et l'élève vétérinaire malien Abdoul Ba sont expulsés de France.

Un congrès extraordinaire, le XIII^e congrès est convoqué à Paris en avril 1961. Malgré la brutalité de la répression, le congrès extraordinaire réaffirma solennellement toutes les décisions du XII^e congrès.

À ce congrès, la FEANF devait se prononcer sur le mot d'ordre de « désertion de l'université française » qui a été largement discuté dans les sections académiques. Ce mot d'ordre m'avait paru aventurier et irresponsable. Il devait aboutir à une liquidation d'un instrument précieux de lutte comme la FEANF péniblement mise sur pied.

Il était soutenu essentiellement par certains membres du comité exécutif comme par exemple Simon Idéfé Ogouma, étudiant dahoméen en statistiques et vice-président aux affaires extérieures de la FEANF.

Le Secrétaire général de la FEANF, Sékou Traoré, était frénétiquement pour la « désertion des universités françaises pour les universités des pays socialistes ». Ce mot d'ordre avait été formulé de sa propre initiative lors d'une réunion du comité exécutif au cours du mois de février 1961, comme il l'écrit dans son livre : *Responsabilités historiques des étudiants africains* (seconde édition corrigée, 1973, Editions Anthropos, p. 54).

On lui a répliqué que pour combattre l'impérialisme français, il faut être sur place en France. Sekou Traoré contesta la position du congrès extraordinaire de

la FEANF et écrivit : « Ce point de vue du congrès extraordinaire de la FEANF est très discutable. À notre avis, pour combattre l'impérialisme français qui sévit dans les États africains, il faut être sur place en Afrique, et non en France » (1973:55). Cet argument est très faible. Il ne restait plus qu'à demander aux étudiants africains de retourner en Afrique pour ne plus faire des études et devenir sur place des combattants de l'indépendance.

Par ailleurs, Sékou Traoré ne fit pas preuve de lucidité politique et d'esprit de responsabilité lorsqu'il préconisa le mot d'ordre « désertion des universités françaises pour les universités des pays socialistes ». Voilà une formulation qui fit penser que les militants de la FEANF étaient tous des communistes alors que celle-ci était une organisation de masse. Pourquoi Sékou Traoré voulait-il que les étudiants africains aillent faire leurs études uniquement dans les pays socialistes ? Il existait bien des universités dans les pays capitalistes développés comme la Belgique, la Suisse, l'Angleterre, les États-Unis, le Canada. Ainsi, par son mot d'ordre, Sékou Traoré confortait l'idée selon laquelle la FEANF était une organisation communiste et amena de l'eau au moulin du gouvernement français qui cherchait à interdire la FEANF.

J'étais contre le boycott de l'université française pour plusieurs raisons. D'abord, le comité exécutif n'avait guère la possibilité d'amener tous les étudiants africains à quitter la France.

Ensuite, quels sont les pays de l'Est qui pouvaient les accueillir ? C'était la grande question à laquelle il fallait répondre. Le secrétaire de l'Union Internationale des Étudiants (UIE) Jiri Pelikan m'avait clairement dit que les pays de l'Est ne pouvaient recevoir les 8 000 étudiants censés être membres de la FEANF. Il ajoutait que les étudiants africains habitués à vivre en chambre individuelle en France ne pourraient guère supporter de vivre à deux ou à quatre dans une chambre dans les pays socialistes.

Par ailleurs, certains étudiants africains ne pourraient guère retrouver des établissements universitaires (universités ou grandes écoles) qui correspondaient aux études qu'ils avaient entamées en France.

Enfin, nos amis étudiants algériens, membres du FLN, avec qui j'étais secrètement en contact, m'avaient demandé de ne pas commettre l'erreur d'adopter le mot d'ordre de boycott de l'université française qu'ils avaient imposé aux étudiants algériens. Ils m'avaient précisé que cette prise de position avait été une grande erreur malgré le soutien dont ils bénéficiaient de la part du FLN et du gouvernement provisoire de la République Algérienne (GPRA). Ils avaient ajouté que la FEANF ne bénéficiait pas de soutien politique des gouvernements africains qui déployaient d'énormes efforts pour la liquider.

J'ai tout fait pour dissuader les membres du comité exécutif d'adopter le mot d'ordre de boycott de l'université française. Je leur ai fait remarquer que j'avais pratiquement terminé mes études, il me restait seulement à rédiger ma thèse, alors que beaucoup d'étudiants africains n'avaient pas bouclé leur cycle

universitaire. Aller dans un pays de l'Est ne me gênait pas ; car je n'avais aucune charge familiale à assumer en France ou en Afrique. De plus, je pouvais apprendre une langue de plus.

Il était nécessaire de tenir compte de l'expérience de la FEANF qui avait décrété la grève des cours. Cet acte avait porté préjudice aux militants de la FEANF qui étaient élèves dans les grandes écoles. À la section de Toulouse, il y a eu une grave crise qui avait abouti à l'exclusion de certains membres.

Devant la gravité de la situation, j'ai demandé au comité exécutif d'envoyer une délégation visiter les sections académiques pour recueillir l'opinion des militants. Ballet, un stagiaire dahoméen de l'ENFOM, nous a prêté sa voiture. Piloté par Yves Brenner, le trésorier général, Fara Ndiaye, Ballet et moi-même nous allions parcourir les principales sections académiques de la FEANF : Tours, Poitiers, Bordeaux, Toulouse, Dijon, Grenoble, Lyon, Reims.

À l'issue de notre tournée, le comité exécutif fit un bilan. Premièrement, nous n'avons pu réunir que 1 200 étudiants environ sur les 8 000 membres de la FEANF. Deuxièmement, le mot d'ordre de boycott de l'université française n'a guère suscité de l'enthousiasme parmi les étudiants venus écouter la délégation. Troisièmement, on pouvait noter la baisse d'intérêt que commençaient à manifester les étudiants africains à l'égard de l'organisation fédérale (la FEANF).

Le premier congrès syndical panafricain à Casablanca, mai 1961

Je me suis rendu à Casablanca en mai 1961 pour participer aux travaux du premier congrès syndical panafricain qui se sont déroulés à l'hôtel Maraba. J'ai eu l'occasion de rencontrer des syndicalistes sénégalais comme Abdoulaye Ba, le cheminot de Thiès, Abdoulaye Thiaw. La Guinée de Sékou Touré était fortement représentée avec la présence de Cheikh Mbaye, Mouctar Diallo, Oularé, Jeanne Martin.

La séance d'ouverture était présidée par le roi du Maroc, Hassane II. La présence des forces de l'ordre était massive autour de l'hôtel Maraba. C'était pour moi l'indice de l'existence d'un véritable régime policier que je n'appréciais guère. J'ai eu à intervenir, au nom de la FEANF, qui appuyait fortement le mouvement d'unification du mouvement syndical au niveau panafricain.

Le rapport de doctrine et d'orientation a été présenté par Mahjoub Ben Seddiq, secrétaire général de l'Union Marocaine du Travail et président du comité préparatoire du Congrès.

L'idée de la tenue d'une conférence syndicale panafricaine est devenue une réalité. Cette conférence fera date dans les annales de la libération de l'Afrique. Elle n'a pas manqué de soulever des interrogations et de se heurter à des obstacles. Mais elle s'inscrivait dans le sens de l'histoire en raison du fort courant unitaire qui soufflait sur le continent selon Mahjoub Ben Seddiq : « Le vent de l'Unité souffle violemment en Afrique, balayant sur son chemin les obstacles et

réduisant les résistances. Par sa soudaineté, sa violence et l'élan révolutionnaire dont elle fait preuve, l'Afrique retient l'attention ».

À cette conférence était présent le tristement célèbre secrétaire général de la CISL, Irwing Brown, la centrale syndicale contrôlée par les États-Unis et instrumentalisée par la CIA. On m'avait signalé la présence d'Emmanuel Wallerstein, un sociologue américain, résidant à Paris que je connaissais très bien et que je rencontrais très souvent dans les réunions organisées à Paris par Alioune Diop, directeur de *Présence Africaine*.

Après la clôture du congrès, les participants étaient invités à une réception organisée par le roi du Maroc, Hassan II. C'est un train où régnait une très grande anarchie qui mena les congressistes à cette réception organisée à Rabat. Là, nous avons eu droit à de la musique marocaine exécutée par deux troupes royales.

Cette conférence m'a permis d'apprécier plus correctement l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires politiques et syndicales de l'Afrique.

La FEANF et le Congrès constitutif de l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Noire sous domination coloniale portugaise (UGEAN)

Ce congrès s'est tenu à Rabat du 22 au 25 septembre 1961. À la fin de ce congrès, le comité exécutif ainsi composé fut élu. Desiderio Graça, président de l'UGEAN, Alberto Passos, vice-président aux affaires extérieures, Carlos Correia, vice-président aux affaires sociales et culturelles, Daniel Neves, vice-président à la Presse et à l'Information, José Fret, Secrétaire général chargé de la trésorerie.

L'UNEM, l'UGEMA, l'UNEB, l'UNSA, l'UIF, le COSEC avaient envoyé au congrès des observateurs. L'UGEAO avait envoyé Emile Ologoudou, un étudiant dahoméen en lettres à l'université de Dakar. La FEANF avait porté son choix sur le président de l'Association des étudiants tchadiens, Djime Pierre, un étudiant en droit qui sera plus tard le président de la Cour suprême de son pays.

La FEANF et le séminaire de Moscou

En juillet 1961, une forte délégation de la FEANF ainsi composée : Amady Aly Dieng, Sékou Traoré, Ange Félix Patassé, Simon Ogouma, Cheikh Bâ, se rendit à Moscou pour participer à un séminaire organisé par les jeunes Soviétiques. J'ai eu l'occasion d'y rencontrer certains membres de la délégation guinéenne comme Madame Aminatou, l'épouse d'Ibrahima Bâ Kaba, professeur de Physique, l'historien Djibril Tamsir Niane et un Nigérien Attaher Maïga.

C'est à l'occasion de ce séminaire que Simon Idèfé Ogouma, vice-président aux relations extérieures de la FEANF, a réussi à demander à Ange Félix Patassé de ne pas épouser une Française pour des raisons politiques. En effet, presque tous les dirigeants politiques centrafricains membres du MEPAI avaient contracté un mariage mixte. A un moment, Ange Félix Patassé voulait épouser une

femme sénégalaise. La délégation l'en a dissuadé et lui a demandé d'épouser une Centrafricaine.

Sékou Traoré s'était singularisé dans la délégation en s'affichant comme étant un étudiant communiste. Cela a séduit les jeunes du Komsomol qui lui avaient réservé un traitement privilégié.

Les autres membres de la délégation rentrèrent à Paris. Cheikh Bâ, Adèle Kounouvo, une étudiante en journalisme à Prague et moi, nous fûmes invités à effectuer un séjour à Odessa du côté de la mer Noire. Lors de notre passage à Kiev, j'ai eu à accorder une interview à la radiodiffusion de l'URSS à propos du vol du cosmonaute soviétique, German Titov. Nous avons longtemps discuté avec Ibrahima Konaté, ancien secrétaire général de la FEANF et étudiant en médecine à Kiev qui a parlé des agressions que les étudiants africains subissaient de la part des populations. Cela posait le problème du racisme anti-noir dans un pays socialiste. Nous étions obligés d'en rechercher les causes.

L'année 1962

Lors du XIVe congrès qui s'est tenu à Paris du 27 au 30 décembre 1961. Je suis réélu avec le comité ainsi composé :

Président : Amady Aly Dieng (Sénégalais),
Secrétaire Général : Mamadou Lo (Sénégalais),
Vice-président aux affaires extérieures : Simon Idêfé Ogouma (Dahoméen),
Vice-président aux affaires panafricaines : Jacques Baroum (Tchadien),
Vice-président aux affaires sociales : Ambroise Matsouka (Centrafricain),
Vice-président aux affaires culturelles : Léopold Ouédraogo (Voltaïque),
Vice-président à l'information, directeur du Journal : *Kokou Abolo* (Togolais),
Rédacteur en chef du Journal : Guy Hazoumé (Dahoméen),
Trésorier général : Hubert Yaméogo (Voltaïque),
Secrétaire aux affaires extérieures : Moctar Kombo (Centrafricain),
Secrétaire aux affaires panafricaines : Abdoulaye Séga Sow (Sénégalais),
Secrétaire aux affaires panafricaines : Hyacinth Ouédraogo (Voltaïque),
Secrétaire administratif au Journal : Amadou Tall (Sénégal),
Secrétaire aux affaires culturelles : Maxwell Lawson (Togolais),
Secrétaire aux affaires sociales : Bah Thierno Aliou (Guinéen),
Secrétaire aux affaires sociales : Blaise Mobioh (Ivoirien).

Le comité exécutif est contrôlé par le PAI qui y compte huit parmi les dix-huit membres du comité exécutif.

Le nombre des membres du comité exécutif a augmenté en passant de 14 à 18. Cela résultant d'une nouvelle appréciation de la situation politique de l'Afrique. En effet, les structures de la FEANF correspondaient à l'existence de deux grandes fédérations : AOF et Togo. C'est au niveau de ces deux grands ensembles que les problèmes des étudiants africains étaient résolus pour l'essentiel.

Les choses ont changé avec la liquidation des deux fédérations. Dans ces conditions, le rôle politique des territoires était devenu plus important. Les problèmes des étudiants étaient en grande partie résolus par les territoires. Mais en même temps, les étudiants africains, du fait de leur présence en France, avaient à faire face à certains problèmes communs qui ne pouvaient être résolus qu'au niveau d'une organisation unique.

C'est en tenant compte de ces changements politiques que la direction de la FEANF avait proposé au congrès de décembre 1961 les modifications suivantes aux structures du comité exécutif :

- Élection de 5 membres (le président, le secrétaire général, le trésorier général et deux secrétaires adjoints dont l'un serait spécialement chargé des relations avec les sections territoriales) ;
- Élection par le congrès de chaque association territoriale aux autres postes du comité exécutif.

Pour mettre en pratique cette réforme, au cas où elle serait adoptée, le comité exécutif avait demandé aux associations territoriales de se tenir prêtes pour présenter leurs candidats au Congrès.

Ainsi, la FEANF a été obligée de tenir compte des effets de la balkanisation de l'Afrique sur ses structures.

Le 19 avril 1962, sept ans jour pour jour après la création de l'organisation chargée d'aider les étudiants africains en France et deux ans après les indépendances africains, l'Office des étudiants d'Outre-mer devenait l'Office de coopération et d'accueil universitaire (OCAU). Le 14 août, l'OCAU excluait les étudiants africains de son conseil d'administration. Les accords d'Évian signés le 18 mars 1962 reconnaissent l'indépendance d'Algérie le 3 juillet.

Au cours de l'année 1962, le comité exécutif a multiplié les activités culturelles au sein de la Fédération et a incité ses membres à participer à des colloques ou séminaires.

Colloque sur le développement des échanges culturels

Un colloque ouvert à toutes les personnalités, organisations et publications intéressées devait se dérouler à Paris du 28 au 31 mars 1962, au Palais de la mutualité, 24, rue Saint-Victor Paris V.

Les discussions de ce colloque devaient porter sur le thème « Comment développer les échanges franco-africains dans l'esprit de la lutte anticolonialiste et de la fraternité entre les peuples.

À ce colloque devaient participer d'éminentes personnalités universitaires et politiques comme Jean Dresch, professeur à la Sorbonne, Charles Bettelheim, directeur d'études à l'École des Hautes Études, Jean Bénard, professeur agrégé des Facultés de droit et de sciences économiques, Pierre Boiteau, ancien directeur de l'Institut de la Recherche Scientifique de Madagascar, Raymond Barbé, ancien conseiller de l'Union française, Jacques Charrière, docteur en droit, Pierre Cot, ancien ministre, directeur d'études à l'École des Hautes Études, René Dumont, professeur à l'Institut national agronomique, Georges Fischer, maître de recherches au CNRS, Roger Garaudy, directeur de la revue *Économie et Politique*, Michel Leiris, Musée de l'Homme, Jean-Suret-Canale, directeur de l'Institut national de recherches et de documentation de la République de Guinée, Docteur Pierre Bosquet, Docteur Regnier.

Étaient attendus aussi à ce colloque des pédagogues, des militants syndicalistes de l'enseignement comme Paul Delanoue, vice-président de la FISE, des étudiants, des militants syndicalistes comme Marcel Dufriche.

Au titre de la revue *Démocratie Nouvelle*, devaient prendre part à ce colloque Eugène Aubel, professeur honoraire à la Sorbonne, Joanny Berlioz, Paul Noirot, Michel Brugier, Georges Fournial, Robert Lambotte, journaliste à *L'Humanité*.

À cet appel ont répondu favorablement le Parti démocratique de Guinée (PDG), l'Union Soudanaise et la CNTM, le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et des syndicats du Sénégal et du Cameroun.

En marge de ce colloque et notamment les 25 et 27 mars dans la soirée (grande salle de la Mutualité) devait être organisée une semaine du cinéma sur l'Afrique au cours de laquelle toutes les projections cinématographiques devaient être l'occasion de discussions entre Français et Africains.

Le 14^e congrès de la FEANF vota à l'unanimité une motion invitant les étudiants africains à participer à ce colloque.

Ce colloque franco-africain, patronné par la revue *Démocratie Nouvelle* qui allait réunir avec les ministres de l'Éducation nationale de Guinée et du Mali, d'autres éminentes personnalités africaines et de chercheurs et professeurs français, fut brutalement frappé d'interdit par M. Papon, préfet de police. C'est à Jean Dresch, professeur à la Sorbonne qu'il a notifié que la réunion d'un colloque franco-africain serait « de nature à troubler l'ordre public ».

J'étais membre du Comité préparatoire de ce colloque dont les réunions se tenaient dans l'immense bibliothèque personnelle de Jean Dresch qui avait son domicile au 80, rue Notre Dame à Paris VIe.

D'une haute stature, l'œil vif et les sourcils noirs drus, cet universitaire qu'Yves Lacoste a qualifié de « géographe anticolonialiste » savait animer nos réunions. Ce spécialiste de la géographie ne manquait pas de nous raconter quelques histoires montrant la naïveté de son parti, le Parti communiste français. Ce parti ne croyait guère à une possibilité pour les peuples africains de se libérer. Il subordonnait cette libération à la prise du pouvoir en France par le PCF comme cela a été le cas avec les pays coloniaux de l'Asie en URSS.

C'est à la suite de l'interdiction de ce colloque que *La Pensée* a été heureuse d'ouvrir ses colonnes à deux étudiants africains ayant participé au colloque sur les problèmes de la littérature négro-africaine récemment organisé par la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.

C'est Pierre Boiteau qui a retracé, dans le numéro 103 (mai-juin 1962) de *La Pensée*, les étapes de la poésie négro-africaine. Les contributions de Moustapha Bal, un futur inspecteur des impôts mauritanien et Condetto Néné Khaly Camara, un futur ministre guinéen ont permis de suivre l'évolution qui s'est produite dans la poésie négro-africaine d'expression française.

Comme ils l'ont montré, les chantres de la négritude avaient adopté un autre mode d'expression plus percutant, de la révolte. Mais, quel que puisse être leur talent, ils restaient des révoltés et non des révolutionnaires.

Certes, Jacques Rabemananjara se faisait le chantre de la liberté dans ses poèmes lorsqu'il était détenu à la prison d'Antanimora.

Mais depuis qu'il est ministre, il emprisonne les patriotes malgaches les plus conquérants. Senghor parle du « socialisme africain », mais il persécute les militants du Parti Africain de l'Indépendance qui luttent pour l'instauration d'un régime conforme aux intérêts nationaux du peuple sénégalais.

Pierre Boiteau estimait utile de montrer en quoi l'étape de la négritude constituait un progrès, dans sa forme et dans son contenu, par rapport aux formes antérieures d'expression poétique. Mais il est aussi nécessaire de montrer les limites que ses propres insuffisances idéologiques assignaient à cet art. Il est d'ailleurs juste d'ajouter que des fauteurs qui lui sont extérieurs, telle l'apparition d'un processus accéléré de différenciation des classes après la conquête de l'indépendance politique, ont contribué à précipiter sa caducité.

Ainsi, l'article de Condetto Néné Khaly Camara : *Conscience nationale et poésie négro-africaine d'expression française*, et l'étude de Mustapha Bal : *L'homme noir dans la poésie* ont été intégralement publiés dans *La Pensée*.

La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France a organisé à son siège (6 bis, cité Rougemont Paris 9^e) du 30 au 31 mars 1962 un séminaire sur le

thème suivant : « Traits caractéristiques des pays d'Afrique Noire ». Ce séminaire, après celui organisé en juillet 1961 sur le thème « Littérature et Politique », a revêtu une très grande importance, car il permettait aux étudiants africains d'enrichir leur connaissance dans le domaine de l'économie des pays du continent. Ainsi, ils pouvaient mettre à nu les mécanismes d'exploitation néocoloniale des peuples africains. L'organisation de ce type de séminaire répondait au désir d'armer intellectuellement les étudiants dans leur lutte pour l'indépendance et de montrer que le combat n'était pas seulement politique, mais aussi économique et culturel.

Le séminaire sur les problèmes de l'enseignement en Afrique noire

Le comité exécutif de la FEANF a organisé du 16 au 17 juillet 1962 à son siège un séminaire sur les problèmes de l'enseignement en Afrique. Il était surtout préoccupé par la nécessité de réformer les programmes d'enseignement à la suite de l'acquisition de l'indépendance politique des pays africains sous domination française. Des contributions ont été demandées à des professeurs africains et français qui avaient une très grande expérience dans leur domaine. Assane Seck, enseignant de géographie à l'Université de Dakar, nous a envoyé une intéressante communication. Jean-Bernard, professeur d'économie à Poitiers et membre du Parti communiste français, avait été sollicité pour présenter une communication. Par susceptibilité et surtout par manque de respect pour lui de la part du comité exécutif, il avait en définitive décliné notre invitation. Il ne nous a jamais expliqué en quoi le comité exécutif lui avait manqué de respect.

Moctar Tall a dressé un bilan de l'enseignement technique pendant la colonisation. Oumar Kane, un ancien militant de la FEANF, a abordé le problème de l'enseignement de l'histoire en Afrique. Simon Ifédé Ogouma, un ancien vice-président aux affaires extérieures de la FEANF, a traité des problèmes de l'alphabétisation des masses et des langues françaises.

Le texte de Madame Jacqueline Ki-Zerbo a porté sur l'enseignement féminin en Afrique Occidentale. Djibril Sène, un futur ingénieur agronome, s'est attaché à poser les problèmes relatifs à l'enseignement agronomique en Afrique Noire.

Le professeur Charles Bettelheim, directeur d'études à l'École pratique de Hautes Études, a fait des observations pertinentes sur le projet de rapport de travail préparé par le professeur David Walker au nom de l'Association économique internationale et des propositions nouvelles. Il s'agissait de discuter des problèmes relatifs à la rédaction d'un manuel destiné aux étudiants africains et envisagé par l'UNESCO et l'Association économique internationale (cf. Remarques sur le projet de rapport de travail préparé par le professeur David Walker au nom de l'Association économique internationale et propositions nouvelles rédigées par le professeur C. Bettelheim, 7 pages).

Dès les premiers mois de l'année 1962, la FEANF a entretenu des relations difficiles avec le gouvernement de Sékou Touré à cause de la répression des syndicalistes, des enseignants et des étudiants.

Le comité exécutif s'est montré conciliant avec le gouvernement guinéen qui a fait montre d'une intransigeance incompréhensible. Il a demandé, pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, à la section guinéenne de la FEANF de faire preuve d'un esprit de responsabilité pour ne pas envoyer des télégrammes de protestations à caractère injurieux. Mais ainsi Alpha Ibrahima Sow a traité les membres du comité exécutif de poltrons.

Les graves événements de novembre 1961 survenus en Guinée

À la Conférence nationale du Parti démocratique de Guinée (PDG) tenue à Conakry en août 1961, Sékou Touré a choisi de mettre en application une politique dictatoriale dans le pays et de réprimer les syndicalistes, les enseignants et les étudiants. Il écrit : « Pour maintenir et renforcer la discipline nationale dans les milieux estudiantins, nous devons désormais exiger des nouveaux boursiers de la nation le critère de fidélité au PDG et au pays ».

Le gouvernement guinéen décida de dissoudre la section guinéenne de la FEANF, d'interdire aux étudiants guinéens de continuer à militer dans la FEANF et d'instituer à la place de la section guinéenne de la FEANF une multitude de comités JRDA (Jeunesse du Rassemblement Démocratique Africain).

Mais ni l'association des étudiants guinéens de France (AEGF) ni la FEANF n'ont voulu porter le différend sur le plan public. De plus, le comité exécutif de la FEANF demanda à son Excellence l'Ambassadeur de Guinée à Paris, Tibou Tounkara, à aller débattre du différend avec les premiers responsables guinéens à Conakry. Mais un refus mal déguisé lui fut opposé.

Les étudiants guinéens sont sommés de faire connaître leur position. Ceux qui ne voulaient pas approuver les mesures de répression perdirent leurs bourses. Certains furent rapatriés ou bannis. C'est à la faveur de cette atmosphère de menaces, de panique et de déloyauté que l'AEGF a été amenée à approuver les mesures répressives prises contre les syndicalistes, enseignants et à s'aligner sur la politique du PDG et du gouvernement, se contentant de réclamer platoniquement la clémence pour les syndicalistes menacés de mort. Ces prises de position étaient essentiellement le fait d'une minorité et non de tous les étudiants guinéens en France.

Les événements de novembre 1961 devaient fournir un prétexte aux dirigeants guinéens pour renforcer l'inféodation de l'AEGF dans le PDG. A son XIVe congrès, la FEANF a pris nettement position contre l'orientation antidémocratique de la politique guinéenne.

Au XV^e congrès qui est un congrès extraordinaire tenu en avril 1961, la délégation de l'AEGF conduite par Charles Diané est venue avec de gros docu-

ments où elle injurait le comité exécutif présenté comme un organe composé de « quatre pelés et trois tondus ». À cette occasion, Moustapha Diallo, ancien président de la FEANF, a qualifié ces documents « d'ordures ». J'avais précieusement gardé ces documents que je n'ai pu retrouver.

La rupture était consommée entre la FEANF et le gouvernement de Sékou Touré. L'ambassadeur de Guinée, Tibou Tounkara est venu en plein congrès nous dire la troupe a tiré en l'air à Labé et qu'il y a eu des morts. Abou Camara, un conseiller à l'ambassade de Guinée à Paris, a claqué la porte lorsque le congrès a dénoncé la politique de répression du gouvernement guinéen.

La FEANF a toujours accordé beaucoup d'importance à son organisation sœur, la West African Student's Union (WASU) basée à Londres.

Congrès de la West African Student's Union (WASU)

Simon Ogouma, vice-président aux affaires extérieures et moi, nous nous sommes rendus à Londres pour participer au congrès de la WASU créée en 1925. Ce congrès s'est tenu du 13 au 14 juillet 1962 dans un foyer d'étudiants africains subventionnés par Kwamé Nkrumah. C'est un étudiant ghanéen Godfried Amo qui avait l'habitude de représenter la WASU aux congrès de la FEANF qui nous avait reçus

Ce qui m'avait frappé, c'est le respect quasi religieux de la procédure anglosaxonne observé par les membres de la WASU. De temps en temps, les discussions étaient ponctuées par la formule « Mister Chairman, I ask your protection, since I am on my legs » utilisée par les orateurs qui ont été interrompus.

C'est à l'occasion de ce congrès que Simon Ifède Ogouma et moi, avons connu une jamaïcaine Miss Boven qui était très attachée à la cause africaine. Cette dernière viendra à Paris pour s'enquérir des activités de la FEANF. Plus tard, elle viendra à Dakar. Mon épouse et moi l'avons bien reçue. Nous l'avons amenée jusqu'à Rufisque. Rentrée aux États-Unis, elle avait invité ma fille Aminata Dieng à séjourner chez elle. Malheureusement, ce projet n'a pas pu se réaliser.

Festival de la Jeunesse et des Étudiants

À l'occasion du 8^e festival de la jeunesse et des Étudiants qui devait se tenir à Helsinki du 27 juillet au 6 août 1962, je me suis rendu par avion à Moscou. De là, j'ai pris le train pour Helsinki où se tenait une réunion du comité préparatoire de ce festival en passant par Leningrad.

La Finlande me fascinait parce qu'elle a réussi à enrichir sa langue et à l'enseigner dans les écoles dans un laps de temps relativement court.

Mais j'étais déçu d'apprendre que les Finlandais étaient comme les Polonais. L'abus d'alcool les amenait à ne pas travailler à tel point que le gouvernement avait pris des mesures pour fermer les bars à certaines heures de la journée.

En partant de Paris, je savais que j'étais expulsé de la France. Les autorités policières françaises ne devaient exécuter cet acte d'expulsion qu'à ma sortie du territoire en m'empêchant de rentrer.

Pour tromper les policiers français durant cette période, j'utilisais un stratagème qui consistait à ne jamais prendre l'avion Prague-Paris. Je prenais ainsi un avion passant par la Suisse, la Hollande ou la Belgique. Cette fois, j'ai pris l'avion venant du Danemark et faisant escale à Frankfort. Une autre fois, j'ai pris l'avion jusqu'en Belgique pour prendre le train me menant à Lille en montrant aux policiers ma carte nationale d'identité. A cette époque, les étudiants africains n'avaient d'autre nationalité que la nationalité française.

Durant l'année 1962, j'ai entretenu beaucoup de relations soit avec des organisations, soit avec des personnalités.

J'ai reçu plusieurs fois au siège les membres d'un groupe d'étudiants français : le cercle universitaire d'étudiants « Connaissance de l'Afrique » présidé par Pierre-André Wiltzer qui sera ministre de la Coopération dans le gouvernement Raffarin.

Le Cercle « Connaissance de l'Afrique » et Pierre André Wiltzer

Ce cercle créé au cours de l'été 1961 a mené quelques activités durant l'année universitaire 1961-1962. Il a organisé le 20 mars 1961 à la Maison de l'Europe un colloque sur « les politiques africaines de développement et le Marché commun ».

Dans son allocution de bienvenue, Pierre-André Wiltzer, Président du Cercle, devait souligner « l'intérêt primordial d'un sujet qui se situe au confluent de deux courants : développement de l'Afrique et unification européenne ». Puis prirent la parole des personnalités de tendances aussi variées que MM. Gérard Jacquet, ancien ministre, Maurice Bye, professeur à la Faculté de droit et de Sciences économiques de Paris, Schmarid, Secrétaire général du centre de formation économique, financière et bancaire et Charles Valy Diarassouba, un étudiant ivoirien en sciences économiques, futur recteur de l'Université d'Abidjan. Les débats entre les conférenciers et les participants européens africains et même américains devaient être résumés dans un communiqué final remis à la presse et à la radio.

Le cercle universitaire publiait un journal : *Connaissance de l'Afrique*, bulletin d'information du cercle universitaire « Connaissance de l'Afrique », 5 rue las-Cases Paris 7^e, d'octobre 1962.

Dans le numéro 1 de cette publication bimestrielle, figure dans la rubrique « reportage », un texte d'Alpha Condé, un étudiant guinéen qui sera président de la FEANF.

Président du Club tiers-monde de l'IEP, Alpha Condé a eu, au cours de l'été 1961, l'occasion de parcourir les États-Unis d'Amérique et de prendre contact

avec toutes les couches de la société américaine. Il s'est attaché, en particulier, à analyser les différentes conceptions qui ont actuellement cours aux USA concernant l'Afrique moderne. C'est le résultat d'une partie de son enquête qu'il a livré à *Connaissance de l'Afrique* sous le titre : *Un Africain aux États-Unis*.

Le rédacteur en chef du journal a rendu compte de l'ouvrage de Jean Pierre Ndiaye, un sociologue sénégalais et futur journaliste à Jeune Afrique : *Enquête sur les étudiants noirs en France*.

L'importance du traumatisme colonial dans la psychologie africaine transparaît tout au long de l'ouvrage. Un exemple significatif : les auteurs qui, selon les étudiants interrogés, ont le plus contribué à leur formation dans l'ordre : Rousseau, Marx, Victor Hugo, Lénine, Sartre, c'est-à-dire des hommes qui, dans des formes diverses, ont posé au centre de leur œuvre le problème de la liberté ou celui de la libération.

Pourtant, il est frappant de constater que beaucoup d'étudiants noirs interrogés pensent à leur liberté et à leur libération hors des schémas ainsi fabriqués par les penseurs d'Europe. Leur liberté, ils la conçoivent non seulement comme un état ou une conquête, mais aussi comme un dépassement et une construction.

J'ai gardé 10 numéros du journal *Connaissance de l'Afrique* qui a été publié d'octobre 1962 à juin 1967. Le numéro 6 de novembre-décembre 1963 contient une interview de Magatte Thiam, président de la FEANF durant l'année 1963.

Le cercle a organisé le jeudi 22 novembre 1962 une journée d'étude sur « les problèmes de l'enseignement en Afrique » au Musée social, 5, rue Las-Cases Paris 9^e avec la participation de Stéphane Hessel, directeur de la coopération avec la Communauté et l'étranger au ministère de l'éducation, Gabriel Beis chef de service « Enseignement » au ministère de la coopération et Ababacar Ndiaye, inspecteur de l'enseignement primaire.

Le Cercle a organisé trois journées d'études sur la Coopération franco-africaine sous le haut patronage de Raymond Triboulet, ministre délégué, chargé de la coopération au Centre de conférences internationales à Paris du 24 au 25 février 1964. Plus de 300 personnes ont suivi les débats. Parmi elles, on peut citer le professeur d'économie Gaston Leduc, Durant Réville, Juglas.

Au dîner qui s'est tenu à l'Hôtel Lutétia étaient présents Koset, représentant Foccart, secrétaire général de la Présidence de la République, Dieng, premier conseiller à l'Ambassade du Sénégal à Paris, etc.

La réunion fut suivie d'un voyage d'étude à Nantes qui permit à 20 participants, jeunes Français et Africains de voir comment une région française coopérait avec l'Afrique.

Durant l'année 1962, le livre de René Dumont a eu un succès tel que la revue mensuelle du Parti communiste français *Démocratie Nouvelle* a été amenée à organiser un débat dans ses locaux.

Rencontre-débat sur L'Afrique Noire est-elle mal partie ?

Cette rencontre a été organisée par Paul Noirot, responsable de la revue mensuelle du PCF *Démocratie nouvelle* à son siège. Y ont pris part Jean Bénard, professeur d'économie politique à Poitiers, Jean Dresch, professeur de géographie à la Sorbonne, Jacques Charrière, collaborateur de Charles Bettelheim, Paul Delanoue, spécialiste pour les questions d'Afrique, Nguyen Nghe, collaborateur vietnamien de *Démocratie Nouvelle*, Paul Amar, correspondant à Paris d'*Alger Républicain*, Amady Aly Dieng, président de la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France jusqu'au XV^e congrès de décembre 1962 et Ibrahima Camara, haut fonctionnaire guinéen.

D'entrée de jeu, René Dumont, l'auteur de *L'Afrique Noire est mal partie* (1962, Editions du Seuil) demande qu'un Africain précise les critiques qui lui ont été faites.

Ibrahima Camara considère que l'ouvrage portant sur tout un continent connaissant des orientations différentes ne s'est pas toujours basé sur une étude scientifique. Ce sont seulement les éléments qui, pour le moment, semblent être en vue qui ont été évoqués. On sent que R. Dumont s'attache plus particulièrement au domaine qu'il connaît bien, celui du développement agricole.

Souvent, les forces susceptibles de briser les anciennes structures ne sont pas suffisamment mises en évidence. Ibrahima Camara souhaite voir R. Dumont procéder à une étude sur les partis politiques et les syndicats. Il constate que le professeur Dumont a écrit un premier livre qui devrait nécessairement être suivi d'un second rédigé soit par lui, soit par les Africains comme il le demande lui-même. En fermant ce livre, où tout est démolé, il y a lieu de se demander : « Que faire ? ».

Certes, à la fin du livre, il décrit les chances qu'il offre à l'évolution de l'Afrique sur la base de l'unité du continent. Mais Ibrahima Camara pense que l'unité africaine ne saurait être un remède souverain. Le problème est essentiellement un problème d'orientation politique. Cette unité ne saurait se faire sur un simple plan sentimental.

Le professeur Dumont parle dans son livre de « la révolte de la Guinée ». En évoquant « l'ouverture de la Guinée », il aurait fallu analyser concrètement la situation particulière de ce pays. La façon dont la situation en Guinée est présentée peut tout juste donner raison aux États Africains qui, eux, n'ont pas voulu suivre l'exemple de ce pays.

J'ai eu à formuler des critiques contre certaines idées développées dans ce livre qui présente un grand intérêt pour les étudiants africains. J'ai dit franchement au professeur Dumont que son livre contenait des remarques partielles justes et autres malheureusement très souvent partiales. En outre, par suite du fait qu'il voyage beaucoup, ou pour d'autres raisons non explicites, il avait tendance à transposer certaines expériences historiques (Chine, Cuba, Vietnam, URSS, Algérie, etc.) dans des contextes tout à fait différents. Pour ne citer qu'un

exemple, il dit dans son livre que la compétence technique est maintenant mise au premier plan en Chine. Mais il ne dit pas que les Chinois ont accompli une grande révolution qui a transformé radicalement les rapports sociaux dans leur pays. Ainsi, le problème essentiel auquel ils ont à faire face actuellement est la construction d'une société nouvelle qui exige la formation de nombreux cadres techniques.

Or, il s'agit de savoir quelle est en Afrique noire, aujourd'hui, la question fondamentale qui se pose. Est-ce celle de la compétence technique ou le problème de la transformation des rapports sociaux qui ont été imposés par les anciennes et nouvelles formes de la colonisation et qui empêchent les compétences techniques de se déployer pleinement au service des peuples africains ?

Pour les étudiants africains, le problème essentiel est de lutter pour la transformation radicale des structures économiques et sociales créées et entretenues par les tenants des nouvelles formes du système colonial.

Plus grave encore est, à notre avis, le fait que le professeur Dumont n'a pas toujours bien vu la signification et la portée de la colonisation en ce sens que pour lui pratiquement, celle-ci n'a connu que des « erreurs », elle n'a pas été, dans son essence même, un système d'exploitation. La colonisation que le professeur Dumont qualifie d'« œuvre humaine, fort imparfaite », n'a pas eu pour but de développer l'Afrique pour elle-même, mais de développer surtout un certain nombre de secteurs pour les gens qui profitaient du système. Les réalisations (ports, voies de communication, écoles, hôpitaux, etc.) ont été accomplies non dans l'intérêt des Africains, mais pour les exigences de l'exploitation coloniale. Dire qu'il y a eu dans celle-ci des facteurs positifs peut être dangereux dans la mesure où l'on repose ce que les adversaires du système colonial présentent comme des facteurs terriblement négatifs. La colonisation est un tout. Et je crois que c'est là une attitude fréquente chez les personnes de bonne foi qui veulent lutter contre certains effets de la colonisation, mais qui refusent de mettre en cause ses fondements.

Une autre critique que l'on peut articuler contre l'ouvrage du professeur Dumont, c'est qu'il semble, en le lisant, que la colonisation est entièrement un fait du passé. On peut dire que l'exploitation continue d'exister, mais sous des formes nouvelles. On y a intéressé un certain nombre d'Africains qui veulent constituer une pseudo-bourgeoisie dénoncée à juste titre par M. Dumont. Il aurait été plus intéressant d'insister sur les liaisons de cette pseudo-bourgeoisie avec le système impérialiste. On ne peut pas parler d'elle sans parler de ses soutiens extérieurs.

La faillite de cette bourgeoisie n'est pas la faillite de l'indépendance, mais la faillite de l'indépendance formelle de cette pseudo-bourgeoisie maintenue encore dans la dépendance par le système impérialiste.

L'analyse de Dumont ne va pas toujours au fond des problèmes. Les arbres lui cachent souvent la forêt. Dumont met souvent sur le même plan le détail et l'essentiel.

L'apport extrêmement utile de l'ouvrage de Dumont, c'est qu'il met très concrètement en lumière un certain nombre de défauts qui ont marqué le début des « nations africaines » selon Jean Dresch. Les États africains ont reçu un lourd héritage premièrement d'archaïsme et deuxièmement de nouveaux mouvements de type colonial. Le poids de l'archaïsme maintenu par la colonisation est extrêmement lourd et la colonisation elle-même, comme Dumont l'a montrée, ne permettait pas la création d'une économie à la fois nationale et socialiste.

Jean Bénard pense qu'il faut reconnaître dans le livre du Dumont toute une série de faits parfaitement exacts. Il a été sensible à l'accent qu'il a mis sur le facteur humain. Dans son ouvrage, il y a deux grands thèmes : le problème agricole dont il est un éminent spécialiste, mais aussi le problème humain de la formation des cadres et de leur bonne utilisation. Il y a là un problème particulièrement grave, redoutable en Afrique. Jean Bénard ne voit que trois voies possibles pour former des cadres dans une société désirent se développer rapidement : 1) la voie classique, celle de la formation d'une bourgeoisie nationale, une voie qui est très lente ; 2) la formation administrative des cadres, la priorité étant donnée à la constitution d'administrations modernes dont les fonctionnaires auraient le sens du service public doublé de celui de l'efficacité économique. Mais plusieurs obstacles s'opposent à la formation rapide de cadres ; 3) une autre formule est celle d'organisations populaires de masse animées par une idéologie, ou si l'on préfère, par une théorie politique et sociale cohérente et révolutionnaire. Sans ce moteur, à la fois populaire et idéologique de l'État, Jean Bénard ne voit pas le moyen de s'en sortir.

Paul Delanoue, un syndicaliste enseignant, pense qu'il y a une partie positive dans le livre du professeur Dumont. Celle-ci concerne ce qu'il appelle les « ouvriers ».

Le professeur Dumont a bien mis en relief le rôle historique de la traite des esclaves, puis du système colonial et de ses survivances, c'est-à-dire la persistance de l'économie de traite dans la longue stagnation économique de l'Afrique. Mais lorsqu'on se pose la question de savoir qui va porter un remède à cet état de choses, le livre n'est pas de nature à encourager les véritables forces qui peuvent opérer ce redressement. Bénard a raison de dire que seul un mouvement populaire aussi bien que paysan est aujourd'hui en mesure de mettre en valeur les ressources de ce continent et d'améliorer le sort des hommes. Paul Delanoue pense que ce sont les forces qui ont été à la tête de la lutte anticoloniale qui doivent à l'heure actuelle, être à la tête de la lutte pour le redressement

économique. La mise en pratique des plus importantes suggestions du professeur Dumont nécessite un préalable politique.

Dans son ouvrage, Dumont analyse certains aspects du développement du Mali et de la Guinée. Pourquoi ces deux pays ont-ils enregistré plus de progrès que les autres pays africains sous domination française ? C'est parce que le mouvement luttant contre le colonialisme était animé par les forces populaires, par une plus grande conscience de masse. Et Delanoue rejoint ce qu'ont dit Dresch et Bénard, c'est justement dans cette voie que l'Afrique trouvera la possibilité de porter un remède au malheureux sort des Africains. Il ne suffit pas de dire seulement ce qui ne va pas, que les bureaucrates sont corrompus, qu'il y a un nombre énorme de parlementaires, de ministres qui accaparent une trop grande part des ressources de l'Afrique, que les paysans sont mécontents et qu'il y a des révoltés inévitables, mais il faut montrer quelles sont les forces qui vont diriger ces révoltes.

Et là, il aurait fallu, selon P. Delanoue, une analyse rapide du mouvement africain, ouvrier, paysan, intellectuel, pas seulement sous forme polémique, par exemple comme cela a été avec les étudiants, mais sous une forme positive. Sans doute ce mouvement africain est extrêmement jeune.

Jacques Charrière commence par féliciter Dumont sur le titre de son livre qui est un excellent titre journalistique et qui couvre bien les analyses du livre. Mais il y a une certaine ambiguïté. Quand on dit que l'Afrique noire est mal partie, on fait allusion à un phénomène qui a cependant deux aspects différents. On ne peut pas unir dans un même jugement, dans une même critique la Guinée et le Mali et les autres pays.

Deux problèmes se posent. D'une part, on peut se demander pourquoi les pays voisins de la Guinée et du Mali se sont engagés dans une voie capitaliste et d'autre part, une question qui est probablement ici la plus importante, on peut s'interroger sur l'évolution actuelle de la Guinée et du Mali et se demander si, au lieu d'un « mauvais départ », il ne serait pas plus juste de parler d'un arrêt du développement dans la voie du socialisme, d'un ralentissement si l'on veut.

Delanoue reproche à Dumont de ne pas donner une analyse, même un commencement d'analyse des causes qui ont pu amener le développement actuel ou l'insuffisant développement actuel dans la voie du socialisme en Guinée et au Mali. La critique est stérile si elle fait appel seulement à la bonne volonté « des meilleurs ». Il faudrait, pour essayer d'avancer un peu, examiner non seulement comme dit Delanoue, les mouvements populaires, ouvriers ou paysans, tels qu'ils existent mais également les mécanismes qui permettront aux forces populaires de prendre le relais de ce mauvais départ, les éléments sociaux, structurels, politiques, historiques qui font que pour le moment ces forces populaires ont une influence de moins en moins grande ; elles ne peuvent pas grandir tout à coup et une analyse est indispensable, une analyse sociologique, notamment

des structures sociales bouleversées telles qu'elles se présentent en Guinée et au Mali après un choix socialiste. Dans ces deux pays, de profondes transformations ont été effectuées, le Parti Démocratique de Guinée, en particulier, est un parti politique, un instrument de direction qui, de loin, ne se retrouve dans aucun pays d'Afrique Noire. Et cependant, la stagnation est évidente.

Nguyen Nghe, auteur d'un article critique remarquable sur les thèses défendues par Frantz Fanon dans *Les Damnés de la terre* paru dans *La Pensée*, avoue qu'il n'a aucune connaissance de l'Afrique. Il a cherché à donner quelques références tirées de l'expérience vietnamienne.

Pour lui, le monde paysan ne bougera pas avec des amateurs. Les expériences les plus importantes ont abouti à ce qu'il appelle la politique des « trois ensembles » : manger ensemble, vivre ensemble et travailler ensemble avec les paysans.

René Dumont considère comme très importants les propos de Nguyen Nghe. Manger ensemble, vivre ensemble, travailler ensemble, c'est qu'il a voulu conseiller à ses amis Africains et spécialement à ses amis étudiants dans son dernier livre. De même, l'idée évoquée par Paul Noiroto de la nécessité de briser les vieux modes de penser, de faire sentir au paysan qu'il peut agir, lui paraît essentielle. L'animation rurale au Sénégal a commencé ce travail, mais à une échelle insuffisante. Il faut faire sentir aux paysans que leur sort est entre leurs mains parce que, dans la tête du paysan africain, il y a trop souvent l'idée que pluie et beau temps, soleil et sécheresse alternent, sans qu'il soit possible d'agir sur eux : ce sont les puissances surnaturelles qui, pour le paysan primitif, commandent. Les puissances surnaturelles et ensuite le gouvernement qui d'ailleurs pour certains paysans rattache aux premières, qui a des humeurs, qui donne de l'argent une année, qui le redemande l'année suivante parce qu'il a changé d'humeur.

René Dumont a répondu à certaines critiques. Son livre est certainement un livre qui contient des remarques partielles justes. Mais il n'a pas la prétention de résoudre tous les problèmes, reconnaît-il. Il est aussi insuffisant en ce qui concerne l'étude des partis politiques ; cela pour une raison bien simple, qui est qu'il n'est pas un sociologue, ni plus généralement un spécialiste de toutes ces questions. De même, il n'a pas abordé les problèmes du Marché commun parce qu'il n'en a pas étudié les mécanismes.

L'analyse de la situation en Guinée qu'il a faite est surtout celle d'un technicien, d'un agronome et il a voulu que les autres États Africains sachent que s'avancer dans la voie du socialisme exigeait un certain nombre de conditions pour réussir. Et, à son point de vue, si la mise en place des sociétés nationales, la collectivisation du commerce import-export sont naturellement fort utiles, voire même indispensables, parce que les bénéfices commerciaux servent à l'édification de l'économie nationale et ne seront plus exportés par les sociétés commer-

ciales, il reste qu'il faut au préalable disposer de cadres ayant la compétence, l'honnêteté et le dévouement nécessaires. Dès lors que ce qu'il voulait dire aux pays africains, c'est qu'ils préparent tout de suite les conditions de passage au socialisme. À son avis, le socialisme est dans une plus mauvaise position. Il s'est aventuré trop loin et il est obligé de reculer. Il avait progressé avec plus de prudence assurant ses arrières, en remplissant les conditions de réussite et en évitant les échecs. C'est qu'il a voulu dire aux autres États Africains, en citant des exemples guinéens de ce qu'il ne faut pas faire. Ceci, sans du tout pour autant condamner l'expérience guinéenne.

Le Mali et la Guinée ont fait plus de progrès que les autres, dit Ibrahima Camara. Il l'avait tellement souhaité qu'il aurait bien regretté que cela ne soit pas, parce que jusqu'à présent, il n'y avait pas à son sens, de preuve d'un développement plus rapide, plus tangible dans ces pays, en matière de production, notamment de production agricole.

On lui a reproché encore de n'avoir pas suffisamment pris position dans l'ordre économique et politique. Il y a à cela une raison essentielle et il est bienheureux de s'expliquer. D'abord, il ne se sent pas en possession de la vérité économique. Même la voie socialiste pour l'agriculture, il la recherche. Il était allé l'étudier en Union Soviétique, il a été l'étudier en Chine et à Cuba. Il va retourner au Nord Vietnam et en Chine. Il y a des pluralités dans les formes de développement économique de ces pays socialistes et il n'est pas capable de trancher, de savoir quelle est la meilleure. En tout cas, celle qui est la meilleure pour l'Afrique ?

S'il a des hésitations sur les meilleures formes de la structure économique, il y en a naturellement de plus marquées encore dans l'ordre politique. Indiquer dans les détails la voie politique à suivre aux Africains lui aurait paru être en outre un acte de paternalisme politique et c'est cet acte qu'il a voulu éviter.

Au cours de cet entretien, René Dumont a insisté sur le fait que les techniciens guinéens n'étaient ni ponctuels ni travailleurs. Certains d'entre eux prétendaient être en mesure de dépasser les Chinois. Jean Bénard n'était pas loin de partager cette opinion de René Dumont.

Les intervenants membres du Parti communiste comme Paul Delanoue, Paul Noirot, Jean Dresch soutenaient systématiquement la politique de Sékou Touré et présentaient la Guinée et le Mali comme des pays ayant plus progressé que les autres pays africains restés dans la « Communauté africaine ». C'est une position erronée. Jacques Charrière, collaborateur de Charles Bettelheim, a bien compris que la Guinée et le Mali n'avaient pas plus progressé que les autres pays, comme on le soutiendra plus tard.

Relations avec le BERA de Jean-Pierre Ndiaye

Il m'arrivait de temps en temps d'aller rendre visite à Jean-Pierre Ndiaye, un dynamique sociologue sénégalais qui s'intéressait beaucoup aux problèmes sociaux, politiques et culturels des étudiants africains. J'étais accompagné d'Alassane Ndaw, futur doyen de la Faculté des lettres de Dakar et fonctionnaire à l'UNESCO.

Le BERA – Bureau d'Études des Réalités Africaines – a été créé le 8 novembre 1962 par un groupe d'étudiants africains poursuivant leurs études en France. Il réunissait les étudiants soucieux de parfaire leur formation, compléter leur information et apporter leur modeste contribution sur le plan de la réflexion et de la recherche à l'histoire africaine.

Il met à la disposition de tous les étudiants africains et des pays montants un centre de documentation, un centre de recherche et un organe de publication *Réalités africaines*.

Le BERA est une organisation dirigée par un comité exécutif ainsi composé : Secrétaire général, Jean-Pierre Ndiaye (Sénégal), Secrétaire général adjoint, Marie-Thérèse Senghor (Sénégal) et Trésorier général, Ambroise Mandengue (Cameroun). Animé par des équipes responsables, le BERA avait son siège au 18 rue des Tanneries Paris 13^e. Il publiait un journal : *Réalités africaines*. Cette revue se propose de faire connaître les résultats des séances mensuelles de travail du BERA. Le premier numéro de l'année scolaire 1962-1963 est paru en novembre 1962.

La réunion organisée par le BERA sur le thème « Problème de vie des étudiants africains en France ».

La vie, la pensée, les aspirations des étudiants noirs en France font l'objet de commentaires dans la presse française depuis la publication du livre de Jean-Pierre Ndiaye *Enquête sur les Étudiants Noirs en France*.

Malgré l'existence de ce livre riche en informations, le sujet n'est pas épuisé. C'est pourquoi une dizaine d'étudiants africains bien informés ont contribué à une étude divisée en trois parties : l'étudiant africain dans son milieu (les associations territoriales), l'étudiant africain et les problèmes matériels, l'étudiant africain et sa formation.

L'étudiant africain vit replié dans son milieu, dans l'association de son pays. C'est ce qu'on pouvait constater dans les années 1955 – 1956 – 1957, années qui peuvent être considérées comme « l'âge d'or » des étudiants africains en France. En effet, pendant les années de revendication pour l'indépendance ou même de lutte chez les Camerounais, les étudiants vivaient très groupés sur deux plans : au niveau de leurs propres associations territoriales d'abord (Sénégal, Cameroun, Guinée), puis au niveau de la FEANF.

Mais l'édifice a reçu ses premières attaques dès l'avènement de la loi-cadre. Le groupe d'étudiants du BERA s'est mis à étudier l'évolution suivie par deux associations qui représentent des « cas types » illustrant, chacune à sa manière,

l'évolution que toutes les associations territoriales ont subie. Ce sont l'Union Nationale des Étudiants Camerounais (UNEC) et l'Association des Étudiants Sénégalais en France (AESF). On peut dire qu'à quelques exceptions près, les étudiants de tous les territoires ont buté sur les mêmes difficultés, lesquelles ont entraîné automatiquement celles de la FEANF, mère de toutes les associations.

L'Union Nationale des Étudiants Camerounais (UNEC)

Avec l'autonomie interne survenue lors du vote de la loi-cadre Gaston Defferre, le Premier Ministre André Mbida, mécontent de l'attitude des étudiants, encouragea la constitution d'une association dissidente. Quand vint l'indépendance en 1960, la délégation des étudiants de l'ONU prit fait et cause pour l'UPC (Union des populations du Cameroun). Le pouvoir ne se contenta plus de supprimer les bourses. Le pouvoir, depuis bientôt deux ans, avait suscité, favorisé et entretenu des regroupements d'étudiants favorables à sa politique. Mieux, il existait même une section étudiante de l'Union camerounaise (parti unique au pouvoir). Cette section était subventionnée. L'UNEC, quant à elle, se voit retirée tout moyen d'action : plus de subventions, plus de foyer.

Les rapports de force ont pratiquement changé. On entend moins les étudiants. Les moyens ont été enlevés à une catégorie d'étudiants (les anti-gouvernementaux) pour être donnés à une autre catégorie (les pro-gouvernementaux). Les étudiants déçus se regroupent suivant les affinités religieuses ou sportives.

L'Association des Étudiants Sénégalais en France (AESF)

Contrairement à beaucoup d'associations d'étudiants, elle a, depuis sa création, suivi une progression ininterrompue économisant quelle que soit l'acuité des événements politiques intervenus sur la scène africaine, les frais d'une déviation, d'un éclatement organique.

On peut s'interroger sur le sort de l'Association des étudiants sénégalais en France depuis la Loi-cadre.

Au moment où ses consœurs étaient menacées d'alignement sur les partis uniques gouvernementaux, au moment où beaucoup d'entre elles étaient disloquées, désorganisées ou tout simplement absorbées, elle a conservé son homogénéité, ses structures et son autorité, grâce à l'appui d'une base constituée en assemblée générale, solidement encadrée et constamment informée. Cette cohésion autour du bureau confère aux délégués une autorité dont le gouvernement dirigé par Mamadou Dia est obligé de tenir compte. C'est ainsi que l'association est reconnue et même subventionnée, malgré les tentatives du gouvernement d'encourager la création d'une association de son obédience. En effet, les manœuvres du gouvernement sénégalais s'expliquent par le fait que le parti d'opposition sénégalais d'obédience marxiste, le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), déclaré illégal donc dissout, non seulement poursuit ses activités clandestinement au Sénégal, mais mieux, ses objectifs politiques sont repris avec fer-

meté par l'Association des étudiants sénégalais en France, au sein de laquelle des marxistes de longue date occupent des postes clés.

Le groupe d'étudiants UPS (Union progressiste sénégalaise, parti gouvernemental) qui fut chargé d'ouvrir une brèche au niveau des étudiants sénégalais de Paris, malgré le soutien moral et matériel accordé par les sommets officiels «sénégalais et français» n'avait pas réussi à s'imposer. En clair, il n'avait pas convaincu. Le nombre d'adhérents qu'il a pu réussir n'était pas suffisant pour justifier l'officialisation de son existence. Cet échec, ce recul était dû à la fois à l'imperméabilité et au radicalisme opposés à toute initiative de ce genre par la «masse» sénégalaise de Paris (cf. *Réalités africaines* n° 1 novembre 1962).

Ce groupement était tellement discrédité que ses membres rasaient les murs et n'osaient pas afficher leur appartenance politique. C'est pourquoi mon ami Cheikh Aliou Ndao, étudiant en lettres à Grenoble, appelait leur parti des «Vafeurs» (en wolof, ceux qui esquivent).

Je suis d'accord avec l'analyse qui a été faite par le groupe du BERA qui a perçu l'affaiblissement du mouvement étudiant africain à la suite de l'autonomie interne de la loi-cadre, de l'indépendance des pays africains, de la disparition des deux fédérations de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale et à la prise en charge des problèmes des étudiants par les gouvernements africains devenus très répressifs (suppression de bourses, de subventions, contrôle de foyers d'étudiants, etc.)

Le BERA s'est particulièrement intéressé au côté extra-universitaire de la formation que l'étudiant africain peut recevoir en France. L'utilité de cette formation complémentaire n'était pas suffisamment perçue il y a deux ans, c'est-à-dire avant la période post-indépendance.

Pourtant, la vie qui attendait les étudiants africains présentait des difficultés spécifiques qui devraient être résolues par les remèdes qui étaient à trouver. Ce fut en «infusant» l'esprit d'initiative parmi l'élite africaine de demain que les solutions importées et plaquées – très souvent sans accommodement – disparaîtraient pour céder la place à «nos» mesures, à des applications en accord avec les réalités.

Il importait donc, pour les membres du BERA, que l'étudiant africain réservât une place de choix à sa formation personnelle. Et cet impératif, heureusement, était de plus en plus compris. L'équipe du BERA se réjouissait de voir des étudiants déjà formés s'inscrire à l'IRFED, à l'IEDES, non pour accumuler des diplômes, mais en vue de se familiariser avec les «particularités» du développement du tiers monde.

Sur le plan culturel, la «Société africaine de culture» et «Présence Africaine» ont joué un rôle déterminant pour la connaissance de la culture négro-africaine.

Certains étudiants, par besoin de formation en politique, fréquentaient des partis politiques français et parfois y adhéraient : PSU (Parti socialiste unifié), PC (Parti communiste).

Jean-Pierre Ndiaye avait publié un ouvrage : *Enquête sur les étudiants noirs en France en 1962*. Il avait procédé à de nombreuses enquêtes auprès des étudiants africains dont certains ne voulaient pas répondre à ses questions écrites. Je faisais partie du lot. J'avais de bonnes relations personnelles avec Jean-Pierre Ndiaye qui se considérait comme un militant de la FEANF. Mais nos choix de sociétés n'étaient pas les mêmes.

Le BERA a publié plusieurs numéros de sa revue : *Les États africains et le GPRA, le syndicalisme en Afrique, Israël et le socialisme, l'Armée en Afrique, les travailleurs noirs en France, Pourquoi les migrations ?*

A partir de l'année 1964, la revue *Réalités africaines* de mensuelle qu'elle était devint bimestrielle. Elle publia son numéro de décembre – janvier 1964 sous le titre : *Les intellectuels africains, où en sont-ils ?* Dans cette publication, les conditions favorables à l'émergence d'intellectuels soudés au peuple ont été largement examinées.

Ce groupement d'étudiants africains était perçu comme étant hostile à la ligne politique du PAI, partisan du « socialisme scientifique ». Il était composé surtout d'étudiants catholiques de différents territoires de l'AOF–Togo et de l'AEF–Cameroun.

J'avais noué de bonnes relations avec Jean-Pierre Ndiaye qui faisait preuve de nationalisme et de dynamisme pour explorer des champs politiques, sociaux et culturels qui étaient très intéressants pour ceux qui combattaient réellement le système colonial.

Mes relations avec Alioune Diop, directeur de la revue

Présence Africaine

Ayant entendu parler d'Alioune Diop en 1948 au lycée Faidherbe de Saint-Louis, et ayant lu les premiers numéros de sa revue, j'ai tenu à le connaître et à le rencontrer dès mon arrivée en 1957 à Paris.

En tant que membre du comité exécutif de la FEANF, j'étais associé aux activités de *Présence Africaine*. J'ai participé aux travaux du deuxième congrès des écrivains et artistes noirs qui s'est tenu en avril 1959 à Rome. C'est là que j'ai rencontré pour la première fois Frantz Fanon, intervenant sous le pseudonyme de Dr Omar, David Diop, Ousmane Sembène, Omar Bâ, Léonard Saintville, Aimé Césaire, Louis Béhanzin, René Piquion qui m'a donné son livre *Réveil de l'Afrique*.

J'étais à la tête d'une forte délégation de la FEANF qui était composée de Marcien Towa, étudiant en philosophie à Caen, Abdel Kader Diallo, élève vétérinaire à Alfort, Jeannette Senghor dite Nanette, Vertu, un étudiant tchadien, etc.

J'ai réussi à nouer de solides relations avec Jacques Rabemananjara qui m'a donné de précieuses informations sur les conditions dans lesquelles ce congrès avait été organisé.

Je n'avais pas accepté de faire partie de la délégation qui devait rencontrer le Pape et je me suis opposé à l'adoption d'une motion proposée par Léonard Saintville sur le marxisme léninisme et non discutée en commission par les partisans de cette doctrine politique. J'avais menacé de faire scandale si une telle motion devait être adoptée en assemblée générale. Heureusement, Alioune Diop a demandé que cette motion soit retirée.

Alioune Diop était l'allié de la FEANF sur le terrain culturel. Il avait le rare don de réunir des personnes aux convictions politiques, philosophiques et religieuses différentes, voire fondamentalement opposées. Il avait des qualités énormes : la patience et le calme. Il publiait certaines résolutions de la FEANF. Il avait tenu à envoyer un de ses collaborateurs à participer au séminaire sur l'enseignement organisé par la FEANF. C'était un économiste malgache, Ramanoelina, qui était l'auteur d'un ouvrage d'économie. Ce phénomène était rare à *Présence Africaine* qui publiait des ouvrages à caractère littéraire.

Personnellement, j'ai participé à plusieurs réunions de commission de la Société africaine de culture et à des séminaires, à une table ronde organisée sur « l'éducation en Afrique » dans le cadre de la commission linguistique et pédagogique de la Société africaine de culture. Les interventions très intéressantes de A. Gollondo, Paulin Hountondji et Amadou Sakho ont constitué la substance de la première partie de cette rencontre à laquelle ont participé Abdou Moumouni, Lakoue, Bilgho Laurent, Alfa Ibahima Sow, Pathé Diagne, Pape Guèye Ndiaye, Aimé Gnali, Antoine Gollondo, Yambo Ouologuem, Bols, Amadou Sakho, Amady Aly Dieng, Paulin Hountondji, Ndangye Mia (cf. *Présence Africaine*). Les discussions étaient centrées autour du livre d'Abdou Moumouni « *L'éducation en Afrique* » publié en 1967 aux Éditions François Maspero.

J'ai participé aux travaux de la Société africaine de culture qui se sont déroulés au siège de l'UNESCO à Paris du 20 au 21 octobre 1962 sur le thème « Economie et culture ».

Le rapport de base préparatoire a été présenté par un économiste malgache Ramanoelina qui dirigeait la commission économique de la SAC (Société Africaine de Culture). On notait la présence du sociologue togolais Agblemagnon, de Pierre Naville, de Robert Cornevin, de Gilbert Blardone, du R.P. Jean Calvez, du pasteur camerounais Bahoken, du RPP camerounais Obama, du Camerounais Georges Ngango, de Ikele Matiba, du philosophe dahoméen Stanislas Adotevi, de l'abbé Yaogho, de l'ambassadeur de Guinée, etc. (Cf. le numéro spécial de *Présence Africaine* publié en 1965 par l'UNESCO et *Présence Africaine*).

Alioune Diop a ouvert les colonnes de sa revue à beaucoup d'étudiants africains. Il a publié *Ville cruelle* d'Alexandre Biyidi qui avait pris le pseudonyme

d'Eza Boto. Il a créé une collection spéciale *Tribune de la jeunesse* où Albert Tevodjere a publié son livre *L'Afrique révoltée*.

Quand je suis devenu président de la FEANF, Alioune Diop a voulu réitérer ce qu'il avait fait en 1953 en publiant un numéro spécial constitué par des écrits d'étudiants africains comme *Les étudiants noirs parlent*. J'avais commencé à faire dactylographier quelques articles qui avaient paru dans *L'Étudiant d'Afrique noire*. Mais Alioune Diop ne semblait pas être d'accord avec cette formule. Il préférait publier de nouveaux textes écrits par les étudiants africains.

Alioune Diop a rendu compte de l'ouvrage d'un juif tunisien, Albert Memni né à Tunis en 1920 : *Portrait du colonisé*, précédé d'un *Portrait du colonisateur*. Cet écrivain est l'un des auteurs maghrébins les plus lus par les étudiants africains. L'étude écrite en 1955/1956 est contemporaine des débuts de la guerre d'Algérie commencée en novembre 1954. Je revois encore Ousmane Camara avec qui je partageais la même chambre (le 238) au Pavillon de la France d'Outre-mer, lisant en 1958 les premiers extraits parus en avril 1956 dans les *Temps modernes* de Jean-Paul Sartre et dans *l'Esprit*, la revue des intellectuels catholiques de gauche.

Dans le numéro 20 (juin-juillet 1958) de la revue *Présence Africaine*, son directeur, Alioune Diop rend compte du livre d'Albert Memni d'une manière lucide.

L'héritage que le colonisé assume est lourd d'un passif de carences variées. Il s'accepte comme négativité et il est tenté de repousser tout apport de l'Occident. Le drame du colonisé est donc la tentation décuplée par la passion de conserver sa société pure de tout apport occidental, c'est le risque de stagnation. C'est là une critique lucide et fine faite par Alioune Diop du culte de la différence auquel peut conduire la négritude. Il ne faut pas oublier la dimension anthropologique des Noirs qui sont des êtres vivants et des bipèdes comme les autres êtres humains ayant d'autres couleurs.

Alioune Diop regrette que Memni n'ait pas donné dans son livre leur vraie place au facteur économique, ni au colonialisme dans les institutions occidentales. L'analyse est trop exclusivement psychologique. Il conclut ainsi « Ce portrait du colonisateur et du colonisé fait *par un indigène* est le meilleur des ouvrages connus sur la psychologie coloniale » (1958:127).

Mon militantisme (1963-1967)

Dès que j'ai quitté la présidence de la FEANF, je me suis engagé dans les luttes politiques et syndicales menées par l'Association des étudiants sénégalais en France. Je consacrerai un chapitre spécial à ce sujet.

Il est nécessaire d'évoquer le contexte de la lutte des peuples africains durant la période allant de 1960 à 1967.

On a prétendu qu'il y a eu régression en Afrique du point de vue révolutionnaire. Il n'y a pas longtemps que l'Afrique était encore presque toute entière

soumise à la domination coloniale. Un pas a été franchi, celui de l'indépendance formelle. Certains ont même tenté de se dégager de l'emprise *économique* de l'impérialisme en procédant à une série de nationalisations. Mais, nulle part, une direction politique n'a pu, ou voulu, éviter le renforcement d'une « petite bourgeoisie » administrative ou liquider le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie locale lorsque celle-ci existait autrement qu'à l'état embryonnaire (Ghana).

Certains journalistes et écrivains ont contribué à l'élaboration de mythes qui sont loin d'être négligeable. Ils se sont contentés des déclarations de chefs d'États ou des cadres dirigeants du degré de nationalisme en matière économique ou de positions adoptées en matière de politique internationale pour conclure que tel État s'était engagé dans la voie de la « construction du socialisme ».

D'autre part, faut-il rappeler que la majorité écrasante des pays africains ont eu une indépendance octroyée et, dans certains cas, imposée. Il s'agissait, pour le capitalisme monopoliste français, embourbé dans la guerre d'Algérie, de réajuster ses positions en Afrique dans le cadre du néocolonialisme. C'est pourquoi Gérard Chaliand, dans son article paru dans la revue *Partisans*, mai-juin 1956, n° 29-30 : *Indépendance nationale et révolution*, refuse de suivre René Dumont (*L'Afrique Noire est mal partie*, Edition du Seuil 1962), lorsqu'il fait grief à la plupart des couches dirigeantes d'AOF de leur corruption et de leur gaspillage. S'agirait-il d'un phénomène moral ? Appendices de l'impérialisme néocolonial. Il eut été paradoxal que la majorité des couches dirigeantes du RDA adoptent l'austérité révolutionnaire des cadres vietnamiens. Pouvait-il, dans ces conditions, y avoir un « départ » ? En fait, l'Afrique Noire est bien tenue.

Je partage le point de vue de Gérard Chaliand. C'est pourquoi j'avais commencé à écrire un livre pour répondre à René Dumont sous le titre : *L'Afrique Noire est tenue et entretenue*.

La Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) a organisé une conférence suivie de débats sur le livre de René Dumont le mercredi 19 décembre 1962 à 20h30 au 44, rue de Rennes (Métro Saint Germain) Paris 6^e.

Sans qu'il y ait de changement qualitatif véritable, près de la moitié des équipes mises au pouvoir en 1956 et qui combinaient l'incapacité et la corruption ont été renversées. C'est le cas de Fulbert Youlou, Léon Mba, Hubert Maga, Dacko, Maurice Yaméogo. Pour spectaculaire qu'elle soit, la chute de ces hommes n'est que l'expression embryonnaire du mécontentement des masses urbaines.

Les sept coups d'États survenus en Afrique n'ont pour point commun que le fait d'être militaire. Ils ont eu lieu en Algérie, au Congo Léopoldville (novembre 1965), au Ghana (1966), au Dahomey (22 décembre 1956), en République Centrafricaine (1 janvier 1956), en Haute-Volta (3 janvier 1965), au Nigéria (15 janvier 1966).

Durant cette période allant de 1963 à 1966, la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France s'est affaiblie à la suite de la balkanisation. En tenant compte des réalités qui prédominaient à l'époque, j'ai choisi délibérément de militer au sein du PAI, de l'Association des étudiants sénégalais en France et de me former politiquement pour être mieux armé avant de rentrer en Afrique. Durant cette même période, les noyaux du Mouvement des étudiants du Parti africain de l'indépendance demeuraient très actifs.

Lors d'une assemblée générale du MEPAI tenue le 13 mai 1966, des questions fondamentales comme les classes sociales en Afrique Noire et le mode de production asiatique furent débattus.

À l'assemblée générale du 22 mai, la question du coup d'État survenu au Ghana a été évoquée. Les causes de ce phénomène ont été analysées à la lueur de l'article d'Yves Benot (Edouard Hellman), un intellectuel communiste paru dans l'hebdomadaire central du Parti communiste français, *France Nouvelle* n° 1063 du 2 mars 1966.

Dans son article, « Le coup d'État d'Accra ou le néocolonialisme à l'œuvre », Yves Benot a analysé ce phénomène qui est un plan longuement mûri. À première vue, le coup d'État qui venait d'avoir lieu au Ghana s'inscrivait de lui-même avec son numéro d'ordre, dans la série des putschs militaires qui se sont succédé en Afrique, blanche ou noire, depuis quelques mois.

Yves Benot analyse avec lucidité les forces et les faiblesses du régime de Nkrumah. Il parle du culte de la personnalité de Nkrumah et de ses méfaits.

À cette occasion, *France Nouvelle* signale la parution des livres de Jacques Arnault *Procès du colonialisme* (1958) et *Du colonialisme au socialisme* paru en 1965 aux Éditions Sociales. L'auteur brosse un portrait saisissant du leader africain. Il étudie l'expérience ghanéenne, parle de ses succès, comme de ses insuffisances. Il la confronte à tout moment aux autres expériences qu'il a lui-même vécues à Hanoï, la Havane, Alger, Bamako et Mali.

C'est un livre qu'il faut lire pour comprendre le rôle joué dans l'arène mondiale par une moitié de l'humanité trop longtemps ignorée, méprisée, subjuguée.

La réunion a commencé par une minute politique qui a été confiée à Papa Kane qui fit un tour d'horizon sur beaucoup de questions comme l'échec de la gauche en Indonésie, les luttes politiques entre les deux ailes du parti gouvernemental au Ghana, et les textes politiques d'Amilcar Cabral. S'agissant du concept d'état de démocratie nationale, Kane a tenu à préciser qu'il est à garder, mais sous certaines conditions. À cette séance, Cissoko a traité de la Réforme agraire en Afrique.

Après la répartition des tâches et la minute politique, un exposé sur le livre de Karl Marx : *Salaires, Prix et Profits* a été présenté et discuté. Après quoi, on procéda à la répartition des tâches. C'était le rituel instauré dans les noyaux du MEPAI à l'image du rituel existant dans les cellules du Parti communiste français.

Le noyau du Pavillon de la FOM (France d'Outremer) était très actif. Il a rendu compte à ses membres de la conférence de section qui a eu lieu le 10 avril 1965.

Après avoir examiné le livre de Liu Chaou Chi, le noyau a traité de plusieurs sujets : à propos du libéralisme, des méthodes de direction, des réformes.

Les conférences du comité des résidents du pavillon de la France d'Outremer

Cheikh Anta Diop a fait une conférence à la demande du comité des résidents en 1960. Il a développé ses thèses sur l'antériorité de la civilisation de l'Égypte nègre et l'unité culturelle de l'Afrique noire. Un étudiant malien, Madani Tall, a interrompu Cheikh Anta Diop quand ce dernier a eu à dire « je vous ai enseigné » pour lui dire qu'il ne nous avait rien enseigné. Cet incident est un indice qui montre que les thèses de Cheikh Anta Diop n'étaient guère unanimement acceptées dans le milieu des étudiants africains de l'époque. Il est vrai que l'auteur de *Nations nègres et culture* avait quitté le monde étudiant pour enseigner dans un lycée parisien. Les problèmes de développement étaient à l'ordre du jour à la suite de l'accès à l'indépendance nationale nominale.

Ces conférences étaient utilisées par les étudiants nationalistes pour mener un combat féroce contre le système colonial. C'est pourquoi beaucoup d'étudiants se préparaient sérieusement et se documentaient pour engager la bataille idéologique contre les thèses des tenants et des défenseurs de la colonisation.

Les militants du MEPAI ont été actifs au sein du comité de la FOM pour que des conférences soient organisées dans la grande salle du pavillon de la FOM.

Le Dr Louis Aujoulat, ancien Secrétaire d'État à la France d'Outremer, allié de Senghor et ancien député du Cameroun, a eu à faire une conférence qui a suscité beaucoup de discussions. Il avait soutenu que l'abolition de l'esclavage était un acte généreux de la France. J'ai pris la parole pour lui rappeler les raisons qui étaient à l'origine de cette abolition. L'industrialisation de la France rendait obsolète le mode de production esclavagiste. Les luttes des esclaves pour leur émancipation était un facteur fondamental qui était largement occulté en France. Enfin à la suite du blocus continental décrété par Napoléon Bonaparte contre l'Angleterre et de la nécessité en France et en Allemagne de cultiver la betterave à sucre, le mode de production esclavagiste régnant en Amérique et dans les Caraïbes ne présentait plus la même importance qu'avant. Le sucre de betterave commençait à remplacer le sucre de canne.

Au cours de cette conférence, le Dr Louis Aujoulat nous apprenait qu'au Cameroun, certaines femmes absorbaient des plantes lactogènes pour pouvoir allaiter des bébés orphelins. Des analyses en laboratoire effectuées en France ont nettement montré que ces plantes étaient véritablement lactogènes.

L'agronome français René Dumont qui venait de publier *L'Afrique noire est mal partie* aux Editions du Seuil a essayé d'expliquer la signification profonde de son ouvrage. Par le ton provoquant qu'il a utilisé, il a réussi à indisposer les étudiants présentés comme une catégorie sociale privilégiée. En réalité René Dumont était considéré par beaucoup d'étudiants africains se réclamant du marxisme comme un anticommuniste camouflé et un donneur de leçons dépourvu de tout projet social.

L'activité du noyau de la FOM menée au cours de l'année 1966 en direction du Comité de la FOM mérite d'être soulignée. Le but du noyau de la FOM était de créer un certain militantisme syndical au sein de la cité universitaire dans la mesure où le parti pouvait trouver là un moyen d'agir pour la défense des intérêts des étudiants. Au sein de ce comité de 15 membres à majorité africaine, bien que le MEPAI ne comptait qu'un membre, la ligne d'action était assez progressiste. C'est ainsi qu'à l'occasion d'une conférence sur le rapport Jeanneney faite par Jean Suret-Canale, l'intervention de ce membre du MEPAI au sein du comité a pu aboutir à la tenue de la conférence, conférence dont le principe avait été rejeté par le directeur du pavillon de la FOM Gaston en raison de la personnalité du conférencier, un intellectuel communiste.

C'est dans ce cadre que j'ai fait une conférence sur le livre de Samir Amin *Trois expériences africaines de développement : le Mali, la Guinée et le Ghana* (1965 PUF).

Cet ouvrage nous apporte à la fois une étude du processus économique-social qui condamne à l'échec les plans les mieux conçus et, d'autre part les bases d'un programme de développement accéléré. Son auteur Samir Amin, économiste égyptien de formation était un des conseillers du ministre du plan du Mali, Seydou Badian Kouyaté. Il a étudié les cas des trois États d'Afrique Occidentale qui avaient pris les positions politiques les plus radicales et les plus avancées, des trois États qui avaient tenté de s'engager dans la voie de la planification et du développement accéléré.

Samir Amin n'est guère optimiste dans l'analyse de la situation des trois pays. Au Mali, on note l'absence de démarrage de l'agriculture traditionnelle et une augmentation désordonnée et trop rapide des dépenses administratives courantes. En Guinée, la production de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche aurait été légèrement en dessous du niveau atteint en 1959 alors que la part du Fria, une sorte d'îlot moderne dans l'économie guinéenne dans les exportations s'élève à bien près de 40 pour cent. En d'autres termes, elle devient prépondérante. Le projet du plan septennal du Ghana laisse Samir Amin très sceptique. Il est douteux que les capitaux locaux puissent apporter autant que prévu, notamment dans le domaine agricole. Il est encore plus douteux que le capital étranger privé puisse être intéressé dans la mesure prévue à l'industrialisation du pays. Il est douteux que les excédents budgétaires prévus puissent être réalisés, si les pro-

grammes administratifs et sociaux sont maintenus et que les méthodes moins coûteuses de gestion ne sont mises au point.

Samir Amin soutient qu'une croissance rapide de l'Afrique Occidentale, (soit un taux de croissance annuel de 8 pour cent) exige la réalisation de trois conditions suivantes : 1) le démarrage de l'agriculture traditionnelle ; 2) une industrialisation profonde qui implique un regroupement des États dans une vaste union économique et 3) l'intervention décisive et grandissante de l'État dans le financement qui implique des formes non-capitalistes de développement

À la fin de la conférence, les discussions ont porté surtout sur le caractère par trop technocratique de l'analyse de S. Amin et les positions de l'économiste Égyptien sur le démarrage de l'agriculture traditionnelle.

Un étudiant dahoméen en économie l'a critiqué vigoureusement pour s'être livré à une analyse technocratique. Il s'est étonné qu'un économiste comme Samir Amin se réclamant du marxisme se présentât comme un technocrate. Ce que cet étudiant dahoméen n'avait pas en vue, c'est le fait que Samir Amin voulait passer l'agrégation de sciences économiques qui a ses exigences. Le choix des Presses universitaires de France comme maison d'édition n'était pas innocent. Il semble qu'il ait cherché à prouver sa maîtrise des instruments d'analyse universitaires (comptabilité nationale, balance des paiements, etc.).

Les discussions ont porté sur l'attitude de Samir Amin à l'égard du démarrage de l'agriculture traditionnelle qui est la première condition d'une croissance économique d'ensemble. C'est une base agricole renforcée seulement qui permet une urbanisation qui ne soit pas parasitaire, un développement industriel qui trouve un débouché local, une balance extérieure qui puisse être équilibrée. Que faire pour Samir Amin ? Ce qu'il faut faire, c'est non « éduquer les paysans » dans le cadre traditionnel de la famille, mais briser cette famille et ses traditions. C'est non pas créer des coopératives illusoires et formelles, développer l'individualisme, libérer l'individu du carcan de la tradition. Les campagnes ouest africaines n'ont pas, au stade actuel, besoin d'une révolution agraire au sens de partage des terres. Le problème de cette paysannerie n'est pas d'obtenir la terre dont elle a déjà la jouissance de fait. Il est de passer de l'agriculture itinérante à la houe à l'agriculture intensive à la charrue. Ce progrès décisif ne peut se faire que par le renforcement, au détriment des formes collectives, de la production marchande, car la charrue, instrument individuel, ne saurait constituer la base matérielle d'une collectivisation prématurée. Samir Amin conclut ainsi « Dans ces conditions, il paraît illusoire de vouloir maintenir des rapports de production précapitalistes – quitte à les revêtir d'une forme coopérativiste moderne – ce qui ne peut conduire qu'à la stagnation. Mieux vaut ouvertement favoriser le développement d'une petite production marchande dynamique » (1965:231).

Ce plaidoyer en faveur de la propriété privée du sol pouvait choquer des marxistes africains qui n'ont pas maîtrisé la pensée de Marx. Cette conclusion qui voit un certain développement de la propriété privée du sol comme une condition nécessaire d'un futur développement socialiste n'a rien de surprenant pour un lecteur de Marx, fait remarquer Yves Benot dans son article « Développement accéléré et révolution sociale en Afrique Occidentale » paru dans *La Pensée* (n° 126, mars-avril 1956). Ce dernier rappelle le célèbre article sur l'Inde du 8 août 1953 dans le *New York Daily Tribune*, où Marx, à propos des systèmes de la propriété rurale introduits par la colonisation anglaise le « Zemindari » et le « Ryotwari », écrivait : « Aussi odieux soient-ils, il n'en reste pas moins qu'ils introduisent deux formes particulières de la propriété privée de la terre – la grande chose qui a toujours manqué à cette société antique – K. Marx y voyant un progrès ».

Cette remarque me rappelle une boutade d'Abdoulaye Ly parue dans le journal catholique *Afrique Nouvelle*. Il écrivait : « On ne peut pas socialiser la daba » en direction des jeunes marxistes africains qui piaffaient devant les portes du « socialisme scientifique ». En effet, la daba est un instrument de travail individuel qui ne pourrait pas constituer la base matérielle d'une collectivisation.

Cette conférence sur le travail d'un économiste Egyptien marxiste qui a eu le mérite de lire très jeune les œuvres majeures de Marx et, à son crédit une grande expérience en matière de planification au Mali, était l'occasion de débats fructueux. Certains étudiants africains soupçonnaient Samir Amin d'être un marxiste qui était en réalité un défenseur d'un capitalisme étranger ayant contribué à faire des économies africaines des économies indépendantes et extraverties.

À la fin de la conférence, Abdoul Wahab Sakali, un métis maroco-sénégalais de Saint-Louis qui travaillait à l'AFTAM (Association pour la formation technique de base pour les Africains et Malgaches), vint me voir pour me demander si j'étais décidé à me présenter au concours d'agrégation de sciences économiques. Je lui avais répondu que ma préoccupation était encore de rédiger ma thèse de doctorat.

Durant la période 1962-1967, j'ai eu des relations avec l'AFTAM.

L'Association pour la formation technique de base pour les Africains et les Malgaches (AFTAM) et la FEANF

Cette association a déployé beaucoup d'efforts pour collaborer avec le comité exécutif de la FEANF. Ayant son siège au 42, rue Richelieu Paris 2^e, elle avait pour but d'alphabétiser les Africains et Malgaches venus chercher du travail en France.

Alassane Ndaw, fonctionnaire international à l'UNESCO et futur doyen de la Faculté de Lettres de Dakar, soutenait ce projet. Il travaillait en étroite colla-

boration avec Abdoul Wahab Sakali, un métis sénégal-marocain qui venait de quitter l'ambassade du Sénégal en Tunisie.

Stéphane Hessel, directeur de la coopération au ministère de l'éducation, a beaucoup aidé l'AFTAM à disposer des écoles dans les 11^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissement de Paris pour ses cours d'alphabétisation. Il sera par la suite remplacé par Postel Viney, directeur de la Caisse de coopération économique (CECE).

Travaillaient à cet organisme deux militants de la FEANF, Fara Ndiaye, futur député du PDS et Samba Sow, futur assistant en sciences économiques à la Faculté de Droit et de sciences économiques de Dakar. Un Camerounais, Daniel Ewande qui sera célèbre à la suite de la publication d'un ouvrage *Vive le Président* y a travaillé. Robert Cantan a joué le rôle d'agent de liaison entre le FEANF et l'AFTAM. Il venait régulièrement quand j'étais président en 1961 et en 1962, au siège où il nous faisait des propositions. Il s'était notamment engagé à trouver des postes de surveillants dans les lycées à des militants de la FEANF qui auraient perdu leurs bourses à la suite de la répression des gouvernements africains. Certains membres du comité exécutif le considéraient comme un franc-maçon. J'ai préféré le mettre en contact avec un étudiant ivoirien, membre du comité exécutif, Blaise Mobioh, secrétaire aux affaires sociales.

Me Vergès était un interlocuteur de la FEANF. C'est pourquoi il est utile de préciser la nature des relations que j'ai eues avec lui.

Les relations de Jacques Vergès avec la FEANF

C'est en février 1956 que j'ai rencontré pour la première fois Jacques Vergès. C'était à Vienne encore occupé par les troupes alliées. Je venais de Dakar pour représenter l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED) à une conférence sur la paix. Je me souviens de la présence d'un Anglais John Thompson, directeur du World University Services (WUS) (Entraide mondiale universitaire) dont le siège était à Genève. Le pasteur Cadier que je reverrai plus tard à Dakar était de la partie.

Dès qu'il m'a été présenté, Jacques Vergès s'est dépêché de me décliner sa généalogie. Il me dit « Ne soyez pas étonné de mon visage eurasiatique, mon père est un Français de la Réunion et ma mère est Vietnamiennne ». Il représentait l'Union internationale des étudiants (UIE). Il était avocat stagiaire au barreau de Paris. On disait de lui qu'il avait remporté le prix d'éloquence que, à ce titre, il était le secrétaire de la conférence des avocats stagiaires, distinction fortement enviée dans le milieu des avocats.

L'homme sait se montrer brillant et cultivé. Dans son intervention qui a arraché des chauds applaudissements de son auditoire, je l'ai entendu citer les propos d'un personnage de la *Condition humaine* d'André Malraux. À la pause-café, John Thompson m'a avoué que Jacques Vergès avait prononcé un

discours contre sa position dans une autre conférence et qu'il a eu à l'applaudir lui-même pour sa très grande éloquence.

Je retrouverai, quand je suis allé à Paris en octobre 1957, Jacques Vergès fréquentant les différents congrès de la FEANF où les étudiants africains fascinés par sa maîtrise de l'art oratoire ne manquaient guère de l'applaudir à tout rompre durant les séances d'ouverture des congrès.

En 1958, Jacques Vergès, avocat du Front de libération mondiale (FLN) d'Algérie, réussit à faire publier par les éditions *Présence Africaine*, un livre explosif, *Le sang de Bandoeng*. Cet ouvrage était présenté comme une œuvre commanditée par la FEANF. Sur la page de garde du livre *Le sang de Bandoeng*, on peut lire « Cet ouvrage a été écrit à la demande du comité exécutif de la FEANF par Maître Khar Ndoffène Diouf, ancien militant de la FEANF ; Maître E. Razafindralambo, ancien président des étudiants Malgaches ; Maître Raymond Fardin, ancien président des étudiants guadeloupéens ; Maître Jacques Vergès, ancien président du Comité de liaison des étudiants anti-colonialistes.

En réalité, c'est Me Jacques Vergès qui était à l'origine de l'élaboration et de la publication du livre. La FEANF et *Présence Africaine*, l'éditeur, ont été instrumentalisés. *Le sang de Bandoeng* était exclusivement consacré à la guerre d'Algérie. Il tendait à prouver que « l'Algérie était une nation » et le FLN une armée régulière et non une association de malfaiteurs. Il cherchait enfin à convaincre que la violence était la seule réponse, le seul recours possible contre la guerre totale imposée au peuple algérien par le gouvernement français.

En faisant paraître *Le sang de Bandoeng*, le comité exécutif de la FEANF a cherché de toute évidence à lancer un véritable défi aux autorités françaises. Cela est d'autant plus vrai qu'il était fréquent de retrouver cet ouvrage chez les militants du FLN arrêtés par la police française.

En 1959, Me Jacques Vergès assura la défense de Memel Foté Harris arrêté à l'aéroport d'Abidjan, alors qu'il venait d'Accra pour se rendre à Conakry où il vivait. Il était accompagné par le président de la FEANF d'alors, Hamat Ba qui a été expulsé dès son arrivée à l'aéroport de Port Boué. La plaidoirie de Me Jacques Vergès sera imprimée sous forme de brochure intitulée : *La FEANF accusée*.

Tous ces faits que j'ai rapportés montrent clairement que Me Vergès a systématiquement instrumentalisé les dirigeants de la FEANF au profit de sa célébrité comme avocat défenseur dans les causes politiques.

Le Sang de Bandoeng tiré à 10.000 exemplaires a été saisi au niveau de l'imprimerie et des sections de la FEANF. On a retrouvé très souvent des exemplaires chez les militants du FLN considérés comme organisation séditeuse et interdite en France. Cet acte pouvait être un prétexte au gouvernement français pour dissoudre la FEANF. Cette instrumentalisation de la FEANF apparaît nettement lorsque Abdoulaye Fadiga, étudiant ivoirien en droit, vice-président aux

relations panafricaines de la FEANF et de surcroît avocat stagiaire dans le cabinet de Me Vergès, envoie une motion de la FEANF à l'occasion du procès du réseau Jeanson qui s'ouvre le 5 septembre 1960 devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de Paris. Ce procès s'est déroulé pendant un mois dans la triste salle du Cherche Midi qui avait vu condamner Dreyfus.

Dans le livre *Le procès du réseau Jeanson* présenté par Marcel Péju (1961 Editions François Maspero, Cahiers libres n° 17-18 pp. 223-245), Jacques Vergès, en postface : *la leçon d'un procès*, soutient que la guerre d'Algérie n'est même plus l'affaire des seuls Algériens, mais celle de toute l'Afrique, « c'est ce qu'affirma le message adressé au tribunal par le comité exécutif de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, à la suite d'une réunion de ses présidents de section consacrée spécialement au procès du réseau » (1961:238). Selon Me Jacques Vergès qui ajoute : « Le comité exécutif de la FEANF nous demanda instamment de rendre publique cette résolution pour que le peuple français sache que les jeunes d'Afrique n'auront de cesse qu'avec la victoire finale du peuple Algérien.

- « La conférence des présidents de section de la FEANF,
- « Considérant l'option faite par la FEANF depuis sa création en faveur de l'indépendance totale de l'Afrique et l'unité de notre pays,
- « Considérant les résolutions des 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, et 11^e congrès de la FEANF et de tous ses conseils d'administration depuis 1954,
- « Considérant que ces congrès ont pris parti pour la Révolution Algérienne,
- « Salue le courage des démocrates français qui ne confondent pas l'intérêt de leur peuple avec celui d'une poignée de colonialistes et n'ont pas hésité à apporter leur soutien au peuple algérien en lutte,
- « Proclame la solidarité inconditionnelle et indéfectible des étudiants d'Afrique Noire avec le peuple algérien et ses fils traduits devant les juridictions incompétentes pour les juger.
- « La conférence des présidents traduisant les sentiments réels des étudiants et des peuples d'Afrique Noire s'incline devant la mémoire des patriotes algériens morts pour la cause de la révolution et les morts français victimes d'une guerre absurde de reconquête coloniale.
- « Elle estime que la fin de la guerre d'Algérie sera la victoire du peuple algérien sous la conduite éclairée du conseil national de la révolution et du GPRA ».

Ainsi que l'a dit l'ami de Vergès, Me Mourad Oussedik, l'Algérie est la banque de sang de toute l'Afrique. C'est à cause d'elle que la communauté s'est effondrée, que de nouvelles républiques naissent à l'indépendance. Cela, personne ne l'ignore, de Tananarive à Dakar.

Cette motion n'a jamais été le fait du comité exécutif de la FEANF qui était en vacances. C'est Abdoulaye Fadiga, vice-président aux affaires panafricaines de la FEANF qui l'a rédigée avec Me Vergès dans le cabinet où il était avocat stagiaire.

À la première réunion du comité exécutif tenue après les vacances, il eut une séance d'explication au cours de laquelle tous les membres avaient condamné cette initiative. Le président de la FEANF était navré. Henri Lopès, l'actuel ambassadeur du Congo à Paris, a violemment pris à partie Abdoulaye Fadiga en soulignant que cette initiative malheureuse pouvait servir de prétexte au Gouvernement français pour dissoudre la fédération.

Avec le procès du « Réseau Jeanson », le gouvernement français entendait vouer les accusés à l'opprobre, pourfendre spectaculairement la trahison, dénoncer cette perversion qui conduit des Français égarés dans les abîmes de l'aide au FLN. Tout à ses yeux est réuni : côte à côte, dans le même box, les « rebelles » et leurs « complices », des valises pleines d'argent, des appels à la désertion.

En février 1960 avait été découvert un « réseau » constitué par des Français afin de « soutenir » en France même l'action du Front de Libération Nationale. Son animateur, Francis Jeanson, échappant aux recherches de la police, en avait précisé les buts, sans détours, au cours d'une « conférence de presse » tenue clandestinement en plein Paris : organiser l'hébergement en France des responsables du Front et faciliter l'acheminement vers l'extérieur des sommes versées à cette organisation par les travailleurs algériens. Les membres de ce réseau étaient présentés comme les porteurs de valise du FLN.

En tant que président de la FEANF durant deux ans (1961 et 1962), j'ai eu des contacts très serrés avec Me Vergès qui me téléphonait au siège en prenant une voix de jeune fille pour semer les policiers qui avaient mis le téléphone de la fédération sur table d'écoute.

Je suis allé lui présenter les condoléances de la FEANF lorsque son confrère algérien Me Ould Aoudia a été assassiné à Paris. C'était au cimetière de Montparnasse.

J'allais souvent à son cabinet d'avocat qu'il partageait avec Me Zavrian. A cette occasion, il nous livrait des informations qui pouvaient être utiles à la lutte des étudiants africains. Il avait la main sur son revolver qui logeait dans sa poche quand il ouvrait la porte de son étude pour me recevoir. Il était toujours sur ses gardes.

Me Vergès a rendu beaucoup de services au comité exécutif de la FEANF. Il a participé à la grande manifestation organisée à l'occasion de l'assassinat de Patrice Lumumba où il a été blessé par les policiers français. Il était toujours présent aux séances d'ouverture des congrès de la FEANF où il apparaissait comme une grande vedette.

Je suis allé voir Me Vergès chez Siné, le célèbre caricaturiste du Journal *L'Express*. J'étais en compagnie du bureau de l'Association des étudiants ivoiriens présidé par Lancine Touré. Nous avions à discuter des problèmes relatifs à l'expulsion de plus en plus fréquente des étudiants ivoiriens.

Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, il défendra les militants du FLN. Il était en contact avec deux responsables en exil de l'UPC : Ernest Ouandie et Abel Kingue.

Le 13 juillet 1962, l'Algérie accède à l'indépendance. Vergès se rend sur place. Il y épousera en mars 1963 Djamilia Bouhired, son ex-cliente, torturée et condamnée à mort le 15 juillet 1957 pour avoir déposé une bombe au « Milkbar » d'Alger. Vergès qui l'avait défendue avec acharnement et même écrit avec Georges Arnaud un livre sur son cas (Georges Arnaud. *Mon procès* illustré par Siné, Éditions Minuit 1961 p. 147), réussit à faire commuer sa peine en celle de travaux forcés. Djamilia fut libérée après les accords d'Evian, en avril 1962. Pour pouvoir l'épouser, il ne suffisait pas de lui avoir sauvé la vie, l'avocat dût se convertir à l'Islam. Il joint alors à son prénom français celui de Mansour (« le Victorieux » en arabe).

Jacques Vergès crée en 1963 une revue *Révolution* qui était nettement maoïste. Il m'envoya Ngo Mam Lam, un communiste vietnamien pour collaborer avec la revue. J'ai décliné l'offre. J'en avais assez de voir les Soviétiques et les Chinois faire tout pour instrumentaliser les Africains dans leurs propres intérêts. J'avais longtemps fréquenté les pays de l'Est pour comprendre les méthodes qu'ils utilisaient pour faire triompher leurs intérêts.

Dès 1963, Samir Amin s'associe à la revue mensuelle « *Révolution* » dont Jacques Vergès était le directeur. Treize numéros de cette revue ont paru de septembre 1963 à décembre 1964. La revue était animée par M.A. Babre (Zanzibar), Viriato da Cruz (Angola), Mamadou Gologo (Mali), Samba Ndiaye (Sénégal), Rabah Bitat (Algérie), Carlos Franqui (Cuba), Cheddi Jagan (Guyana), Legassik (Afrique du Sud), Hamza Alavi (Pakistan), Nkien (Vietnam), H. Riad (Égypte). Le dernier n'est personne d'autre que Samir Amin qui avait publié son « Égypte nassérienne » sous ce nom. La revue était également publiée à Londres, en anglais (*Revolution, incorporating African Revolution*). Cf. Samir Amin, *mémoires* en français, p. 107.

Dans le numéro 12 d'octobre – novembre 1964, on peut lire un article *La voie du Sénégal* par Babacar Diop qui semble être écrit par Samir Amin.

Il s'agissait d'une belle revue – grâce au soutien financier de la Chine – bénéficiant de bureaux luxueux, avenue François Premier puis rue Galade. Selon Amin, « Vergès a toujours aimé le luxe ». C'était le côté forme. Côté contenu, la revue a été un succès franc, selon Amin, par la qualité des analyses qu'elle proposait à l'avant-garde de la critique de gauche du socialisme, faisant contrepoids à sa critique par la droite qui se déployait à partir de Kroutchev

jusqu'à Gorbachev et la chute finale. Ces analyses n'étaient pas le simple reflet de ce que les Chinois publiaient. Loin de là, elles étaient les produits originaux de la réflexion critique interne des gauches radicales du tiers monde de l'époque.

Son père Raymond Vergès, membre du consulat de France au Siam (pays appelé depuis lors Thaïlande), abandonnera cette carrière pour épouser une jeune vietnamienne qui, le 5 mars 1925 donnera le jour à Jacques et à Paul. La famille quitte le Siam d'abord pour le Laos, puis pour la Réunion. Jacques Vergès poursuit ses études au Lycée de Saint-Denis où il ira jusqu'au baccalauréat, avec Raymond Barre. Le docteur Vergès fonde le Parti Communiste réunionnais après avoir dirigé la section de la CGT de l'île, tout en étant délégué du Front Populaire, alors au pouvoir en France, et directeur du service de santé de la Réunion.

À dix-sept ans et demi, Jacques Vergès s'engage dans l'armée de la France libre où il accède au grade de Sergent-chef. Il participe aux campagnes d'Afrique du Nord, d'Italie, de France.

En 1945, il adhère au Parti communiste français où il laissera la réputation, selon ses propres dires, d'un « militant particulièrement dur » et d'un « élément incontrôlé ». Jacques Vergès et Pol pot militent contre le colonialisme français. Pol Pot rentre au Cambodge après avoir raté ses examens en radioélectricité, tandis que Vergès est promu au poste officiel de secrétaire de l'Union internationale des étudiants (UIE) à Prague. A ce titre, il va voyager souvent, allant jusqu'en Inde et en Chine.

De retour à Paris, il prête l'année suivante son serment d'avocat. Il se passionnera désormais pour cette profession.

Me Vergès a incontestablement utilisé la FEANF pour réussir sa carrière d'avocat politique. Il a souvent eu des attitudes déconcertantes. Il a prétendu entrer dans la clandestinité alors qu'il fréquentait le Fouquet, un café situé sur l'avenue des Champs Elysées.

En décembre 1960-janvier 1961, Vergès effectue un voyage discret au début de la période d'un an où il était suspendu par le Conseil de l'Ordre des avocats pour provocations diverses. Il avait notamment provoqué en duel le 15 janvier 1960, le commandant Girard, commissaire du gouvernement près le tribunal militaire de Paris, qui l'avait traité de menteur. Le combat singulier n'eut finalement pas lieu (cf. Jacques Givet – *le cas Vergès* – lieu commun Paris 1986:15).

Me Vergès qui s'était fait photographe, légèrement blessé aux côtés du fils du révolutionnaire congolais Patrice Lumumba lors d'une manifestation anticolonialiste tumultueuse à Paris en février 1961, accepta d'assurer la défense du dirigeant Katangais Moïse Tschombé, symbole de la réaction africaine et tenu pour responsable du meurtre de Lumumba.

L'apothéose de la carrière de Me Vergès – remplie, elle, de bonnes actions – sera le choix de la défense du SS. Obersturmführer Klaus Barbie, chef de la Gestapo lyonnaise en France occupée, selon Jacques Givel (*op.cit.* p. 38). Il a embarqué dans cette folle aventure un ancien président de la FEANF, Me Bemba. Me Vergès a eu à défendre des causes inacceptables. Il a été l'avocat d'Omar Bongo, d'Eyadema, d'Emmanuel Dioulou.

Ainsi Jacques Vergès est devenu un homme cynique que ses anciens admirateurs ou amis n'ont pas manqué de dénoncer. Son ami Samir Amin qui le fréquentait au Foyer des étudiants réunionnais du 22, rue Saint Sulpice le dit dans ses mémoires publiés en anglais aux éditions ZED de Londres en 2005 sous le titre *Life Looking for World*.

Ousmane Camara m'a avoué que Me Jacques Vergès a réussi à instrumentaliser la FEANF lors d'un entretien tenu à Dakar le 16 septembre 2007. Il a ajouté qu'il a toujours été fasciné par l'éloquence de Gabriel d'Arboussier, Me Jacques Vergès et Me Boubacar Guèye.

J'ai eu l'occasion de revoir Me Vergès lors de son passage à Dakar où il est venu défendre le Journal *Sud-Quotidien*. Il m'a donné son adresse à Paris. Mais j'ai décidé de ne plus aller le voir à cause de ses nouvelles fonctions politiques qui l'ont amené à fréquenter les hommes de droite et certains dictateurs africains.

Il est utile de s'intéresser à l'attitude des étudiants africains devant les journaux et revues français et à leur lecture durant la période postérieure aux indépendances.

Les étudiants africains face aux journaux et revues français

Les étudiants africains lisaient en général des quotidiens comme *Le Monde*. Les lecteurs de *L'Humanité* étaient rares pour deux raisons. D'abord il ne donnait pas des nouvelles sur l'Afrique noire. Ensuite, il ne traitait que des problèmes concernant la classe ouvrière.

Ils ne négligeaient pas les hebdomadaires comme *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Cafard Libéré* ou *France Nouvelle* du PCF. Certains étudiants africains membres de la cellule du Pavillon Provinces de France (Cité universitaire Boulevard Jourdan) s'adonnaient le dimanche matin à la vente d'*Huma-Dimanche*.

Une partie des étudiants africains soucieux d'assurer leur formation politique, lisaient des revues comme *La Nouvelle Critique*, *Les Temps Modernes* de Jean-Paul Sartre, *L'Esprit* d'Emmanuel Mounier dirigé par Jean Domenach, *La Pensée*, *Les Cahiers du Communisme*, *Les Cahiers Internationaux* de J. Herman.

La lecture des étudiants africains

Avec l'accession des pays africains à l'indépendance, les étudiants africains, naguère préoccupés par les problèmes d'exaltation des cultures, des civilisations, des grandes figures historiques de l'Afrique comme Lat Dior, El Hadji Omar

Tall, Soundiata Keita, Kankan Moussa, Samori Touré vont s'intéresser à la lecture des ouvrages traitant des problèmes politiques, sociaux et économiques du continent. De ce point de vue, *Les fondements industriels et culturels d'un futur État fédéral d'Afrique noire* (Présence Africaine 1960) constitue un ouvrage de transition qui s'appuie sur le passé glorieux de l'Afrique noire pour essayer de traiter des problèmes de développement économique et, en particulier, de l'industrialisation du continent très bien doté de sources d'énergie et de matières premières.

Les étudiants africains et les ouvrages sur l'Afrique

Mais le livre qui a eu à exercer la plus grande influence sur les étudiants africains est incontestablement *Les Damnés de la terre* de l'Antillais Frantz Fanon qui a rallié le FLN. Il a fait l'objet d'une grande diffusion dans certains journaux africains où des extraits ont été publiés notamment dans *Horoya*, journal du PDG de Sékou Touré.

Des revues marxistes n'ont pas manqué de le commenter et d'en critiquer certaines thèses. C'est le cas de la revue *La Pensée* du Parti communiste français. C'est un Vietnamien Nguyen Nghe qui a très bien analysé les thèses de Frantz Fanon.

C'est ainsi le cas de *L'action*, la revue du Parti communiste martiniquais où Imré Marton, un intellectuel communiste hongrois, s'est livré à une critique féroce des thèses de Fanon sur la violence et le rôle de la paysannerie dans la révolution en Afrique.

A Lyon, parallèlement à ses études de médecine, Fanon se passionne pour la philosophie, l'anthropologie, le théâtre, et s'engage plutôt dans la spécialisation en psychiatrie.

Les Damnés de la terre de Frantz Fanon est un appel et un cri d'alarme sur l'état et le devenir des pays colonisés selon Alice Cherki, auteur de la préface à l'édition des *Damnés de la terre* de 2002. Cet ouvrage a fait l'objet de nombreux commentaires de la presse parisienne et notamment un long article de Jean Daniel paru dans *L'Express* du 30 novembre 1961, plutôt élogieux.

La belle préface de Jean-Paul Sartre à ce livre (1961), fut, semble-t-il, davantage lue au cours de l'année que le corps du texte. Elle s'adresse essentiellement aux Européens. Et surtout cette préface radicalise l'analyse de Fanon sur la violence. En effet, Sartre justifie la violence alors que Fanon l'analyse. De ce fait, l'écrit de Sartre prend par instants des accents d'incitation à la criminalité.

Les Damnés de la terre était un ouvrage considéré comme un livre phare des années soixante-dix essentiellement lié au tiers-mondisme. Beaucoup de reproches lui ont été adressés. N'avait-il pas sous-estimé la force du religieux ? L'appel de Fanon aux « pays en voie de développement » ne constitue-t-il pas un démenti à tous ses espoirs ? En fait, cette évolution a plutôt confirmé le bien fondé de ses mises en garde contenues dans le chapitre « Mésaventures de la

conscience nationale » face à un devenir qu'il redoute. Ce chapitre qui dénonçait les tares de ce qu'il appelle la bourgeoisie nationale était très lu dans les milieux étudiants.

Dans le système colonial, une bourgeoisie qui accumule du capital est une impossibilité. Elle ne cesse d'exiger la nationalisation de l'économie. Mais nationaliser pour elle signifie exactement transfert aux autochtones des passe-droits hérités de la période coloniale. La bourgeoisie tourne de plus en plus le dos à l'intérieur, aux réalités du pays en friche et regarde vers l'ancienne métropole, vers les capitalistes étrangers qui s'assurent ses services. Elle est dès le début orientée vers des activités intermédiaires ; elle est une bourgeoisie compradore selon les expressions de Mao Tse Toung. Elle n'investit pas dans les domaines productifs et en particulier dans l'industrie. La bourgeoisie nationale, parce qu'elle est crispée sur ses intérêts immédiats, parce qu'elle ne voit pas plus loin que le bout de ses ongles, se révèle incapable de réaliser la simple unité nationale, incapable d'édifier la nation sur des bases solides et fécondes. Le front national qui avait fait reculer le colonialisme se disloque et consume sa défaite. Cette lutte implacable que se livrent les ethnies et les tribus, ce souci agressif d'occuper les postes rendus libres par le départ de l'étranger vont donner naissance à des compétitions religieuses.

Si la bourgeoisie nationale entre en compétition avec les Européens, les artisans et les petits métiers déclenchent la lutte contre les Africains non nationaux. En Côte d'Ivoire, ce sont les émeutes proprement racistes anti-dahoméennes et anti-voltaïques. Pour la masse du peuple des villes, la concurrence est représentée principalement par des Africains d'une nation différente. En Côte d'Ivoire ce sont les Dahoméens, au Ghana les Nigériens, au Sénégal les Soudanais.

En définitive, « la bourgeoisie a une psychologie d'hommes d'affaires non de capitaine d'industrie ». (1961:148).

Après avoir consacré des développements forts intéressants à la culture nationale et aux fondements réciproques de la culture nationale, Fanon étudie les relations existant entre la guerre coloniale et les troubles mentaux.

Frantz Fanon et Mao Tse Toung ont réfléchi sur la révolution paysanne. Mais à la différence de Fanon, Mao Tse Toung ne « ruralise » pas sa stratégie. Le prolétariat demeure l'avant-garde par parti communiste interposé. Cependant, Fanon innove. Il ne se contente pas d'une analyse purement économique de l'impérialisme. Il théorise aussi le conflit identitaire et culturel et tente de montrer que les vrais damnés de la terre, les exploités absolus, ce sont les colonisés (cf. postface de Mohammed Harbi à l'édition de 2002 des *Damnés de la terre*, p. 10).

Ce livre a fait l'objet d'un exposé par l'étudiant en philosophie Guy Landry Hazoumé, au cours d'une réunion du comité exécutif de la FEANF que nous avons présidée en 1962.

Nous avons donné une conférence sur *Les Damnés de la terre* à la Résidence Poniatowski en 1962. Un étudiant malien en philosophie Dembelé a fait dans cette même résidence une contre conférence motivée par les désaccords qui existaient entre lui et nous.

Nous avons publié dans la revue *Présence Africaine* un article à la fois élogieux et critique sur *Les Damnés de la terre*.

L'Étudiant d'Afrique Noire, n°35, février n'a pas hésité à faire une large publicité en ces termes : le livre que tout africain doit avoir lu : « *Les Damnés de la terre* » de Frantz Fanon, aux Éditions Maspéro.

Dans *Matouba*, n° 2 avril 1961, revue trimestrielle publiée par l'Association Générale des Étudiants Guadeloupéens (AGEG) et par l'Association des Étudiants de la Martinique (AGEM) est annoncée la mort de Frantz Fanon. La rédaction de la revue a cru bon devoir publier avant toutes choses l'hommage (paru dans *El Moudjahid*) que lui ont rendu ses frères algériens. Dimanche, 12 décembre à seize heures finit la cérémonie des funérailles de Frantz Fanon qui aimait l'Algérie. Le cercueil repose sur un lit de branches de lentisques, au-dessus des rondins de chênes-lièges.

« En cette fin d'après-midi, le soleil décline. Au loin, on devine la plaine dont nous séparent des crêtes douces bleutées dans la lumière ouatée de l'hiver. Tout respire la beauté et le calme. Le dernier vœu de Frantz Fanon est accompli : il repose parmi ses frères algériens » (*El Moudjahid*).

Sous le titre : *Frantz Fanon à travers son œuvre*, R. Relouzat fait un compte-rendu brillant de son travail. D'une certaine façon, Frantz Fanon sauve les Antillais et les rend à eux-mêmes, qui s'est d'abord posé comme Martiniquais et Noir *Originaires des Vieilles colonies*, *Peaux noires, masques blancs*, puis comme Algérien *L'an V de la Révolution Algérienne* et enfin comme homme du tiers-monde *Les Damnés de la terre*. Ce fut le destin de cet homme qui est devenu l'apôtre de la décolonisation et le prophète d'un avenir qui ne sera pas uniquement européen. Ses livres l'apprennent à ses lecteurs en leur proposant une expérience humaine une richesse étonnante.

D'abord *Peaux noires, masques blancs*. C'est l'expérience vécue du Noir, de la découverte, en France, de cette vérité essentielle : « Le noir est un homme noir ». C'est aussi le rapport objectif et passionné d'un homme qui assiste à la dislocation permanente et entretenue de son être, à l'écartèlement de sa personnalité : « Où me fourrer ? Comment me définir ? Qui suis-je enfin ? ». Dans les pages admirables du chapitre intitulé « L'expérience vécue du Noir », Frantz Fanon fait assister les lecteurs à cette poursuite du Noir traqué, enfermé dans l'idée que le Blanc se fait de lui et qu'il veut lui imposer ; ses sursauts de Nègres, ses révoltes blanches, à la misérable et détestable consolation du concept de métis.

Les pages d'ordre purement psychiatrique sont peut-être discutables et leur argumentation aussi. Parlant en psychiatre et en homme – Fanon s'est surtout montré homme – il dit la façon de trancher ce nœud de vipères, de briser les cadres fallacieux dans lesquels le colonisateur veut l'enfermer : « il faut lâcher l'homme ».

L'homme lâché peut tout être, mais il choisit de se faire algérien, et de se refaire par l'action, par la révolution. Psychiatre en Algérie, Frantz Fanon est amené, comme il le dit lui-même, à réfléchir sur les cas médicaux. Il prend conscience du malheur de ce peuple, de la souffrance de la terre algérienne en bute depuis 130 ans à l'oppression la plus odieuse. Il se fait révolutionnaire algérien ; c'est la deuxième étape sur la route au bout de laquelle il se retrouvera homme du tiers-monde.

Qu'est-ce que *L'An V de la Révolution Algérienne* ? C'est la description d'un processus qui fait que la nation algérienne existe. La révolution algérienne forge un homme nouveau, une femme nouvelle : les Algériens. Mais d'abord l'auteur de ce livre : le style, de *Peaux noires, masques blancs*, à *L'An V de la Révolution Algérienne*, s'est affermi, condensé ; il est fait pour l'action non pour la contemplation ; l'idée est dense, la pensée précise et claire. Et l'on veut « mettre en condition » les populations algériennes ; on découvre Mao Tsé Toung ; le colonisateur essaie d'opposer à la dynamique révolutionnaire une autre idée, mais s'empêtrant dans ses contradictions, et sacrifiant aux nécessités « objectives » de la lutte, il coupe encore les têtes qu'il veut remplir à son image.

Mais l'Afrique Noire et d'autres nations sont indépendantes, le néocolonialisme apparaît ; les révoltés de la veille se croient arrivés et redeviennent les larbins de l'Occident. Il faut secouer les consciences, réveiller les somnolences, prêcher l'action : et voici la bible du colonisé, le dernier livre de Fanon où s'allient lyrisme et vérité : *Les damnés de la terre*. Point culminant du cheminement d'une conscience et retour à l'essentielle vérité : être ou ne pas être colonisé. Ce livre est l'historique de deux consciences : celle du colonisateur. Écoutons Sartre qui préface ce livre : « Européens, ouvrez ce livre, entrez-y. Après quelques pas dans la nuit, vous verrez des étrangers réunis autour d'un feu, approchez, écoutez : ils discutent du sort qu'ils réservent à vos comptoirs, aux mercenaires qui les défendent ».

Et en vérité, ce que ce livre apporte de neuf et d'extraordinaire, c'est son indifférence à l'égard de l'Occident. Il est fait pour le tiers-monde, les colonisés. Aux multiples questions posées aux pays du tiers-monde, Fanon cherche à répondre : « Non nous ne voulons rattraper personne. Mais nous voulons marcher tout le temps, la nuit et le jour, en compagnie de l'homme de tous les hommes... ».

« Le tiers-monde est aujourd'hui en face de l'Europe comme une masse colossale dont le projet doit être d'essayer de résoudre les problèmes auxquels cette Europe n'a pas su apporter des solutions... » « Pour l'Europe, pour nous-

mêmes, et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf ».

Car l'Europe n'est plus l'absolu qu'elle s'était crue, et qu'on avait hélas cru ; elle est l'élément du monde, sans plus. Il n'y a plus ceux qui font l'histoire et ceux qui la subissent. Il ne doit y avoir que des sujets ; et la Fraternité aura un autre sens. Voilà ce que disent Fanon et son œuvre.

J'aurais l'occasion de publier en 1965 un article critique sur le livre de F. Fanon dans un des numéros de *Présence Africaine*.

Un autre livre : *L'Afrique noire est mal partie* de René Dumont, ingénieur agronome a fait l'objet de nombreux débats avant sa parution. Son exposé à l'École Normale d'agronomie en 1960 a été discuté. Nous y avons pris la parole pour faire apparaître des vérités partielles et parcellaires et les aspects négatifs (absence d'un projet de société) contenus dans sa conférence.

La FEANF a organisé en 1962 une conférence contradictoire entre Amady Aly Dieng, alors président de la Fédération et René Dumont dans une salle de la rue de Rennes où se donnaient d'habitude les cours de l'Université Nouvelle (UN) du Parti communiste organisés par Luce Langevin.

Paul Noirot, directeur de *Démocratie Nouvelle* revue du PCF a organisé dans les locaux de la revue un débat auquel ont participé Jean Bénard, professeur de Sciences Economiques à Poitiers, Amady Aly Dieng, Jacques Charrière et René Dumont. Les débats ont été publiés dans *Démocratie Nouvelle*.

L'Afrique noire est mal partie a fait l'objet d'un compte-rendu de lecture de la part de l'ancien gouverneur Robert Delavignette, notre professeur à l'École Nationale de la France d'Outremer (ENFOM) en 1958. Son texte a été publié dans *Signe du Temps* n° 1, janvier 1963. Il rappelle que certaines parties de l'Afrique noire souffrent de ce que Pierre Gourou, un célèbre géographe français, appelle « une anémianté continentalité ». Il ne manque pas d'évoquer les mises en garde de René Dumont adressées aux étudiants africains. « Il y eut des Français pour sacrifier à ces pays noirs leur confort, leur santé, parfois même leur vie alors qu'ils auraient pu vivre douillettement en métropole. Nombre de jeunes Africains gagneraient certes à se dévouer à leurs pays autant que le firent certains coloniaux ».

R. Delavignette conclut par la réhabilitation par René Dumont de la chèvre honnie par les agro-forestiers européens la rendant responsable de la désertification de l'Afrique. « Dans un de ses chapitres (page 165), notre agronome réhabilite la chèvre, incriminée en tant qu'agent de l'érosion et qui est en réalité une courageuse petite bête, rustique et productive ». R. Dumont n'hésite pas à qualifier la chèvre de « la vache du pauvre ».

Chapitre 2

Mon itinéraire intellectuel, syndical et politique (1957-1967)

Durant mon séjour parisien de 11 ans, mon problème a toujours été de concilier mes études universitaires et mes activités syndicales et politiques. Ce n'était pas facile. Dans mon cas, je risquais, comme je l'avais fait durant mon séjour dakarais, de sacrifier mes études universitaires au profit de mes activités syndicales et politiques. J'étais hostile à ceux qui avaient choisi de sacrifier leurs études au profit des activités politiques. Cette attitude risquait de discréditer les dirigeants politiques et syndicaux dans le milieu des étudiants africains. Tout en poursuivant mes études, j'avais choisi de militer au sein de la FEANF et de l'AESF. Je recommandais aux jeunes étudiants membres du MEPAI et du comité exécutif de la fédération de ne pas passer leur temps à fréquenter le siège et de faire tout pour être de très bons étudiants.

J'étais venu en octobre 1957 pour poursuivre des études à l'École Nationale de la France d'Outremer (ENFOM) qui devaient déboucher sur une carrière d'administration de la FOM. Mais j'ai passé les vacances à Diourbel où je devais me documenter sur place sur la société électrique et industrielle du BAOL (SEIB) que j'avais retenue comme sujet de mon mémoire. Membre du PAI, j'ai mené des activités politiques intenses. J'ai milité à Diourbel avec Jacques Baudin, Youssou Dieng, Abdou Kane, Henri Mendy, Moussa Bèye.

J'ai donné des conférences aussi bien à la Maison des jeunes qu'au cinéma Triumph situé non loin de la gare. L'administrateur commandant le Cercle du Baol, Jean Lafay qui venait de Labé a envoyé quelques jeunes Français assister à ma conférence tenue au cinéma Triumph et à laquelle assistaient mon père Baidy Dieng et son grand ami Alioune Sow. Il envoya un rapport à la direction de l'ENFOM à Paris pour qu'on me renvoie de l'école.

A cette époque, je n'avais pas beaucoup d'expérience politique. Mes camarades du PAI et moi-même nous avons commis d'énormes erreurs qui auraient pu nous coûter très cher. Une fois, nous nous sommes réunis chez Cheikh

Diongue, un riche commerçant de Diourbel. Nous avons été infiltrés par un repris de justice qu'utilisait le commissaire de police français de la ville. Nous avons décidé d'acheter le soir de l'essence pour fabriquer des cocktails molotov. Heureusement, mon père aussitôt informé me demanda si je connaissais le passé de ceux avec qui je m'étais réuni chez Cheikh Diongue. Je lui ai répondu non. Il m'a dit qu'il y avait avec nous un repris de justice qui renseignait le commissaire de police. Il m'a dissuadé de me rendre aux différentes stations d'essence de la ville où devaient nous attendre les agents du commissaire. C'est ainsi que j'ai pu informer mes camarades de parti. Mon père interloqué par notre naïveté politique se mit à me chahuter en disant en wolof « Vous n'avez pas de parti, vous avez des amis qui font simplement du bruit, des *« sovando »*. Les populations ne nous prenaient pas au sérieux. Nous empruntions des charrettes pour annoncer les meetings politiques que nous devions tenir ; cet acte apparaissait comme un geste d'amuseur public. Vingt ans après le Referendum du 28 septembre 1958, une vieille griote m'a fait une réflexion que je n'oublierai jamais. Elle m'a dit qu'elle pensait que notre appel à voter non était un geste destiné à créer de l'animation dans la ville.

Je me souviens aussi des frayeurs de la mère de mon ami Malick Fall qui se plaignait de son départ pour Dakar pour accueillir le Général De Gaulle. Elle me disait dans un wolof teinté d'un accent sérère : « De Gaulle est un grand champion de lutte qui nous attendait à Lagnar, une gare située à 11 km de Diourbel, pour faire notre fête ». Elle ajoutait dans son mauvais wolof « *Dama tite* » « J'ai peur ». Malick Fall son fils était têtue. Il était à Dakar.

Ces propos anecdotiques montrent combien sont tenaces les légendes sur le personnage de De Gaulle qui était déjà connu pour ses tentatives de débarquement au Sénégal et du bombardement de Dakar survenu en septembre 1940. Le grand lutteur lébou, Abdourahmane Ndiaye dit « *Falang* », a illustré cet événement qui a traumatisé les Dakarois à la suite des coups de canon tirés par le croiseur Richelieu. Il disait dans un de ses *baké*, chant de glorification de lutteur, « Richelieu et ses balles ne peuvent pas me faire reculer » (en wolof *Richelieu aki ballam dou ma teré gnem. Falang, Falang*).

J'ai eu le privilège d'avoir assisté à l'accueil du Général De Gaulle qui a été bien préparé. Avant sa venue, les mouvements de jeunes ont organisé un pèlerinage à Thiaroye pour rendre hommage aux « tirailleurs sénégalais » tués en 1944 sur ordre du Général De Gaulle. Cheikh Diop dit grand Diop était de la partie.

L'administration a tout fait pour cacher l'itinéraire du Général. Allait-il emprunter la route de la corniche ouest ou l'autoroute ? En définitive, il a emprunté le matin la corniche. Je revois les manifestants du PAI avec à leur tête Majhemout Diop emprunter l'avenue El Hadj Malick Sy. Ces derniers ont cons-

titué une haie à côté de la Maison des jeunes de Dakar (c'est l'actuelle Mausolée de Thierno Seydou Nourou Tall).

De Gaulle était avec le Haut commissaire de la République dans une voiture décapotable. Il agitant ses grands bras pour saluer la foule. Mais avec les cris hostiles et le jet de tracts dans sa voiture, il décida de s'asseoir.

Le soir, un très grand meeting fut organisé au champ municipal de courses (l'actuel emplacement occupé par la BHS et le CESAG). Les foules chauffées par les différents orateurs ont pris les allées du centenaire pour se rendre à la place Protêt pour manifester contre le Général.

À notre arrivée, nous avons trouvé des porteurs de pancartes recrutés par le Dr Doudou Guèye, Secrétaire général du Mouvement populaire sénégalais (MPS), section sénégalaise du RDA de Houphouët-Boigny. Ces porteurs de pancartes n'étaient pas de véritables militants politiques. Ils étaient essentiellement constitués par des « Bella » des esclaves de touareg du Mali, en grande partie, vendeurs d'eau à Dakar.

Les slogans qu'on pouvait lire sur ces pancartes étaient timorés et plats : « Pour une autonomie administrative, une autonomie culturelle ». La foule les a démenagés de la place Protêt. Et de nouveaux slogans percutants figuraient sur les pancartes. « De Gaulle, assassin de Thiaroye », « Vive le FLN » sont les deux slogans que j'ai retenus. Nous avions de la peine à entendre le discours ambigu de Lamine Guèye qui disait qu'un oui ne pouvait avoir de sens que si on peut dire non et que l'Africain n'est dangereux que s'il se tait. Lamine Guèye parlait en sa qualité de maire de Dakar. Gabriel d'Arboussier a pris la parole. Les deux principaux leaders sénégalais Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia ont déserté pour se retrouver en France. C'est Valdiodio Ndiaye qui assurait l'intérim de Mamadou Dia qui prononça un discours écrit par Jean Collin, directeur de cabinet du président du Conseil de gouvernement.

De Gaulle furieux s'est mis à apostropher les porteurs des pancartes. L'atmosphère était électrisée. Une foule considérable de Français avait pris place sur les toits et les vérandas des bâtiments situés autour de la Place Protêt et de l'actuelle CBAO.

Je me souviens avoir emprunté la rue de Thiong en même temps que Cheikh Amadou Mbacké dit Gaïndé Fatma qui devait aller au marché Sandaga où son chauffeur l'attendait.

J'ai pris part pour la première fois au vote. J'étais écoeuré par les fraudes électorales commises lors de ce référendum. Le Président du bureau a procédé à l'expulsion du représentant du PAI. Il a ordonné de sortir tous ceux qui portaient des « boubous Momsarew » et qui étaient assimilés à des non-sénégalais, des « Peuls Firdo ».

C'était le bouquet lors du dépouillement des voix. Un vieux notable demanda au président de soustraire tous les bulletins appelant à voter non. Il disait

en wolof qu'il ne faut pas que ces énergiques du PAI gâchent leur vote unanime pour le oui. A partir de cette expérience scandaleuse, j'ai décidé de ne plus participer à aucune mascarade électorale.

Dès mon retour à Paris en octobre 1958, la direction de l'ENFOM m'informe de mon exclusion. J'ai déjà raconté les circonstances dans lesquelles sont intervenues cette décision et les démarches faites par les autorités sénégalaises, l'Association des élèves de l'ENFOM et l'Amicale des anciens élèves de l'école. Mamadou Dia, alors Président du Conseil du gouvernement, me fait inscrire à l'IRFED. Mais je n'ai pas accepté cette offre. Une bourse me fut octroyée pour poursuivre mes études de doctorat. J'ai déjà retracé longuement les différentes disciplines qui étaient enseignées à l'école.

Durant l'année universitaire 1957-1958 alors que j'étais à l'ENFOM, je suivais les cours à la Faculté de droit et de sciences économiques avec un ami français Dupuy. J'ai réussi à obtenir le diplôme d'économie politique. J'avais comme professeurs Jean Weiller, Gaston Leduc.

L'année suivante 1958-1959, je me suis inscrit au diplôme d'études supérieures de sciences économiques. Mais j'ai profité de cette année pour consolider mes connaissances économiques. J'ai suivi les cours de première année dispensés par Jean Marshall, les cours de Jean Marcel Jeanneney sur le trésor, les cours de Raymond Barre. Daniel Villey était mon professeur de philosophie économique.

Les gens de ma génération refusaient le cloisonnement des disciplines universitaires. Je me retrouvais à la Sorbonne pour écouter Paul Ricœur qui donnait un cours public sur l'interprétation. J'allais de temps en temps suivre les cours de philosophie générale d'un jeune professeur très brillant qui venait d'Alger. C'était Jacques Derrida un juif pied-noir qui fascinait les normaliens de la rue d'Ulm. La salle de cours était prise d'assaut. Il fallait venir tôt pour avoir de la place. Il écrivait intégralement son cours. Son langage hermétique contribuait à exercer une véritable fascination sur ses étudiants. Ses cours étaient donnés dans le cadre du certificat de philosophie générale nécessaire à l'obtention d'une licence d'enseignement de philosophie.

Je me suis retrouvé durant l'année universitaire 1959-1960 inscrit au diplôme d'études supérieures de droit public. J'avais un professeur germaniste, Eisemann, dont le cours était très difficile. C'est pourquoi, nous nous trouvions réduits à une vingtaine d'étudiants dans une petite salle. Je suivais aussi les cours de Pierre Lampué sur le droit d'outremer, de Pierre Rousseau sur les successions d'État en matière de droit public international. Je me souviens avoir été interrogé à l'examen par Madame David. C'était la première fois que je voyais une femme professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques. Elle disait : « je dois être sévère avec vous les Africains, car je risque de vous retrouver demain experts de vos gouvernements dans les instances internationales.

Dans ces conditions, vous devez être bien formés et ne bénéficier d'aucune indulgence ».

Je m'étais inscrit au diplôme d'études supérieures de droit public pour pouvoir passer l'agrégation de sciences économiques. C'était la règle à l'époque. Après l'avoir obtenu, il me fallait chercher un sujet de thèse. J'avais pensé pouvoir m'intéresser aux relations économiques et financières entre la France et l'Afrique occidentale française. Mais Mamadou Touré qui travaillait à la Commission économique du Marché commun de Bruxelles avait traité de ce sujet à Paris. J'ai choisi comme directeur de thèse Henri Bartoli qui était antérieurement professeur d'économie à Grenoble et qui était bien connu comme un chrétien de gauche. Ce dernier me demanda de prendre contact avec Michel Beaud qui travaillait au ministère la France d'Outremer, rue Oudinot.

J'ai suivi certains cours liés à la démographie comme l'histoire de la population du monde, la biométrie et l'écologie. Ce dernier cours était donné à la Faculté de médecine de Paris, rue des Ecoles. Il était dispensé par le professeur Bussières qui savait intéresser ses étudiants à cette matière qui était négligée dans l'université française.

Dans le cadre de ce cours, j'ai participé à des travaux pratiques dirigés par un jeune agrégé de géographie, condisciple d'Assane Seck, qui nous a appris à exploiter les registres d'état civil de la mairie de Juvisy.

Ma vie militante au sein de l'Association des étudiants sénégalais en France (1963-1967)

La première assemblée de l'Association des étudiants sénégalais en France (AESF) à laquelle j'ai assisté en décembre 1957 à la Porte dorée m'a complètement bouleversé. La gestion financière était tellement catastrophique que le président Babacar Niang qui était hors de Paris pour des raisons de stage d'inspecteur des impôts a eu à pleurer. Absent, il n'était pour rien dans les malversations opérées par deux responsables du bureau. C'est la première fois que j'entendais un trésorier dire froidement : « Je me suis octroyé un prêt de quatre cent cinquante francs ». L'association venait de recevoir une subvention de quatre millions octroyée par le gouvernement du Sénégal.

C'est là que j'ai compris la chose suivante : les membres des associations ne s'intéressent à une bonne santé financière de leurs organisations que si leurs activités sont financées par leurs cotisations.

Plusieurs bureaux centraux se sont succédé. En 1957-1958, le bureau central de l'AESF était présidé par Babacar Niang, élève inspecteur à l'École des impôts. L'année suivante, c'est Ibrahima Malick Dia, élève à l'École vétérinaire qui lui succéda. Durant l'année universitaire 1959-1960 c'est Séga Abdoulaye Sow qui présida le bureau central de l'AESF.

Durant l'année 1960-1961, l'Association des étudiants sénégalais en France décide de créer un bulletin d'information *L'Étudiant Sénégalais* où Léopold Sédar

Senghor est brocardé dans une rubrique : *En passant*. Le président de la République du Sénégal venait de commander « à un ensemblier parisien la copie du Bureau Empire de Napoléon à Malmaison » « C'est ainsi qu'il restaure l'Histoire et la Civilisation Africaines ».

Le bureau central de l' AESF est ainsi composé : président : Daouda Diouf, vice-président aux affaires sociales ; Bakary Traoré, vice-président chargé de la presse et de la culture ; Amadou Diop, trésorier général ; Sérigne Momar Ba, commissaire aux comptes ; Mouhamadou Lamine Thiam et Boubacar Ly, secrétaire général ; Mamadou Lo, secrétaire adjoint ; Yves Badara Diagne.

Durant l'année 1961-1962, le bureau central a été présidé par Oumar Wone étudiant en médecine.

Élu au poste de vice-président aux affaires culturelles en décembre 1963, j'étais dans un bureau présidé par Cheikh Ba, étudiant en géographie et où siégeaient Amadou Diallo, élève ingénieur agronome, Boubacar Ly, étudiant en sociologie, etc. C'était une période où le Sénégal venait d'être le théâtre d'événements tragiques à la suite des élections législatives et présidentielles du 1^{er} décembre 1963 qui ont fait environ plus de 100 morts, plus de 200 blessés et 500 arrestations à Dakar. La répression ordonnée par Léopold Sédar Senghor a été très dure comme le note l'éditorial de *L'Étudiant sénégalais* (n°1 janvier 1963). Le pouvoir déploya un appareil de répression sans précédent dans l'histoire du pays : nombreuses troupes, mitrailleuses, grenades lacrymogènes au plâtre, hélicoptère tirant et jetant des grenades sur les manifestants. À l'intérieur notamment à Rufisque et à Louga, des maisons de membres de l'opposition ont été brûlées ». Senghor a réussi à éliminer de l'Union progressiste sénégalais (UPS) les éléments gênants, dits « diaistes », à diviser le Bloc des masses sénégalaises (BMS) de Cheikh Anta Diop allié au socialiste Samba Diop (en intégrant la fraction minoritaire et en dissolvant la fraction majoritaire) et le Parti du regroupement africain (PRA) d'Abdoulaye Ly. Auparavant, les syndicats ont été divisés et d'autres syndicats-maisons ont été créés. C'est le cas du SYNELS et de l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS).

En direction des jeunes, le même processus d'intégration a été amorcé par le Mouvement des jeunes de l'UPS, témoin de la création de l'Union de la jeunesse du Sénégal.

Le dernier bastion de résistance à la politique de Senghor est constitué par les organisations des étudiants. Fidèle à l'esprit anti-étudiant de Ouagadougou conforme à celui d'Addis-Abeba, Senghor et l'UPS tiennent à faire disparaître l' AESF. Tout en reprochant à ses membres de faire la politique, au point de ne plus réussir leurs études, ils soutiennent une association des étudiants dite UPS. C'est grâce à l'aide de ces étudiants qu'ils veulent diviser les membres de l' AESF et former une association nationale d'étudiants gouvernementaux, future section de la fédération des étudiants que les chefs d'État de l'Union Africaine et

Malgache (UAM) ont projeté de créer pour l'opposer à la FEANF demeurée encore solide.

Dans ces conditions, le mouvement étudiant du Sénégal va se radicaliser. Le bureau de l'AESF invite ses membres à étudier les réalités du Sénégal. Il cherche à fournir à ses militants des informations par différents moyens : publication d'un journal où figurent des témoignages et documents, conférences, des bibliographies, etc.

Au cours de la première assemblée générale tenue le 19 janvier 1964, un rapport général retraçant la situation politique, économique et sociale du Sénégal et ses incidences sur la vie matérielle et morale des étudiants sénégalais en France est présenté. Ce programme débute ainsi : « 1963 a vécu. Nous entrons dans une nouvelle période de l'histoire de notre pays en particulier, et de l'Afrique en général ».

Au Sénégal, l'année 1963 s'est terminée sur une situation très préoccupante qui conditionne la vie des étudiants et la qualité des futurs cadres du pays. Les événements tragiques de décembre 1963 doivent faire réfléchir tous les patriotes sénégalais. C'est pourquoi le bureau central de l'AESF voulait analyser cette situation, voir ses répercussions sur les étudiants afin de savoir où aller et ce qu'il faut faire.

La déclaration de politique générale de l'Union générale des étudiants sénégalais (UGES), à l'issue de son congrès tenu en juillet dernier à Dakar disait : « Les deux caractéristiques de la vie politique au Sénégal sont d'une part l'aspect incomplet de la libération nationale, d'autre part la crise grave de la démocratie que traverse le pays ».

L'aspect incomplet de la libération nationale

Le 16^e congrès de la FEANF (26-28 décembre 1963) a redéfini ce que le mouvement étudiant entend par indépendance réelle.

Le Sénégal, membre de l'Union Africaine et Malgache (UAM), est un des pays les plus consciemment soumis au néocolonialisme. L'UAM est l'instrument du néocolonialisme en Afrique, et plus spécialement du pouvoir gaulliste et du marché commun. L'unité des membres de l'UAM dans la répression est un fait patent pour tout le monde : l'institutionnalisation du parti unique, le régime du pouvoir personnel, l'enrégimentement des organisations syndicales et des jeunes, la dissolution des partis politiques et organisations de masse démocratiques, la multiplication des juridictions d'exception (Cour de sûreté de l'État, Haute cour de justice, etc.), bref la liquidation des libertés démocratiques.

Le Sénégal est toujours lié à la France par des accords de « coopération ». C'est un des derniers pays de la communauté rénovée. L'avis de l'Élysée est toujours requis pour les problèmes d'ordre diplomatique en particulier. Le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) a la mainmise sur les questions liées à l'orienta-

tion culturelle du Sénégal : bourses-FAC, accords de coopération dont celui avec l'office, OCORA (Office de coopération radiophonique africaine). Car actuellement, le terrain sur lequel les néocolonialistes se battent le plus sans en avoir l'air, c'est celui de la culture et de l'éducation. L'OCORA créée en 1962, remplaçant la SORAFOM colonialiste, est l'un des instruments principaux de cette influence culturelle française. Il s'oriente de plus en plus vers la télévision. Le FAC a été créé en mars 1959 pour remplacer le FIDES, l'organisme de l'« ordre » de l'ère coloniale.

La situation sociale du pays est vraiment alarmante. Tout le tableau qui vient d'être retracé très brièvement montre concrètement quelles sont les réalités sénégalaises. Cela confirme la première thèse soutenue par l'Union générale des étudiants du Sénégal (UGES) sur l'aspect incomplet de la libération nationale.

Le deuxième aspect de la situation du Sénégal : la crise de la démocratie

La liquidation des libertés démocratiques est significative : la situation du pays se caractérise par d'une part les tendances intégrationnistes de l'UPS, le parti de Senghor, d'autre part par, la répression des partis politiques, des syndicats des travailleurs, des organisations d'étudiants (dissolution du Parti Africain de l'Indépendance, l'emprisonnement de Mamadou Dia).

Des marabouts ont été assignés à résidence, tel que Thierno El Hadji Ahmed Seydou Ba à Médina Gounasse (Haute Casamance) ou emprisonnés comme le marabout Cheikh Tidiane Sy. La réaction qui suivit l'arrestation de ce dernier a été réprimée dans le sang. Les résidences surveillées sont multipliées.

Senghor, après la liquidation des membres de l'UPS gênants, manœuvre maintenant plus subtilement en direction de l'opposition. Le Sénégal, dit-il, a l'honneur d'avoir une position enviable et d'être un pays démocratique. Mais la démocratie de Senghor ne trompe personne. La tactique consiste à diviser l'opposition, comme il l'a fait avec le Bloc des Masses du Sénégal (BMS), à intégrer à l'UPS la fraction minoritaire du BMS. Une fois le parti divisé, la fraction opposée à l'intégration est dissoute. Les mêmes manœuvres ont été utilisées en direction du Parti du Regroupement Africain (PRA) avec cette différence que celui-ci n'est pas dissout, mais que certains de ses dirigeants (en particulier Abdoulaye Ly) sont emprisonnés.

Les mêmes manœuvres seront déployés en direction des syndicats et des organisations d'étudiants.

Au niveau des étudiants, le pouvoir crée des organisations parallèles. Senghor qui reproche aux étudiants de faire de la politique cautionne deux organisations la FELD (Renégat de l'UGEAO) et le Comité des étudiants UPS. L'UGEAO a été brimée, ses dirigeants expulsés et brimés. La FELD soutenue par le gouvernement et des catholiques étrangers est le véritable instrument du pouvoir.

Mais la manifestation la plus spectaculaire fut celle du 1^{er} décembre 1963 à Dakar. Elle a été sauvagement réprimée, un hélicoptère survolant les manifestants, tirant et jetant des grenades lacrymogènes sur eux.

Le gouvernement du Sénégal a tout fait pour briser le mouvement étudiant au Sénégal. Il alla même jusqu'à interdire la diffusion et la vente du journal de l'AESF. *L'Étudiant Sénégalais* par arrêté p16/12693 du 28 août 1964 signé par le Secrétaire Général de la Présidence de la République Abdou Diouf et le Ministre de l'intérieur Abdoulaye Fofana. Ironie du sort, Abdou Diouf avait été le vice-président aux relations extérieures de l'AESF : (cf. *L'Étudiant Sénégalais* n° 3 mars 1964).

En dehors du rapport central présenté par le président de l'AESF, il y eut d'autres rapports portant sur les affaires sociales, les finances et les affaires culturelles. Par ailleurs, le compte-rendu du congrès de la FEANF et du Conseil d'administration a été fait.

Une journée culturelle a été organisée le dimanche 2 février 1964 avec une conférence et un bal à la maison des États de l'Ouest Africain, située au 69, boulevard Poniatowski dans le douzième arrondissement de Paris. La section de Grenoble a organisé une conférence donnée par Abdoulaye Diop qui sera plus tard le directeur de la Sonacos au Sénégal sur le thème : « les structures économiques du Sénégal depuis l'indépendance ». L'assemblée du dimanche 23 février 1964 a abordé le problème de l'assistance technique et la formation de cadres sénégalais. Le rapport Jeanneney définissant la nature de la coopération franco-africaine du gouvernement du général De Gaulle a été examiné de façon critique dans ses incidences sur la formation des cadres supérieurs sénégalais.

L'Association des étudiants Sénégalais en France décida de publier son journal mensuel pour diffuser ses positions.

L'Étudiant Sénégalais

L'Association des étudiants Sénégalais en France a fait un grand effort pour publier régulièrement son journal. *L'Étudiant Sénégalais*. Document durant la période allant de 1960 à 1966. Elle tenait à informer ses membres sur les problèmes politiques qui se posent à travers des conférences-débats organisées autour des œuvres de quatre dirigeants politiques du pays durant les années 1964-1965.

L'Étudiant Sénégalais a tenu à préciser l'esprit dans lequel l'AESF entendait tenir ses conférences à la Résidence Poniatowski, ex-maison d'AOF : « L'Association des étudiants sénégalais en France, étant une organisation de masse où se retrouvent les étudiants de toutes les convictions philosophiques et religieuses qui acceptent de lutter pour l'indépendance et l'unité de nos pays, organise des conférences-débats où tous les sujets intéressant l'évolution de notre pays sont discutés. Comme le socialisme est au centre de la pensée de tous les leaders politiques du Sénégal, qu'ils soient pour ou contre, qu'ils prétendent le bien

appliquer ou le dépasser, il était inévitable que les problèmes touchant la pensée marxiste soient abordés : pour les intellectuels soucieux de vérité, il n'y a aucun sujet tabou. *Néanmoins nous tenons à préciser que la plateforme de notre association n'est pas le marxisme, mais la lutte pour l'indépendance du Sénégal et l'unité africaine*. (*L'Étudiant Sénégalais*, décembre 1964).

Au cours d'une assemblée générale qui a eu lieu à Paris le dimanche 23 février 1964, le problème de l'assistance technique et la formation des cadres Sénégalais ont été abordés. Le rapport Jeanneney a été examiné dans ses incidences sur la formation des cadres supérieurs sénégalais. L'assemblée a dénoncé l'opposition du Ministre de la coopération (ex-Ministère de la FOM) à la poursuite des études spécialisées (exemple, les spécialités en médecine comme pédiatrie, chirurgie, etc.). Le rapport prévoit la militarisation des étudiants en médecine, la suppression de leur bourse et leur expulsion de France. Ces mesures ont été mises en exécution dans le cas du Sénégal où 16 étudiants préparent des spécialités. Senghor n'a fait que reprendre à son compte ce qui a été déjà décidé par ses maîtres français.

Dans un article « Réflexion sur la santé publique. Réponse à M. Léopold Sédar Senghor », l'étudiant en médecine Moustapha Diallo, sous le pseudonyme de docteur Molotesh, après un échange d'idées entre des médecins et des étudiants en médecine sénégalais en France, a vivement réagi contre les positions du président de la République du Sénégal. Cet article est daté du 25 mars 1965.

Le calendrier des conférences a été ainsi établi pour couvrir les quatre courants de pensée au Sénégal.

- 1) La Négritude, doctrine officielle de l'Union progressiste Sénégalaise (UPS) ;
- 2) L'œuvre historique de Cheikh Anta Diop ;
- 3) Les masses africaines et l'actuelle condition humaine d'Abdoulaye Ly ;
- 4) Contribution à l'étude des problèmes politiques de l'Afrique noire de Majhemout Diop.

Introduction à l'étude d'une doctrine : la Négritude

Dans le cadre de son programme culturel, l'association a organisé en janvier 1964 une conférence débat suivie de bal à la résidence Poniatowski, Paris 12^e. Ce fut Amady Aly Dieng, vice-président aux affaires culturelles de l'AESF et ancien président de la FEANF (1961-1962) qui fit la conférence. Le compte-rendu de cette conférence a été publié dans le numéro 2 de *L'Étudiant Sénégalais*, (février 1964) sous le titre : « Du nouveau à l'association ». Voici la substance du compte-rendu de la conférence.

L'orateur débuta son exposé par l'histoire du courant de la Négritude, le mouvement des intellectuels antillais d'abord, africains dans l'entre-deux guerres avec des hommes tels qu'Etienne Léro, Jules Monnerot, René Ménénil. Mouvement de protestation, mouvement de revendication de la dignité de l'homme

noir. Ce mouvement contemporain d'une profonde crise des valeurs et de l'esthétique bourgeoises eut, à l'époque du surréalisme, une grande influence sur les formes d'expression artistique et notamment poétique des chantres de la Négritude.

Au début, les premiers tenants de la Négritude se sont tournés vers le marxisme qui leur apparaissait comme l'idéologie libératrice des peuples opprimés. Mais certains d'entre eux s'orientèrent plutôt vers le surréalisme. Ce fut surtout après la Deuxième Guerre mondiale que la Négritude allait aboutir à sa confirmation comme doctrine politique avec deux représentants essentiels : Léopold Sédar Senghor et Aimé Césaire.

L'orateur parla surtout de l'œuvre et des thèses de M. Senghor et des liens entre celles-ci et l'orientation politique de l'auteur de *Chants d'ombre*, des liens entre son art et sa politique, comme il l'avait affirmé dans l'interview qu'il a accordée à M. Armand Guibert. L'orateur souleva de nombreuses questions dont certaines sont très importantes. La mystification consiste, sous le prétexte de l'originalité du Nègre ou des civilisations nègres, à lutter contre le rationalisme en invoquant pour le Noir une connaissance fondée sur l'émotion. De même, les tendances communautaires des souches africaines dues à leur faible développement technique serviront à condamner globalement la société industrielle moderne que les rapports d'exploitation ont déshumanisée.

Dieng montra en quoi le développement des sociétés nègres était spécifique et aussi en quoi on y retrouvait des caractéristiques générales du développement de sociétés, notamment le développement du rationalisme, la nature des mythes, la naissance des formes religieuses dans les superstructures africaines. Analysant le développement et l'utilisation de la négritude, Dieng devait montrer ensuite le divorce qu'il y avait entre l'arme de combat que fut la négritude à l'origine et la sorte de narcissisme qu'elle est devenue ainsi que la tentative de fonder sur elle une idéologie de conciliation avec l'impérialisme et le capitalisme, notamment par son importance dans la conception du « socialisme africain ».

Les débats qui suivirent furent très nourris et très vifs. Les interventions des défenseurs vigoureux de l'originalité du Noir permirent de discuter des thèses sociologiques ou ethnographiques sur lesquelles Senghor appuie sa théorie. Ces thèses sont empruntées à Frobenius, Gobineau, Lévy-Beuhl, Griaule, R.P. Tempels, etc. Un camarade sociologue nous parla de théories de Lévy-bruhl, de son évolution et du fait que ce dernier a abandonné, dans ses *Carnets* les thèses qu'invoque encore M. L. S. Senghor.

Pour conclure, disons qu'une délégation de la FEANF y fit une brillante intervention, et que bien des questions y furent discutées sur le sens de l'art, les moyens propres à revaloriser les cultures de l'Afrique et du Sénégal en particulier, ainsi que ses implications et la nécessité d'un gouvernement soucieux des intérêts des peuples africains et sénégalais. Cette conférence était une invitation

à l'approfondissement de l'étude de la Négritude en vue de combattre ses implications sociales et politiques, entravant la libération de nos pays.

Sorti de cette conférence, on ne pouvait qu'attendre la prochaine qui portera sur l'œuvre historique de Cheikh Anta Diop.

Ce compte-rendu mérite d'être complété par mes impressions personnelles et mon commentaire.

J'ai débuté mon exposé par l'histoire du courant de pensée constitué par la Négritude. Au début les premiers tenants de cette doctrine se sont tournés vers le marxisme qui leur apparaissait comme l'idéologie libératrice des peuples opprimés. Mais certains d'entre eux s'orientèrent plutôt vers le surréalisme. Ce fut surtout après la Deuxième Guerre mondiale que la négritude allait aboutir à son affirmation comme doctrine politique. J'ai parlé surtout de l'œuvre et des thèses de M. Senghor et des liens entre celles-ci et l'orientation politique de l'auteur de *Chants d'ombre*, des liens entre son art poétique et sa politique.

J'ai montré en quoi le développement des sociétés nègres était spécifique et aussi en quoi on y retrouvait des caractéristiques générales de développement des sociétés, notamment le développement du rationalisme, la nature des mythes, la naissance des formes religieuses dans les superstructures africaines.

Pour faire ma conférence, je me suis fortement appuyé sur l'article de René Ménénil : « Une doctrine réactionnaire : la négritude » parue dans un des numéros de la revue du Parti communiste de la Martinique : *L'action*. Déjà, dans la revue du Parti communiste français, *La Nouvelle Critique* (1949), Gabriel d'Arboussier, militant du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) avait qualifié la négritude de « dangereuse mystification ». La conférence a suscité beaucoup de discussions, Amar Samb qui sera plus tard agrégé d'arabe et futur directeur de l'IFAN remplaçant Vincent Monteil, a, dans un discours enflammé, dénoncé les crimes commis par Senghor sur les allées du centenaire en 1963.

L'œuvre historique de Cheikh Anta Diop par Jean Suret-Canale

Le 31 mai 1964, l'association avait organisé une conférence dont le thème était axé sur les ouvrages de Cheikh Anta Diop, ou plutôt sur les méthodes de l'histoire africaine.

Mais dès le début, M. Jean Suret-Canale, après avoir rappelé le thème principal de sa conférence, à savoir les méthodes et démarches de Cheikh Anta Diop, posa l'idée essentielle de ce dernier : la civilisation africaine est d'origine égyptienne, ou la société égyptienne antique était une société nègre, par conséquent la société nègre reste la source de la civilisation.

Cette thèse se réclamait à l'origine du mouvement anticolonialiste. D'où la prudence marquée par les milieux officiels coloniaux à l'égard de celle-ci. Il y eut des réactions, par exemple celle de M. Raymond Mauny qui, tout en reconnais-

sant que Cheikh Anta Diop avait fait une critique valable du colonialisme, ne partageait absolument point les idées de celui-ci.

Quel est le fond de la question ? s'est demandé le conférencier. Les idées de Cheikh Anta Diop sont tout à fait positives quand il s'agit de la civilisation de certaines peuplades africaines, comme les Peuls dont l'origine extérieure est soutenue par certains spécialistes, par exemple M. Cornevin qui les fait remonter aux Yéménites, aux Egyptiens.

Mais cette tentative peut conduire l'Afrique indépendante à perdre ses valeurs nationales. « C'est là, dit M. Suret-Canale, une voie de travers, une démarche fondamentalement erronée ; en effet, affirmer que la civilisation égyptienne est d'origine nègre et africaine, ce n'est rien d'autre que se placer sur le terrain de ceux qu'on veut combattre ».

Dans les détails, le conférencier constata que les ouvrages colonialistes et néocolonialistes étaient favorables à cette thèse, d'autant plus que leurs auteurs font encore de la spéculation sur la négritude, sur l'origine égyptienne et les caractères nègres des Egyptiens. Cependant, la thèse selon laquelle la société égyptienne était noire restait une conception raciste, une justification de phénomènes d'ordre social par une différence biologique, conception rejoignant celle des théoriciens du racisme blanc.

Ces derniers, ainsi que les théologiens comme Bossuet et Libermann, ont voulu justifier l'esclavagisme par les idées du péché originel d'une race maudite inférieure et barbare.

Ensuite le conférencier passa en revue les diverses tentatives menées par la race blanche exploiteuse pour se procurer de la main-d'œuvre, tentatives qui se sont soldées par un échec avec les populations amérindiennes marquant leur refus de travailler pour un suicide collectif et avec les engagés blancs venus d'Europe qui ont fini par rester des pêcheurs.

Les esclavagistes eurent plus de succès avec les populations de l'Afrique dont la civilisation était essentiellement fondée sur l'agriculture tropicale et qui présentaient une différenciation des classes depuis bien longtemps enracinée. En plus, l'esclavage était dans les mœurs.

Voilà la première étape de la genèse des conceptions racistes pour justifier l'esclavage.

La seconde étape commença avec les idées de Gobineau qui, par son ouvrage intitulé « Essai sur la différence des races humaines », expliqua l'origine des conflits sociaux à partir des races. Ainsi, la Révolution de 1789 fut la revanche des roturiers, descendants des Francs sur les nobles, descendants des grands blonds du Nord.

Par ailleurs, c'est ce même racisme qui alimenta l'antisémitisme, et conduisit aux massacres des Juifs, boucs émissaires en tant qu'adeptes d'une religion.

Sur quelles bases se fonde la race ? D'abord sur des caractéristiques physiques, ethniques, religieuses et linguistiques, ensuite, sur l'établissement d'une distinction de tous les types.

Or, conformément à ce point de vue habituel, on trouve tous les types en Afrique. Et Cheikh Anta Diop n'a fait qu'adopter la conception de la race pour soutenir sa thèse. Cependant, toute une série de langues est parlée en Afrique. Une telle attitude conduit à une confusion totale dans l'emploi de ces termes, à un faux raisonnement, à un sophisme alors que la race est d'ordre biologique tout autant que la civilisation est d'ordre social.

Il est d'ailleurs malaisé de dire ce qu'est une race. Il est aussi difficile de fonder là-dessus des classifications. Si c'est la couleur de la peau qui permet de classer les gens, pourra-t-on dire que les Malgaches ou les Polynésiens sont blancs ou noirs d'autant plus que la race blanche, elle-même, connaît trois types : nordique, alpin et méditerranéen.

Dans une optique absolument inverse de cette théorie, se place cette thèse selon laquelle la civilisation égyptienne serait d'origine nègre et africaine. Par ce biais, Cheikh Anta Diop rompt à coup sûr avec la méthode scientifique. Le drame de Cheikh Anta Diop, c'est d'avoir soumis les faits à ses hypothèses. C'est là une méthode spéculative et systématique.

Pour lui, les Égyptiens étaient des nègres, mais maintenant ils ne le sont plus, car la conquête arabe a fait que Coptes et Arabes ne se distinguent plus. Or tous les égyptologues consultés affirment que l'Égypte, de tous temps région de contact, a conservé la même composition ancienne et moderne.

Même si Cheikh Anta Diop a raison, a-t-il le droit de parler de civilisation noire ou blanche ? C'est pourquoi lui, Jean Suret-Canale, connaissant ce qu'il y a de dangereux dans l'emploi d'Afrique Noire, a éprouvé certains scrupules. Un autre danger vient du fait que vouloir coûte que coûte trouver une origine extérieure aux civilisations tropicales, c'est sous-estimer leurs caractères originaux.

La thèse moderne est que le Soudan et l'Égypte appartiendraient à la civilisation saharienne et auraient une origine commune avec des éléments noirs et blancs. Par ailleurs, les égyptologues et les linguistes, devant l'argument linguistique, affirment que cette démonstration n'est pas valable, bien que dans sa réponse Cheikh Anta Diop ait repris l'idée de parenté entre le Wolof et le Sérère d'une part, et le Copte ancien d'autre part.

Entre les idiomes, il peut y avoir des similitudes formelles, tout autant que les Aztèques et les Égyptiens, quoiqu'ils aient bâti des pyramides et que leur graphie ait été des hiéroglyphes, n'ont eu aucun lien de civilisation. Soutenir le contraire, c'est fonder une théorie sur des éléments isolés.

D'ailleurs, Cheikh Anta Diop a encore distingué deux types de civilisations, nordique et méridionale, sans les définir ; le type nordique aurait un système de

parenté patrilinéaire, tandis que le type méridional reste matrilineaire. De toute façon, pour les ethnologues, c'est une question ouverte.

Si cette thèse était vraie, les pasteurs berbères, les Sanadja (Mauritaniens) et les Pygmées, population noire, seraient d'origine nordique. De même, les Bambaras dans l'ancien Mali avaient un système patrilinéaire ; selon Tacite, les Germains ont connu le matriarcat. Qui plus est, les deux systèmes ont existé tant en Europe qu'en Asie. La preuve en est qu'ils co-existent même en Océanie actuelle. Quant à l'Afrique, on devrait plutôt mettre l'accent sur le rôle religieux de l'Islam qui a désacralisé les royautés traditionnelles.

On peut dire que Cheikh Anta Diop, tout en avançant certaines idées neuves et fertiles qu'il n'a pas développées, a employé une méthode qu'on ne peut accepter, car il a donné, malgré ses bonnes intentions, des arguments au racisme, orienté les recherches vers des voies de garage en ce qui concerne les valeurs de la négritude, bref conclut M. Jean Suret-Canale, les peuples d'Afrique ont besoin non pas d'une nouvelle mythologie, mais de la vérité pour l'entreprise de la libération nationale.

Ce compte-rendu a été fait par moi-même sous le nom de Ya Mana Hol. C'est l'AESF qui demandait aux auteurs de prendre des pseudonymes pour éviter la répression du gouvernement de Senghor.

Mais la conférence s'est déroulée dans un climat non dénué de passion. Certains étudiants sont venus pour parler de son œuvre, dénier toute compétence à Jean Suret-Canale, adversaire notoire de Cheikh Anta Diop. Il faut dire qu'ils ont personnalisé le débat. Car ils n'ont pas avancé des arguments scientifiques convaincants pour réfuter les thèses de Jean Suret-Canale. Dans ce sillage, Bakary Traoré, un étudiant sénégalais en droit, s'est violemment opposé au fait que Jean Suret-Canale tienne une conférence sur l'œuvre de Cheikh Anta Diop.

Pour calmer les esprits, le bureau de l'Association a demandé à Boubacar Ly, étudiant en sociologie, de refaire une conférence qui a duré deux heures sur l'œuvre de Cheikh Anta Diop. Les discussions ont été relativement sereines. Mais on pouvait constater qu'une très grande partie des étudiants admirateurs ou détracteurs de Cheikh Anta Diop n'avaient pas lu sérieusement ses livres. Le texte de la conférence de Boubacar Ly est publié dans *L'Étudiant Sénégalais* dans les numéros de mars-avril 1966 et de juin 1966.

L'œuvre de Cheikh Anta Diop par Boubacar Ly

Boubacar Ly, conscient de l'insuffisance et de l'absence de lecture des travaux de l'auteur des *Nations nègres et culture*, a tenu à rappeler longuement les thèses défendues par lui. Il a systématiquement recensé les critiques émanant de certains historiens comme Raymond Mauny et Jean Suret-Canale notamment. Il reprend les critiques d'ordre anthropologique et archéologique de Mauny et les critiques générales de Suret-Canale relatives à l'ouvrage *Nations nègres et culture*.

R. Mauny reconnaît que les Egyptiens, les Syriens, les Mésopotamiens sont à l'origine de la civilisation. Mais ceux-ci étaient des jaunes et des bruns qui ne sont pas des noirs comme tend à le prouver Cheikh Anta Diop.

L'argument de Cheikh Anta Diop sur la liquidation systématique des momies à cheveux crépus pour ne garder que les momies à cheveux lisses par les « falsificateurs de l'histoire », est critiqué par R. Mauny. Ce dernier, après avoir cité un article paru dans une revue *La vie africaine*, dit que sur les affirmations de Cheikh Anta Diop, seuls des anthropologues et des égyptologues peuvent donner des précisions sérieuses.

Il écrit : « Qu'il y ait eu des Nègres parmi les Egyptiens et qu'un métissage prolongé ait laissé des traces négroïdes profondes dans le peuplement du pays, personne n'en disconvient plus depuis longtemps. Mais il y a loin de là à faire de la totalité et même de la majorité des Egyptiens de l'époque pharaonique des Nègres... ».

A propos de l'Afrique Noire précoloniale

R. Mauny dit que n'étant ni sociologue (Cheikh Anta Diop dit que son ouvrage est une « étude de sociologie historique ») ni linguiste, il parlera de l'ouvrage en tant que préhistorien et historien de l'Afrique Occidentale.

Il commence par le problème de la préhistoire (Chapitre sur « la migration et la formation des peuples actuels de l'Afrique... ») (pp. 160-178). Pour Cheikh Anta Diop, il n'y a pas en Afrique de paléolithique (sauf à Pita) et dit qu'on ne trouve que du néolithique imputable à des nègres de haute taille... Il y a là une contradiction puisque Cheikh Anta Diop dit que l'Afrique avant l'arrivée des nègres était peuplée de pygmées (à partir de 500 avant J.C.). Or au Sahara, il y a de nombreux sites paléolithiques et on a trouvé dans d'autres régions d'Afrique et non pas seulement en Guinée (Pita) des industries attribuées de façon certaine au paléolithique... On en a trouvé à Dakar même, (aux mines de la Soguïnex), au Ghana, au Niger, au Togo, au Soudan. Les collections de l'IFAN possèdent des centaines d'exemplaires d'outils de cette période.

Il y a eu et il y eut en Egypte des éléments noirs et même, probablement, des dynasties noires qui régnèrent sur l'Egypte blanche... C'est une grave confusion que de mêler les concepts de race et de culture. La civilisation égyptienne a eu des rapports avec les civilisations de la Méditerranée orientale et du Moyen Orient asiatique, mais son influence en Afrique hors de la Vallée du Nil et des régions sahariennes, a été fort réduite.

Les civilisations d'Afrique Noire présentent des traits originaux qu'il ne convient pas d'attribuer à une influence extérieure à moins d'en revenir à l'hypothèse *a priori* de « l'infériorité des peuples d'Afrique noire ».

Il convient d'approfondir encore la connaissance des langues africaines avant d'échafauder des telles « synthèses ».

Réponses de Cheikh Anta Diop

Cheikh Anta Diop pour répondre à ces critiques adopte une démarche en deux temps. Dans un premier temps, il fait une « mise au point générale » concernant les principales idées développées dans les ouvrages ciblés par les auteurs des critiques et dans un deuxième temps, il répond aux critiques.

Mise au point générale

Cheikh Anta Diop se propose de dégager succinctement les grandes étapes de l'évolution du monde noir depuis l'apparition de l'*Homo sapiens*. Concrètement Cheikh Anta Diop se consacre à la période du passé africain qui va de la « préhistoire à la fin du Moyen Âge et à l'apparition des États modernes ».

L'*Homo sapiens*, le type de l'homme actuel est né (continue-t-on à admettre malgré les fouilles de Leakey en Asie) il y a 1 700 000 ans. Il y a environ 40.000 ans au paléolithique supérieur, cette première humanité se rattacherait morphologiquement au type noir de l'humanité actuelle (Cheikh Anta Diop cite Boule et Vallois). (Il s'agit de l'Homme de Grimaldi).

Le premier *homo sapiens* était un négroïde, les autres races : le blanc, le jaune, (Homme de Cromagnon) apparurent plus tard à la suite de la différenciation dont les causes physiques échappent encore à la science... Le substrat négroïde de l'humanité est très étendu et très vivace. Ce fait milite pour l'antériorité du type négroïde dans l'histoire de l'humanité).

Cheikh Anta Diop répond d'abord aux critiques de Mauny qui portent sur *Nations nègres et culture*

En ce qui concerne les problèmes des momies, Cheikh Anta Diop dit qu'il en a ramené de Paris et qu'il les a « décrassées ». Ces momies sont à la disposition de M. Mauny dans son laboratoire (dans une note, Cheikh Anta Diop nous dit que Mauny les a effectivement vues).

Cheikh Anta Diop dit que le fait que l'Europe ait été un creuset de races (celtes, ligures, pelages, talistes, étrusques, germains, slaves, hunns, arabes, négroïdes de Grimaldi), toutes ces races blanches, noires, jaunes, « brunes », n'ont pas empêché l'édification en Europe des différentes nationalités : italienne, allemande, française, etc., qui ont une certaine homogénéité raciale ; mais revendiquent chacune son patrimoine culturel. Mauny confond race et culture.

Pour ce qui est du fait que l'Afrique se soit décivilisée, Mauny semble n'avoir pas lu entièrement *Nations nègres et culture* puisqu'il y est traité... C'est le milieu géographique qui a été à la base de la naissance de la civilisation dans la région du Nil... Ce n'est pas une question de race. Les Nègres ayant émigré se sont isolés à l'intérieur du continent et ont perdu l'acquis culturel de la vallée. Les travaux d'Henri I montrent que le Sahara a été nègre... (Ce qui met fin à toutes les contestations au départ). Ces découvertes permettent d'affirmer que les influences culturelles égyptiennes ont diffusé à des milliers de kms en direction de l'Afrique Noire.

Cheikh Anta Diop procède à la critique des positions de Jean Suret-Canale

Le terme matriarcat a été employé par des traducteurs. Ce n'est pas Bachofen qui a créé les termes de patriarcat et de matriarcat. Il a écrit « Das Mutterrecht » – « le Droit de la mère ». C'est par souci de clarté et de précision, dit Cheikh Anta Diop, qu'il y utilise les expressions races et autres non point par esprit raciste...

« Nier l'existence des Noirs, des Blancs, des Jaunes, c'est faire peut-être profession de foi anti-raciste, mais ce n'est pas faire avancer la science historique... »

« Il existe sur la terre des Blancs, des Jaunes, des Noirs, nous n'y pouvons rien et on est obligé de désigner ce qui existe par des mots... ». « Une attitude ne commencerait à être condamnable qu'à partir du moment où on introduirait des rapports d'inégalité... C'est ce qu'avait fait Gobineau... »

L'opposition d'une culture méridionale et nordique découle d'une étude systématique des faits objectifs... (Au sujet du matriarcat berbère et touareg, voir *L'Unité culturelle de l'Afrique Noire*).

Jean Suret-Canale ne critique pas la théorie des berceaux avec des arguments valables. Les autres critiques sont qualifiées de générales. Aucun fait n'est cité.

Après avoir rejeté les thèses de Morgan, de Bachofen et d'Engels sur le caractère universel de l'antériorité du matriarcat sur le patriarcat, Cheikh Anta Diop expose son argumentation linguistique pour déboucher sur l'analyse de la formation des États africains modernes.

Pour Cheikh Anta Diop, il n'y a pas, comme on l'a soutenu, de parenté entre l'égyptien ancien et les langues indo-européennes et sémitiques.

Par contre, il y a une unité profonde de l'égyptien et des langues nègres. Pour le prouver, Cheikh Anta Diop se livre à une comparaison linguistique de l'égyptien et du wolof. Cette comparaison est « particulière », mais elle permet de dégager des éléments généraux convaincants...

La comparaison des langues africaines et de l'égyptien « conduit non pas à de vagues rapports... mais à une identité de faits grammaticaux et en un nombre tel que cela ne puisse être le fait du hasard... ».

« L'Afrique noire précoloniale »..., si elle décrit les sociétés historiques africaines, pose aussi des problèmes. La description, cela s'aperçoit aisément, est faite autour du thème des berceaux. D'ailleurs l'ouvrage est ainsi que l'indique son sous-titre, « Une étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique Noire, de l'Antiquité à la formation des États modernes ».

Cheikh Anta Diop établit une différence entre les structures politiques de l'Europe et de l'Afrique médiévale. Alors que dans l'Europe féodale les seigneurs et les rois détenaient toute la puissance et que l'homme du peuple était méprisé, en Afrique les hommes du peuple étaient associés au pouvoir. Cheikh Anta Diop donne l'exemple de la constitution de l'Empire Mossi et aussi celui du Cayor. Les monarchies africaines étaient des « monarchies constitutionnelles ». Dans ces États, la royauté avait un fondement traditionnel. Les règles de succession et les obligations du roi se faisaient conformément à la tradition... Les seuls cas de transgression de ces traditions et l'usurpation sont apparus avec l'Islam... en particulier dans l'empire Songay où le pouvoir était d'une instabilité notoire.

Cheikh Anta Diop pose dans ce livre *L'Afrique noire précoloniale* le problème du dynamisme des sociétés africaines. Il pose le problème du dynamisme sur le plan économique et sur le plan social.

Les masses africaines et l'actuelle condition humaine par Abdoulaye Ly

C'est Magatte Thiam, étudiant en sciences et ancien président de la FEANF qui a eu à exposer les thèses d'Abdoulaye Ly sur l'impérialisme. Son texte est publié dans *L'Étudiant Sénégalais* sous le pseudonyme Bara, Bara nom d'un lutteur sénégalais dans les numéros d'octobre 1964 et de décembre 1964.

Dans une première partie, le conférencier a examiné les positions d'Abdoulaye Ly sur les théories de l'impérialisme développées par Rosa Luxemburg, Karl Kaustky, Lénine et méconnues des étudiants africains de son époque. Abdoulaye Ly, historien de formation, cherchait les armes théoriques nécessaires à la réalisation de la libération de l'Afrique. C'est pourquoi il a attaché beaucoup d'importance à la lecture des grands auteurs classiques du marxisme sans aucune exception et à la formation idéologique des étudiants africains. Majhemout Diop l'a présenté comme un trotskyste doublé d'un boukharien. Cette accusation ne nous paraît pas juste. Il était critique à l'égard des thèses léninistes de l'impérialisme reprises purement et simplement par Kwame Nkrumah dans son livre *Towards Colonial Freedom*. C'était la période du sommeil idéologique dogmatique et du triomphe des thèses simplistes et réductrices du « père des peuples » Joseph Staline.

Dans une deuxième partie, Abdoulaye Ly procède à l'analyse des structures économiques et sociales pour montrer qu'en Afrique, comme en d'autres parties du monde, l'impérialisme capitaliste apparaît purement et simplement comme l'installation et le maintien de rapports allogènes, capitalistes en l'espèce, sur des modes de production originaux anachroniques auxquels Ly refuse la qualification de « précapitalistes ».

Suit une analyse des causes de l'aspect retardataire de la production paysanne : absence de sélection, manque d'engrais, d'animaux domestiques, ignorances techniques, grand nombre de produits de cueillette.

Ly dégage par la suite le rôle de l'impôt dans l'évolution de l'agriculture, mais aussi dans la naissance de catégories telles les Mbindanes (bonnes), les Navétanes, etc. Il passe ensuite à l'installation matérielle de l'impérialisme et son personnel où il note le rôle de l'infrastructure dans la spéculation, mais aussi la mise en valeur du pays, de même que celui de l'automobile dans les fortunes rapides, mais souligne cependant la survie des castes dont la production a été ébranlée par la concurrence des produits d'importation.

Vient par la suite l'analyse des diverses couches sociales que Ly appelle le personnel de l'installation matérielle impérialiste : le personnel non politique ; d'origine européenne, le « prolétariat naissant », les manœuvres salariés directement issus de la paysannerie, les hauts fonctionnaires antillais, les embryons de bourgeoisies, les Syriens et Levantins.

- 1) Le premier reproche que l'on peut adresser à l'auteur au sujet de cet ouvrage, c'est la critique de Lénine à l'égard de ceux qui escamotent ou négligent les différences fondamentales des formations sociales et politiques et l'une des conséquences est d'obscurcir les objectifs de la révolution. Ainsi, en ne dégageant clairement que la lutte contre la domination et les méfaits du colonialisme, il exige la lutte contre le mode de production capitaliste et d'autre part en reléguant au second plan le fait fondamental que la lutte pour le socialisme et sa construction sont les termes dans lesquels se pose la liquidation définitive du capitalisme. En outre, on peut une fois de plus reprocher à Ly de sous-estimer le fondement du socialisme qui est la mise en place de structures permettant la liquidation des classes, seule base de la suppression radicale de l'exploitation de l'homme par l'homme.
- 2) En extrapolant des thèses théoriques peut-être fondées (celles de Rosa Luxemburg) et en appelant à l'aide des phénomènes dus essentiellement aux circonstances historiques de la construction du socialisme en URSS, à l'inexpérience des bolchevicks, Ly n'aide pas à faire une critique saine des erreurs commises dans l'édification du socialisme. Et sur ce plan, il faut dire que la dictature du prolétariat a pour théâtre une lutte de classes assez aiguë au moment où il faut consolider le pouvoir populaire et imposer la révolution économique. Il est certain aujourd'hui que l'expérience soviétique a servi de leçon aux autres pays socialistes.
- 3) En ce qui concerne le rôle et les rapports des diverses couches sociales, il y a un redressement à opérer. Certaines couches d'intellectuels ont servi d'auxiliaires de la colonisation ou de la domination coloniale, mais on ne peut pas généraliser comme Ly le fait (p. 254). La classe ouvrière, le

mouvement syndical dans un sens plus large, ont joué un rôle primordial dans la lutte politique, dans la lutte de libération nationale malgré tous les obstacles dressés sur leur route, malgré la direction de la petite bourgeoisie et le rôle des fonctionnaires dans le mouvement syndical.

En outre, objectivement, Ly, très contradictoirement, reconnaît le rôle éminent que peut jouer la classe ouvrière et que peuvent jouer aussi les intellectuels révolutionnaires dans la prise de conscience de la paysannerie. La classe ouvrière n'apporte pas que cela, mais aussi son organisation, son idéologie de classe la plus révolutionnaire. Ses faiblesses, outre son nombre, résident dans sa direction, les conditions d'existence massive de l'obscurantisme en Afrique, et particulièrement au Sénégal. La complexité des problèmes que les révolutionnaires n'ont pas su appréhender très tôt, notamment les rapports entre les objectifs de classe et la revendication nationaliste. Et il est certain qu'aujourd'hui, il faut encore résoudre un problème analogue, à savoir la liquidation de la domination néocoloniale et les objectifs de classe qui ont certes pris de l'importance.

Les organisations politiques aussi n'ont pas su ou pas pu résoudre le même problème en ce qui concerne le RDA, cela est clair, cela est dû aussi au fait de la confusion idéologique et politique qui règne dans nos pays ainsi que de la difficulté pour éduquer la masse qui, en définitive, par sa lutte concrète, décidera de tout cela.

Aujourd'hui, les communistes africains, même dans l'ancien domaine français, ont pris en main leur propre lutte et la direction de la lutte politique de l'avant garde prolétarienne. Cela permet de clarifier les problèmes théoriques et aussi de supprimer nombre d'écueils tels que les rapports avec les partis des autres pays. Lutter contre la domination néocoloniale, c'est encore continuer la lutte anti-impérialiste et l'alliance objective réside dans le fait que les ouvriers et les paysans luttent contre les mêmes ennemis, la bourgeoisie internationale et du fait que le socialisme, c'est-à-dire la liquidation de la dictature bourgeoise et l'instauration de la démocratie pour le peuple permettront de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

- 4) Sur le plan de l'orientation du développement, la formulation de Ly est défectueuse : en effet, le problème de l'orientation économique n'est pas une simple opposition formelle, agriculture ou industrialisation coûte que coûte. Rien ne peut être fait sans le développement de l'agriculture qui peut fournir à l'industrie matières premières, débouchés et fonds pour la construction de base nécessaires à l'industrie.

Mais en outre, la refonte technique de l'agriculture, la rupture des dépendances causées par la nécessité d'importer des machines, etc., les besoins d'une économie indépendante, d'une production matérielle abondante, commandent le développement de l'industrie, y compris l'industrie lourde. L'essentiel est de ne pas caricaturer, mais d'être attentif aux rapports judicieux entre l'industrie (lourde

et légère) et l'agriculture. Contre les erreurs inévitables, seule la pratique peut nous éduquer et nous devons tenir compte des conditions que l'Afrique impose pour une politique d'industrialisation en grand, c'est-à-dire des conditions de l'unité africaine. Là-dessus, il est intéressant d'étudier le livre de Cheikh Anta Diop *Les fondements culturels, techniques et industriels d'un futur État fédéral d'Afrique Noire*.

- 5) Sur le plan de la méthode, il y a une critique essentielle quant à la manière de critiquer l'évolution et la lutte des idées au sein du mouvement social démocrate. Celle-ci ne reflète nullement cette lutte et sa liaison avec la lutte contre l'exploitation capitaliste. On peut retourner à Ly sa critique de « confusionnisme » lorsqu'il mélange sans explication, sans distinguer Kautsky, Hildebrand, les socialistes du genre SFIO, les affublant du nom de « marxistes » pour après attaquer le marxisme de même pour ses oppositions à un marxisme orthodoxe à Lénine, à Mao Tsé Toung en la personne de Li-San, etc. Cela ne révèle pas une grande clarté de jugement.
- 6) Sur le plan politique, le livre d'Abdoulaye Ly est important à connaître et à critiquer comme tout ce qui fonde une action politique dans nos pays. Il est certain que les idées développées par Abdoulaye Ly ont un rôle important dans son attitude politique, non seulement son exclusivité envers le PAI, mais aussi son action au sein du gouvernement sénégalais de la loi-cadre et à la direction du PRA Sénégal. Et sur ce plan, il ne semble pas qu'Abdoulaye Ly ait résolu correctement le problème de l'anti-impérialisme.

La clarification des idées qu'il a soulevées est très importante pour éclairer les masses populaires et les révolutionnaires et pour faciliter le rassemblement et l'organisation des masses, force essentielle, nécessaire pour vaincre.

Cependant, il serait important pour le conférencier de savoir ce qu'Abdoulaye Ly pense aujourd'hui des problèmes dont il a débattu.

Les débats n'ont pas pu être approfondis. La littérature des penseurs de cette époque où ces débats ont été ensevelis sous le linceul du stalinisme n'était guère connue des étudiants africains dont le livre de chevet était *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Vladimir Lénine.

La conférence dont la première partie est intégralement publiée dans le numéro de *L'Étudiant Sénégalais* (novembre-décembre 1964) est consacrée à l'étude du livre d'Abdoulaye Ly, leader du PRA Sénégal, en ce moment emprisonné. Elle nous permet de comprendre les raisons profondes qui sont à la base de l'attitude du PRA Sénégal envers l'UPS, parti gouvernemental et les partis d'opposition comme le FNS de Cheikh Anta Diop et le Parti Africain de l'Indépendance.

Un bref rappel des attitudes de Ly est nécessaire pour comprendre l'intérêt de cette conférence. Abdoulaye Ly et d'autres intellectuels de sa tendance ont rejoint en 1956 le Bloc démocratique du Sénégal (BDS) de Senghor créé en

1948. Abdoulaye Ly, à cette époque, a lutté de toutes ses forces contre l'Union démocratique sénégalaise (UDS), seul parti progressiste à l'époque au Sénégal, dirigé par Abdoulaye Guèye et Thierno Bâ.

Au Congrès interterritorial de Dakar en janvier 1957, M. Abdoulaye Ly a eu à combattre les thèses de Thierno Bâ, qui étaient justes à ce moment-là, au lieu de lutter contre les conceptions pro-impérialistes de Senghor. Ce dernier a tiré parti non seulement de la présence de Ly dans son parti, mais aussi a compris l'intérêt qu'il pouvait tirer de son livre : *Les masses africaines*. Il écrit dans *Condition humaine* un article fort élogieux où il utilisa les idées essentielles de Ly contre la gauche sénégalaise.

Tout le monde se souvient qu'Abdoulaye Ly fut l'homme le plus acharné, lors de la réunion des partis politiques africains en février 1958, à demander l'expulsion du PAI. Senghor, plus tard, ne manquera pas d'exploiter ce fait lorsqu'il passa à l'opposition en 1958.

Il fut nommé ministre ainsi que d'autres éléments du futur PRA Sénégal dans le gouvernement Dia de la loi-cadre Defferre.

Sa tentative de déborder Senghor au congrès de Cotonou en juillet 1958 en demandant l'indépendance, tempérée par la constitution d'une confédération multinationale, est l'expression de la pression des masses africaines de plus en plus gagnées par le mouvement de libération nationale.

Les négociations de son parti avec l'UPS après l'indépendance nominale du Sénégal en vue d'obtenir des postes ministériels et politiques sont à la base du refus de la direction du PRA Sénégal de prendre position lors du Référendum organisé par Senghor pour instituer un régime présidentiel après la chute de Dia.

Volonté de liquider l'unité de l'opposition au Sénégal et désir de participer au gouvernement, telles sont les constantes de l'attitude d'Abdoulaye Ly. Il est nécessaire de clarifier les sources profondes de son attitude en étudiant son livre sans oublier que le dernier mot appartient à notre peuple.

Abdoulaye Ly met sur le même plan les pays qui nous oppriment et ceux qui ne nous oppriment pas, les pays impérialistes et les pays socialistes. Renvoyer dos à dos alliés et ennemis c'est faire consciemment et inconsciemment le jeu de nos ennemis. Cette attitude est, à peu près, la même que celle de Senghor qui affiche un anticapitalisme purement verbal et un anticommunisme militant. Ce genre d'attitude est une garantie sûre pour les milieux impérialistes avertis.

Pour conclure, réfléchissons à ces rapprochements de Hymans dans sa thèse consacrée à Senghor : « Si la position de Léopold Sédar Senghor se distingue facilement de celle de Majhemout Diop, il est plus difficile de voir par où elle diffère de celle d'Abdoulaye Ly, chef du Parti du Regroupement Africain au Sénégal (PRAS) ; Abdoulaye Ly comme Senghor renvoie dos à dos capitalistes et communistes. Sur le plan du développement économique, la pensée d'Abdoulaye Ly telle qu'il l'a exprimée dans ses livres, *Les masses africaines et*

l'actuelle condition humaine et l'État et la production paysanne. L'État et la Révolution au Sénégal (Présence Africaine 1958), ne diffère pas sensiblement de celle de Léopold Sédar Senghor. Cela est d'autant plus naturel que les idées de Ly semblent avoir influencé Léopold Sédar Senghor quand celui-là était ministre de la Production dans le premier gouvernement Dia en 1957-1958.

Mais le style de Ly diffère radicalement de celui de Léopold Sédar Senghor » (p. 392), et il ajoute : Ly rejoint Léopold Sédar Senghor quand il critique sévèrement Lénine et Staline pour n'avoir considéré les pays sous-développés qu'en guise de forces d'appoint et souhaité un marxisme situé dans une perspective planétaire. Il est également proche de Léopold Sédar Senghor quand il valorise le rôle des paysanneries dans les pays sous-développés « vrais prolétaires » du XXe siècle et lorsqu'il se méfie du prolétariat des pays capitalistes et de leurs partis ».¹

Ce texte que j'ai écrit sous le pseudonyme de Samba Seytané reflète les rivalités politiques existantes entre le PAI et le PRA Sénégal. Il contient des affirmations que je récusé actuellement. Je pense qu'Abdoulaye Ly n'est pas un trotskyste, contrairement à ce que dit Majhemout Diop. Son collègue historien Daniel Guérin était un trotskyste qu'il fréquentait et qui lui procurait une énorme documentation sur les journaux des nationalistes africains d'entre-les-deux-guerres et du métis saint-louisien Emile Faure.

La dernière conférence de l'AESF qui tenait à informer les étudiants sénégalais sur les différents courants politiques existant dans le pays devait porter sur les thèses de Majhemout Diop, Secrétaire Général du Parti africain de l'indépendance (PAI).

Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique Noire par Majhemout Diop

Dans le cadre des journées culturelles de l'AESF, une conférence a été organisée à la Porte dorée (Résidence Poniatowski) le 10 janvier 1965 sur l'ouvrage du secrétaire général du PAI, parti se réclamant du marxisme dit à l'époque scientifique, *Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique noire* publiée en 1958 aux Éditions *Présence Africaine*.

Le conférencier a fait état du livre publié par Majhemout Diop à Cuba et qui porte le titre suivant : *Classes et idéologies de classe au Sénégal* (Editions du Comité central). Dans cet ouvrage, il est soutenu que chaque classe sociale possédait une idéologie. Cheikh Anta Diop a développé une idéologie favorable à la bourgeoisie nationale. Abdoulaye Ly est l'idéologue de la petite bourgeoisie. Léopold Sédar Senghor est le défenseur de la négritude qui est l'idéologie de la « bourgeoisie bureaucratique et parlementaire », alors que Majhemout Diop représentait l'idéologie du prolétariat sénégalais.

Cette présentation à caractère pédagogique, simpliste et réducteur des relations entre classes et idéologies avait séduit un bon nombre d'étudiants africains.

Nous même avons été fasciné par cet ouvrage que nous avons commenté sous le pseudonyme de Samba Seytané dans un des numéros de *Partisans*, la revue de François Maspero et dont la coordination des articles était assurée par Gérard Chaliand. Après quelques années de recul, nous avons procédé à la critique des thèses de Majhemout Diop dans notre ouvrage : *Hegel, Engels, Marx et les problèmes de l'Afrique noire* publié aux Éditions Sankoré de notre ami Pathé Diagne à Dakar en 1978.

Les débats sur l'ouvrage de Majhemout ont été houleux et passionnés. C'était l'époque des divergences sino-soviétiques qui divisaient les étudiants s'installant dans de véritables camps retranchés. C'était l'ère des « pro-soviétiques », des « maoïstes » et des « albanais ». Bientôt apparaîtront des étudiants africains trotskystes divisés en plusieurs clans.

Malheureusement, *L'Étudiant Sénégalais* s'est contenté d'annoncer le jour de la tenue de la conférence sans publier le texte.

Mes deux dernières années (1966-1967)

J'ai vécu ces deux dernières années un peu éloigné des activités de la FEANF. J'ai été embauché à la direction de l'enseignement primaire au service de la comptabilité située non loin du métro Bastille et à Sully Morland. Mon épouse et moi, nous avons pu obtenir des postes d'instituteur grâce à l'intervention d'une jeune Guinéenne Georgette Diallo qui connaissait le chef du service dénommé Zinovief. Nous habitons à la résidence Poniatowski qui n'était pas loin de notre lieu de travail. Nos deux traitements d'instituteurs nous permettaient de vivre et de payer les frais de la pension de mon fils aîné né le 20 mars 1965 et ma fille Aminata née le 5 juin 1966.

Mon fils Baïdy Dieng était placé chez Madame Girault à Rungis où je me rendais tous les week-end pour le ramener à la résidence Poniatowski. C'était une pénible corvée. À la naissance de ma fille Aminata, nous étions obligés de changer de nourrice. Le traitement de ma femme servant uniquement à payer notre nouvelle nourrice.

La situation était si pénible que mon épouse ne pouvait plus continuer ses études pour achever sa licence. Nous primes la décision de solliciter pour elle une bourse de la mairie de Dakar pour lui permettre d'aller à la Cité universitaire de Dakar occuper une chambre de marié. Elle a réussi à terminer sa licence durant l'année universitaire 1966-1967. Je devais la rejoindre à Dakar où j'ai vécu à la Cité universitaire du mois de juillet 1967 au mois de mai 1968, année où nous avons déménagé pour occuper un appartement en location-vente dans les immeubles situés tout près du siège de la SICAP. A cette époque, il était facile d'avoir un appartement, les clients de la SICAP préféraient disposer de villas. C'est un Corse Spinozi qui m'a remis au bout de deux jours de

formalités les clés de mon appartement payé mensuellement 25 000 F CFA pendant dix ans.

Durant l'année 1964-1965, j'ai obtenu un poste de moniteur devant travailler sous la supervision du professeur Jean Guitton. L'année suivante, j'ai été recruté comme chargé de travaux pratiques par une commission présidée par le professeur Henri Bartoli. Madame Urpeau qui était chef de service des travaux pratiques ne voulait pas de ma candidature sous le prétexte qu'à la lecture de mon nom, (Dieng), j'étais un Vietnamien. Pour elle, les Vietnamiens avaient des difficultés pour se faire comprendre par les étudiants français.

Le professeur Daniel Villey est venu à la rue d'Assas m'inspecter durant les travaux pratiques qui portaient sur un exercice relatif aux isophélimes ou courbes d'indifférence. Après la séance, il me demanda ma nationalité. Je lui répondis que j'étais un Sénégalais. Il me félicita avant de me dire qu'il avait un concurrent à l'agrégation des sciences économiques, Jean Dufour, qui enseignait à Dakar. Lorsque je lui ai dit que je ne le connaissais pas, il n'a pas hésité à me dire que c'était un « fumiste ».

L'année suivante 1966-1967, j'ai reçu au lycée Montaigne, situé non loin de la rue d'Assas et en face du jardin du Luxembourg, la visite d'un assistant Philippe Aydallot. L'exercice que j'avais corrigé portait sur le schéma de Samuelson.

Durant ces deux dernières années, je suivais de loin les activités de la FEANF. J'ai assisté pour la dernière fois au XIXe congrès qui a eu lieu le lundi 25 décembre 1955 à 15 heures au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11^e (Métro Parmentier ou Couronnes).

J'étais écoeuré par la tournure prise par ce congrès dominé par des « maoïstes ». Voici les slogans :

Étudiants, intellectuels ;

- Intégrons-nous aux masses ouvrières et paysannes
- Éduquons-nous auprès d'elles
- Participons en leur sein à la naissance et au renforcement d'organisations d'avant-garde, supports essentiels d'un front uni anti-impérialiste conséquent pour la libération et l'unification réelles de l'Afrique.

Deux choses m'avaient frappé à ce XIXe congrès : l'intervention du délégué chinois qui a été largement ovationné et le comportement d'un étudiant congolais Dala Gray.

Le Délégué chinois n'était personne d'autre que l'interprète qui nous avait pilotés en Chine lors de notre visite de juillet 1959. Il s'adressa aux congressistes comme si la FEANF était un parti communiste.

D'un autre côté, Dala Gray n'avait rien d'autre à faire que de demander aux congressistes de crier très fort « À bas l'impérialisme ».

J'étais sorti de la salle attristé par le comportement irresponsable du comité exécutif qui était en train de liquider l'unité d'un organisme péniblement mis en place durant la période coloniale.

Avec la chute de Kwamé Nkrumah, la FEANF a été expulsée de son siège situé à la rue Bineau à Neuilly par les nouveaux dirigeants du Ghana. Elle s'est installée au Foyer des étudiants congolais, 96 rue Broca, Paris 13^e.

De nombreux groupuscules furent créés dans les rangs d'étudiants africains pour liquider la FEANF. Son comité exécutif, dans un communiqué daté du 20 décembre 1966, a procédé à un recensement systématique de ces groupuscules.

- 1) Association Culturelle et Sportive des Étudiants Malgaches et Africains (ASCEMA) animée par un haut fonctionnaire français expérimenté dans les services de renseignements. Le but avoué est la « culture » et le « sport ». Mais en réalité, il s'agit de former des mouchards et autres indicateurs.
- 2) Centre Africain de Recherche d'Echanges Culturels Techniques (CARECT) suscité et encouragé vivement au sein d'une poignée d'étudiants africains en France par les officines de la CIA (Central Intelligence Agency ou service d'espionnage) de l'impérialisme américain. Le but avoué est « l'épanouissement de l'Homme africain » pour « une unité réelle de l'Afrique ». Les apprentis laquais qui l'animent se baptisent pompeusement « Génération Africaine ».
- 3) Mouvement des Étudiants de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (MEOCAM) est l'œuvre des traîtres à l'Afrique que sont Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor. Ils se servaient d'une poignée d'étudiants corrompus de leurs prétendues « Union nationale des étudiants de Côte d'Ivoire – UNECI » et « Union nationale des étudiants sénégalais – UNES ». Le but avoué du « MEOCAM » est de réaliser « la construction nationale » dans « l'intérêt bien compris de l'Afrique » en dehors de la « surenchère des différentes idéologies ». En réalité, il s'agissait d'une vaste offensive idéologique pour associer des étudiants peu conscients ou traîtres de l'Afrique à leur œuvre de mystification en vue de prolonger leurs crimes.
- 4) En été, un ancien député malien a fait circuler un tract appelant ses « compatriotes » à former un certain « Rassemblement des Étudiants et Stagiaires Maliens en France » (RESMAF) afin de détruire la section territoriale de la FEANF qu'est l'Association des Étudiants et Stagiaires Maliens en France (AESMF).
- 5) La création par l'impérialisme français et ses serviteurs (Houphouët-Boigny et Senghor) du soi-disant FLING (Front de Libération Nationale de la Guinée) et du L'UGGEF (Union Générale des Étudiants Guinéens

en France) qui tentaient d'entraîner la section guinéenne de la FEANF dans le giron de l'impérialisme français avec l'aide de quelques étudiants opportunistes.

Tous ces tirs croisés ont un seul but : détruire coûte que coûte la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France–FEANF, porte-drapeau depuis seize ans des intérêts des peuples africains en milieu étudiant.

Comment expliquer cette offensive en direction des étudiants africains ?

En changeant le masque colonial contre le masque néocolonial, les impérialistes croyaient pouvoir leurrer longtemps les peuples africains. Ceux qu'ils ont placés à la tête des pays africains ont révélé très tôt leur nature de valets et ont suscité la colère et la haine des masses ouvrières et paysannes. De vastes mouvements populaires ont alors ébranlé les régimes prétendument forts et ont chassé du pouvoir une partie des valets. Les coups d'État militaires n'ont pas assuré la quiétude que recherchent les monopoles capitalistes d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord pour poursuivre leur pillage. Voilà ce qui explique la recherche frénétique de nouvelles couches de valets au sein des étudiants progressistes (FEANF et Union Générale des Étudiants de l'Afrique Occidentale – UGEAO) auprès des peuples africains pour faire hisser dans l'appareil de répression des étudiants corrompus ou lâches. C'est là le contenu même de toute la ruse des adversaires de l'Afrique.

Le président de l'AESF, Babacar Sine a donné une conférence sur le livre de Léopold Sédar Senghor *Nation et voie africaine du socialisme* publié aux Éditions *Présence Africaine* en 1959. Ce livre est écrit au moment où les pays africains venaient de sortir du Référendum gaulliste de 1958. À l'exception de la Guinée, tous les pays d'Afrique noire sous domination française ont été attelés à la Communauté dite Rénovée qui n'était qu'une pièce de rechange pour succéder à la défunte Union Française. Dans ce livre, *Nation et voie africaine du socialisme*, Senghor opte sans ambages pour la Communauté Rénovée dans l'espoir de la transformer en une sorte de Confédération d'États Indépendants d'Afrique Francophone gravitant autour de la France, puissance colonisatrice.

« Pour nous résumer sur ce point, déclare Senghor, l'indépendance et la construction de la nation exigent d'abord, avec l'auto-détermination, la liberté du choix ; nous l'avons acquise depuis la Constitution du 4 octobre ».

Une première remarque s'impose : Senghor éludait le véritable problème de l'indépendance pour tourner l'essentiel de ses réflexions autour du problème fédéral – une véritable manœuvre de diversion. Le problème du fédéralisme ou, en d'autres termes, de l'unité, se posait effectivement aux pays africains en 1959 après ce que l'on appelle depuis la « balkanisation » de l'Afrique par la Loi-cadre Defferre en 1956. En ce moment, devant le développement du nationalisme africain, la loi-cadre, en morcelant l'Afrique, répondait à un objectif précis :

affaiblir le mouvement national africain en portant atteinte à son unité, diviser les pays africains pour mieux exploiter leur faiblesse et les soumettre à une autre forme de domination. A travers le problème fédéral, c'était donc le problème de l'unité de lutte des peuples africains et l'unité organique des pays d'Afrique qui se posait.

Senghor, quant à lui, pose le problème fédéral et le résout d'une façon rétrograde : le problème fédéral sert chez lui de diversion devant le fait national et de la lutte anticolonialiste pour une indépendance effective. Il subordonne à l'accession à l'indépendance la réalisation d'États fédérés ; il renverse ainsi les données des problèmes et l'ordre de leurs solutions ; alors que c'est le colonialisme qui a « balkanisé » l'Afrique, qu'il est le principal responsable du morcellement de l'Afrique, l'unité des pays africains doit successivement et avant tout passer par l'indépendance effective, par la suppression du colonialisme et du néocolonialisme.

En vérité, Senghor n'était pas pour l'indépendance effective, c'est cela la raison déterminante qui explique la confusion qu'il semait autour du problème fédéral en 1959 et qu'il entendait résoudre dans un sens réformiste au service du néocolonialisme. Vouloir réaliser d'abord des fédérations d'États africains pour aller ensuite à l'indépendance, sans lutte conséquente contre le colonialisme, c'était et c'est encore soumettre les pays africains à l'emprise du néocolonialisme. Cette attitude de Senghor devant l'unité africaine et le problème national, réformiste et rétrograde, cette soumission à l'impérialisme français n'est pas nouvelle chez lui mais demeure au contraire une constante : il convient de rappeler que Senghor a été absent à la Conférence panafricaine de Manchester en 1945, rencontre importante qui a posé de façon extrêmement juste les problèmes de l'indépendance et de l'unité africaine. Rappelons-nous qu'en 1946, Senghor, absent des assises de Bamako, avait boycotté le Congrès RDA qu'il a combattu et il avait avoué l'avoir fait sur l'injonction du gouvernement français de l'époque (voir sur ce point son autocritique au Congrès de la Convention Africaine).

Enfin, la promotion politique de Senghor a été essentiellement assurée par le soutien des forces coloniales : les administrateurs français qui ont mis les caisses noires à sa disposition et qui lui ont prêté les moyens matériels (matériel de propagande), les Libano-syriens comme Tabet au Sénégal qui fournissaient argent et véhicules de propagande, les trusts français locaux (Delmas, Gallenca, Crémieux), tous ces groupes d'intérêts colonialistes qui entendent aujourd'hui sous la IIe République du « Sénégal indépendant » être « récompensés des services passés ».

Ainsi, Senghor n'a pu battre Lamine Guèye qu'en grande partie grâce à ces divers soutiens. C'est son parti, le BDS (Bloc Démocratique Sénégalais) appuyé par les notables, les administrateurs, les Libano-Syriens, les trusts coloniaux, qui devait être cet instrument de soumission à l'impérialisme français. Soulignons

que Senghor a opposé le PRA au RDA. Par ailleurs, il a trahi les décisions du Congrès de Cotonou PRA exigeant l'indépendance immédiate, et cela sur l'injonction du Général de Gaulle. C'est Senghor qui a manigancé à la fameuse réunion de Niamey du PRA qui s'est soldée par une démission nette devant le vote du non en faveur de l'indépendance, et Senghor qui a liquidé l'UDS (Section sénégalaise, combattante et nationaliste du RDA pour former son BPS qui a appelé à voter « oui » au référendum gaulliste et à renouer avec le pacte colonial.

Aussi, les positions politiques dégagées dans ce livre devant les problèmes de l'unité africaine et de l'indépendance nationale se comprennent-elles comme des éléments logiques de la politique constante de Senghor.

La Fédération du Mali a éclaté depuis août 1959, elle qui était au centre de certaines réflexions sur le Mali dans son livre, car il espérait trouver dans la Fédération du Mali cet embryon d'États fédérés qu'il appelait de tous ses vœux et qui devait jouer objectivement le jeu de l'impérialisme. Depuis la parution du livre, le Sénégal a accédé à l'indépendance politique ; ce qui est fondamental et essentiel alors, c'est de confronter les théories de Senghor avec les faits, le programme d'action politique qu'il préconise dans son livre avec la situation réelle et concrète du Sénégal.

La deuxième partie de cette conférence faite par Babacar Sine a été publiée sous le pseudonyme d'un lutteur sénégalais, Diambane, dans *L'Étudiant Sénégalais*, (mai-juin 1965).

De nombreuses conférences ont été organisées à la résidence Poniatowski par l' AESF ou le comité des résidents de la Porte dorée.

Boubacar Ly, étudiant sénégalais en sociologie, a présenté une très intéressante étude sur le phénomène de l'esclavage dans la société sénégalaise traditionnelle. Le texte de la conférence a été publié sous le pseudonyme de Bekay dans *L'Étudiant Sénégalais* (numéros de septembre octobre 1965 et novembre décembre 1965)

Dans les numéros de *L'Étudiant Sénégalais* (janvier février 1965 et mars avril 1965) est publiée une série d'exposés sur l'économie du Sénégal et notamment sur le Sénégal agricole et industriel.

L' AESF n'a jamais négligé les problèmes artistiques. Elle a organisé le 18 mars 1966 un gala cinématographique qui a connu un grand succès. *Niaye* et *la Noire de ...*, deux films de Sembène Ousmane étaient au programme.

Voici le compte-rendu qu'en a donné Babacar Sine sous le pseudonyme de Ndiambane (c'est le nom d'un célèbre lutteur sénégalais) et dans le numéro de mars. *La Noire de*, prix Jean Vico, et *Niaye* déjà primé cette année à Tours, confirment le talent de Sembène, et surtout illustrent l'orientation que celui-ci imprime à son cinéma : un cinéma engagé, c'est-à-dire qui entend refléter les problèmes de l'Afrique d'aujourd'hui, du Sénégal en particulier, se détournant des genres touristiques comme le *Magal de Touba*, *Sénégal ma Pirogue*, etc.

Sembène, écrivain et auteur de *Docker Noir* et *Les Bouts de bois de Dieu*, etc. ne contredit pas Sembène cinéaste producteur de *Borom Saret*, c'est tout un. Au cinéma comme dans les lettres, c'est le même combattant contre l'injustice sociale et pour la libération du peuple, c'est le même cri de protestation des mêmes personnages contre la même situation.

La Noire de, c'est l'histoire d'une jeune « bonne » victime innocente de l'exploitation d'une famille d'assistants techniques parvenus et sans scrupule. C'est à Antibes que se passent les événements : le congé doré de notre spécimen d'assistant technique, le drame de la jeune négresse emprisonnée entre les quatre murs de l'appartement, sans salaires, sans plein air, n'ayant comme univers que celui du balai, de la vaisselle à laver, de la cuisine à faire et des enfants à surveiller. De la France, notre personnage ne verra rien, si ce n'est que quelques bouts de côte d'Azur entrevus à travers une fenêtre, mais surtout ne vivra rien.

Cette histoire est cependant une réalité. C'est un phénomène courant ; en effet des « assistants techniques » comme naguère les administrateurs coloniaux emportaient dans leurs bagages quelques « bonnes à tout faire », et surtout à tout subir. Histoire de négriers moderne.

Les conversations de table que Sembène organise et auxquelles sa caméra nous invite sont pour nous l'occasion d'entrer dans certains mobiles psychologiques que certains de ces « techniciens » qui nous assistent : le C.F.A, la bonne planque, les transferts avantageux de salaires en métropole – la moitié des émoluments en Afrique représentant le double en France, pourquoi pas ? Puisque l'assistance technique est aussi une technique comptable. C'est toute la gamme des sujets qu'égrènent nos « explorateurs modernes » : la misère africaine, l'exploitation de nos pays, nos assistants techniques à table n'en parlent pas car ils n'en ont cure ! N'est-ce pas notre misère qui fonde leur fortune.

La caméra de Sembène est cocasse et pertinente ; à travers l'histoire de bonne, c'est toute la critique de l'assistance technique qui est posée et exposée. Sembène ne prend même pas la peine d'accuser, c'est la réalité qui s'en charge, la vérité. Et c'est parce que Sembène est un militant de la vérité qu'il est révolutionnaire, car en Afrique et au Sénégal en particulier, c'est la vérité qui est révolutionnaire, car au pays où l'on proclame et chante le plus la « négritude », la vérité est que le « nègre » est toujours victime de l'exploitation qu'il subit depuis le XVI^e siècle où « navigateurs hollandais, portugais, français, anglais, « héros » des temps passés, précurseurs de nos assistants techniques, « héros » de nos temps présents débarquent chez nous ».

Cinéma-vérité ? Sembène ne sait pas ce que ce terme recouvre. Est-ce une école du cinéma ? Une tendance ? Sembène vit au Sénégal et choisit de dire la vérité par la plume et par le cinéma, et s'il se trouve que chez nous dire la vérité et être pour la justice sociale, pour la libération de notre peuple, c'est la même chose.

Ndiambane

Invité à faire une conférence à Porte Dorée en 1967, Jacques Arnault, l'auteur du *Procès du colonialisme* (Éditions Sociales 1958) et membre du Parti Communiste Français, a tenu des propos scandaleux et cyniques. Il a violemment attaqué les dirigeants chinois qui sont partisans de la guerre nucléaire. Il a ajouté: « La partie pensante de l'humanité se trouve en Europe et en Amérique. Les pays du tiers monde ne pesaient pas lourds du point de vue de la science et de la technologie. Avec l'utilisation de l'arme atomique, c'est l'humanité qui perdrait, car le siège européen et américain qui abrite les énormes progrès de l'humanité serait détruit».

Ce jour-là, j'ai réalisé le cynisme politique de certains dirigeants communistes des pays sous-développés. Il était certain que Jacques Arnault a révélé aux étudiants africains ce que les dirigeants du PCF pensaient tout bas.

Depuis l'indépendance des pays africains, les groupes nationaux issus du MEPAI ont réussi à contrôler le comité exécutif de la FEANF. Les présidents de la FEANF exécutaient la politique définie par le groupe national. C'est le cas de Moustapha Diallo (1960), Amady Aly Dieng (1961 et 1962), Magatte Thiam (1963) qui étaient des militants de MEPAI. Il en était de même avec Ibrahima Ly en 1964 dont le groupe national était très proche de celui du Sénégal. Dès 1965, c'est le groupe national du Dahomey allié au groupe national de la Guinée qui avait imposé Robert Dossou comme président de la FEANF.

Quand on lit son discours de clôture du 25 décembre 1965, on note un changement d'orientation politique caractérisé par l'accent particulier sur la pénétration de l'impérialisme américain en Afrique et par une forte adhésion au maoïsme.

L'orientation politique du XXVIIIe congrès sera réaffirmée et accentuée lors du XIXe congrès de la FEANF. C'est le dernier congrès auquel j'ai assisté avant mon retour au Sénégal.

Le XIXe Congrès de la FEANF

Le XIXe congrès s'est tenu les 26, 27, 28,29 décembre 1966 au 97, rue Jean Pierre Timbaud, Paris 11^e (métro Parmentier ou Couronnes).

Ce congrès a eu lieu dans une situation confuse résultant des divergences politiques qui ont divisé les anciens militants du Mouvement des Étudiants du Parti Africain de l'Indépendance (MEPAI). C'est pourquoi l'Association des Étudiants Sénégalais en France (AESF) a produit une longue déclaration sur la situation politique au Sénégal et ses rapports avec la FEANF.

Cette déclaration a eu le mérite de fournir les raisons explicatives de la situation au Sénégal et de poser les problèmes relatifs aux divergences opposant les dirigeants de la FEANF aux membres du bureau de l'AESF.

Le fait le plus important depuis le dernier Congrès est ce qu'on peut appeler la politique de la main tendue inaugurée par Senghor et le résultat le plus immé-

diat de cette politique, c'est le ralliement du PRA Sénégal à l'UPS, et il semble que l'on s'attende à des développements prochains, notamment avec les négociations engagées ou sérieusement envisagées avec les autres formations politiques ou éléments de l'opposition : le BMS, les Diaistes, etc. Ce sont des signes d'une conjoncture politique qui a toute l'apparence d'être décisive pour l'avenir du pays.

Aussi, convient-il de dégager quelques éléments d'appréciation qui nous permettront avec l'apport des discussions éventuelles, de voir plus clair et de pouvoir esquisser quelques lignes d'orientation.

Le bureau de l'AESF a tenté donc de livrer les raisons qui lui semblent imposer une telle tournure aux événements politiques avant de rendre compte des réflexions que lui inspirent les expériences d'unité politique en cours, notamment celles du PRA et de l'UPS.

Les raisons explicatives de la situation actuelle

Il faut d'abord partir des données de la situation politique intérieure caractérisée essentiellement par le marasme économique où sombre à l'heure actuelle le Sénégal : les causes fondamentales de ce marasme économique sont assez bien connues pour que l'on s'y attarde outre mesure : c'est essentiellement la domination néocoloniale du Sénégal et ses effets : la cause la plus immédiate est l'incapacité du gouvernement de Senghor de répondre de façon positive aux aspirations des masses ; le Sénégal, qui en est à son deuxième plan, n'enregistre pas de progrès sensibles dans les secteurs importants de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, ces deux derniers secteurs étant le quasi monopole du capital étranger. Les détournements scandaleux de deniers publics, l'incurie des dirigeants politiques du régime, les dépenses fort coûteuses du festival préférées à des actes concrets comme le financement de constructions scolaires, le financement de campagnes d'alphabétisation, l'aide concrète au cinéma africain sous forme de subventions pour la production, des réseaux de maisons de la culture et les bibliothèques populaires, le financement de la recherche africaniste, etc., les dépenses somptuaires et les spéculations de toutes sortes sur le riz comme les trafics de devises, tout cela montre nettement que l'on ne se trouve pas en face d'un gouvernement résolu à œuvrer pour le bien des masses populaires.

Les indices les plus manifestes de cette situation socio-économique désastreuse sont les montées spectaculaires des prix de denrées de base comme le riz et l'huile. L'on comprendra mieux la détérioration sociale si l'on ajoute que le nombre d'enfants assujettis aux allocations familiales va être réduit à 6 et que les salaires sont bloqués.

Cette situation ne manque pas de susciter le mécontentement des masses populaires et le discrédit du régime Senghor incapable de résoudre les problèmes vitaux du pays.

Et l'on ne peut éternellement bâillonner l'opposition et continuer à mettre en veilleuse les libertés démocratiques pour survivre et inhiber les tensions et les conflits qui ne manquent pas de surgir d'une situation si explosive. Il semble donc que Senghor, sous la pression de l'impérialisme français, tente de trouver d'autres solutions. C'est dans le cadre de cette recherche de nouvelles solutions pour sortir de l'impasse actuelle qu'il faut placer notamment les expériences actuelles d'unité politique au Sénégal.

Cependant, on doit aussi tenir compte d'autres éléments d'appréciation apparus à un autre niveau, celui des contradictions inter-impérialistes et des pressions des divers impérialismes américain et français sur le Sénégal.

Les tentatives de pénétration de l'impérialisme américain

Ces tentatives s'exercent réellement et concrètement sur le Sénégal. Elles s'expriment de façons diverses : d'abord sous forme d'aide économique et technique apparemment désintéressée ; par exemple les dons de riz et le financement de constructions scolaires comme les lycées « Kennedy » et « Malick Sy », l'envoi des professeurs d'anglais, etc.

La forme principale que revêt pour le moment la pénétration américaine est surtout idéologique : l'on connaît bien maintenant ces « fameux corps de la paix » qui sillonnent la brousse sénégalaise, des filles américaines en tenue indigène, maniant parfaitement le wolof. N'est-ce pas pour donner une bonne impression des États-Unis au peuple sénégalais ? Il s'agit dans cette opération d'attacher sentimentalement ce peuple aux US en présentant leur œuvre comme étant désintéressée. Les autres éléments de cette pénétration idéologique américaine sont les activités importantes du centre culturel américain et son travail idéologique dans la jeunesse sous forme de conférences, de voyages organisés, etc. Quant à l'IFAN, il est envahi de chercheurs américains qui n'ont pour but que de connaître mieux le Sénégal et directement pour pouvoir l'asservir. Le pays lui-même est infesté de tonnes de brochures de vulgarisation scientifique et littéraire, par exemple la collection « Nouveaux Horizons » dont raffolent les lycéens et les jeunes qu'on gave ainsi d'une littérature dont le niveau scientifique est très bas. Cette littérature a d'autant plus de succès qu'elle coûte un rien : 50 F CFA par livre ; elle est même souvent distribuée gratuitement.

Tous ces faits entrent dans un plan minutieusement élaboré de colonisation et de conditionnement idéologique. On sait du reste par principe et par expérience que la fonction des superstructures idéologiques est de renforcer et de servir l'infrastructure socio-économique qui sera en l'occurrence au Sénégal la pénétration politique et économique de l'impérialisme américain.

Quant à la pénétration politique américaine, il semble qu'elle est sérieusement amorcée et que les États-Unis comptent sur certaines forces de l'intérieur de l'appareil d'État, du Parti UPS, de l'armée ; les visites fréquentes de l'ambassadeur des États Unis à Touba avec chèque abondamment rempli ne sont pas

que des visites de courtoisie. Quant au reste, tout laisse supposer que Senghor est plutôt acquis fermement à l'impérialisme français, culturellement attaché à la culture française par sa formation – ne se fait-il pas l'avocat le plus zélé de la francophonie ?

Dans la panoplie d'hommes politiques disponibles qui feraient l'affaire de l'impérialisme américain, c'est l'affairiste Doudou Thiam qui apparaît comme l'homme providentiel. Les frictions entre Thiam et Senghor au sein de l'UPS peuvent s'expliquer à partir de ces données : le fait que Thiam soit doublé depuis le Congrès de cette année de Cissé Dia, fidèle serviteur de Senghor, de son poste de secrétaire politique du parti, est éloquent.

Ce sont là autant d'éléments tirés de l'observation des faits actuels qui illustrent les tentatives de mainmise américaine sur le pays. Ces méthodes ont été déjà affinées dans tous les processus de recolonisation entrepris par l'impérialisme américain dans l'histoire, notamment en Amérique Latine et en Asie.

Aussi, est-il opportun de se demander devant une telle situation quelle est la stratégie actuelle de l'impérialisme français au Sénégal ? En effet, pour comprendre les données nouvelles qui caractérisent la situation politique dans les pays, il est indispensable de les rapporter aux querelles d'influences inter-impérialistes ou contradictions inter-impérialistes.

L'histoire politique mondiale des dernières années montre clairement et continue d'étaler le spectacle de lutte aiguë entre l'impérialisme français gaulliste et l'impérialisme américain ; les terrains où ils s'affrontent sont bien connus : le problème vietnamien, l'OTAN, les rapports Est-Ouest, l'ONU, le Kennedy Round, etc. Sur le plan particulier de l'Afrique sous domination française, l'impérialisme français se trouve aussi brutalement confronté à la volonté de pénétration de l'impérialisme américain, et entreprend hardiment de réorganiser plus solidement son système de domination (installation de régimes militaires dans les pays où les gouvernements civils font preuve de fragilité, amélioration des réseaux Foccart d'espionnage et de contrôle politique, etc.).

Au Sénégal, cette lutte d'influence entre impérialismes est réellement engagée et c'est à la lumière de cette donnée qu'il faut apprécier la nouvelle stratégie de l'impérialisme français visant essentiellement à préserver contre l'ingérence américaine l'essentiel de ses positions de domination politique et économique.

Quelle est cette nouvelle stratégie ?

Elle consiste fondamentalement à consolider le régime politique de Senghor en élargissant sa base politique... et elle doit se traduire concrètement par la mise en œuvre d'une soi-disant « politique d'union nationale » visant à intégrer les forces et éléments de l'opposition même au prix de certaines concessions politiques : libération des détenus politiques, octroi de portefeuilles ministériels et parlementaires, etc. Par ce moyen, l'on restreindrait les bases d'intervention

de l'impérialisme américain et l'on limiterait considérablement ses points d'appui dans le pays : car dans le marasme économique actuel qui favorise facilement toute intervention étrangère, il serait dangereux de s'évertuer à laisser les forces de l'opposition dans leur état actuel de dispersion ; ce serait, pour certains du moins, autant de forces politiques utilisables par l'impérialisme américain pour ses fins de domination.

Si la nouvelle stratégie de l'impérialisme français est de faire des concessions à l'opposition dans une politique dite d'union nationale, on ne doit pas s'illusionner outre mesure sur ces concessions.

Les limites objectives des concessions de l'impérialisme français

Ces concessions connaissent des limites objectives. Il ne s'agit pas et ne s'agira pas de concessions sur ces positions fondamentales dans les domaines politique et économique. L'impérialisme français ne saurait tolérer que dans le programme et dans la réalisation de la politique d'union nationale, l'on porte atteinte à ses intérêts politiques et économiques fondamentaux, notamment les rapports de domination économique entre la France et le Sénégal, sa mainmise sur les secteurs importants de l'économie (banques, commerce, industrie, etc.). C'est précisément pour sauvegarder ces mêmes intérêts que la France lutte contre l'impérialisme américain en favorisant la politique d'union. A l'heure actuelle donc, la contradiction où se débat l'impérialisme français consiste en ce qu'il ne peut s'opposer efficacement à la pénétration américaine qu'en s'inspirant d'une politique d'union autour de Senghor pour élargir sa base politique. Mais lui-même, de nature impérialiste et exploiteuse, il ne peut pas faire rallier *durablement* l'opposition et les masses populaires puisque le programme d'union qu'il met en œuvre ne saurait grignoter ses positions de domination sur le pays. En d'autres termes, le compromis consenti avec l'opposition n'ira jamais jusqu'à la compromission de ses propres intérêts qui, eux, sont opposés à ceux du peuple sénégalais.

Ensermé dans les mailles de cette contradiction, l'impérialisme français ne peut au juste que faire des concessions d'apparence *libérale et séduisante mais nullement révolutionnaire*.

Que faire devant une telle situation ? Poser cette question, c'est souligner d'un même coup la responsabilité particulière des étudiants en tant que partie intégrante de l'avant-garde du peuple sénégalais à ce moment décisif de son histoire. On doit assumer pleinement cette responsabilité en faisant preuve de lucidité, de tact et de clairvoyance révolutionnaire en sachant déceler les éléments nouveaux de la réalité politique si mouvante et en sachant orienter la lutte des étudiants avec souplesse tout en se tenant sur les positions de principes qui sont toujours les mêmes. Pour cela, on doit éviter de verser dans deux attitudes politiques stériles : – éviter ce que l'on peut appeler le nihilisme révolutionnaire qui n'est qu'un mépris du changement, refus de s'ouvrir aux éléments nouveaux apparus dans la réalité politique que l'on veut changer. Et l'on dira alors : « Il n'y

a rien de nouveau » dans l'intégration du PRA – Il n'y aura rien de nouveau dans l'intégration du BMS et des Diaistes ».

Ce sont des égarés qui rentrent seulement dans le troupeau UPS. Ces propos procèdent plutôt de caractérisations et de systématisations simplistes et faciles. Une pareille attitude dogmatique du reste n'aidera pas les étudiants à avancer et fera toujours d'eux des éternels attendus sur l'histoire vivante et réelle.

La deuxième attitude, tout aussi dangereuse que la première, est l'optimisme révolutionnaire mal compris. L'on croira que la situation politique va changer radicalement et qualitativement et que les problèmes seront résolus avec l'union nationale, les expériences d'unité politique en cours, etc. En fait, l'on ne fait que prêter sa propre naïveté à l'impérialisme français pour penser qu'il va favoriser une union nationale qui compromettrait ses propres intérêts. Cette attitude résulte souvent de l'effet de la mystique de l'unité nationale : c'est comme s'il était question de réconciliation. Du reste, s'il s'agissait de réchauffer les cœurs de tous les Sénégalais pour qu'ils vibrent à l'unisson, les étudiants seraient les premiers à apporter leur bénédiction à l'opération. Hélas ! il s'agit concrètement de problèmes politiques, donc de lutte d'intérêts déterminés.

Procédant de façon sélective en démêlant l'écheveau complexe des réalités qui se présentent sous les yeux des étudiants, on doit sérier les éléments nouveaux et positifs tout en ne perdant pas de vue le fond du problème qui reste pour eux la lutte anti-colonialiste conséquente en vue de l'établissement d'une indépendance réelle et d'une démocratie réelle et d'une démocratie véritable au profit des masses populaires. Les étudiants quant à eux sont opposés à toute unité politique avec Senghor, qui ne ferait que renforcer son pouvoir ou une unité sans principe, sans poser comme condition l'indépendance du pays au profit des masses populaires.

Quels sont les éléments nouveaux ? Comment exploiter la situation actuelle ? On est certes loin de connaître tous les développements politiques des expériences unitaires en cours. Mais on doit prévoir les événements et profiter des contradictions actuelles : en profiter pour susciter l'éveil des masses populaires et les orienter selon une ligne juste. Il semble qu'il y ait possibilité d'exploiter, jusqu'à une certaine limite s'entend, le libéralisme ou l'ouverture du pouvoir sur les forces de l'opposition, pour conquérir et élargir certains droits démocratiques : libération des détenus politiques, reconnaissance des organisations démocratiques dissoutes (Union des femmes, de jeunes, etc.), unité syndicale sur des bases saines, etc. Et pour ce qui concerne l'organisation des étudiants sénégalais, acculer le pouvoir à céder sur des points précis de la lutte : reconnaissance de l'AESF, problèmes de l'enseignement, etc.

Les étudiants doivent pousser leur audace jusqu'à exploiter les contradictions qui surgissent ou surgiront dans le régime de Senghor pour appuyer, s'il le faut, les forces novatrices qui s'y trouveraient confrontées aux forces d'inertie

qui, pour le moment, dominant le parti UPS et l'appareil d'État. Telles paraissent être les possibilités d'action à l'heure actuelle et aussi leurs limites. Il ne saurait être question pour les étudiants de tomber sous la séduction de la mystique de l'unité pour saborder leur organisation et balancer par-dessus bord leurs principes de lutte qui demeurent plus actuels que jamais. C'est à la lumière de la situation politique actuelle qu'il convient d'apprécier plus complètement l'intégration du PRA dans l'UPS. Cette intégration est donc la première d'une série qui est déjà annoncée puisque le BMS et les autres éléments de l'opposition comme les Diaistes sont sollicités. Ce qu'il faut tout d'abord constater, c'est que cette expérience d'unité entre l'UPS et le PRA s'inscrit bien dans les traditions politiques sénégalaises. Depuis fort longtemps, les étudiants sont habitués à connaître des expériences d'unité dont il faudrait pour rafraîchir la mémoire des militants, un bref rappel historique.

En 1938, au Congrès de Thiès, c'est la fusion du parti socialiste sénégalais de Galandou Diouf avec la SFIO. En 1956, le BDS, issu de la scission de la SFIO, fusionne avec l'UDS RDA pour former le BPS et l'UPS elle-même, issue d'une fusion entre le BPS et le PSAS (Parti sénégalais d'action socialiste), la nouvelle appellation de la SFIO. Et voici de nouveau que le PRA, issu de l'UPS en 1958 à la suite d'une scission à propos du référendum gaulliste, retourne à l'UPS.

Si l'on dégage les leçons de l'histoire de ces expériences unitaires, il faut reconnaître qu'elles ne sont pas faites sur des bases révolutionnaires. C'étaient souvent des colmatages de fractions d'un même parti, un peu opposées pour des intérêts personnels et égoïstes. L'expérience du BPS a fait long feu, quoiqu'ayant permis d'avoir des espoirs sur l'action interne des éléments progressistes UDS. Ceux-ci, comme la suite des événements l'a démontré, n'ont pu triompher des forces conservatrices qui dominaient le parti de Senghor. Le pourront-ils, maintenant qu'ils sont retournés à l'UPS après avoir créé leur propre parti, le PRA sénégalais ?

L'opinion des étudiants sur ce fait est claire : le ralliement du PRA Sénégal à l'UPS ou celui de n'importe quelle force de l'opposition au régime de Senghor ne peut résoudre les tâches de libération nationale actuelles. Ce sera au contraire un simple renforcement de la domination néocoloniale et un frein à la lutte anticolonialiste que mène le peuple sénégalais. Toute unité politique doit être en fait anti-impérialiste, s'appuyant sur le peuple, excluant toute collaboration avec le régime néocolonial de Senghor.

Et voilà pour ce qui concerne la situation politique actuelle et la façon dont les étudiants entendent y faire face.

Mais il est opportun de soumettre à l'attention des camarades congressistes un certain nombre de problèmes qui semblent dignes d'intérêt par leur importance dans la vie de la Fédération.

Il importe donc de poser ici les problèmes que soulève la participation au Congrès et de les discuter largement. Si l'on se rappelle bien, c'est au dernier Congrès que des divergences politiques sérieuses sont apparues entre l'organisation des étudiants sénégalais et l'orientation actuelle de la FEANF, divergences portant sur quelques questions fondamentales : l'appréciation de la nature de l'impérialisme à combattre, le problème de la création des partis révolutionnaires d'avant-garde, les méthodes de direction de la FEANF, etc. Ces divergences ont pu entraîner un comportement d'hostilité systématique de la direction actuelle à l'égard de l'AESF.

Quels sont les problèmes qui se posent ?

La Fédération qui a été depuis longtemps le cadre où s'organisaient les étudiants africains en France et leurs organisations a été jusqu'ici une organisation démocratique qui luttait en milieu étudiant autour des mots d'ordre essentiellement anti-impérialistes : pour l'indépendance totale des différents pays et l'établissement d'une démocratie véritable au profit des masses populaires. Ce sont des mots d'ordre qui ont pu cimenter l'unité de lutte de tous les étudiants africains en France. Depuis le dernier congrès, ont commencé à naître des tendances à « gauchir » davantage les mots d'ordre et à mettre en œuvre des méthodes de direction extrêmement contestables : il convient de rappeler d'abord les accusations lancées contre les étudiants sénégalais ; ils sont taxés d'opportunistes, ayant liquidé l'UGEAO à Dakar en cédant petit à petit aux pressions de Senghor. Ils auraient notamment accepté d'exclure les autres éléments non Sénégalais de la direction de l'UGEAO, comme Senghor le voulait ; ils auraient contribué à dépolitiser la ligne anti-impérialiste de l'UGEAO pour réduire sa lutte au syndicalisme corporatif qui aurait balancé par dessus bord tous ses principes politiques. D'après Alpha Condé, président de la FEANF et certains étudiants dahoméens de la FEANF, tous ces faits imputables à l'opportunisme des étudiants sénégalais ont motivé la liquidation de l'UGEAO. Quant aux étudiants sénégalais de France, leur organisation s'appliquerait au sein de la FEANF à réitérer le coup qu'ils ont ainsi porté à l'UGEAO à Dakar. Ils sont donc dénoncés comme opportunistes et liquidationnistes et chauvins. Autant d'accusations malveillantes dénuées évidemment de tout fondement ! Quand et sur quel problème l'ASF s'est-elle montrée opportuniste ? Peut-on taxer l'AESF de collusion avec Senghor et son régime, elle qui a encouru la dissolution de son organisation pour la lutte ferme contre le néocolonialisme au Sénégal et ses agents de patentés ? Les étudiants se sont toujours tenus sur des positions anti-impérialistes et anticolonialistes conséquentes. Ils n'ont pas de leçons de révolution à recevoir de qui que ce soit.

En vérité, ces calomnies, dérisoires et ridicules du reste, ne visaient qu'à cacher les véritables problèmes de divergences qui existent et que les membres

de l'PAESF ont eu le courage de poser publiquement au dernier Congrès de la FEANF et au C.A, divergences portant principalement, entre autres questions, sur l'appréciation de la nature de l'impérialisme et le problème de la création des organisations révolutionnaires d'avant-garde.

La direction actuelle du C.E, Condé Alpha en tête, a voulu braquer toute la lutte de la Fédération contre l'impérialisme américain, en méconnaissant aveuglément la nécessité à l'heure actuelle de souligner le caractère encore dominant de l'impérialisme français dans la plupart des pays africains sous domination française. Pour elle, parler par exemple de s'attacher tout d'abord à apporter la contribution des étudiants dans leur pays à la lutte contre l'impérialisme français et son serviteur zélé Senghor, est signe de chauvinisme, de trahison. L'essentiel qui doit s'imposer à tous les militants de la Fédération, ce serait leur mobilisation contre l'impérialisme américain. Il est clair que c'est là une aberration politique. En effet, si on reconnaît volontiers les tentatives de pénétration de l'impérialisme américain en Afrique, il est outré de penser qu'il ait pris la place de l'impérialisme français. La ligne de l'PAESF est au contraire plus juste. Elle vise à prémunir les étudiants et le peuple sénégalais contre le danger d'infiltration américaine, sans omettre le fait principal que ce sont toujours les capitaux français qui dominent l'économie sénégalaise et que Senghor et son gouvernement ne pratiquent pas une politique nationale et démocratique.

La direction de la FEANF actuelle ne fait pas que remplacer de façon si cavalière l'impérialisme français par l'impérialisme américain ; elle dilate à volonté la sphère de lutte de la FEANF. Ce ne sont pas maintenant les 14 pays dont les étudiants s'organisent dans la FEANF qu'il s'agit de libérer principalement et avant tout, mais toute l'Afrique et uniformément, et l'on parle carrément de révolution continentale. La lutte va ainsi se diluer dans une sorte de continentalisme révolutionnaire où s'effaceront toutes les responsabilités concrètes des étudiants en face des problèmes de leurs différents pays et de leurs différents peuples.

Il faut traquer l'impérialisme américain dans tous les pays d'Afrique et l'en dégager. C'est la nouvelle croisade à laquelle sont conviés tous les étudiants africains. Les étudiants africains pensent quant à eux que ce sont là des vues infantiles et utopiques. La sagesse révolutionnaire leur commande d'être moins ambitieux, de mobiliser les étudiants pour connaître leurs propres problèmes et ceux de leurs peuples et les amener à des actions concrètes pour les résoudre. Le rôle de la FEANF est d'abord de mener la lutte anti-impérialiste dans le cadre des organisations la composant et dans les pays qui la concernent le plus directement : elle n'a ni les moyens ni le devoir de régenter la lutte des organisations démocratiques d'Afrique envers lesquelles elle doit avoir des devoirs de solidarité. Il n'est pas rare d'entendre Condé Alpha, pour justifier la nouvelle tournure qu'a prise la direction de la FEANF, citer tous les pays du continent

africain, y comptabiliser les différents intérêts américains, et conclure que c'est l'impérialisme américain qui est dominant en Afrique. Ceux qui ont pu lire la presse de la FEANF ont dû se rendre à cette évidence : ce sont plus d'autres pays que les pays africains qui occupent l'essentiel des chroniques. Il n'est pas question, pour les étudiants sénégalais, de ne pas tenir compte de l'impérialisme américain. C'est une vérité d'évidence qu'il demeure l'ennemi principal et le plus dangereux de tous les peuples du monde, y compris bien sûr les peuples africains. Économiquement, c'est la puissance impérialiste la plus forte, et de loin. C'est lui qui mène avec le plus d'acharnement la lutte contre tous les mouvements de libération nationale de par le monde (au Vietnam, au Laos, en Amérique Latine), soutenant fermement les régimes réactionnaires d'Afrique du Sud, de Rhodésie, du Portugal. Il tente de pénétrer par tous les moyens en Afrique où il contrôle déjà des secteurs importants comme en Éthiopie, au Libéria, en Guinée, au Congo Kinshasa, etc.

Mais a-t-il remplacé fondamentalement l'impérialisme français dans la plupart des pays africains sous domination française ? Cela n'est pas encore le cas et on doit par conséquent en tenir compte dans la formulation des mots d'ordre, dans l'action où manifestement la lutte contre l'impérialisme français n'apparaît plus à titre principal, si elle n'est pas tout simplement estompée. Les étudiants sénégalais proposent alors de rapporter la ligne de la Fédération à une appréciation plus conséquente et pratique de l'impérialisme français, de mobiliser les militants plus concrètement et essentiellement contre l'impérialisme français et ses agents locaux, sans oublier que des sections territoriales comme la Guinée et le Mali connaissent des ennemis particuliers et dangereux, par exemple la réaction de l'Union Soudanaise RDA qui a confisqué les conquêtes révolutionnaires du peuple malien à son profit. C'est donc en cernant concrètement l'ennemi ou les ennemis de l'Afrique et en évitant de se diluer dans une lutte générale contre l'impérialisme américain porté au rang d'ennemi principal que les dirigeants de la FEANF lanceront des mots qui collent aux réalités de leurs pays, des mots d'ordre dans lesquels les militants se reconnaîtront, ainsi que les peuples. Hélas, il y a une confusion totale, c'est tantôt l'impérialisme américain, tantôt l'impérialisme français, au gré des analyses du Comité exécutif, ce qui n'aide pas à voir clair.

Loin de l'idée des étudiants sénégalais de se replier sur leur sphère de lutte, sans s'ouvrir à la lutte des autres patriotes africains comme ceux qui combattent dans les colonies portugaises, en Rhodésie, au Congo, etc. Envers ces patriotes, on a des devoirs impérieux de solidarité et de soutien. Car leur lutte, sur leurs fronts respectifs, représente une contribution importante à la lutte des étudiants africains, car ici et là, c'est l'impérialisme qui s'affaiblit, et leur victoire libérera des forces révolutionnaires importantes pour l'Afrique et accélérera les processus de la propre libération des peuples africains. Mais on ne peut pas et on ne

doit pas se substituer à eux pour lutter à leur place. Malheureusement, l'impression qui prévaut à la lumière de la pratique de la Fédération à l'heure actuelle, est que l'on paraît être plutôt une organisation panafricaine qui régente et prétend organiser la lutte dans tous les pays d'Afrique. Ce continentalisme révolutionnaire dissout les luttes et responsabilités particulières en face de leurs ennemis concrets et les conduit à coup sûr dans l'impasse.

Porter donc l'essentiel des coups sur les ennemis les plus immédiats et mobiliser les étudiants dans ce sens, sans estomper en rien leurs devoirs internationalistes et panafricanistes de soutien à la lutte des autres patriotes, telle leur paraît être la ligne la plus sage qui a été toujours celle de la Fédération et à laquelle elle doit revenir.

Mais la divergence extrême porte sur le mot d'ordre irréaliste de création par la FEANF d'organisations révolutionnaires d'avant-garde. Le bureau de l'AESF s'excuse de le rappeler mais il s'est opposé au congrès à l'inscription d'un tel mot d'ordre dans la résolution de politique générale. C'est sur ce point que l'orientation actuelle de la FEANF demeure la plus contestable, et ou reste la plus confuse. Parler de créer ou de participer à la création d'organisations révolutionnaires d'avant-garde suppose que des conditions précises soient remplies.

Tout d'abord, le lancement du mot d'ordre n'a été l'objet d'aucune préparation sérieuse. Il n'a pas fait de discussions sincères à la base, dans les secteurs académiques comme dans les associations territoriales, simplement et inopinément parachuté dans la résolution de politique générale du Congrès de l'an dernier, sans qu'on ait eu le temps de mesurer toute sa portée et toutes ses conséquences.

Parler de créer des organisations révolutionnaires d'avant-garde, c'est mettre l'accent sur des organisations avancées dans leur ligne politique et idéologique avec des structures révolutionnaires. C'est en tout cas, semble-t-il, bâtir des organisations idéologiquement avancées par rapport aux partis nationalistes classiques. Les étudiants laissés dans l'ignorance de la nature exacte des forces qui doivent les composer, de l'idéologie qui doit sous-tendre leur action, de leur structure, dans l'ignorance aussi des « organisations révolutionnaires existantes » qu'il faut renforcer, dans l'ignorance des pays concrets où il s'agit de créer ces partis « en nous intégrant aux masses », etc. autant d'aspects extrêmement importants des problèmes, qui ne sont pas soulignés. C'est alors un mot d'ordre vague et général que l'on lance. Quant à l'AESF, elle ne se fait pas de doute sur ce que représente, dans l'esprit des dirigeants de la FEANF, la notion d'organisations révolutionnaires d'avant-garde dont on attend une définition claire et précise : il ne s'agit pour eux certainement pas d'organisations simplement anti-impérialistes, mais d'organisations qui mènent une lutte de classes avec une idéologie de classes, c'est-à-dire des organisations ou partis marxistes-léninistes.

S'il en est ainsi, la Fédération a dès lors une responsabilité particulière vis-à-vis de ses militants dont elle doit assurer la formation idéologique. En a-t-elle les moyens ? Qu'a-t-elle fait dans ce sens ? À vrai dire, ce mot d'ordre n'est que pure démagogie si l'on connaît la carence manifeste de la Fédération cette année en matière de formation de ses militants. Est-ce que ce sont les quelques meetings et tables rondes qui ont fait office de formation ou d'écoles de cadres de ces futures organisations ? La Fédération a-t-elle elle-même organisé une seule conférence pour faire connaître ses problèmes ou élever le niveau politique de ses militants ? La presse de la Fédération a-t-elle eu l'importance qui lui revient dans cette tâche de formation idéologique ? Il faut qu'on soit sérieux et moins aventuriste. On a mesuré en outre toute l'irresponsabilité de la nature du mouvement de masse qu'est la FEANF où militent des démocrates, des nationalistes, des chrétiens, des marxistes, unis simplement par les mots d'ordre anti-impérialistes de la FEANF pour l'indépendance nationale et l'établissement d'une véritable démocratie.

Pousser la FEANF à créer, sans les nommer expressément, des partis ou organisations marxistes-léninistes, c'est aller au-delà de ce qu'exige sa nature de mouvement de masse anti-impérialiste. C'est viser à transformer sa plate-forme politique anti-impérialiste en termes de lutte de classes. La FEANF tendra à devenir dans les faits un parti marxiste-léniniste étudiant sans base de masse prolétarienne qui lui soit adéquate.

La FEANF n'a pas à créer des partis ou des organisations révolutionnaires ; ce sont des masses africaines elles-mêmes et les cadres issus de leur sein et installés en Afrique à qui incombe fondamentalement cette tâche, compte tenu de leur situation objective et de l'opportunité de cette initiative. La FEANF est une organisation démocratique anti-impérialiste d'étudiants, et elle doit rester ce qu'elle est et non une pépinière pour les organisations révolutionnaires d'avant-garde. Est-on même assuré de l'engagement conscient des étudiants africains autour de ce mot d'ordre ? On en doute sérieusement, vu l'état actuel de la démobilisation dans les rangs mêmes de la FEANF et de ses organisations territoriales. Les sections académiques sont-elles sûres de pouvoir mobiliser à l'heure actuelle leurs militants autour de ce mot d'ordre ? Et qu'a fait la FEANF pour les y aider, par exemple ? En tout cas, elles connaissent des problèmes aigus de démobilisation. Les sections territoriales connaissent aussi dans leur ensemble des situations graves : démobilisation, répression, création d'organisations rivales, etc. La FEANF ferait mieux de les aider politiquement et idéologiquement pour qu'au moins elles puissent s'atteler à la tâche de mobilisation de leurs militants autour de ce mot d'ordre sérieux.

Par expérience, on sait que la FEANF n'a pas vécu pratiquement à Paris où à part quelques meetings très réduits dans leur nombre, elle ne s'est pas manifestée vigoureusement ailleurs, comme dans le domaine culturel, social, etc. Ce

qui est sûr, c'est que la FEANF ne mord plus comme avant sur le milieu étudiant ! Elle ne se distingue plus que par ses activités internationales. Dans cet état d'affaiblissement généralisé des bases de l'organisation et dans ce moment même où des organisations fantoches étudiantes comme le MEOCAM et le CARECT s'agitent, il est judicieux de s'organiser plus solidement sur des mots d'ordre moins aventureux, tenant compte des possibilités réelles des étudiants africains.

Dans les faits mêmes, comment la FEANF installée à Paris peut-elle créer des partis révolutionnaires, d'avant-garde au Sénégal, au Niger, au Mali, en Guinée, en RCA, au Tchad, etc. N'est-ce pas là une vue de l'esprit ? Ce qui est dramatique, c'est qu'un tel mot d'ordre ne respecte même pas la différence des niveaux de développement politique, social et économique des différents pays africains. Comment peut-on lancer un tel mot d'ordre sans que l'on soit assuré que les conditions politiques existent dans tel ou tel pays : est-il possible même si la FEANF pouvait légitimement lancer un tel mot d'ordre de créer maintenant de tels partis ou organisations révolutionnaires d'avant-garde dans tous les pays d'Afrique ? Cette question n'inquiète même pas les dirigeants de la FEANF qui osent encore proposer comme thème de ce congrès « Étudiants et intellectuels – intégrons-nous aux masses paysannes et ouvrières – éduquons-nous auprès d'elles – participons en leur sein à la naissance, au renforcement d'organisations anti-impérialistes – », etc. Qu'est-ce à dire sinon que la direction actuelle s'entête à vouloir reconduire le mot d'ordre stupide de création par la FEANF d'organisations d'avant-garde. Peut-on intégrer les masses africaines de Paris ? Qu'a fait la FEANF par exemple pour s'intégrer à la masse africaine la plus immédiate, les travailleurs africains en France ? Qu'a-t-on fait cette année pour les éduquer, pour nous éduquer auprès d'eux ? Pour les organiser concrètement et élever leur niveau de conscience politique et anti-impérialiste ?

La position de l'Association des Étudiants Sénégalais doit rester très claire sur ce point. La FEANF doit rester la FEANF, c'est-à-dire rester sur sa ligne anti-impérialiste et démocratique, éduquer et mobiliser les étudiants africains décidés à jouer leur rôle d'éveilleur de conscience, mais non s'aventurer dans les positions ultragauchistes qui auront pour conséquence directe de liquider la Fédération et de réduire sa base de masse. Le bureau de l'AESF manifesterait clairement son opposition contre un tel mot d'ordre. Il n'est pas contre l'existence et la formation en Afrique des partis, organisations révolutionnaires, c'est leur absence même qui justifie les échecs actuels de la lutte. Mais ce n'est pas à la FEANF de les susciter, de leur donner une idéologie, une structure, une nature, ce n'est pas à elle de lancer ce mot d'ordre à partir de Paris : elle ne le peut pas. C'est aux masses elles-mêmes et aux cadres issus de leur sein ou étant en Afrique en leur sein, auxquels cette tâche revient.

Le bureau de l'Association des Étudiants Sénégalais en France a eu l'immense mérite d'avoir analysé la situation politique prévalant au Sénégal et ses rapports avec la FEANF qui allait à la dérive à la suite des divergences intervenues dans le camp des pays de l'Est.

À l'heure où les gouvernements africains se mobilisent pour liquider la FEANF en créant et en soutenant financièrement le Mouvement des Étudiants de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (MEOCAM), les dirigeants de la FEANF passent leur temps à dissenter sur les divergences sino-soviétiques et sur les problèmes internationaux. Ils avaient transformé la FEANF en une mini ONU estudiantine où sont discutés tous les problèmes du monde. Au lieu de s'attacher à renforcer les sections territoriales qui sont leurs relais naturels en Afrique, les dirigeants de la Fédération passent leurs temps à se déclarer « pro » ceci ou pro cela. Ainsi, ils étaient manipulés par les grandes puissances de l'Est (URSS et Chine) pour faire triompher leurs intérêts géopolitiques et stratégiques.

À Reims, les membres du MEOCAM n'ont pas hésité à organiser une assemblée générale avec la participation d'un Nigérien Alou Saïdou, un Dahoméen Ludovic Aguessy, membres de leur comité exécutif. Ils ont connu un échec retentissant, faute de public. Ils ont fui devant le débat contradictoire des envoyés spéciaux du MEOCAM à Reims. C'est ainsi que le mort-né qu'était le MEOCAM a subi son enterrement le mardi 21 février 1967.

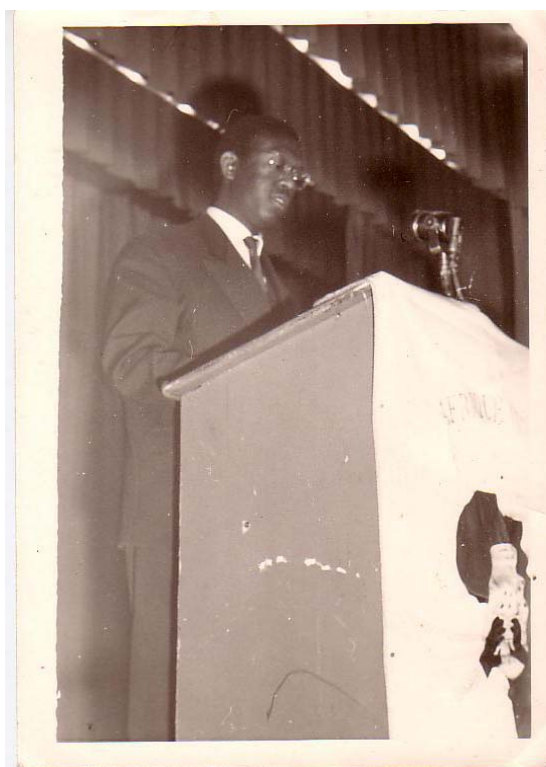
Le MEOCAM avait en son sein aussi des étudiants UPC ainsi que des étudiants sénégalais comme Moustapha Niasse et Khoureysi Thiam. Je me souviens avoir porté la contradiction au foyer des étudiants de Cachan en 1965 à Khoureysi Thiam qui s'était érigé en professeur de dix ans d'histoire du Sénégal. L'homme nous apparaissait comme plein de prétentions.



Participants à la Conférence des étudiants (COSEC) 1957, AAD premier à droite



Réunion du Comité exécutif de l'UIE à Varsovie, juillet 1959, AAD à droite



Discours de clôture du XIIe congrès 1960 à la Maison des syndicats 8 avenue Mathurin, Paris

Chapitre 3

Ma vie militante au sein du Parti Africain de l'Indépendance (1958-1967)

L'Union Progressiste Sénégalaise (UPS) dirigée par Léopold Sédar Senghor est le premier parti politique auquel j'ai adhéré en 1957. J'ai milité dans la section de Fann Hock. Les réunions se tenaient au domicile de Mbaye Paye et de sa très dynamique épouse Thioumbé Samb. Au bout de deux mois, j'ai quitté ce parti qui était dirigé par des collaborateurs. Ainsi, je ne militais plus dans mon parti.

Le Parti Africain de l'Indépendance est né en septembre 1957 à un moment où j'étais en Chine.

Élève à l'École Nationale de la France d'Outremer durant l'année universitaire 1957-1958, j'ai adhéré au Parti Africain de l'Indépendance (PAI) où je devais retrouver mon cothurne, Ousmane Camara. Un noyau avait été créé au pavillon de la France d'Outremer où les membres participaient aux discussions sur les livres marxistes comme : *Que faire ? Un pas en avant deux pas en arrière ; Impérialisme, stade suprême du capitalisme ; L'État et la Révolution* de Lénine ; *Les principes du léninisme* de Staline ; *Les principes fondamentaux de philosophie* de Politzer. Il était de tradition dans le noyau de confier chaque semaine à un membre le soin de faire une minute politique où il devait analyser les grands événements politiques du monde. Il était procédé au contrôle des tâches confiées aux membres du parti.

Nécessité et opportunité de la création d'un Parti Africain de l'Indépendance

La création d'un Parti Africain de l'Indépendance était-elle nécessaire ? s'interrogeait Alioune Badara Ba dans *La Lutte*, n° 10, un bimensuel du 15 février 1958.

Si l'on ne se contentait pas de déplorer la stagnation du mouvement de libération nationale en Afrique noire sous domination française, on ne pouvait que répondre affirmativement à la question posée.

Alioune Badara Bâ cherchait à analyser les raisons de la stagnation du mouvement national due à trois phénomènes. Il y avait l'absence d'une doctrine claire de libération, le carriérisme et l'opportunisme des « dirigeants » et enfin la nature, la fonction et les caractères des partis existants ou plus exactement des formations politiques existantes RDA, CAF, MSA.

Ce qui précède a été publiquement reconnu par les dirigeants de la Convention africaine. Mamadou Dia, dans son rapport devant le congrès constitutif de la Convention avait analysé les causes de la stagnation du mouvement de libération.

Créer un parti qui lutte pour l'indépendance et l'avènement du socialisme « scientifique » suscitait un grand débat à l'époque. Les dirigeants du Parti communiste français avait contesté la nécessité de créer en Afrique sous domination française un parti marxiste-léniniste. Ils avaient avancé l'argument selon lequel la base sociale du PAI reposant sur la petite bourgeoisie ne pouvait instaurer un régime prolétarien en Afrique.

De plus, en raison de l'inégal développement des territoires coloniaux, il n'était pas opportun de créer des partis prolétariens là où il n'existe pas d'industries et d'ouvriers.

Cette critique agaçait beaucoup les dirigeants du PAI. Avec le recul, il est nécessaire aujourd'hui de reconnaître la justesse de la critique. Le drame des nationalistes africains était de vouloir réaliser l'indépendance sans bourgeoisie nationale. Le drame des « marxistes » africains était de vouloir instaurer le socialisme sans prolétaires. Ces deux types de mouvements ont tous échoué. Il faut en tirer des leçons.

Mon passage au Parti Communiste Français

J'ai adhéré au Parti Communiste Français pendant un an. Je militais avec Ousmane Camara à la cellule des Provinces de France, un pavillon situé à la Cité universitaire, boulevard Jourdan Paris XIVe. J'étais mal à l'aise dans ce parti très ouvriériste et anti-intellectuel. Dans la cellule, nous étions obligés quelquefois de faire la minute politique à partir de la lecture des journaux parisiens et en particulier de *L'Humanité*, l'organe d'expression du PCF.

Les préoccupations de ce journal étaient centrées sur les problèmes de la classe ouvrière française. C'était le silence total sur les problèmes africains. J'ai toujours refusé de vendre *L'Huma-Dimanche*. Je considérais que ce n'était pas la tâche qu'il fallait assigner à des étudiants. J'avais l'impression qu'au Parti communiste français, les intellectuels étaient culpabilisés et qu'ils avaient une dette à payer aux ouvriers.

De surcroît, je n'étais pas avec les dirigeants du Parti communiste français qui étaient hostiles à l'indépendance de l'Algérie et qui avaient voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet, secrétaire général de la

SFIO. Des dirigeants du PCF et notamment Jacques Duclos, traitaient les dirigeants du FLN de petits bourgeois aventuriers et d'agents américains.

Ma carte de membre du PCF a été saisie par la police de l'Air à Orly, lorsque je me rendais au Pérou en janvier 1959. Le journal *Fortune* a saisi cette aubaine pour soi-disant montrer que la FEANF est une organisation communiste.

Mon séjour en France et mes activités au sein du MEPAI m'avait incité à fréquenter la littérature marxiste. *Les principes du léninisme* de Staline était le premier ouvrage que j'ai lu durant le long voyage (8 jours) me menant de Moscou à Pékin au mois d'août 1957. C'est l'interprète soviétique qui m'avait offert cet ouvrage. Les livres étant à bon marché, j'en avais acheté quelques-uns aux Editions du progrès à Moscou.

Durant mon séjour parisien, je fréquentais la librairie du Parti communiste qui vendait les ouvrages classiques du marxisme, les revues comme *La Pensée*, *Economie et Politique*, *Démocratie nouvelle*, *La Nouvelle Critique*, *La Nouvelle revue internationale*, des journaux comme *France Nouvelle*, *Lettres françaises*. Cette librairie qui diffusait les ouvrages publiés par les Editions Sociales se situait au 24, rue Racine Paris 6^e.

Je me rendais aussi au « Globe », une librairie se trouvant non loin du métro Odéon et qui vendait des livres édités par les Editions du Progrès de Moscou. Là, je pouvais me procurer des revues comme *Les Temps nouveaux*, *La Nouvelle revue internationale*. C'est à la Bibliothèque Sainte Geneviève que j'ai pu lire deux ouvrages qui m'ont beaucoup intéressé : *Introduction à l'histoire de la philosophie* de Jean-Toussaint Desanti (1956 Editions de la Nouvelle Critique vol. 7), *La théorie matérialiste de la connaissance* de Roger Garaudy (Presse Universitaires de France, 1953).

L'ouvrage de Desanti était novateur à l'époque. Il se singularisait par deux formes de critiques qui se complétaient rarement : la critique externe qui était relativement facile et la critique interne qui était difficile à cause de l'étude minutieuse de l'évolution des concepts utilisés par les auteurs. Desanti avait accompli un immense travail ingrat sur les ouvrages de Spinoza. Malheureusement, il n'avait pas continué ce genre de travail qui était très utile aux philosophes marxistes désirant travailler dans le domaine de l'histoire de la philosophie.

« Théorie matérialiste de la connaissance », la thèse de Roger Garaudy soutenue sous la présidence de Gaston Bachelard à la Sorbonne en 1953 et publiée aux Editions des Presses Universitaires de France avait suscité d'énormes controverses au sein des intellectuels du Parti communiste français.

Pierre Hervé était l'un des premiers à formuler des critiques à l'égard de cette thèse qui représentait un effort de bonne volonté et une somme de travail qu'on ne saurait évidemment sous-estimer. Roger Garaudy avait rassemblé tout un ensemble de faits et de textes, et notamment une intéressante documentation sur les recherches et découvertes des savants soviétiques. On ne pouvait que

regretter davantage qu'il n'ait pas consacré ensuite le temps indispensable à la réflexion et à la mise au point. C'est de là que provenaient sans doute les erreurs, grandes et petites qui avaient compromis la réussite de son entreprise.

Telle est la conclusion d'un article de Pierre Hervé : À propos de « La théorie matérialiste de la connaissance » de Roger Garaudy non publié par la revue *La Pensée*. Cet article est reproduit dans le livre de Pierre Hervé : *La lettre à Sartre et à quelques autres par la même occasion* (1955, *La Table ronde*, Paris, pp. 176-217).

L'article de Pierre Hervé contient de nombreuses remarques critiques intéressantes. L'ouvrage de Garaudy présente un grand nombre de confusions et d'erreurs de détail qu'il est impossible d'énumérer dans le cadre de son texte. Ce qui fait défaut à l'ouvrage de Garaudy, c'est la méthode dialectique. Sinon écrirait-il que « La géométrie n'est qu'un département de la physique expérimentale » (p. 241) ? Ne faut-il pas respecter la spécificité des sciences et ne pas les réduire les unes aux autres ?

Par ailleurs, la critique de Merleau-Ponty est faible. Garaudy ne s'est pas donné la peine d'analyser sérieusement les positions existentialistes, de les rattacher à celles des fondateurs de cette tendance philosophique, etc. L'explication par « la peur » est bouffonne tant elle est systématique.

Pierre Hervé estime que l'article de Victor Leduc comporte une appréciation d'ensemble exagérément élogieuse, malgré quelques critiques formulées.

Comme d'autres étudiants africains, j'ai assisté aux différentes semaines de la pensée marxiste organisées par le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) dirigé par le philosophe Roger Garaudy.

Les semaines de la pensée marxiste

Durant une semaine, les intellectuels du Parti communiste français engageaient un dialogue scientifique avec des intellectuels non-marxistes sur différents sujets. Ainsi chaque année, était organisée une semaine de la pensée marxiste à la Maison de la Mutuelle, 24 rue Saint-Victor, Paris V.

Cette méthode a permis une première ouverture et les initiatives des débats publics prises dans le même esprit par le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM). Les « Semaines de la pensée marxiste » ont été le point de départ d'un très vaste dialogue des vivants, précise Roger Garaudy dans son très controversé livre : *Marxisme du XXe siècle* (1966 Collection 10/18, *Union générale des éditions* 1960:285).

Marxisme et existentialisme (Plon 1962) reproduisait les débats de la première « Semaine de la pensée marxiste », *Morale chrétienne et morale marxiste* (La Platine), Sténogramme du premier grand dialogue entre chrétiens et marxistes à la Mutualité en 1960, *L'homme chrétien et l'homme marxiste* (1974, La Platine) résumant les principaux dialogues qui ont suivi à Paris et à Lyon.

Le débat public de 1961 avec Jean Paul Sartre était publié sous le titre *Marxisme et existentialisme* (1962 Plon). Dès 1959, avec *Perspectives de l'homme (existentialisme, pensée chrétienne, marxisme)* (1959 PUF), Roger Garaudy chercha à apporter une contribution au développement d'un marxisme vivant. Pour ce faire, il engagea un dialogue direct et public avec l'existentialisme de Sartre, afin de poursuivre la tentative de « réconcilier Marx et Kierkegaard », en reconnaissant la sous-estimation par le marxisme officiel de la dimension de la subjectivité humaine (Cf. 1985, *Biographie du XXe siècle. Le testament philosophique de Roger Garaudy*, Présentation du Père Chenu, Editions Tongui, p. 129).

Perspectives de l'homme est un ouvrage que l'on retrouve dans la bibliothèque de beaucoup d'étudiants africains qui voulaient en savoir plus sur le marxisme et sur l'existentialisme du prestigieux philosophe de l'époque, Jean-Paul Sartre. Roger Garaudy fascinait les étudiants africains par son talent pédagogique et sa maîtrise de l'art de la vulgarisation de textes philosophiques compliqués et complexes.

Du 7 au 14 décembre 1961, un événement a secoué les milieux intellectuels de Paris. Intellectuels ? Pas seulement. Professeurs et étudiants étaient sans doute nombreux, mais des milliers de jeunes de toute provenance se sont joints à eux pour fabriquer les plus extraordinaires assistances que de mémoires de Paris on ait vu à la Mutualité.

Six mille auditeurs pour la grande salle le premier soir, autant le troisième, jamais moins de deux mille les autres jours dans les salles plus petites. Âge moyen, à vue de nez, vingt-deux ans. Tout cela pour assister pendant trois heures d'horloge en silence (sauf les acclamations) à des débats toujours idéologiques et parfois ardues organisés par le CERM (cf. *Europe* n° 393, janvier 1962).

Le numéro 193 de février de la revue *Europe* a consacré non pas un simple compte-rendu de la semaine, mais un article sur les thèmes abordés. Le thème de la semaine de la pensée marxiste qui a eu lieu à la grande salle B du mercredi 15 janvier au mardi 31 janvier 1964 était le matérialisme philosophique et le réalisme artistique.

La séance du mardi 21 janvier 1964 a été présidée par Pierre Abraham. Y sont intervenus Roger Garaudy, Armand Lanoux, Robert Laporyade, Jean Milhau, André Gisselbrecht. Les interventions ont été publiées dans la revue *Europe* (mars-avril 1964).

Sous la présidence de Jacques Duclos, Alfred Sauvy, André Piètre, André Bujoinet, Georges Gurvitch, Pierre Vilar, Gilbert Mury ont eu à traiter en 1963 du thème : *Matérialisme historique. Y-a-t-il une société industrielle ?*

Jean Piveteau, Jean Orcel, le Révérend Père Dubarle, Michel Vacher ont examiné les relations entre le matérialisme, la matière et l'histoire sous la présidence de Guy Besse.

Henri Faure, Roland Leroy, le Révérend Père Jolif, Jacques Milhau, sous la présidence de Georges Frishmann avaient essayé de répondre à une question. Pouvait-il y avoir une morale matérialiste ? Sous la présidence d'Eugène Aubel, le Dr Chauchard et René Nozeran avait traité de la conception matérialiste de la vie.

La semaine de la pensée marxiste a été organisée du 9 au 15 mars 1965 par le Centre d'études et de recherches marxistes sur le thème : « Mouvements de libération nationale, néocolonialisme, développement ».

Cinq soirées avaient été consacré à des questions fondamentales telles que :

- 1) Mouvements nationaux de libération (ce qu'ils ont de nouveau par rapport au XIXe siècle) ;
- 2) Le néocolonialisme ;
- 3) Les voies de développement (indépendance et socialisme, démocratie nationale) ;
- 4) De « l'aide », la nécessité d'une conception nouvelle et authentique de la solidarité) ;
- 5) L'apport des pays du « Tiers monde » à la culture universelle.

Les différentes semaines de la pensée marxiste étaient largement suivies par beaucoup d'étudiants africains.

Les conférences d'André Ribard

Le premier lundi de chaque mois se tenait à la Maison de la Mutualité dans la grande salle une conférence animée par André Ribard qui était devenu un handicapé physique après trente mois de déportation en Allemagne. Beaucoup d'étudiants s'y rendaient volontiers. Ce brillant « tribun populaire » qui était très anticlérical et adversaire déclaré du Vatican est l'auteur de 11 ouvrages dont *La prodigieuse histoire de l'Humanité* (1946, Librairie Max Ph. Delatte. Dépositaire général pour la France, 133 rue de la Pompe, Paris). Cet ouvrage se retrouvait dans la bibliothèque de beaucoup d'étudiants africains. Ibrahima Wone, un étudiant sénégalais en médecine, dans sa préface au livre de son neveu Ciré Ly « *A la recherche d'une attitude religieuse valable : Christianisme ou Islam ?* » édité par l'Association Musulmane des Étudiants Africains – Dakar supplément au n° 7 de « *Vers l'Islam* » n'avait pas manqué de brocarder les conférences du lundi d'André Ribard. Il pensait que la lecture de l'ouvrage de Ciré Ly était plus profitable aux jeunes Africains évolués que la fréquentation des conférences de cet ancien préfet « L'Afrique en (du livre de Ciré Ly) tirera un bénéfice qu'il est permis d'escompter supérieur à celui que procure l'assiduité quasi-religieuse aux célèbres lundis d'un conférencier à succès du quartier Latin, nouvel oracle omniscient » (1946:11).

Les conférences d'André Ribard, qui n'était pas communiste, étaient l'occasion pour les étudiants africains de Paris de se retrouver et raffermir leurs

convictions patriotiques. André Ribard a eu des propos assez durs contre l'attitude d'Alioune Diop qui avait célébré avec beaucoup d'enthousiasme la nomination par le Vatican du premier archevêque africain dans le journal *Le Monde*.

Après 1960, année de l'Afrique, on assiste à un tournant décisif de l'histoire de l'Humanité. De nombreux faits politiques nouveaux sont intervenus. Il est temps de procéder à l'examen du problème tant de fois posé dans le parti et qu'on ne saurait longtemps éluder, celui du sigle du Parti.

Débats autour du sigle du Parti

C'est un étudiant centrafricain, Touam Bona André Zanifé, le premier secrétaire territorial du MEPAI qui a produit un document ronéoté de 20 pages où il se prononçait en faveur du changement de sigle du PAI.

Trois caractéristiques de l'époque actuelle sont constituées par l'essor considérable des pays socialistes : le développement prodigieux du mouvement de libération nationale et le net déclin de l'impérialisme occidental.

T. A. Zanifé a affirmé des propos comme l'avance du camp socialiste sur le plan technique et scientifique et sa supériorité sur le plan stratégique. Cette analyse nous paraît très contestable. Elle est empreinte de parti pris. Selon le premier secrétaire du MEPAI, la coexistence pacifique renforce les alliés des mouvements de libération et la neutralisation de l'impérialisme américain face aux vieux impérialismes facilite la lutte des patriotes africains. Ces thèses n'étaient pas partagées par tous les membres du MEPAI qui craignaient le lâchage des progressistes et des communistes africains par les pays socialistes. La thèse de la coexistence pacifique était considérée comme un moyen pour les pays de l'Est de faire des compromis avec les pays occidentaux débouchant sur le ralentissement des mouvements de libération nationale en Afrique.

Pour conforter sa position, A. Zanifé cite Babacar Niang, deuxième secrétaire fédéral et membre du comité central du PAI qui, lors de sa conférence-débat sur 1960 : « Situation et perspectives politiques en Afrique noire », disait notamment « Depuis le mois de janvier 1960, il faut constater, et cela est perçu non seulement en Afrique, mais hors d'Afrique, que l'Afrique n'est plus et ne sera plus le continent muet et absent dont on décide du sort et qui n'a rien à décider. Il suffit, ajoutait notre camarade, de penser aux différents voyages d'hommes d'État, de journalistes, pour avoir une idée de l'indépendance que le monde extérieur attache à l'Afrique ».

Les leaders politiques africains s'en tenaient encore à des formules dépassées de négociations ayant essentiellement pour but de colmater les lézards du système colonial français moribond. Aucun d'entre eux n'envisageait l'indépendance réelle des États d'Afrique noire, leur unité et leur passage au système d'économie socialiste qui, seul, permettrait le développement rapide et harmonieux des pays africains selon T.A. Zanifé qui faisait preuve d'un optimisme sans borne.

Cependant, poussés par l'action du PAI et l'écho de ses mots d'ordre dans les masses, tous les leaders africains sont amenés à parodier les mots d'ordre d'indépendance et de socialisme. Ils sont même allés jusqu'à reprendre à leur compte les mots d'ordre des auxiliaires d'africanisation. En parodiant ces mots d'ordre pour garder la direction des masses déçues, ils les vident toutefois de leur contenu révolutionnaire. En tant que parti d'avant-garde, les membres du PAI avaient pour tâche normale de frayer le chemin, d'indiquer les premières voies à suivre, d'éveiller les premiers la conscience des masses. T.A. Zanifé cherchait à connaître les raisons pour lesquelles les leaders africains de droite réussissaient à priver pendant un certain temps du résultat du travail des militants du PAI.

D'abord ces dirigeants plus anciens que les militants du PAI sur le terrain politique bénéficiaient d'une certaine expérience et d'une relative confiance des masses populaires.

Ensuite, ces dirigeants n'étaient pas toujours démunis de toute intelligence et de toute capacité d'adaptation. Ils voyaient venir les événements et tâchaient de s'adapter aux changements.

Pour que la confusion régnant actuellement ne soit pas un frein au développement du parti, il faudrait mettre en avant le contenu du socialisme scientifique. On devait éviter toute confusion dont pourrait profiter la bourgeoisie autochtone faible et chancelante. De même, on devait éviter toute équivoque susceptible d'affaiblir le PAI en même temps qu'elle le priverait du soutien des alliés de classe sur le plan international.

Le problème du sigle actuel du parti se pose avec acuité. En 1957, quand le parti est né, l'appellation du Parti Africain de l'Indépendance déjouait la politique des « fusions » et prévenait la liquidation du courant anticolonialiste et anti-impérialiste en même temps qu'elle posait le problème de l'indépendance nationale comme jamais il n'avait été posé auparavant dans les masses.

Aujourd'hui, si le problème de l'indépendance reste plus que jamais actuel, le parti ne saurait se contenter de son sigle de Parti Africain de l'Indépendance (PAI). T.A. Zanifé pensait que le sigle actuel du parti créait une confusion qui, en définitive, profitait à la bourgeoisie. Il était en faveur d'un sigle qui correspondait à la nature d'un parti de type nouveau, un parti marxiste-léniniste. Il concluait à la nécessité d'adopter un sigle nouveau : PCA (Parti Communiste Africain) dont « le rôle est de mener la révolution démocratique et nationale jusqu'au bout pour assurer la victoire de la révolution prolétarienne, elle-même, étape de la victoire finale du communisme en terre africaine ».

Le Parti Communiste Français avait beaucoup contribué à la formation des militants du MEPAI. Militant au MEPAI, je suivais les débats qui se déroulaient au sein du Parti communiste français et notamment la polémique qui avait opposé un jeune philosophe Lucien Sève et un vieux philosophe Henri Lefeb-

vre qui avait contribué, avec Guterman, à faire connaître Hegel et Marx entre les deux guerres en France.

Les controverses au sein du Parti Communiste Français

Henri Lefebvre venait de publier un ouvrage : *La Somme et le Reste* (1959, Editions de la Nef, Paris, 2 volumes). Pour lui répondre, Lucien Sève avait écrit *La différence. Deux essais : Lénine, philosophe communiste – Sur la Somme et le Reste* d'Henri Lefebvre (1960, Les essais de la Nouvelle Critique, vol. 7).

Les étudiants africains qui adhéraient au marxisme ne se rendaient pas compte de l'ampleur de la crise idéologique qui sévissait dans le Parti Communiste Français et de leurs répercussions sur l'évolution des peuples africains. C'est pourquoi, il est utile de l'évoquer à travers la publication de certains intellectuels considérés comme hérétiques comme Henri Lefebvre, Pierre Fougeyrollas, Edgar Morin, Pierre Hervé, etc.

Dès les années 1958-1959, le marxisme était en crise dans le monde et singulièrement en France où il exerçait une forte influence sur les intellectuels et aussi sur les étudiants africains. Le dogmatisme stalinien régnait en maître dans le panorama politique et idéologique. C'était un crime que de mettre en cause l'orthodoxie stalinienne du Parti communiste français. Cependant, certains intellectuels communistes français avaient eu le courage, quelquefois avec certaines précautions de langage utiles à l'époque, d'avancer des critiques à l'égard de l'interprétation de la pensée de Marx qui avait cours en France. C'était le cas du philosophe Henri Lefebvre qui a été souvent vilipendé et calomnié. Roger Garaudy, théoricien officiel du PCF en matière de philosophie, nous a avoué, lors de la célébration du centenaire de la mort de Marx en 1983 à l'UNESCO, qu'il avait regretté certaines de ses attaques contre lui et qu'il ne n'est jamais, après son exclusion du PCF, inscrit dans aucun mouvement hostile au marxisme. J. M. Vincent a eu raison de le réhabiliter dans le numéro 1 de novembre-décembre 1959 du journal *Tribune étudiante*, mensuel des Étudiants de l'Union de la Gauche Socialiste. Son article était intitulé : « Le système, le philosophe et la politique ».

Il y a quelques années déjà, Jean-Paul Sartre croyait pouvoir constater que le marxisme était arrêté, que la rigidité dogmatique l'emportait peu à peu sur la souplesse dialectique chez la plupart des marxistes dont les travaux, selon lui, se distinguaient par une remarquable stérilité théorique. Tout le monde pouvait constater un recul du marxisme dans les milieux universitaires et intellectuels qui, après 1945, s'étaient sentis très attirés par lui.

Il s'agissait en fait d'une crise du marxisme, inextricablement liée à une crise du mouvement ouvrier dont il était jusqu'ici l'expression la plus achevée et la plus conséquente.

La coïncidence en 1956 de la crise du mouvement ouvrier des pays occidentaux et de la crise du stalinisme dans les pays du bloc soviétique n'a fait que

percer brusquement un abcès qui mûrissait depuis un certain temps. Beaucoup d'intellectuels communistes, directement mêlés à cette crise – Edgar Morin, Pierre Fougeyrollas entre autres – avaient essayé d'en tracer un bilan afin de s'en dégager. Mais aucun ne l'avait vécu avec autant d'intensité qu'Henri Lefebvre, aucun n'avait tenté avec autant de force de la surmonter et de restituer au marxisme toute sa plénitude, sa vigueur et sa jeunesse.

L'importance de l'ouvrage de Lefebvre est en étroite relation avec son rôle de défenseur et d'illustrateur du marxisme depuis les « années trente ». Alors que la tradition marxiste française, encore très pauvre, dépassait rarement le niveau d'un matérialisme mécaniste et fataliste, Lefebvre fut un des premiers à tenter de le présenter dans sa complexité, à essayer d'en faire une arme capable d'affronter les conceptions les plus affinées des grandes traditions intellectuelles françaises. Il était un critique de l'héritage culturel français. Cela se voit dans ses ouvrages sur Rabelais, Pascal, Diderot, Musset. Quels que soient les reproches ou les réserves qu'on puisse faire sur tel ou tel aspect de son œuvre, le marxisme français sans Lefebvre aurait été bien pauvre. Ce qui, pour une bonne part, donne du poids à « *La Somme et le Reste* », c'est que l'auteur critique le dogmatisme stalinien au nom des potentialités les plus prometteuses de son œuvre passée, au lieu de se laisser porter par les tendances au découragement et à l'abandon déclenchées par la crise.

L'axe principal de la critique et de l'autocritique de Lefebvre est la dénonciation du matérialisme dialectique comme système de type hégélien prétendant donner une réponse à tous les problèmes en fonction d'un certain nombre de principes qui sont inspirés par une interprétation matérialiste mécaniste de la dialectique hégélienne. Comme le jeune Marx le faisait pour le système hégélien, il critiquait féroce­ment l'aspect conservateur d'un système qui faisait de l'État (il s'agissait de l'État soviétique) le démiurge de l'Histoire et s'affirmait comme le dépositaire de la Vérité absolue et de la clé de l'Histoire.

A cela, Lefebvre oppose un retour aux sources, à Marx essentiellement qui, dans ses œuvres de jeunesse, voulait dépasser tout système. Il procède à une critique révolutionnaire et active de la pratique sociale. Marx n'écrivait-il pas, dans sa huitième « Thèse sur Feuerbach » : « Toute vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui conduisent la théorie au mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique ». Lefebvre considère que les conceptions théoriques de Marx sont plus justement cernées par l'expression « matérialisme historique » qui montre que le point de départ de la réflexion marxiste est la matière sociale et non la matière des sciences naturelles. Pour lui, il ne peut y avoir de dialectique de la nature, ni de conscience – reflet des choses et des processus objectifs. Le marxisme, à la limite, est plus près de l'idéalisme qui s'intéresse à l'aspect actif de la réalité humaine que du matérialisme vulgaire et le dépassement de la

philosophie n'est pas donné une fois pour toutes, mais suppose une appropriation critique toujours renouvelée et réexaminée des résultats de la pensée bourgeoise.

Avec beaucoup de finesse, H. Lefebvre souligne en outre l'empirisme et le pragmatisme des tenants du « système », complètement inévitable de leur dogmatisme. On peut discerner en filigrane ces nouveaux thèmes dans un livre ancien comme *La Pensée de Lénine*, paru en 1955. On peut le retrouver dans les *Problèmes actuels du marxisme*, paru en 1957. Mais c'est dans *La Somme et le Reste* qu'ils prennent toute leur intensité dramatique, car l'individu H. Lefebvre s'y insurge contre ce monde froid qu'est le système au nom de sa richesse humaine, de ses aspirations et de ses élans réprimés. Comme le dit l'auteur lui-même : « Ce livre obéit aux exigences de la subjectivité retrouvée. Il en a suivi les thèmes, les moments tels qu'ils se présentaient » (p. 707).

Certains y verront une faiblesse et même une erreur fondamentale. En réalité, la crise de l'individu et du philosophe est un élément important et significatif du moment de la libération de l'humanité. Les contradictions ne sont pas absentes, mais concourent également à donner à ce livre une vie foisonnante et complexe qui continue son chemin chez le lecteur.

Le dépassement de la philosophie que semblait promettre H. Lefebvre, passage à une philosophie de la Praxis, selon l'expression de Gramsci, ne s'opère pas. À aucun moment, Lefebvre ne critique le stalinisme en tant que pratique sociale. Il s'en limite à une critique du système en tant que système. Dans une étude : *A propos du livre d'H. Lefebvre, « La Somme et le Reste »* considérée comme légère, on peut relever les phrases de ce genre : « J'estime donc qu'il n'y a pas grand-chose à tirer de ces polémiques, que Trotski avait raison contre Staline et Staline contre Trotski (deux mégalomanes s'imaginant pétrir l'histoire et les hommes dans leurs mains puissantes), que tous les deux avaient tort en ne disant pas la vérité, et que Boukharine avait raison contre les deux en posant – jusqu'à un certain point – les vrais problèmes de l'accumulation socialiste » (p. 73).

Au livre d'H. Lefebvre, *La Somme et le Reste* (1969, La Nef de Paris Editions) a répliqué un jeune philosophe du Parti Lucien Sève par un livre : *La différence* (1960, Editions sociales) qui sera lu par certains étudiants africains. Ce philosophe aura maille à partir avec Roger Garaudy plus tard.

À côté de ces grands débats suivis par quelques étudiants africains, les autres en sont restés à la lecture des livres marxistes de vulgarisation. Dans ce cadre, Roger Garaudy a joué un rôle important dans la fréquentation intellectuelle des jeunes Africains à l'époque. Il avait le don de la simplification. C'est pourquoi, beaucoup de philosophes du PCF et Jean Paul Sartre n'avaient aucun respect pour lui.

La crise qui a sévi dès les premières années des indépendances est aussi un reflet de la crise intervenue au sein des intellectuels du Parti communiste fran-

çais encadrés par Louis Althusser. La figure de Roger Garaudy connaissait son crépuscule. Désormais, ce sont de jeunes philosophes de l'École Normale d'Ulm qui allaient prendre la relève. C'étaient l'aurore d'un marxisme antidogmatique qui combattait énergiquement l'humanisme marxiste défendu par Roger Garaudy.

Deux revues rivales, *les Cahiers Marxistes-Léninistes* (Les CML) et *les Cahiers pour l'analyse* étaient des revues des élèves de l'ENS. Les CML, publications du Cercle d'Ulm de l'UEC, ont paru dès 1965. Les sept personnes rejointes par Dominique Lecourt, Directeur de publication des numéros 9 et 10 rue d'Ulm ainsi que Roger Establet (promotion 1959), Pierre Machery (1958) et Etienne Balibar (1960), collaborateurs épisodiques (cf. Frédérique Matonti, 2005, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, La Découverte, pp. 49-50).

François Maspero prit la responsabilité de diffuser ces travaux. Les CML, au cœur d'une longue crise de l'UEC, travaillaient à construire une philosophie marxiste « scientifique ». Cette ambition prolongeait les séminaires de L. Althusser et en particulier ceux qui donnèrent lieu à la publication de *Lire le Capital* et de *Pour Marx*. Dans la préface à cet ouvrage, paru en 1965, L. Althusser annonçait qu'après le temps des « philosophes sans œuvre », où les « maigres ressources théoriques du PCF » ont engendré la « théorie des deux sciences » défendue par J.T. Desanti était venu le temps de « *La recherche de la pensée philosophique de Marx* ».

Louis Althusser aura une grande influence dans le milieu des étudiants africains qui se réclamaient du marxisme-léninisme. Il aura, au même titre que Kant, réveillé du sommeil dogmatique avec ses formules à l'emporte-pièce. Désormais, on ne parlait que de « coupure épistémologique », de l'invention d'une philosophie marxiste inexistante et à partir du *Capital*. Althusser avait fortement souligné le provincialisme linguistique français qui était à l'origine du sous-développement théorique français.

Désormais, l'influence de L. Althusser était telle que dans les travaux des étudiants marxistes affleuraient les distinctions entre mode de production et de formation sociale. S'appuyant sur la notion de mode de production asiatique, Boubacar Ly, étudiant en sociologie, écrivit un document sur les classes sociales dans le Sénégal précolonial. Quelques rares étudiants nationalistes, progressistes ou marxistes, se payaient le luxe de fréquenter les ouvrages de Roger Garaudy comme *Humanisme marxiste – Cinq essais polémiques* (Editions sociales 1957) et *Perspectives de l'homme* (1959, PUF).

Certains membres du MEPAI venaient de découvrir à travers Louis Althusser les travaux d'Antonio Gramsci. C'était le cas de Babacar Sine, étudiant sénégalais en philosophie. D'autres se lançaient à corps perdu dans les discussions relatives au mode de production asiatique ou à la fameuse distinction fortement établie par Louis Althusser entre mode de production et formation sociale.

L'influence d'Althusser aura une si grande importance sur les étudiants africains qui voulaient couper le cordon ombilical idéologique avec le stalinisme du « père du peuple » ou de « la locomotive de l'histoire », expressions utilisées par Georges Cogniot. C'est dans ce cadre qu'un petit groupe d'étudiants africains avait fait appel à des intellectuels communistes français pour les initier à la lecture du *Capital* comme Maurice Godelier sur la structure des trois livres du *Capital*, André Bouvier-Ajam, Jean Bruhat. Ce groupe ne vivra pas longtemps à la suite du décès de mon père Baidy Dieng survenu en février 1965 qui m'avait retenu au Sénégal jusqu'au mois de mai.

À mon retour définitif au Sénégal, la femme d'Althusser, Hélène, m'avait demandé d'écrire un texte sur les modes de production au cours d'un dîner organisé par Papa Kane, Directeur de l'École Nationale d'Économie Appliquée (ENEA) et Francine Morin, son épouse.

De 1960 à 1965, les militants du Parti Africain de l'Indépendance étaient sous l'influence du Parti communiste français qui avait tardé à accepter la désalinisation. La formation idéologique était assurée par ce même parti par deux voies : les cours élémentaires de marxisme donnés au Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) dirigé par Roger Garaudy ou la fréquentation des cours donnés à l'Université Nouvelle (UN), rue de Rennes, le soir qui étaient d'un niveau beaucoup plus élevé.

Les cours élémentaires donnés au 65, rue Auguste Blanqui qui étaient obligatoires pour les membres du PAI étaient sanctionnés par des examens. Les enseignants étaient encore sous l'emprise des idées défendues dans *Les principes fondamentaux de philosophie* de Georges Politzer mises à jour par Maurice Caveing et Guy Besse. Chaque leçon était suivie de questions auxquelles il fallait répondre.

Les militants qui voulaient perfectionner leur formation fréquentaient les cours du soir dirigés par Luce Langevin. Les cours étaient dispensés par des professeurs dont certains étaient remarquables comme Gilbert Mury, Georges Cogniot, Jean-Toussaint Desanti, Boccara, etc. Ils portaient sur l'histoire des sciences. Ils nous faisaient défiler les grandes figures de l'antiquité gréco-latine, Lucrèce, Leucippe, Platon, Aristote, Démocrite sans oublier les travaux des auteurs modernes comme les Physiocrates, David Ricardo, etc.

Ces cours étaient très enrichissants dans la mesure où ils nous donnaient des vues différentes de celles que l'on donnait d'habitude dans les lycées et les universités officiels. Ils comblaient d'énormes lacunes qui provenaient de l'absence d'un enseignement de l'histoire des sciences dans les universités françaises.

Cette période (1960-1965) était marquée par des divergences au sein du Parti communiste français. Elle était favorable à l'ouverture de grandes discussions avec des intellectuels qui n'étaient pas du même bord idéologique. Le grand chef d'orchestre de ces débats entre chrétiens et marxistes était Roger

Garaudy qui avait organisé au quartier Latin à partir de 1962 et notamment à la Mutualité les semaines de la Pensée marxiste où sont intervenus des non marxiste, et tout particulièrement des ecclésiastiques Ses deux thèses – l'une soutenue en 1953 à Paris *La conception matérialiste de la connaissance*, très critiquée par beaucoup de philosophes du parti ; la seconde en 1954 à Moscou *La liberté*, après une année passée à l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences – reflètent par leur sujet la subordination de ses activités philosophiques à ses fonctions politiques.

Ces semaines de la Pensée marxiste étaient bien suivies par certains étudiants qui étaient à la recherche de la vérité sur les problèmes posés par la pensée de Marx et qui étaient conscients de l'insuffisance de leur formation philosophique. La semaine de la pensée marxiste qui était consacrée à la discussion sur l'existence d'une dialectique de la nature a eu un énorme succès ; la salle était archicomble. De jeunes étudiants français, admirateurs de Jean-Paul Sartre, étaient venus nombreux écouter le langage ésotérique de leur maître à penser. Ce jour-là, il ne les a pas déçus en revenant sur les concepts de totalité totalisante. Nous nous sommes posé la question de savoir si les étudiants africains présents dans la salle avaient vraiment compris les enjeux de l'existence d'une dialectique de la nature dans le marxisme. Certains s'en tenaient à la thèse d'Engels qui avait écrit un ouvrage surtout parcouru à l'époque sur *Dialectique de la nature* (Éditions sociales). Jean-Paul Sartre était hostile à cette idée fermement défendue par Roger Garaudy. Cette séance mémorable était présidée par un physicien, Jean Orcel, membre du Parti communiste.

Une autre semaine de la Pensée marxiste était inoubliable ; car elle devait être à l'origine d'un dialogue entre intellectuels communistes et intellectuels chrétiens. Le père Chauchard très apprécié par Roger Garaudy y avait participé activement. Mais Gilbert Mury, autrefois militant chrétien devenu communiste, s'était montré très sectaire et particulièrement violent à l'égard de l'homme de l'Église.

La période 1960-1965 était une période de bouillonnement d'idées. Les philosophes tenaient le devant de la scène. En France, on pouvait noter l'adhésion à la pensée de Marx de beaucoup de professeurs de philosophie comme Pierre Fougeyrollas, Edgard Morin, Guy Besse, Maurice Caveing, Jean-Toussaint Desanti, René Maublanc, Georges Politzer, Paul Nizan, Henri Lefebvre, Roger Garaudy, Louis Althusser, Pierre Hervé, Jean Kanapa, Michel Verret. Les premières publications de Lucien Sève, *La différence* en 1960 et *La philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours* en 1962, violemment polémiques, sont autant de prises de position dans les batailles philosophiques du PCF. Le premier répond – le jeu des mots du titre désigne l'adversaire – à *La Somme et le Reste*, écrit par H. Lefebvre à sa sortie du PCF. L. Sève a été considéré comme hétérodoxe. En effet, dès 1962, il a attaqué L. Althusser au comité central. Il n'a pris la parole qu'à Choisy et Argenteuil pour critiquer symétriquement Garaudy et

Althusser et pour proposer une solution philosophique conforme à la stratégie politique du moment.

La France n'était pas un pays de grands philosophes comme pouvaient l'être les philosophes classiques allemands comme Kant, Fichte, Hegel, etc. Peu de philosophes avaient réussi à occuper le devant de la scène philosophique. Malgré le déficit philosophique français, Sartre et Althusser ont pu apporter des innovations remarquables dans leur discipline. Il faut ajouter à cette liste bien maigre un autre philosophe français, György Lukacs, présenté comme le philosophe du léninisme. Ce grand penseur hongrois écrivant ses textes en allemand était pratiquement inconnu des étudiants africains. Il était accusé par les staliens d'être un traître à la pensée marxiste. Il était un pestiféré qu'il ne fallait pas fréquenter. Sartre, Lukacs et Althusser viennent d'être présentés d'une manière plus qu'audacieuse comme des marxistes en philosophie de la revue *Actuel Marx* (*Sartre, Lukacs, Althusser des marxistes en philosophie* sous la direction d'Eustache Kouvélkis et Vincent Charbonnier (2005, PUF).

Plusieurs auteurs expliquent que la *Critique de raison dialectique. I. Théories des ensembles pratiques précédé de Question de méthode* (Gallimard 1960) n'a pas eu l'attention qu'elle mérite. Son inachèvement n'explique pas de manière significative ce désintérêt. L'ouvrage parut au début des années 1960, à un moment où l'hégémonie intellectuelle de l'existentialisme, quasiment universelle dans l'immédiat après guerre, cédait la place cette nouvelle passion intellectuelle appelée structuralisme. L'attaque du « Mythe » sartrien de la Révolution française par Claude Lévi-Strauss (*La pensée sauvage*, Plon 1962) (attaque sans nul doute suscitée par l'assimilation sartrienne du structuralisme au cours des conférences qui présentèrent la première fois *la critique*) anticipe sur la version de François Furet, l'anticommunisme en moins. La conception sartrienne de la « structure » en tant qu'objectivation, « ossature inorganique », de la praxis refera surface et sera puissamment défendue, en 1972, par *l'Esquisse d'une théorie de la pratique* de Pierre Bourdieu qui marque bien par bien des côtés la fin de la pensée structuraliste. Mais l'autorité de Lévi-Strauss était suffisamment pesante du début des années 1960 pour légitimer une réaction généralisée et un mouvement de retrait des positions phénoménologiques en général.

Depuis, le structuralisme est passé de mode. Mais c'est la difficulté stylistique bien connue de la *Critique* qui se présente comme la raison essentielle pour laquelle ceux qui auraient dû se sentir par cet ouvrage l'ont tenu à distance. Cette difficulté linguistique suggère de son côté l'idée selon laquelle les philosophes n'ont pas à s'occuper de questions sociologiques, qui devraient être laissées aux spécialistes.

Sartre met à l'épreuve des catégories dialectiques d'Engels (car c'est lui que Marx lui-même, qui les a formulées le premier, dans *l'Anti-Dühring*) à des fins d'éclairage – c'est-à-dire de réécrire – de l'histoire, plus particulièrement, celle du vingtième siècle (jusqu'en 1960).

Cela revient à dire que Sartre s'empare d'une langue étrangère préexistante, celle des trois lois à la dialectique d'Engels : la transformation de la quantité en qualité (vice-versa), l'interaction des contraires et la négation de la négation. A partir de là, il tentera de réécrire les problèmes de la philosophie de l'histoire à un niveau d'intensité et d'abstraction philosophiques très différent de celui de la version marxiste orthodoxe de cette philosophie, la version de Staline du matérialisme dialectique.

Ce livre très difficile n'était guère connu ni des étudiants qui se réclamaient du marxisme ou des étudiants africains poursuivant des études de philosophie. Le sous-développement philosophique qui atteignait le milieu étudiantin concourait à la méconnaissance du philosophe hongrois, György Lukacs.

Louis Althusser a eu le mérite d'introduire chez les étudiants africains les enjeux d'une philosophie de la praxis et le débat qu'il eut avec Antonio Gramsci qui était complètement inconnu des Africains se réclamant du marxisme.

Michel Verret (promotion 1948) faisait partie de la première promotion d'élèves formés à l'ENS par L. Althusser, agrégé-répétiteur (nommé aussi caïman). Il avait influencé certains étudiants africains qui lisaient avec attention son livre : *Le marxisme et la religion* publié aux Editions sociales pour savoir quelle attitude adopter sur cette délicate question à leur retour en Afrique.

La formation politique des membres du MEPAI

Dès les premières années de l'indépendance, la section du territoire de France du PAI (MEPAI) va accorder une très grande importance à la formation idéologique de ses militants. Le secrétariat à l'éducation va envoyer aux différents noyaux des directives idéologiques.

À la dernière conférence territoriale du Parti, il a été montré que le parti avait de grandes possibilités de développement. La bonne connaissance du marxisme-léninisme et de sa méthode était un impératif catégorique. Son usage était indispensable pour une meilleure appréhension des différents problèmes qui se posent aux pays africains.

Le secrétariat exécutif du territoire (SET) a alors décidé de renforcer la formation idéologique dans le Parti et de constituer des groupes nationaux d'études comme le recommande le comité central du parti.

La formation idéologique

La grande particularité du territoire de France était que les militants étaient des intellectuels et que de grandes possibilités existaient pour donner aux camarades une bonne formation idéologique et en faire ainsi de futurs cadres dans les pays africains.

Dans ce cadre, plusieurs possibilités de formation ont été envisagées ou appliquées.

Le stage idéologique organisé en 1961 en faveur des cadres du Parti a donné des résultats très appréciables à tel point que le SET a décidé de reprendre la formule et de la développer en instituant ainsi deux styles de conférences.

Le premier cycle était destiné à tous les militants du Parti qui n'ont pas suivi le stage de l'année précédente. Il comprenait six conférences : le caractère de l'époque actuelle, la crise du système colonial, les classes sociales et la Nation, l'État, la démocratie, l'état de démocratie nationale, socialisme et communisme, le Parti marxiste-léniniste.

Le deuxième cycle était réservé aux militants du Parti qui avaient suivi le stage de 1961. Neuf conférences devraient être données : le matérialisme dialectique, le matérialisme historique, les différentes formes de propriété des moyens de production, l'exploitation capitaliste, la question de la guerre et de la paix à l'époque actuelle, le passage au socialisme à l'époque actuelle, l'État, le Parti.

L'importance du stage devait être bien saisie par tous les membres qui devaient obligatoirement suivre avec la plus grande assiduité, surtout pour ceux d'entre eux qui étaient responsables dans le Parti ou dans les organisations de masse. A cet effet, les différentes sections devaient communiquer au deuxième SET dans les plus brefs délais la liste de tous les membres militants en indiquant 1) leur territoire d'origine et les études poursuivies, 2) s'ils avaient déjà suivi un stage idéologique, 3) s'ils étaient ou avaient été inscrits à l'Université Nouvelle et à quel cours.

Le Parti avait prévu un programme idéologique en dehors du stage. Un nombre limité de sujets était traité au stage qui ne durait qu'une partie de l'année. Chaque noyau du Parti dresserait une liste de questions pour compléter son programme idéologique.

La plupart des questions traitées dans le programme idéologique des noyaux et au stage faisaient partie du programme des cours de philosophie et d'économie politique de l'Université Nouvelle permettant au Parti de réserver le stage et le programme idéologique complémentaire des noyaux pour d'autres questions. Il était recommandé aux sections de se pencher sur la question de l'inscription des militants à la rentrée prochaine de l'Université Nouvelle (1962-1963).

Le Parti conseillait aux militants de se procurer les livres et brochures suivants : *L'Histoire du PCUS*, *Le programme du PCUS*, *Les principes du marxisme-léninisme*, *Les principes fondamentaux de philosophie* de Politzer, *L'Économie politique* de Nikitine, *Qu'est-ce que le communisme ?* de Georges Cogniot, *Marx et sa doctrine* de Lénine, *Que faire ?* de Lénine, *l'État et la Révolution* de Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine, *le Manifeste du Parti communiste*, *Salaires, Prix et profits* de Marx : *Socialisme scientifique* de Staline, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* de Staline, *La Déclaration des 81 partis communistes et ouvriers*.

À tous ses ouvrages ou brochures, il fallait ajouter : *Le Drapeau du Léninisme* recueil d'articles parus dans *La Nouvelle Revue Internationale*, après la conférence des 81 partis ; les cinq brochures éditées à Pékin sur Lénine. Il était recommandé aux militants de s'abonner à *La Nouvelle Revue Internationale*.

Les groupes nationaux d'études

S'il est vrai que les différents pays africains sont politiquement indépendants mais économiquement dépendants, il est évident cependant que le néocolonialisme n'a pas partout le même aspect, les forces réactionnaires partout le même visage et les forces progressistes partout le même développement, la même expérience de lutte, etc. Ces inégalités dans le développement des différents pays entraînent des différences dans les formes de lutte. Chaque pays apporte son originalité dans telle ou telle forme de front démocratique, dans tels ou tels objectifs immédiats à atteindre etc. Seule une connaissance parfaite des particularités de toutes les questions qui se posent dans chaque pays permettrait d'élaborer la tactique qui convient à un moment donné de la lutte.

C'est pourquoi, le comité central du Parti a demandé au SET de France de constituer des groupes nationaux d'études comprenant des militants d'un même pays et chargés d'étudier certaines questions en tenant compte des particularités qu'elles revêtent dans chaque cas.

Comme ces études visent à informer et à développer le Parti, il était recommandé aux groupes nationaux d'inviter à participer à leurs travaux des sympathisants. Mais ceux-ci ne participeront en aucun cas à la rédaction des conclusions générales qui doivent être réservées au Parti pour être utilisées dans le travail de propagande et d'élaboration de la tactique.

En plus des sujets que les groupes nationaux choisiraient eux-mêmes, le comité central avait demandé au SET l'étude des quatre questions suivantes :

- 1) Le prolétariat dans les États africains d'expression française ;
- 2) Le problème agraire, la paysannerie et la différenciation des classes à la campagne dans les pays africains ;
- 3) Y-a-t-il une bourgeoisie nationale dans les pays africains ? Quel est son rôle dans le mouvement de libération nationale ?
- 4) Quels sont, du point de vue interne, les facteurs qui peuvent gêner ou favoriser le développement du Parti marxiste-léniniste dans les pays africains ?

Pour ces questions choisies par le comité central, seuls les militants du Parti participeraient aux discussions.

Pour terminer, le secrétariat à l'éducation du Parti mit en garde les militants contre le chauvinisme : « Les groupes nationaux d'études ne doivent pas se replier sur eux-mêmes car nous n'entendons pas constituer des groupes chauvins qui seraient ainsi plus stériles qu'utiles. « Il va de soi, en effet, que l'on ne

doit pas accorder trop d'importance à des particularités, les exagérer et ne plus voir le principal, la ligne générale de notre lutte qu'indique la doctrine de Marx et de Lénine.

Le MEPAI publiait un journal ronéotypé *Momsarew* dont je détiens encore le numéro 2. Dans cette publication étaient traités des problèmes de l'Afrique noire, et en particulier du Dahomey, de la Côte d'Ivoire, de Cuba et de la Tunisie. Y figurait aussi un communiqué du comité central du PAI à propos du procès intenté au camarade Majhmout Diop, Secrétaire général du PAI.

Dans la rubrique : *Notes de lecture*, il annonçait la création aux Éditions sociales d'une nouvelle collection « La bibliothèque du Centre d'études et de recherches Marxistes » constituant la « Petite Encyclopédie Marxiste »... Elle comporte 20 volumes dont la matière est tirée des 90 cours préparés par le CERM pour les étudiants cubains sur le matérialisme dialectique et historique.

Le premier volume de cette nouvelle collection venait de paraître ; il a pour titre « Pratique sociale et théorie ». Son auteur Guy Besse est un philosophe. La pratique, point de départ et aboutissement de la pensée marxiste, inaugure la collection.

En général, les cours donnés par les membres du Parti communiste français avaient lieu au 65, rue Blanqui Paris 13^e, au siège du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM). Certains de ces cours étaient sanctionnés par des examens.

Après la territorialisation du Parti dont l'opportunité a été contestée par les étudiants non sénégalais et, en particulier par les étudiants dahoméens, le groupe national sénégalais s'est orienté vers l'étude des classes sociales dans le Sénégal précolonial. Il était utile de connaître la stratification sociale des différentes ethnies du Sénégal. Dans le document ronéoté, je montrais la nécessité d'étudier les classes sociales existantes dans les ethnies autres que Wolof et Hal Pular : « D'autres études consacrées à des populations comme les Jola, Balante de la Kasamans, les Peul du Ferlo, les Manding et Bassari de la Haute Kasamans, les Sérère du Baol, du Sine Saloum, etc. sont indispensables à la compréhension du Sénégal précolonial » (Boubacar Ly, 1965, *Les classes sociales dans le Sénégal précolonial*, p. 1, Paris).

Cette étude a été menée dans une atmosphère particulière. C'était la période de la dénonciation du « culte de la personnalité » et du dogmatisme stalinien. L'ombre de Louis Althusser a pesé sur ce travail. Le philosophe de la rue d'Ulm a réveillé les étudiants africains de leur sommeil dogmatique qui les a anesthésiés durant la période stalinienne. La théorie linéaire des cinq modes de production de Staline est battue en brèche. De nombreuses discussions sont organisées sur l'existence d'un mode de production asiatique, tributaire ou africain.

C'est pourquoi je concluais ainsi dans les remarques préliminaires de l'étude de Boubacar Ly : « Cet exposé nous invite à l'audace dans la recherche, mais aussi à la rigueur dans l'établissement et l'analyse des faits. Ainsi seulement, la formule 'Le Marxisme est un guide pour l'action et non un dogme' correspondra à une réalité profondément vivante et riche ».

La question des groupes nationaux était si importante que la conférence régionale d'octobre 1964 a eu à l'aborder.

La conférence régionale des 10 et 11 octobre 1964

Cette conférence a déploré la carence manifeste du MEPAI dans le domaine de la presse. Elle a fait des propositions susceptibles d'assurer la continuité et la parution régulière du journal du Mouvement. Elle a tenu à veiller à ce que les articles du journal ne reproduisent pas purement et simplement les articles des organisations de masse. À l'étude des problèmes syndicaux, le Mouvement devra apporter un éclairage que les organisations de masse ne peuvent pas donner. À la différence des articles des organisations de masse, ceux du journal du parti doivent être orientés vers la formation idéologique des militants.

À ce titre, la conférence a proposé pour cette année des articles sur neuf sujets suivants l'armée africaine : son rôle, sa nature, le socialisme africain, l'aide des pays socialistes, l'internationalisme prolétarien, la classe ouvrière, la bourgeoisie, bureaucratique : mythe ou réalité, les intellectuels et la révolution, la paysannerie, sa situation, les marxistes et le front uni.

La Conférence régionale d'octobre 1964 a examiné deux problèmes qui posent relativement la mise en place des structures décidées par le 1^{er} Congrès du PAI pour le MEPAI : le problème de la participation des groupes nationaux (GN) à la vie du MEPAI et les divergences entre le MEPAI et les membres du GN du Dahomey. Ce congrès s'est tenu du mercredi 21 mars au samedi 24 mars 1962 (quelque part au Sénégal) avec deux jours avant un séminaire selon Majhemout Diop (2007 *Mémoires de lutttes. Textes pour servir à l'histoire du Parti Africain de l'Indépendance*, Présence Africaine, p. 169).

La participation des GN à la vie du MEPAI

Les liaisons GN-MEPAI étaient presque inexistantes et que, par conséquent, la participation des GN à la vie du MEPAI se trouve limitée. Cette situation pouvait s'expliquer par le fait que les insistances du MEPAI ne s'étaient pas occupées sérieusement des GN. Par exemple, le seul travail demandé aux GN était la production d'études sur les classes sociales de chaque pays. Ce travail n'a pas été récupéré et systématisé par le SER alors que certains GN l'avaient accompli.

Cependant, cette explication ne justifie pas le piétinement, voire même la régression de certains GN. Cet état de choses trouve sa cause dans le manque

de dynamisme des membres des GN et dans le manque d'initiatives hardies de leur part en direction des étudiants de leur territoire.

La Conférence a aussi et surtout remarqué l'absence généralisée de pratiques aptes à faciliter la coordination du travail du MEPAI et des GN pour l'élaboration d'une ligne d'action et de son contrôle. C'est pourquoi la conférence a pris un certain nombre de mesures : rencontre de chaque GN avec le SER en début d'année pour une élaboration en commun de la ligne d'action du GN ; participation de chaque GN aux instances du Mouvement ; remise du résultat du travail des GN au SER en fin d'année universitaire ; le contrôle des militants envoyés dans les organisations de masse effectué d'abord au niveau des GN avec coordination au niveau des instances du MEPAI.

Enfin, la conférence a débattu d'une question très importante posée par le GN du Niger. Selon quelle procédure une adhésion au MEPAI devait-elle être acceptée ou refusée ? Le GN du Niger craignait en effet que les adhésions soient faites au niveau du MEPAI sans l'avis des GN qui étaient seuls véritablement habilités pour se prononcer sur l'intégrité morale d'un ressortissant de leur territoire.

La section de Paris a répondu à cela en indiquant les méthodes de recrutement déjà préconisées. Les adhésions devaient se faire au noyau avant de se faire au GN, mais avec le parrainage de deux membres du GN. Le délégué du GN du Niger a alors indiqué que la pratique dévoile une non application de cette procédure ; non application due certainement au fait que cette pratique a été insuffisamment portée à la connaissance des secrétaires exécutifs de section (SES) et des secrétariats exécutifs des noyaux (SEN) ; d'autre part, il l'a précisé de la façon suivante : si le GN n'avait pas de membres dans la section où une adhésion devait être examinée, le SES devait aviser la direction du GN qui aurait à se prononcer avant l'adhésion. Cette suggestion a été adoptée par la Conférence.

Les divergences entre le MEPAI et le GN du Dahomey

Les membres dahoméens du PAI ont posé au cours des débats deux questions :

- 1°) Quelle est la tâche du GN ?
- 2°) Quelle est la place du GN dans le MEPAI ?

Pour eux, tout problème qui se poserait proviendrait de la réponse donnée à la première question. Les membres dahoméens du PAI considèrent que le GN est un « laboratoire pour la formation des cadres » et ils laissent de côté le rôle essentiel du GN, à savoir œuvrer à l'implantation des partis marxistes-léninistes en Afrique en vue de créer des sociétés socialistes africaines. C'est ce qui expliquerait leur opposition à la formule retenue dans les statuts du MEPAI : « ...pour la construction d'une société socialiste sénégalaise... ». C'est cette divergence qui, d'après eux, explique leur désengagement dont la manifestation

extérieure se traduit par une baisse de leur militantisme (absence aux réunions des noyaux, refus d'assumer des responsabilités dans les instances du MEPAI).

La Conférence leur a répondu qu'il n'y avait pas divergences quant à l'appréciation du rôle du GN qui devaient œuvrer à l'implantation de partis marxistes-léninistes en Afrique. L'expérience des autres GN n'avait révélé aucune contradiction entre cette conception et la pratique ; au contraire tous les autres GN sont d'accord pour dire que la pratique actuelle favorise et facilite la réalisation de l'objectif essentiel du GN. Le problème litigieux doit plutôt concerner le contrôle du PAI sur le MEPAI et donc sur les GN, mais tous les autres GN apprécient cette disposition comme entrant dans la logique des liaisons statutaires entre un parti marxiste-léniniste et son organisation de masse ; elle est d'autre part riche en potentialités et ne crée pas un frein à l'action pratique des GN pour la réalisation de leur objectif.

La Conférence a constaté la baisse du militantisme des membres dahoméens du MEPAI et leur a demandé de formuler leur position sur la proposition d'amendement faite aux statuts du MEPAI par le comité central du PAI. Les délégués du GN du Dahomey ont fait savoir que cette proposition pose une alternative inacceptable pour le GN ; ou bien les membres dahoméens du PAI l'acceptent, ou bien ils se retirent. D'autre part, les délégués du GN ont déclaré ne pas pouvoir se prononcer sur cette proposition d'amendement car ils n'avaient pas pu consulter toutes les organisations de base en raison des vacances.

La Conférence n'a pas accepté l'interprétation qui consistait à dire que la proposition du comité central posait une alternative au GN du Dahomey. Elle s'est étonnée qu'après plusieurs mois, les membres dahoméens du MEPAI ne soient plus en mesure de se prononcer sur elle. Une proposition a été adoptée par la conférence pour essayer de résoudre le problème.

Premièrement, la procédure consistant à échanger des points de vue méritait d'être continuée en apportant aux membres du GN les explications de la conférence et du comité directeur sur les problèmes soulevés.

Deuxièmement, jusqu'à ce qu'intervienne une décision définitive, les membres dahoméens du PAI étaient invités à continuer à militer et à prendre des responsabilités dans le MEPAI.

Troisièmement, la discussion devait être au niveau de tout le Mouvement. Le Comité central du PAI était tenu d'être informé de ces discussions.

Quatrièmement, en cas de non accord définitif, le GN du Dahomey pourrait rencontrer le nouveau SER pour définir une base d'action commune.

La question des groupes nationaux et des divergences politiques opposant le groupe national et le MEPAI a été discutée lors de la conférence régionale du 11 juillet 1965.

En raison de la gravité des problèmes soulevés par le groupe national du Dahomey, le Secrétariat exécutif de la région (SER) a diffusé des informations relatives à cette question dans les bulletins intérieurs 4, 5, 6, 7 et 8. Dans le

numéro 8 du bulletin figure le compte-rendu de la conférence régionale du 11 juillet 1965.

Après lecture par le SER du texte du comité directeur sur les divergences avec le GN du Dahomey et lecture par la délégation du GN du Dahomey de sa lettre sur la territorialisation le MEPAI et les groupes nationaux, il y a eu des débats passionnés. Les groupes nationaux du Sénégal, de la Haute-Volta, de la Guinée, du Togo, de la République Centrafricaine et des sections de Toulouse, de Grenoble, de Paris, de Lyon, y ont participé.

Le secrétariat exécutif régional (SER) a évoqué le congrès dit de la « Territorialisation du PAI » pour dire qu'il n'était pas question d'exporter la révolution dans d'autres territoires. Mais il était inconcevable d'avoir une organisation d'intellectuels dits marxistes-léninistes en France sans un parti de base. L'acceptation du contrôle du MEPAI par le comité central avait été admise jusqu'à ce qu'il soit possible pour les militants non sénégalais de créer des partis dans leur pays.

Tous les groupes nationaux ont soutenu que la nouvelle structure du Mouvement ne gêne pas les groupes nationaux.

On a évoqué le problème du Mali, de la Guinée après la territorialisation. Mais ce sont là des problèmes différents. De toute façon, en dehors de conseils fraternels, il n'y a jamais eu de directives précises adressées au GN les sommant de travailler dans tel ou tel sens. Le cas du Mali était antérieur à ce problème de GN. Il a été tranché avec le gouvernement du Mali. Dans le cas du Congo, pour le moment, on les a aidés en faisant des recommandations fraternelles.

Les membres du GN de Guinée estimaient nécessaire d'accorder plus d'importance au GN. Un contrôle serré serait une entrave. Il y a eu de ce fait un différend entre Seyni Niang et les membres guinéens du PAI. Ces derniers pensaient qu'on ne pouvait pas obliger les GN à se soumettre à la tactique du PAI Sénégal. Il devait en être ainsi avec tout autre parti marxiste-léniniste Africain.

La conférence du 11 juillet 1965 tira la conclusion selon laquelle le *statu quo ante* ne pouvait plus être maintenu. Le problème dit « du GN » du Dahomey était devenu un problème des groupes nationaux. Dans ces conditions, toute solution devait être recherchée dans le sens non d'une réforme des structures du Mouvement, mais d'une liaison. En France, le PAI Sénégal et les groupes marxistes-léninistes africains autonomes ou non du MEPAI devaient constituer un front marxiste-léniniste Africain.

La thèse de l'état de démocratie nationale a été longuement discutée au sein du MEPAI et dans les publications du Parti communiste français.

La thèse de l'état de démocratie nationale

Les immenses progrès des sociétés socialistes et le développement considérable des mouvements de libération nationale dans les pays d'Afrique et d'Amérique

Latine étaient les deux faits majeurs retenus à la lumière des études marxistes-léninistes du XXII^e congrès du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) tenu en novembre 1960. C'est à cette occasion que la déclaration dite des 81 partis communistes et ouvriers fit état pour la première fois de la « Thèse de l'état de démocratie nationale ».

B. Ponomarew apparaissait comme le théoricien attitré de cette nouvelle trouvaille. Son texte *A propos de l'état de démocratie nationale* a été traduit du Russe au français dans le numéro de novembre 1961 des *Cahiers du communisme*.

Jean Chesnaux, un historien du PCF, a été chargé d'expliquer le contenu et la signification de la démocratie nationale dans un article : « Qu'est-ce qu'est la démocratie nationale ? » dans *La Pensée* (n° 118 novembre-décembre 1964).

Pour définir ce nouveau projet, il a dégagé cinq caractères :

- 1) La démocratie nationale se définit d'abord par l'unité de la lutte anti-impérialisme et de la lutte anti-féodale, de la lutte pour l'indépendance et de la lutte pour la démocratie ;
- 2) Elle est inséparable de la lutte pour la coexistence pacifique dans le monde ;
- 3) La formation d'un état de démocratie nationale consolide le processus de consolidation des nations en Asie et en Afrique ;
- 4) Quelle est la base de classe de la démocratie nationale et quelle est son expression politique ?

Jean Chesnaux se livre, avec force détails, à l'étude de la genèse de la théorie de la démocratie nationale.

Un des grands problèmes posés aux mouvements de libération nationale est celui de la stratégie révolutionnaire dans les pays sous-développés. La conception antérieure tendait à rejeter en bloc dans le camp de l'impérialisme des États nouveaux qui n'étaient pas socialistes. Ce manichéisme marquait le célèbre rapport Jdanov de 1947 sur les deux camps du monde.

Dans tous les cas, la stratégie proposée aux mouvements de libération nationale était une stratégie subordonnée qui ne donnait pas la priorité à leurs besoins et à leurs possibilités.

Au cours du XX^e congrès du PCUS, cette ligne a été critiquée par exemple dans le rapport Kuusinnen qui flétrissait le sectarisme à l'égard des bourgeoisies nationales. On soulignait que cette tendance remontant au VI^e congrès de l'Internationale (1928), au lendemain des déceptions provoquées par la volte face de Kémal Ataturk et la trahison de Tchiang Kai-Chek. Cette critique du sectarisme à l'égard des bourgeoisies nationales contenait en germe la thèse de la démocratie nouvelle.

À l'époque de l'Internationale communiste, à l'époque aussi de la Seconde Guerre mondiale, un programme de la démocratie telle que Jean Chesnaux tente de la définir a été formulé et appliqué dans divers pays : les débuts de la

révolution mongole de 1921, la première étape du kémalisme, la base révolutionnaire de Canton à l'époque de Sun Yat-Sen (1923-1926) et le programme du Viet-Minh de 1941.

Ces quatre précédents (mongol, turc, chinois, vietnamien) présentent la même unité fondamentale (indivisibilité de la lutte démocratique et de la lutte anti-impérialiste), mais aussi la même diversité concrète de base de classe et de régime politique, tantôt la direction appartenant à la classe ouvrière elle-même et à son parti (Vietnam), tantôt à un bloc auquel participait la classe ouvrière mais dont elle n'avait pas la direction (Canton sous Sun Yat-Sen), tantôt à un mouvement révolutionnaire non prolétarien passé sur les positions du socialisme (Mongolie), tantôt à la petite bourgeoisie civile et surtout militaire que les communistes soutenaient de l'extérieur (Turquie kémaliste).

Jean Chesneaux examine l'évolution politique des pays afro-asiatiques depuis qu'a été formulée en 1960 la thèse de la démocratie nationale. Il constate que dans la majorité de ces pays, les faits ont confirmé le bien fondé de cette thèse ; c'est-à-dire que de nouveaux pas ont été faits dans la voie de la démocratie et de l'indépendance dans la voie non capitaliste. Il cite un certain nombre de pays comme Ceylan, l'Indonésie, le Ghana, la Guinée, le Mali, Zanzibar, Congo Brazzaville. Il est obligé d'avouer que l'évolution vers la démocratie nationale semble avoir rencontré des difficultés en Guinée depuis deux ans, pour des raisons qui n'ont d'ailleurs pas été étudiées de façon approfondie.

Remarquons que les chercheurs communistes français ne pouvaient pas étudier de façon approfondie les raisons qui étaient à l'origine des difficultés rencontrées en Guinée. Le Parti communiste français soutenait aveuglement le parti de Sékou Touré qui réprimait les nationalistes et les membres du PAI guinéen.

Par ailleurs, la notion de démocratie nationale a été imposée par les 81 partis communistes et ouvriers qui ont littéralement ignoré le point de vue des patriotes africains marxistes et non-marxistes.

B. Ponomarev a cherché à définir l'état de démocratie nationale en ces termes : « La base de l'état de démocratie nationale, c'est le bloc de toutes les forces progressistes, patriotiques de lutte pour l'entière indépendance nationale pour une large démocratie pour l'accomplissement jusqu'au bout de la révolution anti-impérialiste, anti-féodale, démocratique » (cf. *Projet programme XXIIIe congrès*, PCUS, p. 46).

Cette thèse a été largement discutée dans les instances du MEPAI. Elle a été rejetée par beaucoup de militants. Les dirigeants des partis communistes européens avaient choisi de travailler avec les gouvernements des pays africains nationalistes au détriment des partis se réclamant du marxisme comme le PAI.

Ponomarev avançait la thèse selon laquelle il y aurait trois phases dans la lutte. Dans une première phase constituée par la lutte de libération nationale,

toutes les forces patriotiques des nations s'unissent dans la lutte pour accéder à l'indépendance.

Dans une deuxième phase, des contradictions surgissent au niveau des intérêts fondamentaux des classes. C'est alors que la dictature du prolétariat s'avère impérieuse.

De même, au stade de l'État indépendant de démocratie nationale, trois ennemis principaux : l'impérialisme étranger, les féodaux et les bourgeois nationaux sont à neutraliser.

Cette thèse de Ponomarev a été vigoureusement discutée dans une réunion du MEPAI en 1966. Le militant qui avait présenté un exposé critique sur cette question n'a pas manqué d'invoquer le coup d'État militaire intervenu en 1966 au Ghana et la contre-révolution indonésienne qui a fait couler le sang de centaines de militants communistes. A l'époque, l'Indonésie était présentée comme un pays à état de démocratie nationale. Ce pays a été le théâtre des massacres, des assassinats de militants communistes, du renversement de Soekarno et son remplacement par les militaires.

Devant ce nouvel événement de l'histoire, plein d'enseignements, beaucoup de militants du PAI, y compris moi-même, n'ont pas manqué de dire que la thèse de l'état de démocratie nationale leur semblait fort vulnérable. C'est pourquoi, quand Ponomarev nous dit que « La thèse de l'état de démocratie nationale est une thèse marxiste-léniniste », nous disons que cette affirmation ne nous paraît pas dialectiquement bien fondée. Cette thèse très discutée dans le milieu des étudiants africains fera l'objet d'études dans les publications du Parti communiste français.

Au sein du noyau de la FOM, des discussions furent engagées sur la notion d'état de la démocratie nationale pour connaître sa vraie nature. Cet état de démocratie nationale a été présenté comme un « instrument de développement non capitaliste des pays sous-développés ».

À ce propos, il s'est agi de savoir si pour ne pas jeter la confusion dans l'esprit des militants du MEPAI, étant donné le fait que ce concept élaboré par les 84 partis communistes et ouvriers n'a eu aucun écho dans la pratique en Afrique, il ne vaudrait pas mieux abandonner un tel thème ou formuler des réserves relatives à ses implications.

Les activités de l'Université nouvelle

J'ai suivi d'une manière assidue les cours de l'Université nouvelle qui avaient lieu tous les jeudis à 20 heures 45, au 44 rue de Rennes, Paris 6^e (face au métro Saint Germain). Cette Université nouvelle, a été ouverte après la libération pour remplacer l'Université ouvrière interdite sous l'occupation allemande. Georges Politzer, un philosophe communiste qui sera fusillé par les Allemands en 1942, donnait des cours dans cette université ouvrière. Le cours sera édité par un de

ses élèves, Maurice Le Goas. Il sera publié sous la rédaction de Jean Kanapa en 1946 sous le titre *Les principes élémentaires de la philosophie* de Politzer. Il sera réédité en 1954 par Maurice Caveing et Guy Basse, tous deux agrégés de philosophie et membres du Parti communiste français sous le titre *les principes fondamentaux de philosophie*.

Dans son ouvrage *Marxisme du XXe siècle* (1965, Union générale d'éditions collection 10/18), Roger Garaudy s'est montré très critique à l'égard de ces « Manuels ». A diverses régressions idéalistes, la direction du parti avait opposé, en philosophie, le rempart d'un matérialisme sommaire qui n'était souvent qu'une reprise, à peine modernisée du matérialisme français du XVIIIe siècle et des simplifications polémiques des Jules Guesde et de Paul Lafargue, quand ce n'était pas du positivisme et du scientisme. R. Garaudy ajoute : « Les ouvrages les plus caractéristiques à cet égard furent les successives rééditions sous forme de « Manuel » de notes prises avant la guerre, lors des cours de Georges Politzer, qui avait écrit, quelques années plus tôt, les œuvres les plus fortes de la pensée marxiste » (1965:292).

A la lueur de cette remarque, on devinait les énormes désastres idéologiques causés chez les étudiants de Dakar qui l'utilisaient dans leur cercle d'étude et chez les étudiants de France qui en faisaient leur bréviaire.

Dès 1956, R. Garaudy interdit la réédition de sa thèse qui est son « plus mauvais livre ». Il écrit : « Elle contient, tout comme le « Manuel », des éléments utiles, mais l'orientation générale en demeure pré-hégélienne et même pré-critique, ce qui nous ramène, comme tous les ouvrages de cette période, à une forme pré-marxiste du matérialisme » (1956:292-293).

Cet ouvrage m'avait séduit par sa clarté. Il m'intéressait parce que je poursuivais mes études de philosophie à la Sorbonne. J'étais passionné par les problèmes relatifs à la théorie de la connaissance. Après avoir obtenu mon diplôme d'études supérieures de sciences économiques (mention assez bien). Cette année-là, j'avais choisi d'être interrogé en philosophie économique. Je suivais, en même temps que mon professeur d'économie Daniel Villey, un cours public de philosophie de Paul Ricœur qui portait sur « l'interprétation ».

Ma passion pour la philosophie et notamment pour les questions d'épistémologie m'avait poussé à fréquenter les cours de l'Université Nouvelle de 1963 à 1966 en même temps que mon épouse, Adamadian Diallo, étudiante en physique et chimie à la Sorbonne.

Dans le cadre d'une esquisse d'une histoire de la pensée scientifique, dix-neuf conférences ont été consacrées à l'œuvre de Marx et d'Engels sous la direction de Luce Langevin. Les cours avaient lieu tous les jeudis à 20 heures 45, 44 rue de Rennes Paris 6^e (face au métro Saint Germain). Ces conférences étaient éditées en fascicules au prix de 5 F l'exemplaire. J'ai gardé une collection de ces fascicules. Parmi les professeurs, on peut citer quelques-uns comme

Georges Cogniot, Pierre Juquin, Jacques Chambaz, Gilbert Mury, Paul Labérenne, Roger Garaudy, Guy Besse, Jean Bruhat, etc.

Militant au sein du groupe national sénégalais, je n'étais guère satisfait de la formation qu'on nous donnait. Je me suis entendu au cours du dernier trimestre de l'année 1964, avec quelques étudiants membres du MEPAI pour entamer l'étude du *Capital*, œuvre majeure de Karl Marx et d'Engels totalement méconnue par les étudiants africains.

Le Parti communiste français nous a prêté un local au 5 rue Git-le-cœur Paris 5^e. J'avais contacté quelques éminents intellectuels communistes comme Maurice Godelier, Maurice Bouvier Ajam et Jean Bruhat.

C'est Maurice Godelier, philosophe, ancien normalien et assistant de Claude Lévi-Strauss, qui a commencé à nous exposer la logique et la structure du *Capital*. Il a beaucoup insisté sur l'articulation des trois livres qui composaient le *Capital*. Le premier livre traite du procès de production, le second de la circulation et le troisième du procès d'ensemble. Cet exposé a contribué à nous inciter à lire les huit tomes de l'*opus magnum* des fondateurs du marxisme.

Le second exposé a été présenté par Maurice Bouvier Ajam, un économiste qui s'est beaucoup intéressé aux auteurs mercantilistes et à Frédéric List, l'auteur de *Système national de l'économie politique* (1842).

Jean Bruhat, auteur d'un ouvrage sur la Confédération générale du travail (CGT), n'a pas pu nous faire un exposé sur le mouvement syndical français, le groupement que nous avons constitué s'était disloqué à la suite de mon voyage au Sénégal motivé par le décès de mon père survenu en janvier 1965. Je fus condamné à rester au Sénégal pendant quatre mois. Je laissais mon épouse Adamadian Diallo à la maison de l'AOF sise boulevard Poniatowski Paris 12^e. C'est en mon absence que mon fils aîné Baidy Dieng est né à l'hôpital Saint Antoine le 20 mars 1965. Ce sont des camarades du MEPAI qui se sont occupés de ma famille.

Le Parti Africain de l'Indépendance a connu de nombreuses crises. Il y a eu des luttes au sein de la direction. Me Babacar Niang ayant été exclu du comité central est venu m'exposer son point de vue en 1965 en tant que secrétaire du MEPAI.

Les divergences sino-soviétiques ont eu d'énormes répercussions sur la vie du PAI. Des courants de pensée commencèrent à diviser les militants dont certains se réclament du maoïsme, d'autres du soviétisme.

Sur ces entrefaites, la section MEPAI de France a été secouée par le comportement politique et moral du secrétaire général Majhemout Diop qui cherchait coûte que coûte à rentrer au pays.

Les explications de Majhemout Diop à Prague en juillet 1966

Je fus mandaté par la section territoriale du MEPAI pour aller à Prague rencontrer les responsables du PAI comme Amath Dansokho, Majhemout Diop et Will Mac Lorin, un guadeloupéen se réclamant du marxisme. Ce dernier qui sera en 1968 conseiller technique du ministre de l'éducation du Sénégal Assane Seck n'inspirait guère confiance à certains militants comme Mamadou Lo, mon adjoint au Secrétariat du MEPAI. Son statut au sein du comité central du parti faisait l'objet de contestations.

Mamadou Lo ayant refusé de venir avec moi, je fus accompagné par Magatte Thiam qui n'exerçait aucune responsabilité à la direction du MEPAI. C'était en juillet 1966, à une période où les compétitions relatives à la coupe du monde se déroulaient. J'étais mandaté par la section de France pour demander des explications sur un certain comportement moral qu'a eu le secrétaire général du PAI à Bamako et qui était de nature à discréditer le parti et sur les raisons qui l'ont amené à nommer Fara Ndiaye chef des intellectuels, alors que certains militants du MEPAI ne lui faisaient plus confiance.

Les explications données par Majhemout Diop n'ont pas été convaincantes. Ce dernier avait comme souci principal de rentrer au pays. Il évoqua les relations amicales que j'avais avec Ousmane Camara, directeur de la sûreté. Mais je lui fis comprendre qu'il n'est guère question pour moi d'intervenir auprès d'Ousmane Camara.

Au cours des discussions, il nous précisa qu'il a volontairement agressé les communistes chinois. De plus, il me proposa un voyage au Mali pour me reposer. J'ai décliné cette offre. Il me remit de l'argent en dollars que je devais remettre au MEPAI. J'ai pris Magatte Thiam pour témoin. A mon retour, j'ai changé l'argent en francs français que j'ai remis au Parti en fournissant la feuille de change. Cette réunion de Prague m'a permis de tirer beaucoup de leçons. J'y ai obtenu des informations incroyables sur la vie du parti, inconnues des simples militants.

Premièrement, les dirigeants cachent beaucoup de choses aux militants. Dans les partis marxistes-léninistes, c'est le centralisme qui l'a emporté sur la démocratie.

Deuxièmement, les dirigeants en exil, coupés des réalités de leur pays, sont facilement manipulables par des grands partis communistes européens. Ils servent de marge de manœuvre dans les controverses idéologiques. Ils deviennent partisans des thèses des partis qui les reçoivent, les hébergent et les financent.

Troisièmement, les leaders en exil ont tendance à mener une très belle vie dans les hôtels, souvent dans des suites ou dans les boîtes de nuit. Ainsi, ils s'embourgeoisent, se bureaucratisent et passent une bonne partie de leur temps à voyager aux frais des pays de l'Est et perdent complètement leur indépendance.

Quatrièmement, les leaders en exil ne dirigent pas leurs partis dans la transparence. Ils ne rendent de comptes à personne sauf à leurs bailleurs de fonds. L'argent devient leur principale préoccupation.

Ces leçons m'ont amené à prendre mes distances à l'égard du PAI, bâti sur le modèle léniniste privilégiant le centralisme au détriment de la démocratie. Louis Althusser, philosophe membre du Parti communiste français a eu la lucidité de percevoir les tares du parti léniniste qui était une usine et une caserne où règnait la discipline de fer peu favorable à toutes discussions. Dans ce parti très centralisé, les dirigeants sont soupçonneux. Ils ont la mentalité des assiégés. Dans son livre *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste* (1978 F. Maspero), il a eu des mots féroces pour dénoncer cette dérive résultant de la militarisation du parti et débouchant sur le « culte de la personnalité ». Il constate que par sa méfiance devant les masses et par son repli sur soi, le parti est dans la société française comme une garnison enfermée dans une forteresse, au lieu d'y être « comme un poisson dans l'eau ». « La forteresse tient et dure, c'est entendu, elle est faite pour ça. Il faut la continuité au parti, c'est entendu ; mais si c'est la continuité d'une forteresse, autant lire Vauban que Marx » (L. Althusser 1978:117).

À mon retour à Paris, j'ai pris le temps de réfléchir sur la nature du parti qui n'était guère composé d'ouvriers, mais de petits bourgeois et qui prétendait instaurer un « socialisme scientifique » dans les pays non industrialisés et dépourvus d'un véritable prolétariat. Malgré tout, j'ai continué à fréquenter la littérature marxiste et les ouvrages des nationalistes africains et à diriger le MEPAI qui était miné par des querelles idéologiques et qui ne répondait plus aux exigences de la lutte sur le terrain.

Dès mon retour en Afrique en 1967, j'ai décidé de ne plus militer au PAI et de ne militer dans aucun parti politique. Ainsi, je bénéficiais d'une liberté qui m'a permis de mesurer les désastres résultant du rapport religieux que beaucoup de dirigeants africains entretenaient avec le marxisme. Mon refus de militer dans les partis politiques ne signifiait pas que je ne m'intéressais plus aux problèmes politiques des pays africains. C'est pourquoi j'avais investi une partie de mon temps à militer dans les syndicats, à donner des conférences et à écrire des articles.

Une crise profonde du PAI

Un document de vingt pages dactylographiées a circulé en 1967. Mais son auteur qui a préféré garder l'anonymat s'est proposé d'examiner la crise profonde traversée par le PAI. Cette crise que des événements récents ont contribué à exacerber, pendant longtemps, a paralysé la vie et l'action du PAI. Cette crise d'ordre politique et moral a affecté gravement l'organisation du parti et compromis déjà le développement du mouvement démocratique au Sénégal.

Un an après sa création, le parti a inspiré et animé le Comité de défense des libertés démocratiques qui a conduit la bataille du Référendum du 28 septembre 1958 sous le mot d'ordre de « Mom Sarew ». L'auteur du document cite Majhemout Diop qui reconnaît l'existence de graves fautes commises par le parti. « Au cours de ces neuf années d'existence, et de par les difficultés inhérentes au terrain, il a commis des erreurs dont certaines très graves. C'est plus que jamais le moment de corriger ces erreurs pour une marche en avant à laquelle notre peuple ne peut, ni ne veut surseoir ».

Ces faits évoqués ne suffisent pas à eux seuls à expliquer ces erreurs selon l'auteur du document qui refuse d'imputer la crise traversée par le PAI à une conjoncture politique défavorable. Il faut chercher ailleurs. La crise est surtout le résultat d'une accumulation continue d'erreurs, parfois très graves, commises dans la pratique du parti au cours de ces dix années d'existence.

Deux questions fondamentales se posent alors : Le PAI a-t-il pu réellement faire de la théorie marxiste-léniniste un guide pour l'action et non un dogme ? A-t-il pu lier la vérité universelle du marxisme-léninisme aux particularités de la révolution au Sénégal ?

L'auteur du document répond négativement à ces questions et dénonce le divorce constaté entre la théorie proclamée et la pratique politique quotidienne du parti.

L'analyse de Majhemout Diop est nettement très insuffisante. Car les corrections et les rectifications indispensables supposent beaucoup plus qu'une simple constatation d'erreurs et le sentiment plus ou moins vague que quelque chose ne va pas.

Selon l'auteur du document, une analyse des erreurs s'impose. On peut classer les erreurs en trois catégories principales :

- 1) Les erreurs liées à des conditions historiques ;
- 2) Les erreurs liées à des erreurs d'appréciation de la situation et à des analyses insuffisantes ;
- 3) Les erreurs liées au style de travail.

Au Sénégal, le parti unifié issu de regroupement de 1956 connaîtra ses premières difficultés avec le transfert de la capitale de Saint-Louis à Dakar.

C'est dans la confusion née de cette situation que naîtra le PAI avec à son programme l'appel à l'indépendance nationale et au socialisme scientifique.

L'accélération des événements politiques au Sénégal n'a pas permis au PAI de prendre la direction effective du mouvement en conduisant les masses à l'indépendance pour affronter plus sûrement la seconde étape débouchant sur la construction du socialisme.

L'auteur du document est très critique à l'égard des positions de la direction : « les dirigeants du parti ont raisonné alors comme si, dès après

l'indépendance, le parti pourrait résoudre à lui seul les problèmes de la décolonisation. C'était surestimer nos forces ».

De plus, tout se passait comme si une avant-garde pourrait réaliser, pour le peuple, la révolution socialiste quand bien même les conditions objectives et subjectives d'une telle résolution n'étaient pas réunies.

L'appréciation de la situation du Sénégal était souvent erronée. La société sénégalaise était considérée *a priori* comme parvenue à un degré suffisant de différenciation avec des contradictions internes devenues à tel point antagonistes qu'il était possible, rapidement, de mener et de réaliser la révolution socialiste sous la bannière d'un prolétariat qu'on ne se donnait pas la peine de définir correctement.

Dans ces conditions, le caractère national et démocratique de la lutte était alors négligé simplement parce que les contradictions étaient déplacées. Tout se passait comme si la logique des options devrait désigner obligatoirement les dirigeants des autres partis comme les ennemis principaux de la révolution.

En réalité, l'ennemi principal restait le même qu'à la période du colonialisme classique même si, à tout moment, il réussissait à s'assurer des alliés qu'il faut connaître et dénoncer de façon conséquente.

C'est seulement une telle confusion qui peut expliquer l'ambiguïté apparente de certains mots d'ordre tels que « gouvernement d'union nationale », « africanisation des cadres » faisant alors appel à tous les nationaux susceptibles de s'engager dans une lutte patriotique. De tels mots d'ordre, fort justes par ailleurs, et traduisant parfaitement la réalité nationale, auraient dû permettre d'éviter certaines attitudes sectaires dictées surtout par des soucis de propagande partisane et qui ne pourraient conduire qu'à entretenir des illusions et brouiller les perspectives.

D'autres erreurs sont liées au style de travail dans le parti. Une utilisation abusive du centralisme démocratique a conduit à étouffer la démocratie dans le parti pour instaurer un dirigisme total des instances supérieures. Le comité central était rapidement devenue une chambre d'enregistrement laissant au secrétaire politique (SEPO) la direction exclusive de l'organisation. La personnalité du Secrétaire général était devenue tellement envahissante que sa volonté était souvent confondue avec les décisions du parti tout entier.

Les conditions de la clandestinité et le cloisonnement du travail instauré depuis 1960 peuvent être invoqués comme des facteurs ayant été à l'origine des erreurs du PAI.

La priorité accordée à l'agitation au détriment de la propagande n'a débouché sur aucun résultat immédiat. Tout ce travail est rapidement abandonné sans que la situation nouvelle créée par la clandestinité puisse être considérée comme une raison suffisante. Des justifications ont été même cherchées dans l'apathie des masses ouvrières et à l'état arriéré de leur développement.

En direction de la paysannerie, certaines initiatives comme la « colonisation révolutionnaire » relèvent de la pure fantaisie. Les problèmes concrets qui se posent à cette classe déshéritée ont été relégués au second plan, comme si quelques éléments « décidés », organisés en commandos paramilitaires, pouvaient accélérer la maturation de la révolution dans ce milieu.

Il semble même, qu'après avoir constaté que l'action politique habituelle ne permettait pas d'atteindre rapidement le but visé, c'est-à-dire la conquête du pouvoir, la direction ait décidé de changer de méthode et de préparer la guérilla. C'est alors que, sous prétexte de formation politique à l'extérieur, beaucoup de jeunes furent recrutés hâtivement, sans discernement ni critère valable, pour être envoyés dans les pays socialistes en vue des stages non définis, la plupart d'entre eux ignorent parfois même jusqu'à l'objet véritable de leur mission.

Ce fut alors la grande aventure, avec, quelques mois plus tard, les échos du « maquis » au Sénégal Oriental et en Casamance à la grande surprise des militants de l'intérieur, le déclenchement d'une nouvelle offensive du gouvernement, des trahisons spectaculaires, la détérioration des relations avec l'Union Soudanaise RDA et le gouvernement du Mali entraînant la liquidation de la dernière base du parti dans l'Ouest Africain. C'est là où ont conduit l'aveuglement, l'impatience révolutionnaire, le volontarisme et les tendances blanquistes inaugurées par une direction à l'extérieur réduite à quelques éléments et coupée des réalités concrètes au Sénégal.

D'autres faiblesses sont liées au peu d'intérêt accordé à la solution de certaines contradictions secondaires qui ont revêtu parfois, dans le parti, un caractère aigu. Il s'agit d'oppositions ethniques ou régionales qui ont entraîné surtout au niveau de la direction un esprit de clan fondé davantage sur des affinités personnelles, familiales ou régionales. Il s'agit parfois aussi de conflits de compétences entre diverses catégories d'intellectuels, conflits souvent exploités à tort pour inventer une opposition entre intellectuels et ouvriers ou entre les intellectuels et les « autres ». Cette situation, exploitée de façon exagérée, est responsable d'un certain climat malsain fait d'incompréhensions, de rivalités sourdes, voire même de suspicion.

Autant d'erreurs ne pouvaient conduire qu'à la crise que le parti a connue depuis 1964. Cette crise se manifeste par plusieurs faits : la désorientation et la désaffection de nombreux militants, des activités anarchiques et parfois liquidatrices d'une direction extérieure de plus en plus coupée de la base, une paralysie d'une direction intérieure incapable de trouver une solution convenable aux nombreux problèmes en suspens dans le parti, des tendances liquidatrices ayant abouti à la création d'organisations pseudo marxistes, dissidentes et rivales.

Pour les militants demeurés fidèles au parti, cette situation intolérable ne pouvait plus durer. Cette prise de conscience devait conduire à la tenue d'une conférence nationale de redressement qui a réuni des délégués de six régions sur

sept ainsi qu'un certain nombre de cadres choisis pour leur dévouement et leur longue expérience du parti.

Cette conférence devait prendre, à titre provisoire, les mesures conservatoires suivantes :

- Suspension provisoire des organes centraux (CCSGP),
- Election de directions provisoires au niveau du comité central et du SEPO,
- Suspension du secrétaire général du parti de ses fonctions,
- Désignation du camarade Amath Dansokho pour assurer les relations extérieures du parti en milieu ouvrier.

La conférence chargeait d'autre part le nouveau Comité central d'entreprendre rapidement une étude critique de l'action du Parti au cours de ses dix années d'existence, et de faire un rapport sur la question à une seconde conférence qui sera convoquée ultérieurement.

Cette étude doit porter notamment sur :

- la nature prolétarienne du parti,
- le rôle des militants marxistes dans les organisations de masse,
- la cause des insuffisances ou des échecs de la pénétration du parti en milieu ouvrier et en milieu paysan.

Ces questions ont été posées aux diverses instances du parti, et sans pouvoir donner actuellement un point de vue général, nous pouvons dire, concernant la première question, que le caractère prolétarien du parti se limite encore simplement à ses options. Ni son contenu, ni sa pratique politique ne le distinguent fondamentalement des autres partis sénégalais. Le PAI ressemble ainsi davantage à un parti progressiste qui cherche sa voie qu'à un parti marxiste-léniniste conséquent.

Le rôle des militants dans les organisations de masse, comme les efforts de pénétration en milieu ouvrier et en milieu paysan, souffriront de cette ambiguïté. Dans la pratique, les efforts déployés pour pénétrer dans les milieux de la classe ouvrière sont restés si faibles que dix ans après sa création, le PAI apparaît encore comme un parti pour ouvrier.

Un certain dogmatisme révolutionnaire qui a conduit souvent à raisonner par analogie, sans analyser comme il convient, la réalité sociale et découvrir les leviers qui permettent seuls de mobiliser et d'entraîner les masses dans des actions positives. Dans le parti régnaient une certaine surestimation de ses propres forces et une sous-estimation des forces de l'adversaire. Parfois, il s'agit simplement d'une impatience se manifestant par un certain volontarisme et conduisant à croire que le pouvoir est à portée de main, simplement parce qu'on a formulé théoriquement les voies et moyens permettant d'atteindre ce but.

Tout en se référant au marxisme, on a souvent négligé les facteurs objectifs qui doivent fonder, soutenir et alimenter l'action révolutionnaire des masses. Cette attitude a conduit bien souvent à se couper de ces masses, après avoir soulevé leur enthousiasme, dans des actions souvent disproportionnées avec les possibilités réelles du mouvement. Les événements de Saint-Louis de 1960 en sont la meilleure illustration malgré tous les aspects positifs de cette grande épreuve. Le parti, encore jeune et très faible, a engagé toutes ses forces dans la bataille des élections municipales, confondant les réactions sentimentales des populations de cette ville à des manifestations concrètes d'un esprit révolutionnaire. La direction du parti n'a pas eu alors suffisamment de clairvoyance pour éviter la provocation d'un adversaire plus puissant. Ce fut la dissolution du parti, l'arrestation de la majorité de ses cadres, l'exil, etc.

Mais le redressement du parti suppose surtout un réexamen sérieux de sa ligne politique, de ses méthodes ainsi que des bases sur lesquelles doit reposer son action révolutionnaire.

C'est donc à la lumière de la situation concrète du Sénégal, de l'expérience du mouvement de libération nationale dans ce pays, de la position respective des diverses forces sociales dans ce mouvement que les dirigeants doivent fonder leur stratégie et leur tactique.

Les contradictions inhérentes à l'ordre nouveau opposent la majorité du peuple au système colonial et ses agents recrutés sur place, au sein du peuple, les éléments les plus résolus se recrutent parmi l'intelligentsia progressiste et la classe ouvrière. Ce sont les représentants de ces couches sociales qui animeront les mouvements mettant ouvertement en cause des privilèges exorbitants des tenants du régime pour engager les larges masses dans la lutte pour l'émancipation politique, économique et sociale.

Par son caractère et par son but, la lutte du peuple sénégalais a été et demeure une lutte de libération nationale. Elle s'apparente à celle de tous les peuples dressés contre la domination, l'oppression et l'exploitation et s'inscrit dans le cadre de la lutte plus générale de ces peuples contre l'impérialisme.

L'indépendance conquise en 1960 est une première victoire des forces progressistes et patriotiques. Elle ouvre une phase nouvelle de construction nationale qui suppose au préalable des efforts de décolonisation des structures et des mentalités, de liquidation de tous les freins au développement économique et social d'une nation en création.

Pour résoudre correctement ces problèmes, il importe de serrer de près la réalité nationale afin de dégager clairement et objectivement les caractéristiques essentielles de la situation du Sénégal d'aujourd'hui. Il faut aussi considérer avec beaucoup d'attention l'évolution du mouvement de libération du peuple sénégalais et tenir suffisamment compte de tout ce qui fait la personnalité de ce peuple : son génie propre, sa culture et son histoire.

Sur le plan général, on peut retenir certains traits caractéristiques du pays : souveraineté récemment acquise dans un pays sous-développé évoluant dans la sphère du système capitaliste, structures sociales et économiques en pleine évolution, mainmise de l'impérialisme sur les secteurs essentiels de l'économie et sur l'éducation, présence d'une grosse bourgeoisie d'affaires d'origine étrangère dont la force repose sur sa position économique privilégiée et sur l'influence qu'elle exerce sur le pouvoir et la politique du pays et la liquidation des libertés démocratiques.

La tâche essentielle réside, à l'époque actuelle, dans une nouvelle impulsion à donner au mouvement de libération nationale en détruisant les mythes qui obscurcissent la conscience populaire et en entreprenant des actions vigoureuses contre le régime en place.

Ces diverses considérations soulignent une fois de plus le caractère *national et démocratique* de cette étape nouvelle de notre lutte qui devait pouvoir mobiliser l'ensemble des patriotes sénégalais. Il ne faut pourtant pas se faire d'illusions. Chaque classe, chaque couche sociale lutte pour ses propres intérêts. Il est donc nécessaire de connaître les divers intérêts qui soutiennent cette lutte pour déceler les forces susceptibles de mener la révolution à son terme, définir la position exacte de chaque classe et couche sociale, résoudre le problème des alliances des diverses forces sociales les plus ou moins engagées dans la même bataille. Une connaissance précise des contradictions au sein du peuple aidera à aborder le problème en dehors de tout doctrinarisme et de tout dogmatisme.

Les auteurs du document reconnaissent avec Majhemouth Diop que :

notre société est loin d'être la copie conforme de la société européenne. Si tout observateur impartial peut mettre en évidence des barrières sociales visibles, un examen plus approfondi révèle également toutes sortes de liens et d'imbrications entre les classes. Et quand on passe de l'existence objective des classes à leur comportement, l'on est obligé de tenir compte d'un ensemble de phénomènes. Ces phénomènes arrondissent les angles et adoucissent, dans la période actuelle, les luttes de classes. Ce qui est loin de signifier que la lutte des classes ne s'est pas renforcée en Afrique au cours de ces dernières années.

À côté des contradictions inévitables au sein du peuple, il ne faut pas oublier que la contradiction principale demeure celle qui oppose l'ensemble du peuple sénégalais aux forces de l'impérialisme et du néo-colonialisme, même si cette contradiction est masquée par le système de domination indirecte en vigueur depuis l'indépendance. C'est d'ailleurs l'activité accrue de l'impérialisme qui sert de toile de fond au développement de toutes les autres contradictions qui existent au Sénégal.

Objectivement, toutes les classes et couches sociales des pays africains sont exploitées à des degrés différents par les forces du néocolonialisme. Leurs réactions sont cependant assez différentes. Les forces sociales se définiront donc par rapport à cette contradiction principale :

- 1) Les forces qui luttent de façon conséquente contre l'impérialisme et le néocolonialisme : intellectuels progressistes, ouvriers avancés ;
- 2) Les forces qui subissent de façon inconsciente l'exploitation de l'impérialisme et du néocolonialisme : paysannerie, lumpenprolétariat, petite bourgeoisie nationale réduite à un rôle parasitaire ;
- 3) Les forces qui soutiennent consciemment ou inconsciemment l'impérialisme contre les intérêts du peuple : minorité privilégiée de la bourgeoisie administrative et politique.

La définition de ces diverses forces doit être objective pour éviter le subjectivisme et le dogmatisme qui entraînent fatalement des erreurs graves.

Une connaissance profonde des lois générales du développement historique d'une part et une attention particulière accordée à la révolution africaine en ce qui concerne son caractère, son originalité, ses principales forces et ses diverses étapes, d'autre part, permettront seuls d'éviter des erreurs qui risquent de faire le jeu de l'ennemi principal et de retarder la lutte.

Aux mesures conservatoires déjà énoncées visant l'organisation, s'ajoutent d'autres, plus importantes, destinées à résoudre le problème dans son fond.

Il importe en effet :

- 1) Repenser sérieusement la politique du parti pour traduire plus fidèlement les aspirations des masses populaires en partant de leurs propres préoccupations, en un mot pour mieux refléter les réalités nationales et inscrire plus effectivement notre action dans le cadre du mouvement général de libération nationale.

C'est le lieu de rappeler qu'il ne suffit pas de recommander formellement la liaison constante avec les masses, mais de veiller à ce que cette liaison soit effective. Il n'y a pas de recette miracle pour assurer cette liaison. Il appartient aux cadres et aux militants de faire un effort d'imagination pour mieux comprendre les sociétés africaines et aussi de rester toujours fidèles à leurs options qui n'ont de valeur que si elles permettent au peuple sénégalais d'aller de l'avant.

Pour ce faire, il importe de connaître parfaitement les contradictions au sein du peuple, de les apprécier correctement pour découvrir à chaque étape les mots d'ordre mobilisateurs et unitaires pour engager le maximum de forces progressistes dans la lutte contre l'ennemi principal : le colonialisme et ses alliés.

On ne saurait assez recommander aux militants à tous les niveaux d'exploiter au mieux les possibilités légales de lutte dans le cadre des mouvements de masses (syndicats, mouvements de jeunes, mouvements d'étudiants, etc.), les associations ethniques, les dahira qui sont à l'heure actuelle des tribunes irremplaçables pour la diffusion des idées progressistes.

C'est dans ces organisations que les masses font leur expérience de la démocratie et cherchent à résoudre un grand nombre de problèmes importants que les partis politiques négligent habituellement. De plus, ces formes d'organisation sont plus adaptées aux structures actuelles de la société sénégalaise et peuvent constituer des groupes de pression capables d'influencer favorablement les formations politiques de type classique.

2) Restaurer la démocratie à l'intérieur du parti

L'unité de pensée et l'efficacité dans l'action à l'intérieur du parti exigent, quelle que soit la situation, que les grandes décisions intéressant l'orientation, la stratégie et la tactique, soient comprises et acceptées par tous les militants qui doivent participer effectivement, et selon des formes à définir, à leur élaboration. Les instances supérieures sont là pour veiller à l'exécution des décisions élaborées en commun et non pour se substituer à l'ensemble du parti pour élaborer des ordonnances avec un pouvoir discrétionnaire.

Il n'y a de discipline que quand les militants à tous les niveaux jouent pleinement leur rôle et assument entièrement leurs responsabilités.

3) Rendre la primauté au parti à l'intérieur

Les exigences de la lutte et la nécessité de refléter à tout moment les préoccupations des masses populaires commandent impérativement que la direction du parti reste, dans la mesure du possible, sur le terrain même de la lutte, ou qu'en tout cas, la politique du parti soit inspirée et orientée par ceux-là même qui sont les mieux placés pour traduire fidèlement les aspirations des masses et apprécier les conditions de la lutte.

4) Adapter l'organisation aux conditions de la clandestinité

Une expérience récente a montré combien le cloisonnement était nécessaire pour éviter la cascade d'arrestations à l'occasion d'une trahison ou d'une défaillance.

5) Une approche plus réaliste des problèmes sur la base, non plus de vagues impressions ou d'un simple réflexe révolutionnaire, mais d'une étude approfondie de ces problèmes, notamment la nature de l'économie sénégalaise depuis 1960. Le sens et la portée des transformations sociales en cours, la nature et le degré des contradictions qui existent au sein du peuple, avec l'impérialisme et entre les puissances inter-impérialiste au Sénégal.

Il faut définir une politique d'unité qui suppose avant tout le redressement et le renforcement du parti. Il serait illusoire de penser que le cours des événements dépend uniquement de la volonté du parti. Son rôle est d'agir positivement sur ces événements et non les subir en restant à leur remorque, encore moins de chercher à aller à contre courant.

Il existe actuellement une opposition manifeste entre les éléments progressistes et une minorité de la bourgeoisie administrative et politique actuellement au pouvoir. Ces deux forces luttent pour la direction du mouvement. Les premiers comptent sur la justesse de leurs positions et leur capacité révolutionnaire, les seconds sur l'appareil d'État, de forts appuis extérieurs et l'état arriéré de larges masses sur le plan économique, social et culturel.

Ces masses à conquérir sont composées de différentes couches avec des degrés différents de maturité et des intérêts eux-mêmes différents sans être forcément opposés pour le moment :

- Une couche supérieure formée par une petite bourgeoisie intellectuelle au sens large, tiraillée par des soucis légitimes de la promotion sociale et un désir de changement politique, surtout chez ses éléments les plus jeunes dont les perspectives sont de plus en plus sombres. L'aristocratie ouvrière elle-même peut être assimilée à cette couche sociale par sa nature, ses ambitions et son comportement ;
- La bourgeoisie nationale, encore jeune et faible économiquement qui, aujourd'hui, a pris nettement conscience de ses limites parce que convaincue que la grosse bourgeoisie étrangère qui contrôle sans partage l'économie nationale a intérêt à freiner son développement en la confinant à un rôle subalterne de simple intermédiaire.

Cette bourgeoisie louche vers les tenants du pouvoir pour trouver une solution à ses difficultés actuelles et ménager le gros capital, commercial et financier étranger considéré encore comme un mal nécessaire. Le désir de changement de cette masse fluctuante est manifeste si l'on considère les critiques à peine voilées qu'elle formule. Les récriminations alimentent l'opinion dans les villes et même dans certains milieux de la campagne. Le rapport de forces dépend en partie de la position de cette couche sociale qui reste très influente dans tous les milieux.

Sa position habituelle est jusqu'à présent d'observer une certaine prudence. Elle contribue à renforcer la classe au pouvoir. De grands efforts du parti sont à déployer dans sa direction.

La paysannerie constitue la couche la plus déshéritée, mais aussi la plus difficile à entraîner dans la lutte en raison de nombreux facteurs négatifs liés à son degré d'évolution, la nature de l'économie paysanne au Sénégal, le caractère archaïque des instruments de production et une dépendance étroite de cette économie à des facteurs extérieurs ou climatiques qui échappent encore, dans une large mesure, au contrôle même de l'État.

C'est aussi une couche sociale peu évoluée, encore fortement marquée par des survivances des sociétés aristocratiques, et par conséquent très sensible aux arguments d'autorité. Pour l'essentiel, l'indépendance nationale n'a d'autre signification pour elle qu'un simple changement de tutelle, les changements

intervenues, depuis, restant trop superficiels pour améliorer sensiblement sa situation ou au moins lui ouvrir des perspectives vraiment nouvelles.

Pour la grande majorité de cette paysannerie, c'est encore un problème de survie qui se pose : manger, boire, s'abriter. Une seule issue semble s'offrir : fuir un milieu hostile et aller grossir le prolétariat des villes dans l'espoir de trouver un travail plus intéressant.

Toutefois, par son importance et par les nombreux problèmes qui se posent à elles, la paysannerie reste une force politique potentielle non négligeable.

Depuis 1951, avec le suffrage universel, la force des partis politiques se mesure à leur degré de pénétration en milieu rural. La paysannerie n'en reste pas moins une simple masse de manœuvre qui ne réussit pas encore à influencer la politique sénégalaise dans le sens de ses intérêts propres. Un long travail est à faire pour une telle prise de conscience.

Ces forces sociales rapidement caractérisées présentent des liens parfois très étroits qui sont le reflet d'une société de transition non encore parvenue au stade où des barrières étanches séparent et opposent des classes différentes. La réussite pour un homme est encore considérée comme une promotion pour l'ensemble de sa famille, voire même pour toute son ethnie et la solidarité familiale ou ethnique passe bien souvent avant la solidarité de classe.

Cette particularité des sociétés peu développées s'atténue cependant considérablement dans les villes qui se modernisent à un rythme très rapide et où les organisations de travailleurs se battent effectivement sur des positions de classe. C'est donc dans ce prolétariat urbain que se recruteront les meilleurs cadres de la révolution.

Le regroupement des forces progressistes n'exclut pas *a priori* une organisation indépendante du prolétariat rendue d'autant plus nécessaire que l'expérience prouve que la petite bourgeoisie, prête à tous les compromis avec l'impérialisme, a déjà retardé considérablement le mouvement général de libération de notre peuple. Sans nier le rôle important que cette couche sociale peut encore jouer, le prolétariat ne doit plus lui abandonner la direction de la lutte. En tant que classe la plus exploitée, un de ses objectifs principaux du moment doit être la conquête de la direction du mouvement révolutionnaire.

Ce prolétariat doit être considéré dans son sens le plus large. C'est en effet une catégorie sociale qui recouvre, non seulement toute personne n'ayant, pour vivre, que son salaire, c'est-à-dire la rémunération de la force de travail qu'elle met à la disposition des propriétaires des moyens de production et d'échanges, mais également toute une catégorie de travailleurs indépendants (exploitants agricoles, artisans, commerçants) réduits à la nécessité de mettre leur force de travail à la disposition de ces mêmes propriétaires de moyens de production et d'échanges. Le sens qu'on donnait à ce terme dans la Rome antique s'étendait même à tout citoyen pauvre qui n'est considéré comme utile qu'au regard des enfants qu'il engendre.

De ce point de vue, les masses sénégalaises sont prolétaires ou prolétarisées dans leur grande majorité. Les forces les plus conscientes et les plus combattives de ce prolétariat se recrutent parmi les ouvriers, les fonctionnaires, les employés de secteur public et du secteur privé, les jeunes et les étudiants. Ces forces se retrouvent déjà dans des organisations syndicales souvent bien organisées.

La petite bourgeoisie industrielle et commerciale elle-même est regroupée au sein d'une Union des groupements économiques du Sénégal dont le dernier congrès, tenu récemment à Dakar, a posé clairement le problème de l'indépendance et appelé ses adhérents à lutter effectivement dans ce sens.

Conclusion

Ces mémoires d'un militant étudiant sont essentiellement destinés aux jeunes Africains qui veulent continuer le combat en faveur de l'indépendance et le développement des pays africains. Il ne s'agit pas pour les gens de ma génération d'égrener des chapelets du souvenir, mais de transmettre leurs expériences politiques, syndicales et sociales. Il appartient aux jeunes actuels d'en tirer les leçons qui leur permettront de reprendre le flambeau de la lutte dans un contexte tout à fait nouveau. C'est pourquoi je n'ai pas hésité à publier les différents textes que j'ai pu produire durant ma vie militante d'étudiant. C'est un héritage que j'entends léguer aux jeunes Africains qui ne l'accepteront que sous bénéfice d'inventaire.

Mon expérience est celle d'un homme né au moment où la crise de 1929 a eu des effets néfastes au Sénégal, qui a vécu les affres de la Seconde Guerre mondiale, et qui a été entraîné dans le tourbillon de la lutte pour l'indépendance qui s'est développée en Afrique noire après la victoire des Forces alliées contre l'hitlérisme.

Entré à l'école primaire au moment de la déclaration de guerre en 1939 et titulaire du certificat d'études primaires élémentaires en 1945, j'ai vécu sous le régime de Vichy qui nous a contraint à chanter à la gloire de Philippe Pétain, chef d'État français, la fameuse chanson « Maréchal, nous voilà ».

Ayant eu la chance d'être reçu à l'examen d'entrée en sixième classe au lycée Faidherbe fréquenté par les fils des cadres de l'administration coloniale (européens ou antillais), par des fils de privilégiés africains (planteurs de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, fonctionnaires ou chefs coutumiers) et les fils de quelques Saint-Louisiens, j'ai eu le privilège d'avoir été admis à l'internat, un magnifique instrument de formation, d'émulation, d'échanges et de discipline. C'est au lycée que j'ai pu acquérir le goût de la lecture et la passion de connaître. Ainsi les gens de ma génération ont pu accéder à un nationalisme culturaliste qui nous a rendu sympathiques les écrivains français de la Pléiade, et notamment Ronsard et Du Bellay, qui ont défendu et illustré la langue française. Cela nous a incités à avoir l'ambition de défendre et d'illustrer les langues africaines. Ce nationalisme culturaliste naissant à la recherche des cultures et des civilisations

africaines nous a amenés à aimer la Renaissance française. Il n'est pas étonnant que Cheikh Anta Diop, auteur en 1948 d'un article *Faut-il une renaissance africaine ?* ait été le porte-drapeau du nationalisme africain en publiant *Nations Nègres et Culture* en 1954.

Ma première rencontre avec le marxisme a eu lieu dans la dernière année de mon séjour au lycée (1952). Cheikh Sidia Berthé et Théodore Bankolé, un élève du Dahomey qui disposaient de livres marxistes et notamment des livres de Mao Tsé-toung m'ont permis de connaître le marxisme.

Le souci de nous cultiver était déjà manifeste au lycée. C'est pourquoi dès que je suis entré à l'université de Dakar, j'ai créé une association dénommée *Les Amis de la culture de Diourbel*. Mon militantisme à l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED) d'abord, à l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale (UGEAO), et à l'Association des Étudiants Musulmans Africains (AMEA) ensuite, m'a permis d'acquérir une riche expérience politique et syndicale.

Mon séjour de onze ans en France m'a ouvert les portes d'un vaste champ de savoir dans beaucoup de domaines. Paris, centre politique syndical et culturel de la France, est un lieu par excellence de confrontation, d'affrontement et d'échanges de toute nature. Mon militantisme au sein du Parti communiste français, du Parti Africain de l'Indépendance, de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) m'ont permis d'être à l'école de la vie et de m'enrichir d'un capital d'expérience que j'ai essayé de mettre au service des peuples africains. C'est dans cet esprit que j'ai essayé d'écrire ces mémoires d'un étudiant qui est un pur produit tropical de la Renaissance, du siècle des Lumières et du XXe siècle dominé par la pensée de Marx.



Réception à l'Assemblée nationale de la Chine organisée par Chou En Lai, août 1959

Annexes

Ces annexes sont constituées par mes articles, discours ou conférences. Elles portent sur la période de ma vie estudiantine à Paris (1960-1967). J'entends mettre à la disposition des historiens professionnels ou essayistes des documents qui peuvent leur servir de sources.

Annexe 1 : Discours d'ouverture

Excellences,
Messieurs les invités,
Chers délégués,
Chers camarades,
Chers amis,

Permettez-moi, au nom du comité exécutif et en mon nom personnel de remercier et de saluer les ambassadeurs et les personnalités qui ont accepté d'honorer de leur présence notre quatorzième congrès. Permettez-moi aussi de remercier et de saluer les délégués étrangers, les invités, les étudiants africains ou français, les démocrates qui ont bien voulu assister ou participer à nos travaux qui seront placés, cette fois-ci, sous le signe de la lutte pour l'instauration des libertés démocratiques, pour l'indépendance effective et l'unité véritable de nos États.

Notre Fédération, née en 1950 après les congrès constitutifs de Lyon et de Bordeaux, va bientôt entrer dans la douzième année de son existence. Les étudiants africains ont senti la nécessité de s'organiser au sein de l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale et de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France précisément au moment où les dirigeants du premier grand parti africain anticolonialiste, le Rassemblement Démocratique Africain, capitulèrent devant les difficultés et la répression sous le prétexte fallacieux de repli tactique. À cette époque, les étudiants africains indignés par la trahison des

leaders du RDA se décidèrent à continuer le combat pour l'indépendance. Nos dirigeants multiplient leur déclaration de fidélité inconditionnelle à la soi-disant Union française qui n'était qu'un nouveau maquillage du colonialisme français. C'était l'époque où ils se battaient pour conquérir des strapontins aux côtés des pires colonialistes. C'était l'époque où ils avaient publiquement rivalisé dans les déclarations de guerre contre l'idée même de l'indépendance de nos pays. Les étudiants africains volontiers étaient présentés comme les disciples de Platon ou les maquisards du quartier Latin. Ces calomnies ne nous ont pas arrêtés sur le chemin du combat. En 1952, dans un numéro spécial de *Présence Africaine*, les étudiants africains dénoncèrent l'Union Française comme une véritable mystification. Et dans ce même numéro, Majhemout Diop, aujourd'hui premier secrétaire fédéral du Parti Africain de l'Indépendance, publia un article au titre retentissant *L'unique issue : l'indépendance totale*.

Les étudiants africains ont joué un rôle important aux côtés de leur peuple dans la lutte contre la domination étrangère. Nous avons compris - etc., cela, les travaux de notre VIIIe congrès le montrent ; que notre lutte, pour être réelle doit être menée étroitement avec les masses : car sans elles, sans leur soutien, nos mots d'ordre resteront de simples épouvantails. Nous refusons d'être globalement traités de réactionnaires ou contre-révolutionnaires ; nous refusons de recevoir des leçons de patriotisme de la part même de ceux-là qui, hier encore, combattaient ouvertement l'idée d'une indépendance de nos pays. Notre patriotisme ne date pas d'aujourd'hui. Il s'est affirmé non dans des fauteuils ministriables, mais dans les durs combats quotidiens. Notre patriotisme n'est pas un patriotisme de circonstance. Parmi les anciens étudiants, il y en a qui ont choisi la voie facile des honneurs et de l'argent. Ces judas de l'Afrique, dénoncés par le XIIe congrès, connaîtront le même sort qu'ont connu les agents de l'impérialisme.

Notre époque est une époque difficile pour le colonialisme. Les années que nous venons de vivre sont des années de grandes victoires accompagnées parfois de quelques échecs ou demi-échecs momentanés. Mais notre force réside dans la justesse de notre combat, l'accroissement sans cesse grandissant du mouvement de libération nationale et des alliés, et dans les leçons que nous tirerons pour transformer nos échecs ou semi échecs provisoires en victoires définitives sur nos adversaires.

Le mouvement de libération nationale connaît maintenant un développement impétueux. Les impérialistes ont perdu l'initiative. Ils sont sur la défensive. Ils ne peuvent plus se réunir en toute tranquillité pour se partager les colonies comme du temps de Berlin ou du Traité de Versailles. Le problème n'est plus pour eux d'agrandir leur sphère de domination, mais de se retirer à moindres

frais ou de sauver l'essentiel de leurs intérêts. Dans cette entreprise, ils ne reculent devant aucun moyen. Ils tuent, empoisonnent ou assassinent comme ils l'ont fait dans le cas de grands patriotes africains comme Patrice Lumumba, Ruben Un Nyobe et Félix Rolland Moumié. En tuant ces patriotes, les colonialistes pensent avoir définitivement arrêté la lutte de nos peuples pour la reconquête de leur souveraineté ; ils se trompent grossièrement. Au contraire, en recourant à ces crimes odieux, les impérialistes préparent leurs propres cercueils et creusent leurs propres tombes.

Le changement des rapports de forces est au détriment du camp impérialiste, c'est là un modèle et non un simple credo. L'échec de l'agression américaine à Cuba ne s'explique que par la lutte du peuple cubain, la solidarité agissante de tous les peuples du monde entier et par le soutien effectif des pays socialistes. Nous sommes fermement convaincus du succès final de notre combat car, aujourd'hui plus que jamais, nous sommes devenus invincibles car notre lutte n'est pas isolée. C'est pourquoi nous attachons une grande importance aux problèmes de nos alliances sur le plan international. Notre alliance est fondée non sur des motifs idéologiques, mais sur la base de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste. Nous nous allions avec toutes les forces qui soutiennent les principes de notre syndicalisme révolutionnaire. Nous ne pouvons pas traiter de la même façon et sur le même pied. Les partisans et les adversaires de notre lutte. Nous ne pouvons pas rester neutres devant nos amis et nos ennemis. Nous nous allions avec nos amis pour combattre nos adversaires ; voilà la pierre d'achoppement de notre politique d'alliance.

Le XIIe congrès de la fédération a marqué un tournant décisif dans le mouvement étudiant africain ; il a non seulement évalué les changements nouveaux intervenus dans les rapports de forces sur le plan international, mais aussi il a essayé de donner un contenu aux mots d'ordre d'indépendance et d'unité.

L'indépendance des États dits de Brazzaville n'est qu'une pure illusion ; on pourrait multiplier les exemples pour démontrer le caractère formel de ces indépendances. Les États comme le Sénégal et les quatorze États d'Afrique sous-dominance française continuent de rester dans la prétendue communauté. Mais entre les États, il y a un dénominateur commun. C'est leur alliance avec l'impérialisme français, concrétisée par le contenu des accords de subordination qu'ils ont signés avec le gouvernement français. A ce congrès, nous devons dénoncer rigoureusement le contenu des accords dits de coopération qui consacrent la dépendance de nos pays à l'égard de l'impérialisme français. Cette année, nous avons le devoir de demander l'évacuation de toutes les bases militaires et de toutes les troupes étrangères de notre sol, la constitution d'armées vraiment nationales et populaires dans nos États et l'établissement des relations de tous ordres avec nos pays avec tous les pays du monde entier.

Quand nous dénonçons les accords dits de coopération ou quand nous demandons à nos États de sortir de la communauté, nous voulons bien être compris par le peuple français. Nous ne voulons pas dire que nous sommes contre toute relation avec la France. Au contraire, nous souhaitons de tous nos vœux l'accroissement même des relations entre nos pays et la France. Ce que nous refusons, ce sont les relations fondées sur l'inégalité et l'exploitation auxquelles nous ont habitués les puissances impérialistes. Ce que nous voulons, ce sont des relations fondées sur l'égalité et la réciprocité des intérêts. Notre lutte n'est pas dirigée contre le peuple français, elle est dirigée contre le système colonial et ses nouvelles formes. Nous n'avons jamais confondu et ne confondrons jamais le peuple français et ses dirigeants. Par expérience, nous savons que notre lutte est commune et qu'elle est dirigée contre les mêmes adversaires. Ce sont les mêmes qui matraquent les républicains à la Bastille ou au Quartier Latin, qui répriment, ratissent, ou tuent dans les douars d'Algérie ou dans les forêts du Cameroun. Ce sont les mêmes qui plastiquent, qui crient sales BICOTS ou les NEGRES au Congo.

Notre combat est un combat pour le triomphe de l'unité et de la liberté. Notre combat n'est pas dirigé contre les blancs ; nous sommes contre un système. Tschombé, malgré son visage de bois d'ébène est un ennemi des peuples africains, alors que Patrice Lumumba est un frère de combat de Fidel Castro. Les démocrates français sont nos frères de combat. Nous continuerons à leur tendre la main pour lutter contre la suppression de l'oppression coloniale et l'instauration de relations d'amitié et de fraternité entre nos pays. Voilà le sens de notre combat qui correspond aux véritables intérêts de la France. Nous lançons un appel au peuple français pour qu'il intensifie sa lutte pour la paix en Algérie et l'ouverture de négociations sérieuses entre le gouvernement provisoire de la République algérienne et le gouvernement français. Nous lui demandons aussi de lutter contre le soutien matériel, diplomatique et moral apporté par le gouvernement français au fantoche Tschombé, au dictateur Salazar dans les événements de l'Angola et de Guinée dite Portugaise, ainsi qu'au gouvernement d'Afrique du Sud dans sa politique raciste.

Au Congo, l'impérialisme français et britannique joue des rôles importants. Le gouvernement français fournit du matériel de guerre à Tschombé, laisse des mercenaires dans l'armée du Katanga. L'Abbé Youlou Fulbert, fidèle soutien de l'impérialisme français, continue de jouer un sinistre rôle dans les événements du Congo. Au Congo, l'impérialisme américain se démarque de plus en plus. Les événements montrent que la Fédération a eu raison, lors de son dernier congrès, de dénoncer le danger de l'impérialisme américain en Afrique et son rôle de chef de file des puissances impérialistes. Pour l'impérialisme américain, il s'agit simplement de remplacer les vieux colonialismes comme il l'a déjà fait au Sud Vietnam et au Laos.

Nos peuples n'ont jamais lutté pour changer de maîtres, c'est pourquoi nous sommes contre tous les colonialismes qu'ils soient jeunes ou vieux. C'est pourquoi nous attirons l'attention de tous les étudiants africains sur le danger de la pénétration américaine qui commence à être une réalité dans nos pays.

Les quelques minces libertés démocratiques que nos peuples avaient arrachées ont été pratiquement liquidées dans les différents États africains. Plus de liberté de presse, plus de droit d'association, plus de liberté d'opinion, plus de parti d'opposition, plus de liberté individuelle, plus de droit de grève, plus de syndicat d'opposition. Les partis d'opposition comme le SAWABA au Niger, l'Union Démocratique Dahoméenne au Dahomey, le Parti Africain de l'Indépendance au Sénégal, le MEDAC en Oubangui sont interdits. Il en est de même pour les mouvements de jeunes, des organisations syndicales, des organisations de femmes. C'est la liquidation généralisée des libertés démocratiques dans nos États. La répression frappe les étudiants africains en France et en Afrique. Le gouvernement français a honteusement multiplié les expulsions des étudiants africains. Il kidnappe les étudiants africains pour les livrer à certains gouvernements africains dont les régimes sont assis sur les baïonnettes françaises. C'est une honte pour le gouvernement français qui se réclame de la démocratie d'arrêter nos camarades ivoiriens et gabonais pour les livrer aux gouvernements d'Houphouët-Boigny et de Léon Mba. Les expulsions n'assurent pas la survie du colonialisme français. Nous sommes convaincus que les hommes de notre génération l'enterreront définitivement.

Notre organisation sœur l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale devait organiser un colloque sur l'Université africaine avec la participation d'Aimé Césaire, député de la Martinique, Alioune Diop, Directeur de la Revue *Présence Africaine*, Ki-Zerbo, professeur agrégé d'histoire, Béhanzin, professeur, Dolo Sominé, docteur, Bernard Dadié, écrivain. Nos camarades de l'UGÉAO ont demandé au Président la République du Sénégal d'envoyer un message et d'inviter tous les ministres de l'Éducation nationale de tous les États Africains. Le gouvernement sénégalais a interdit la tenue du colloque. Pour protester contre une telle mesure qui est contraire à toutes les traditions universitaires, les étudiants ont organisé une manifestation pacifique qui a été sauvagement réprimée par la police du gouvernement sénégalais encadrée par des Français qui exhortaient les Africains à bien matraquer les étudiants africains. Il y a eu quinze blessés dont un est dans un état extrêmement grave. Non content de cela, le gouvernement sénégalais a expulsé le président de l'UGÉAO sur la Côte d'Ivoire, Emile Ologoudou, un ancien responsable de l'UGÉAO, et recherché Diallo Siradou, trésorier pour l'expulser sur la Guinée. Cela ne suffit pas, il a arrêté des responsables d'associations territoriales et interdit le congrès de l'UGÉAO. Devant ces faits, nous dénonçons publiquement la politique anti-africaine et obscurantiste du gouvernement sénégalais et demandons à tous les démocrates de protester contre ces mesures honteuses.

Nos dirigeants ont de plus en plus peur de leurs propres peuples et ont conscience de plus en plus de la faiblesse de leur régime. L'impérialisme perd chaque jour du terrain. Il subit des défaites comme il vient d'en subir. Ce qui est certain, c'est que le colonialisme est condamné à mort. Il lui reste encore très peu de temps pour vivre. C'est pourquoi nous devons nous unir pour continuer la lutte : la victoire est au bout de la lutte. Ce n'est pas le moment de déposer les armes, c'est le moment de ceindre les reins, de bander les muscles, de resserrer les rangs pour un nouvel assaut contre le colonialisme. Nous avons la certitude de vaincre. S'il y a des gens qui doivent être pessimistes quant à l'avenir, c'est bien les colonialistes. Notre unité est indispensable si nous voulons vaincre nos adversaires.

C'est pourquoi je conclurai sur cet appel à l'unité qui devrait être la conclusion logique de tous les étudiants africains.

« Lorsque l'homme est seul, le vent de la puissance le courbe sur la terre et l'odeur de la convoitise absorbe la sève qui le nourrit.

Tant que vous serez désunis et que chacun ne songera qu'à soi, vous n'aurez rien à espérer que souffrance, malheur et oppression ».

Annexe 2 : La lutte continue

« Cessons de vitupérer le colonialisme ». Tel est le slogan que le poète Léopold Sédar Senghor ne cesse de lancer à l'adresse des peuples africains. Ce mot d'ordre traduit parfaitement l'idéologie démobilisatrice des dirigeants du Mali qui veulent protéger, sous les dehors d'une indépendance de contrefaçon, les intérêts du colonialisme français mis dangereusement en difficulté par le développement du mouvement de libération nationale. Il est temps de prendre garde à cette nouvelle offensive générale des adversaires de l'indépendance et l'unité véritables de la patrie africaine. Car ces derniers déploient d'immenses efforts intellectuels pour trouver des bases idéologiques justifiant leur démission nationale

C'est dans ce cadre que l'un des responsables politiques du Parti de la Fédération Africaine a parlé, au cours d'un séminaire de jeunesse du Mali (à Dakar, avril 1960), de la colonisation comme un « moindre mal nécessaire », « révolution », un « fait positif ». Les patriotes morts sous les balles colonialistes doivent frémir d'horreur. Ainsi, les milliers de victimes tuées par les bâtisseurs d'Empire (Madagascar, Oranais, Indochine, Côte d'Ivoire, Sénégal, Afrique Equatoriale, Algérie, Tunisie, Maroc, etc.) ont été un « moindre mal positif ». Cette apologie à peine déguisée du colonialisme est, pour le moins qu'on puisse dire, une cruelle plaisanterie.

La colonisation, présentée comme une « nécessité », est un argument que l'on retrouve tous les jours dans la bouche des ultras comme Soustelle ou Bidault. Le malheur pour nous, c'est d'entendre certains Africains le reprendre consciemment ou inconsciemment à leur compte. Le colonialisme n'a jamais été une nécessité historique. Le Japon du XIXe siècle n'a eu besoin d'aucun système de domination coloniale pour devenir une puissance industrielle. Au contraire, c'est parce qu'il a systématiquement refusé le colonialisme et défendu son indépendance qu'il a pu assurer son développement économique amorcé depuis l'ère du Metji (ou ère des Lumières, 1868). L'indépendance a été son rempart contre les exigences du Pacte Colonial. Les relations économiques et culturelles fondées sur la réciprocité des intérêts et le respect mutuels de la souveraineté nationale avec les autres puissances ont permis au Japon de l'époque d'avoir une avance économique considérable sur tous les autres pays asiatiques en proie à l'impérialisme occidental.

« La colonisation est un fait positif ». C'est là une opinion que tous les colonialistes ont sur les lèvres. Un de leurs fleurons, le général Marchand dont le livre *Vérité sur l'Afrique Noire* est préfacé par le Maréchal Juin, connu pour ses sympathies pour les comploteurs du 13 mai, écrit :

« Il (le colonialisme) a été en son temps une nécessité, un facteur de progrès. Sans lui, bien des régions seraient encore figées dans leur passé de souffrance, de misère et de famine, etc. ». Si la colonisation était vraiment positive, on doit s'étonner de ne pas entendre les dirigeants du Mali revendiquer ouvertement la pérennité du système colonial. Pour tromper nos peuples et donner un caractère de pseudo-objectivité à cette thèse foncièrement colonialiste, on invoque le nombre de kilomètres de routes ou de chemins de fer, d'écoles, de dispensaires ou d'hôpitaux, etc. On oublie de dire que ces réalisations ont été essentiellement faites non pour nos peuples, mais pour les besoins de l'exploitation de nos pays par l'étranger. À cet égard, les propos d'Albert Sarrault, apôtre du colonialisme au même titre que son père spirituel Jules Ferry, sont clairs. En voici un échantillon concernant l'orientation de l'assistance médicale (hôpitaux et dispensaires) aux fins de l'exploitation colonialiste : « La participation militaire des indigènes (à la guerre 1914-1918) a dépassé les espérances les plus optimistes. Mais cela ne saurait empêcher de regretter que la contribution coloniale ait été insuffisamment organisée dès le temps de paix ; le rendement eût été beaucoup plus efficace si nos forces d'outre-mer avaient été d'avance préparées pour l'amélioration de la race et de l'individu. L'assistance médicale et l'hygiène publique sont des tâches de longue durée qui doivent être conduites méthodiquement et sans arrêt » ... « Toute l'œuvre de la colonisation, toute besogne de création de richesse est dominée aux colonies par la question de la main-d'œuvre : c'est la clé de voûte de l'édifice économique qu'il faut bâtir... D'où la nécessité d'organiser et de poursuivre méthodiquement « un plan de campagne » nettement dressé

dans chaque colonie, la lutte énergique contre les maladies, les épidémies, les fléaux de toutes sortes qui, sur certains territoires, ceux de l'Afrique notamment, déciment terriblement les populations autochtones... Nécessité en un mot de *conserver et d'augmenter le capital humain pour pouvoir faire travailler et fructifier le capital argent...* Il y a *intérêt matériel absolu* (lisez pour colonialistes) à augmenter la population autochtone. L'assistance médicale a une œuvre capitale et urgente à accomplir » (voir *Témoignages et Documents*).

Les faits les plus odieux, comme par exemple la guerre, ont des côtés positifs, mais les aspects négatifs qu'ils comportent sont énormément plus importants et les condamnent aux yeux de l'humanité tout entière. Qui peut nier les rapides progrès effectués durant la guerre par l'aviation, la biologie, la médecine, la construction mécanique, la science nucléaire, etc. Mais qui peut fermer les yeux sur les horreurs de la guerre (destructions, deuils, crimes, etc.) pour la préconiser tous les jours comme facteur de progrès. La colonisation comme la guerre est un tout, c'est un phénomène global qui ne souffre d'aucune dissection artificielle. Le colonialisme est signe de l'oppression, de violence organisée, de crime et de régression. Il est la racine-mère du sous-développement de nos pays sur lequel les pays capitalistes versent des larmes de crocodile. Ils nous désignent du doigt comme des mendiants alors qu'ils nous exploitent et nous pillent ; ils nous présentent comme de pauvres hères alors que leur richesse est faite de nos misères ; ils nous parlent de l'état arriéré de notre économie alors que celui-ci résulte des oukases de leurs systèmes impérialistes.

« Cessons de vitupérer le colonialisme » peut figurer en belles lettres au fronton de l'édifice malien. Ce dernier couvre derrière ses grilles noires la retraite du colonialisme traqué qui, à l'instar du caméléon, prend aujourd'hui les couleurs du bois d'ébène pour échapper aux fureurs de nos peuples. L'indépendance du Mali n'est pas une indépendance véritable : c'est un leurre destiné à tromper et à démobiliser les masses africaines. Les colonialistes ne sont pas encore condamnés à porter le deuil : inutile de leur envoyer des lettres de condoléances. Ils sont encore vivants ; car ils ont réussi à cacher leur entreprise d'exploitation derrière les accords franco-maliens que *L'Étudiant d'Afrique Noire*, soucieux des véritables intérêts de l'Afrique Noire, se propose d'analyser de la façon la plus objective dans ce numéro spécial.

Source : *L'Étudiant d'Afrique Noire*, n° 30, juin-juillet 1960.

Annexe 3 : Du nationalisme de circonstance à la véritable indépendance

Par Amady Aly DIENG

« L'époque n'est pas encore loin où la presque totalité des leaders politiques africains, de Houphouët-Boigny à Senghor, de Léon M'Ba à Lamine Guèye, combattaient publiquement et avec acharnement l'idée de l'indépendance de l'Afrique Noire.² Cette position de soumission docile à l'impérialisme français était condamnée par l'histoire ; car de l'ère de Jules Ferry à la Conférence de Bandoeng, la physionomie politique du monde avait beaucoup changé. La Révolution russe d'octobre 1917 avait porté un énorme coup au système capitaliste arrivé à "son stade suprême, l'impérialisme". Depuis les échecs se sont accumulés dans le camp des puissances colonisatrices ; l'accroissement du monde socialiste et le renforcement de la lutte de libération nationale en Asie ont créé, après la Deuxième Guerre mondiale, des conditions favorables au déroulement de la lutte pour l'indépendance sur le continent africain.

L'affaiblissement de l'impérialisme français amorcé depuis la Révolution d'Octobre et aggravé lors deuxième conflit mondial.³ a permis la naissance et l'essor d'un vaste mouvement anti-colonialiste dans les colonies françaises (exemple : RDA en 1946, etc.). Le Gouvernement français a tenté plus d'une fois d'endiguer ce courant en recourant à des institutions politiques comme l'Union française ou la Loi-cadre. Tout cela n'a pas empêché les peuples africains de lutter pour l'indépendance nationale. Ce combat a connu un si grand champ d'expansion qu'il a fait de 1960 l'année des indépendances africaines. Dès lors, il devenait impossible aux dirigeants du Mali de s'opposer, comme par le passé, au mot d'ordre d'indépendance. Ils le reprirent, mais du bout des lèvres, pour « canaliser » les aspirations des peuples du Sénégal et du Soudan dans le sens où le voulait le néocolonialisme français. Sur ce terrain, ils réussirent à s'entendre avec le général de Gaulle qui, devant la force du mouvement de libération nationale en Afrique et le précédent guinéen, cherchera à sauver l'essentiel. Ses déclarations sont sans équivoque sur ce point : « Des territoires qui ne cessaient pas, depuis dix ans, d'aspirer à l'indépendance, la réclament avec insistance. Faut-il laisser ce mouvement se développer contre nous ou, au contraire, tenter de le comprendre, de l'assimiler, *de le canaliser* ». ⁴

Garder l'essentiel : tel est l'objectif de l'impérialisme français

L'impérialisme français tenu en échec par la lutte courageuse du peuple algérien et du peuple kamerunais ne peut pas, dans les conditions actuelles, s'opposer avec succès par la force des armes à la revendication des peuples d'Afrique Noire. C'est pourquoi il joue la carte des dirigeants actuels (par exemple : MM. Modibo Keita et Senghor) pour endiguer la lutte des masses africaines dans le

sens de la sauvegarde des intérêts essentiels des sociétés coloniales. On promet l'austérité ou, plus précisément, l'exploitation aux couches laborieuses de chez nous par l'aggravation de la fiscalité et le blocage des traitements, et on consent aux industriels et commerçants certaines exemptions fiscales et la protection contre les mouvements sociaux.

Pour mieux tromper nos peuples, les colonialistes ont accepté de faire bon ménage avec les oripeaux de la souveraineté nationale (drapeau, hymne, embryon d'armée, etc.). Ils ont aussi déployé une immense propagande pour présenter l'indépendance du Mali comme une indépendance réelle, nos dirigeants comme des nationalistes. Personne ne pourra s'y tromper très longtemps. Le gouvernement français n'a pas signé des accords valables avec des hommes libres ; il a simplement présenté un contrat d'adhésion à ses vassaux pour qu'ils l'entérinent purement et simplement. Les responsables politiques du Parti de la Fédération Africaine (PFA), bousculés par les organisations révolutionnaires, l'exemple de la Guinée et les multiples indépendances d'États africains survenues ou à survenir en 1960, ont été obligés de parler d'indépendance et de recourir à la négociation avec le gouvernement français. Leur refus de sortir de la Communauté et de recourir au référendum est la meilleure marque de leur soumission à la domination française. Leur acceptation de l'exigence du gouvernement français de la simultanéité de la signature des accords de transfert et de coopération révèle leur volonté de servir de postes de relais au colonialisme français. C'est pourquoi les accords franco-maliens n'ont guère réussi à camoufler la persistance du néo-colonialisme dans tous les domaines au Mali.

Où nous mène la diplomatie du Mali ?

Le Mali accepte que « le Haut représentant de la France soit le doyen du corps diplomatique ». On s'attendrait à ce que le gouvernement du général de Gaulle admette que la réciprocité soit vraie. Hélas ! Pour jeter la poudre aux yeux des gens et faire une petite concession à l'amour propre des dirigeants maliens, le gouvernement français réserve « une place privilégiée parmi les envoyés diplomatiques à Paris » au représentant du Mali. On ne voit pas sous quelle forme ? A travers ces clauses, transpire un profond mépris, à peine camouflé, pour les Africains. C'est encore bien là la preuve que la Communauté même « rénovée ou contractuelle » reste toujours la communauté du maître et de l'esclave, du suzerain et du vassal.

Là où le Mali n'aura pas d'ambassade, il sera représenté par des agents consulaires français. Cette clause est grave et inadmissible. D'abord, la politique du gouvernement français est une politique colonialiste (guerre d'Algérie, bombe atomique, guerre contre le peuple kamerunais, revendication territoriale sur le Congo dit Belge, l'attitude favorable à la politique raciste de l'Union Sud Africaine à l'ONU). Les intérêts qu'il défend sont diamétralement opposés à ceux de nos pays qui veulent l'indépendance et l'unité.

Ensuite, il n'est pas pensable que nos pays confient des secrets d'État à des diplomates au service de puissances colonialistes. L'exemple des techniciens français qui captaient les communications téléphoniques du gouvernement tunisien pour les besoins de l'espionnage est une preuve irréfutable du danger de l'inféodation de la diplomatie du Mali à celle de la France. La véritable solution réside ailleurs. Le Mali pourrait se faire représenter là où il ne dispose pas d'ambassade pour des raisons financières par certains pays *afro-asiatiques résolument engagés dans la lutte anti-impérialiste*.

L'on ne peut qu'être inquiet devant les clauses reconnaissant que « leurs politiques étrangères s'inspirent d'un même idéal et des mêmes principes ». Chacun sait que la diplomatie française est grosso modo à la remorque de la diplomatie du dollar. Celle-ci est au service des monopoles américains favorables à la course aux armements et adversaires de la paix dans le monde (incidents de l'U-2 et du bombardier américain R.B. 47). Elle pratique une politique de pacte militaire qui porte atteinte à la souveraineté des certains pays et les expose au danger d'une guerre atomique. Elle pratique une politique de soutien aux dictatures sanguinaires (exemple : Syngman Rhee en Corée du Sud, N'Diem au Vietnam Sud, Kishi au Japon, Tchang Kai-Tchek à Formose, Battista à Cuba, Mendèrès en Turquie et Franco en Espagne, etc...). Si le Mali suit aveuglement la diplomatie française, il y a beaucoup de chance qu'il en soit à peu près ainsi, il sera obligé de ne pas reconnaître la Chine Populaire (l'État le plus peuplé du monde entier : 600 millions d'hommes) et de reconnaître Tchang Kai-Tchek, le dictateur madré de Formose (6 millions d'habitants). La Guinée indépendante a reconnu la Chine Populaire ; il serait inadmissible que le Mali s'amuse à jouer la comédie de la représentation de la Chine par la Chine nationaliste à l'ONU que les Américains ont imposée à la quasi totalité des puissances occidentales, entre autres la France.

Le pacte colonial n'est pas mort

L'économie du Mali reste encore dominée par les trusts coloniaux qui ne sont guère effrayés par l'accession du Mali à la souveraineté internationale.⁵ Les idées du Pacte Colonial (exclusivité, sauf exceptions, de l'achat de produits manufacturés français par les colonies et de la vente des produits coloniaux à la France, utilisation des pavillons français, tarif préférentiel, opposition systématique à la création de toute industrie susceptible de concurrencer la production française) sont encore vivaces dans les accords franco-maliens. Les exemples fourmillent (lire les articles 14 et 15, titre III : De la coordination des politiques commerciales et Finances extérieures ; marché privilégié ;⁶ interdiction d'exporter les produits dits stratégiques comme l'uranium, nécessité d'utiliser la flotte marchande française (là, les armateurs de Bordeaux, Marseille, Le Havre, Rouen ont eu gain de cause, puisque M. Modibo Keita a accepté le monopole français en matière de transport).⁷

Pour camoufler tout cela, on inscrit dans les conventions des clauses de réciprocité qui sont de simples clauses de style, car le Mali n'a guère de flotte aérienne et navale pour tirer un quelconque avantage des accords (voir art. 1^{er}, titre I : Du régime de l'exploitation des navires). Le régime des pavillons de complaisance consenti par les Libériens aux navires appartenant à des sociétés américaines risque fort d'être réédité au Mali. Un simple drapeau malien accroché à un bateau appartenant à des armateurs de Bordeaux ou de Marseille ne changera rien à la domination colonialiste.

Une assurance essentielle aux colonialistes : les conventions d'établissement

Pour continuer leur travail d'exploitation, les sociétés coloniales ont obtenu gain de cause. Par la grâce des accords, les exploiters ne sont plus des « étrangers, mais des nationaux » ; ils jouissent de tous les droits et sont garantis contre toute expropriation et toute nationalisation. L'art. 6 de l'accord unilatéral sur les droits fondamentaux des nationaux des États de la Communauté est formel là-dessus. « Les biens (les biens des colonialistes) ne peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique ou de nationalisation que sous condition du paiement d'une juste indemnité préalablement versée ou garantie ». D'autre part, les Français, au même titre que les Africains, sont assurés de travailler dans la fonction publique et dans les professions libérales du Mali. C'est là vouloir faire semblant d'ignorer les effets possibles de la loi des grands nombres. C'est aussi faire oublier aux Africains que la France défend ses nationaux contre la concurrence étrangère aussi bien dans la fonction publique que dans les professions libérales.

Toutes ces dispositions sont assorties de clauses de réciprocité ; il suffit de voir le fond du problème pour se rendre compte de l'hypocrisie de ces clauses de style. L'Afrique n'a pas suffisamment de cadres pour se payer le luxe d'envoyer des fonctionnaires, des médecins, des avocats, des pharmaciens, etc. en France. Elle n'a pas suffisamment de capitaux pour établir des sociétés commerciales en France. Les clauses de réciprocité dans ce domaine ne sont que du tape-à-l'œil et favorisent simplement les intérêts étrangers solidement assis au Mali. Maintenant les colonialistes français peuvent dormir, la conscience tranquille, sur le doux oreiller des accords franco-maliens qui leur garantissent une exploitation sans gros risques de nos peuples.

Quelle position prendre ?

Nous devons dénoncer les accords franco-maliens qui maintiennent les liens de dépendance. Notre mot d'ordre d'indépendance totale et inconditionnelle était juste : c'est pourquoi nous revendiquons la pleine souveraineté, condition indispensable de l'Unité africaine. Pour résister aux convoitises de l'impérialisme qui se manifestent sous toutes les formes (Marché Commun, Eurafrique,⁸ etc.),

L'Afrique Noire doit s'unir en un vaste État multinational qui, seul, pourra permettre un développement économique rapide. Pour y arriver, les patriotes africains doivent lutter pour l'indépendance totale et l'Unité de l'Afrique Noire qui comportent un certain nombre d'exigences fondamentales (rupture avec les ensembles créés par l'impérialisme comme le Commonwealth, la Communauté, l'Union Belgo-Congolaise, etc., liquidation des bases militaires étrangères, création d'un marché commun africain, institution d'une zone monétaire africaine).

Notre ennemi, l'impérialisme, est puissant ; c'est pourquoi notre lutte pour l'indépendance et l'unité n'est pas facile. Le camp des oppresseurs se prépare ;⁹ c'est pourquoi nous devons nous préparer aussi sans sous-estimer la force de nos adversaires.

Dans cette croisade pour notre survie, l'Afrique a besoin de l'Unité de toutes les forces fermement résolues à lutter contre le colonialisme et l'impérialisme. C'est pourquoi la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire n'a jamais cessé de préconiser la mise sur pied d'un Front de libération nationale. Notre salut devant les manœuvres du camp impérialiste est à ce prix.

Source : *L'Étudiant d'Afrique Noire*, n° 30 juin-juillet 1960.

Annexe 4 : Lettre à Marcelino Dos Santos

Marcelino Dos Santo
6, Rue Paul Tirard
Rabat-Maroc

Monsieur Dieng Amady
F.O.M., PARIS XIV

Cher ami,

Il est fort possible que des camarades du Mozambique viennent prendre contact avec vous.

Ce sont des amis sérieux, quoique leurs options politiques (pour le moment) se situent sur un plan du « nationalisme sincère » sans plus. Ils viennent de Lisbonne, d'où ils se sont enfuis avec un groupe d'étudiants de l'Angola.

J'ai parlé avec eux lors d'un bref séjour tout récent à Paris, et je leur ai dit que je vous avertirai de leur visite à vos bureaux.

Ils doivent vous chercher pour prendre connaissance avec vous et probablement vous demander vos statuts. Vous pouvez leur faire confiance, leur parler et même discuter avec eux. Ils vous expliqueront leurs préoccupations et leurs désirs qui sont, grosso modo, la création d'une union des Étudiants du Mozambique (ce avec quoi nous sommes d'accord, l'UGEAN devenant une fédération d'Union nationale).

Voici leurs noms : Ana Francisca Siniao ; Joao Jamissa Nhambiu ; Joaquim Alberto Chissano ; Pascoal Manuel Mocumbi.

Provàvemente ce seront les deux derniers qui viendront vous voir. Ils n'ont pas besoin d'aide matérielle.

Je te prie par ailleurs de transmettre mes remerciements à Abou Touré pour les revues qu'il m'a laissées. Comme je lui avais dit, je me suis absenté de Rabat, voilà pourquoi nous n'avons pas pu nous revoir une dernière fois.

Ce sera pour une très prochaine fois.

Bien amicalement
Marcelino Dos Santos

Annexe 5 : Invitation du Parti communiste français

Parti Communiste Français
Tél. TRUdaine 29-84, 36-44, 69-83 et 84
44, rue Le Peletier, 44, Paris 9e

Paris, Le 15 Mars 1961

N. Réf.....

V. Réf.....

Au bureau de la F.E.A.N.F¹⁰

Chers Amis,

Notre comité central a le plaisir de vous informer qu'il a décidé, dans sa session de Février, de convoquer le XVIe Congrès du Parti Communiste Français pour les 11-12-13 et le 14 Mai 1961 à St-Denis, dans la banlieue parisienne.

L'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques contre le pouvoir des monopoles capitalistes, pour le progrès, la liberté, la paix, la restauration et la rénovation de la Démocratie en France, sera le thème central des travaux de ce Congrès. Le rapport sera présenté par le camarade Waldeck Rochet.

Connaissant et suivant avec un grand intérêt la lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste courageuse de votre Association, nous serions heureux que vous acceptiez de vous faire représenter à notre Congrès, au titre d'invité, par un ou plusieurs délégués.

Nous aimerions recevoir, aussi tôt que possible, une réponse de votre part. Vous voudrez bien dans ce cas, nous faire connaître les noms et qualités de vos représentants.

Recevez, chers amis, nos bien fraternelles salutations.

Maurice Thorez

Secrétaire Général
du Parti Communiste Français

P.S. : Nous vous adressons par courrier séparé un certain nombre d'exemplaires du
Projet de Résolution soumis par le Comité central pour la préparation du Congrès.

P.S. : Nous vous confirmons que notre Congrès aura bien lieu les 11-12-13 et 14 Mai 1961.

Annexe 6 : Discours d'ouverture¹¹

Messieurs les invités,
Chers camarades et chers amis,

Permettez-moi, au nom de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, de remercier toutes les personnalités qui ont accepté d'honorer de leur présence notre séminaire sur la littérature africaine. Permettez-moi aussi de remercier tous ceux, journalistes ou étudiants, qui ont répondu à notre invitation.

C'est la première fois que nous organisons un séminaire sur les problèmes littéraires africains. C'est donc dire qu'il y aura des insuffisances tant dans l'organisation que dans l'élaboration des rapports. Et nous nous en excusons d'avance. Ce qui importe pour nous, c'est de montrer l'importance des problèmes culturels en général et des problèmes littéraires en particulier.

Au cours de ce premier séminaire, nous essayerons d'attirer l'attention des étudiants sur les problèmes politiques qui se posent à l'occasion de la création artistique et de montrer le rôle social que peuvent jouer les écrivains africains.

Si nous devons lutter de façon conséquente contre le colonialisme et l'impérialisme, nous devons le faire dans tous les domaines, y compris le domaine littéraire. Les colonisateurs, pour mieux asseoir leur domination sur nos pays, n'ont pas négligé de recruter des écrivains qui avaient pour tâche, sous le couvert de la littérature, de nous mystifier. Rappelez-vous les *Moussa et Gigla*, *Mamadou et Bineta*, *Mon Ami Koffi*, *Les contes des cents et un matins*, etc. Dans ce domaine, ils savent être vigilants et savent riposter dès qu'une œuvre commence à mettre en cause leurs intérêts. Rappelez-vous aussi l'interdiction qui a accueilli les poèmes de Keita Fodéba tels que *Minuit*. Et là aussi, nous avons le devoir de tirer des leçons de l'attitude de nos maîtres. Comme eux, nous avons intérêt à voir quels sont nos amis et nos ennemis parmi les écrivains ; ce travail de clarification est absolument nécessaire pour le système de nos alliances et le succès de la Révolution en Afrique. Néanmoins, nous essayerons d'aider par nos suggestions et nos critiques bienveillantes certains écrivains africains égarés, mais honnêtes à retrouver le véritable chemin de la dignité et de la liberté de l'Afrique.

Nous sommes fermement convaincus que tout art est engagé dans un sens ou dans un autre. Ce n'est pas le grand critique littéraire Brunetière, très conservateur, qui nous démentira : c'est lui qui écrivait : « l'art a une fonction sociale ».

Nous n'insisterons pas sur cette question.

Cependant, il n'est pas inutile, pour bien apprécier l'œuvre d'un écrivain, de la replacer dans le contexte de son époque ; il est évident qu'on sera beaucoup plus sévère à l'égard de *L'Enfant noir* de Laye Camara qu'à l'égard de *Batouala* de René Maran. A l'époque où ce dernier écrivait, les perspectives d'une révolution nationale en Afrique n'apparaissaient pas clairement alors que l'auteur du *Regard du Roi* nous livrait son premier roman en plein combat pour l'indépendance.

La littérature négro-africaine a connu des fortunes diverses qui ne s'expliquent qu'à la lueur de l'histoire de la colonisation française. Entre la Première et la Deuxième Guerre mondiale, l'Afrique Noire comptait très peu d'écrivains. L'insuffisance de la scolarisation, un des corollaires de la politique coloniale, explique cette situation. L'Antillais René Maran, le Berger peulh autodidacte Bakary Diallo et les écrivains issus de l'École Normale William Ponty produisirent quelques romans entre la fin de la Première Guerre mondiale et la constitution du Front populaire en France.

René Maran, originaire de la Martinique, peut incontestablement faire figure de père du « roman nègre ». Grâce à son expérience dans l'administration coloniale, il écrit un roman *Batouala* ayant pour cadre l'Oubangui-Chari, l'une des quatre colonies de l'Afrique Equatoriale dont les populations ont été décimées par les travaux forcés. René Maran, influencé dans sa langue et sa technique par les poètes du Parnasse et les écrivains de l'École Naturaliste porta témoignage contre les « abus » de la colonisation. « Ce roman ne tâche même pas d'expliquer : il constate, comme il écrit dans sa préface. Il ne s'indigne pas : il enregistre. « L'ouvrage fut couronné en 1921 par le prix Goncourt. Bien que *Batouala* n'avait qu'effleurer une vérité qu'on n'a jamais tenu à connaître à fond, il souleva des protestations de la part des puissants intérêts coloniaux. Et depuis René Maran devait quitter l'administration coloniale et suivre une nouvelle orientation. Ce roman eut un retentissement certain. Car il était écrit à une époque où la question nègre se posait à propos du partage des colonies au Traité de Versailles, après la défaite de l'Allemagne. À cette période, le Dr Dubois menait une grande campagne pour la défense des Noirs d'Afrique et organisait la première conférence panafricaine avec le soutien de Blaise Diagne, alors député des quatre communes du Sénégal.

En 1926, un berger Peulh du nom de Bakary Diallo écrit, le premier, un roman intitulé *Force-Bonté*, deux vertus qu'il attribue à la France. L'œuvre de ce berger peulh venu combattre en Europe pendant la guerre 14-18 et au Maroc est sans grande portée. M. Georges Balandier ne cache pas ses insuffisances :

voilà ce qu'il en écrit : « Il s'agirait plus d'une œuvre "soufflée" que d'une œuvre authentique. Elle tient à la fois de l'autobiographie naïve et de la pastorale doucement moralisatrice ; littérature édifiante d'une époque où l'on s'attendrissait sur le bon sauvage ou le Huron... Elle était une curiosité, un peu comme un devoir d'enfant bien doué, la composition française d'un « enfant du gouvernement » selon l'expression même de l'auteur (Bakary Diallo).

Dix ans après *Force-Bonte*, devaient apparaître deux romans : *Karim* de Ousmane Socé Diop, roman de mœurs ; *Dogucimi* de Paul Hazoume, roman historique. Tous ces deux auteurs appartiennent à la génération formée à l'Ecole Normale William Ponty que l'Administration Coloniale avait créée pour former les cadres locaux du gouvernement général de l'AOF (créé en 1904). Ces deux romans répondent aux soucis de l'Administration qui voulait connaître les mœurs, les habitudes et la mentalité des Africains pour mieux exercer son autorité. Le goût de la recherche ethnographique et du documentaire continuera à marquer à divers degrés les écrivains issus de l'Ecole Normale William Ponty comme Bernard Dadié, Fili Dabo Cissokho, etc...

Dès 1936, les signes avant-coureurs de la guerre mondiale apparaissaient : le fascisme monte en Europe, l'Italie de Mussolini attaque lâchement l'Éthiopie ; la guerre civile commence en Espagne. C'est dans ce climat que deux poètes : Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor commençaient à faire leurs premiers pas dans le monde des lettres.

La période qui suit la Deuxième Guerre mondiale sera plus féconde et comptera plus d'écrivains. Je ne m'y attarderai pas : car le séminaire est essentiellement consacré aux écrivains de cette époque. Si le nombre des poètes, romanciers, conteurs a augmenté ces quinze dernières années, ce n'est pas l'effet du hasard. Cela correspond à un ébranlement du système colonial. Grâce à la lutte de nos peuples et des autres, les portes de l'Ecole secondaire et de l'Université française se sont ouvertes plus largement aux Africains. Mais avant que la génération née aux environs de 1930 et entrée au Lycée à la Libération n'ait pu atteindre la maturité, deux poètes, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor et un conteur Birago Diop continuaient à occuper la devanture de la scène littéraire africaine.

Si les auteurs de *Cahier d'un retour au pays natal* et des *Chants d'ombre* chantaient la Négritude à Paris, les Africains de ma génération connaissaient, – curieux paradoxe – quelquefois par cœur des vers de CÉSAIRE et ignoraient presque totalement Léopold Sédar Senghor. Il y a des raisons à cela.

D'abord, Aimé Césaire dénonce l'injustice, la misère, le racisme, et appelle à la révolte contre l'ordre colonial établi sur l'Afrique, l'Asie et les Iles alors que M. Senghor nous invite à d'interminables et monotones prières pour pardonner « l'Europe blanche » ou « la France qu'il faut mettre à « la droite du Seigneur ». Ensuite Aimé Césaire a su démonter le mécanisme de la colonisation dans son

admirable pamphlet : *Discours sur le colonialisme*, alors que Léopold Sédar Senghor écrivait des articles en collaboration avec les pires colonialistes pour célébrer et édifier ce qu'ils appelaient en 1945 « La Communauté Impériale française ».

Annexe 7 : Hommage à David Diop

David Diop nous a tragiquement quittés en août 1960, à la suite de l'accident d'avion survenu au large de Dakar. Sa vie a été trop brève (1927-1960) pour lui permettre de tirer toutes les flèches qui étaient à son arc. Que nous a-t-il laissé en héritage ? Un mince recueil de poèmes : « Coups de pilon » plein de densité et de chaleur humaine et surtout l'exemple d'une vie dévouée à la cause de l'émancipation de l'Afrique.

David Diop avait horreur de la pure spéculation. L'action transformatrice est au départ et à l'arrivée de sa réflexion. Son sens des responsabilités ne le quitte jamais, même jusque dans sa poésie. Celle-ci n'est qu'un moyen, non une fin pour lui.

Si David Diop a subi l'influence de ses aînés, il s'en est très vite dégagé ou tout au moins, il a rejeté certaines influences pour ne garder que les bonnes qui ont contribué à donner à son art une très grande résonance parmi les jeunes intellectuels africains.

Il s'est très vite affirmé contre son aîné Léopold Sédar Senghor sans outrance de langage, en s'engageant résolument dans la voie de la poésie militante et en abandonnant à d'autres esthéticiens le soin de s'adonner aux « exercices de style » et aux « discussions formelles ».

Il a choisi son peuple, non en parole, mais dans la réalité. Le Français, langue des Dieux pour certains poètes africains, est pour David Diop un moyen d'expression provisoirement imposé par la réalité coloniale et historique condamnée : « Certes, dans une Afrique libérée de la contrainte, il ne viendra à l'esprit d'aucun écrivain d'exprimer autrement que par sa langue retrouvée ses sentiments et ceux de son peuple. Et dans ce sens, la poésie africaine d'expression française, coupée de ses racines populaires, est historiquement condamnée ».

David Diop, s'il a une claire intelligence des phénomènes sociaux, ne néglige pas de lutter « par ses écrits pour la fin du régime colonial », condition indispensable à « la renaissance de nos cultures nationales ». David Diop a bien saisi le sens profond de la lutte de l'Afrique qui n'est pas un combat uniquement culturel : celui-ci est avant tout politique au sens le plus noble du terme. C'est pourquoi il a pris ses responsabilités en allant enseigner en Guinée au moment de l'indépendance.

David Diop a chanté la « négritude », mais de façon radicalement différente de la manière senghorienne. David Diop a d'abord une foi immense en l'« Afrique

des fiers guerriers ». Cette confiance aux hommes de son pays est un trait dominant de son œuvre poétique :

« L'espoir vivait en nous comme une citadelle
Et des mines de Swaziland à la sueur lourde des usines d'Europe
Le printemps prendra chair sous nos pas de clarté ».

David Diop est le poète de l'avenir, le passé n'est pas un simple prétexte à des pleurs, à des lamentations ou à des reconstructions mythiques. Le poète, conscient de sa mission, doit « refuser à la fois l'assimilation et l'africanisme facile ».

La négritude chez l'auteur de « Coups de pilon » est un simple moment dans la prise de conscience. Elle refuse d'être « originalité, à tout prix, pour n'être qu'une étape dans la redécouverte de soi. La négritude n'est pas close : elle est une simple protestation contre ce que le capitalisme nous présente comme civilisation « universelle ». C'est une revendication du « droit à l'initiative ». Fidèle à son amour pour l'Afrique, David Diop dénonce l'hypocrisie des « vautours » de la colonisation.

« Hommes étranges qui n'étiez pas des hommes »
Il ne ménage pas le renégat :
« Mon pauvre frère, au smoking à revers de soie
Piaillant et susurrant et plastronnant dans les salons de la condescendance,
Tu nous fais pitié »

Si David Diop évoque le passé, c'est pour y trouver des raisons d'espérer. Les héros africains tels que « Soundiata l'oublié » ou « Chaka l'indomptable » sont évoqués non pour nous faire admirer leurs « fastes », mais pour inviter à nous redresser et à monter à l'assaut des citadelles de l'injustice. David Diop, fidèle à l'enseignement de Jacques Roumain, a compris la nécessaire solidarité des « colonies » et des ouvriers d'Europe, dans le grand combat de la libération humaine :

« Et des savanes aux jungles
Nos mains crispées dans l'étreinte du combat
Montrent à ceux qui pleurent des éclats d'avenir
Dimbokro Poulo condor.
Entendez-vous bruire la sève souterraine
C'est la chanson des morts
La chanson qui nous porte aux jardins de la vie ».

David Diop est pour les étudiants sénégalais un exemple de militant révolutionnaire qui se refuse à tout esthétisme, à tout verbiage et qui délibérément, travaille à la naissance d'une Afrique nouvelle. C'est toujours au nom de l'amour des hommes qu'il agit. David Diop a bien compris que la seule couleur n'est pas une ligne de démarcation en matière d'oppression et d'exploitation. Les Tschombé, Ahidjo et autres tigres en bois d'ébène sont là pour l'attester... Notre combat a des dimensions sociales incontestables. David Diop est certes mort, mais il est présent

parmi nous. Son exemple nous aura montré l'union intime du poète et du militant. Il a su harmonieusement, par une grande conscience sociale, par une claire conscience historique et une permanente volonté d'agir, être à la fois un Africain et un homme tout court.

Annexe 8 : Note de lecture

L'État et la production paysanne ou l'État et la révolution au Sénégal, 1957-1958
Par Abdoulaye Ly (Edition Présence Africaine)

Cette petite brochure écrite à Dakar le 24 décembre 1957 est née de l'examen de « l'évolution et de l'état actuel des rapports de l'État avec la production paysanne au Sénégal », nous suggère Abdoulaye Ly. À vrai dire, *l'État et la production paysanne* est à la fois une réflexion de Ly sur son action ministérielle (car il a été ministre de la Production dans le gouvernement sénégalais issu de la Loi-cadre) et un complément à son premier ouvrage politique : *les Masses africaines et l'actuelle condition humaine*, qui contenait « des formules abstraites et volontairement vagues ».

L'auteur, qui est à la fois un militant et un historien, a su nous donner de façon très ramassée d'utiles indications d'ordre historique sur les différentes tentatives de colonisation agricole au Sénégal au temps des comptoirs, sous la troisième République et à notre époque actuelle. Ce bref éclairage historique sur le Plan Chambonneau (juillet 1688), la Mission de Schmaltz (1818-1819), la politique agricole du gouverneur Roger, etc., nous permet de comprendre le Sénégal actuel, dans sa contexture économique fragile d'aujourd'hui.

Ly Abdoulaye nous donne d'utiles indications sur la période allant de 1900 à 1957 sur l'origine des Sociétés de prévoyance (S.P.) qui sont au nombre de 15 en 1935 d'après le recensement de M. Boyer.

Lorsque Ly Abdoulaye aborde dans son chapitre intitulé « Hic et Nunc » la période concernant « l'expérience », on peut dire l'expédient en cours d'application de la Loi-cadre, ses vues débouchent sur des options politiques fort intéressantes à discuter.

Le cadre de cette note de lecture ne nous permet pas d'aborder toutes les questions. Néanmoins, nous effleurons deux problèmes que nous pensons essentiels : la nature de l'État et la question paysanne.

S'agissant de la nature de l'État, Ly apporte des points de vue fort éclairants. Il est là, attentif à la différenciation sociale qui s'opère au Sénégal ; comme l'indique ce passage : « Examinant les rapports de l'État avec la production paysanne au Sénégal, nous sommes nécessairement amenés à réexaminer le problème de *L'État et la Révolution* situé dans le contexte sénégalais qui est caracté-

risé non seulement par la tentative de réforme, plus exactement par la crise de l'État local, mais encore et fondamentalement par les pressions contradictoires, les influences souvent divergentes exercées par des couches sociales déjà nettement différenciées, sinon en conflit » (p. 69). Ly malheureusement s'arrête en cours de chemin. Il ne nous dit pas quelles sont les classes ou couches sociales qui s'opposent à la révolution. Sa place de ministre est un poste d'observation trop privilégié pour que Ly ne puisse nous livrer, de façon beaucoup plus précise qu'il ne le fait (p. 59) les identités des différentes forces sociales, leur importance économique et leur attitude devant la Révolution anti-impérialiste.

L'auteur aborde aussi le problème du rôle de la paysannerie dans la révolution anti-impérialiste, qui suscite beaucoup de discussions dans les pays d'Afrique. Tout le monde est d'accord sur l'importance numérique, sociale, économique et politique de la paysannerie, mais là où les divergences fondamentales apparaissent, c'est sur le problème de la direction de la révolution. Abdoulaye Ly pense que la révolution sera le fait des paysans comme Frantz Fanon le soutient dans « *Les Damnés de la terre* ». Nous craignons que ce point de vue contestable n'ait amené Ly Abdoulaye à négliger les autres aspects de la réalité économique du Sénégal. Il ne nous dit presque rien des autres producteurs ou travailleurs, comme les ouvriers, les artisans.

Ce qui est intéressant à retenir, c'est que Ly Abdoulaye, bien qu'il ait été un partisan fervent de la création du Bloc Populaire Sénégalais (BPS), se rend bien compte que les groupes rétrogrades sont encore très puissants dans le BPS. « Ces privilégiés occupent encore en l'an I de la semi autonomie octroyée, une position sinon économique, du moins politique extrêmement forte. Ils sont dans les institutions représentatives ; ils sont dans la bureaucratie étatique, à tous les rouages. Ils créent des organisations soi-disant professionnelles, en fait simples mafias de chantage. Ils sont dans les partis politiques. » Cela est encore vrai aujourd'hui si l'on en juge par les nombreux détournements intervenus ces derniers temps au Sénégal.

L'expérience a montré que la solution des problèmes du développement économique, social et culturel du Sénégal n'était pas dans la fusion, au sein du BPS, comme le pensait Ly Abdoulaye, mais au niveau d'un front de lutte pour une véritable indépendance du Sénégal.

Amady Aly Dieng

L'Étudiant Sénégalais, n° 2, février 1964

Annexe 9 : Un type de conquête pionnière en haute Casamance (Sénégal) Madina-Gonasse

Thèse de doctorat de 3^e cycle géographique présenté par Cheikh Bâ

« Il n'y a pas encore de travaux géographiques sur la Haute Casamance, sur les pays de la Haute Gambie en général » (p. 4). C'est cette constatation qui a incité l'auteur à faire œuvre de pionnier dans cette région intérieure du Sénégal longtemps abandonnée aux chasseurs d'images et de gibiers.

Cette partie du Sénégal mérite autre chose que d'être choisie comme bague de l'administration coloniale. Ses possibilités de développement ont amené Cheikh Bâ à l'arracher à l'oubli auquel le gouvernement de Senghor veut la réduire, parce que le marabout de Madina-Gonasse a le tort de ne pas être un marabout inconditionnel. « Madina-Gonasse est fort peu connue au Sénégal. C'est l'un des intérêts majeurs de cette étude. À travers elle se pose tout le problème de la Haute Casamance en particulier, et des pays en Haute Gambie en général ».

Ces quelques lignes écrites sans emphase sont plus qu'un réquisitoire dressé contre les autorités coloniales et néocoloniales.

L'auteur nous décrit le sort imposé à cette région et les possibilités de développement qu'elle recèle. Le contraste criant entre les riches potentialités de cette partie du Sénégal et la situation de parent pauvre qui lui est réservée, arrache dès son avant-propos, à l'auteur ses regrets : « Le vide humain, l'instabilité politique qui a régné pendant longtemps, l'insalubrité, enfin les difficultés de la vie de relations expliquent le sort actuel de tous ces pays. Et pourtant les possibilités de développement y sont encore énormes.

L'étude de Madina-Gonasse montre que l'entreprise menée par Cerno Ahmed Seydu Bâ et ses disciples a porté un coup sérieux à ce mythe de l'hostilité de ces pays. Elle éclaire sous un jour nouveau tout le pays défriché et aménagé.

Après avoir décrit l'environnement physique et humain du village, ainsi que son influence sur la région, l'auteur consacre la première partie de sa thèse à la main-mise du village sur le milieu. Ensuite, il étudie dans la deuxième partie la structure et le fonctionnement de Madina-Gonasse et, dans une troisième partie, les problèmes économiques et les formes évolutives. Il est impossible de résumer le contenu de la thèse où des remarques intéressantes voisinent avec des comparaisons ou des analogies inattendues mais toujours enrichissantes. L'intérêt de la thèse de Cheikh est énorme. Non seulement celui-ci aura débroussaillé un terrain laissé longtemps vierge par les géographes de la colonisation, mais aussi il aura contribué à dégonfler les mythes et à rompre les silences entretenus sur les possibilités de développement des régions intérieures de nos pays que les colonisateurs ne pouvaient piller qu'à gros frais.

Le travail n'est certes pas parfait. L'auteur a l'excuse de l'insuffisance de temps et de loisirs, qui lui auraient permis de mieux élaborer son ouvrage. Mais

étant maintenant sur le terrain, nous sommes sûrs qu'il approfondira les parties de sa thèse traitant des problèmes sociologiques, démographiques et économiques qui sont laissés quelquefois à l'état d'esquisse. Les lacunes que l'auteur lui-même a signalées tout au long de son travail, une fois comblées, souhaitons la publication de la thèse.

Amarun Julit

Source : *L'Étudiant Sénégalais*, novembre-décembre 1965

Annexe 10 : Compte rendu de lecture

Classe et idéologies de classe au Sénégal

Par Majhmout Diop
(1964, Éditions du Comité Central, 151 pp.)

Cet ouvrage, achevé en octobre 1963 est la première tentative d'étude systématique de la stratification sociale au Sénégal. C'est un travail audacieux et riche, clair et concis. Le style imagé, simple et quelquefois polémique de l'auteur, en rend la lecture très aisée. Diop a fait, malgré ses mauvaises conditions de travail dues à l'exil, beaucoup d'efforts pour nous présenter les comportements des différentes classes ou couches sociales ainsi que leur idéologie. L'entreprise est très difficile : et Diop en est très conscient lorsqu'il écrit : « Il est difficile d'entreprendre l'étude d'une société en pleine transformation et d'en suivre les méandres au fil des ans. Définir la structure de classes en pleine restructuration sociale, serrer, pour les besoins de la clarté, dans les mailles d'une pensée qui se cherche encore, des contours encore fluides de réalités sociales en évolution, cela est une tâche ingrate » (p. 11). Ce livre répondait aux exigences de la lutte. Et l'auteur, malgré toutes les difficultés, a choisi le parti de livrer ses réflexions. Il s'en explique dans ses remarques préliminaires : « Les tâches de libération ont des exigences qui nécessitent la hardiesse dans l'action et la pensée. Et toute hardiesse peut conduire à la précipitation, source d'imperfection et d'erreurs »

« Ce seront les fosses à lions permanentes de cette petite étude ».

« Qu'importe ! Le mouvement se prouve en marchant. Il vaut encore mieux tituber que d'être assis à notre époque. Il faut marcher ».

Classes et idéologies de classe au Sénégal constitue par rapport au premier livre de Diop, *Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique Noire*, un grand progrès dans la voie d'une meilleure connaissance des structures sociales en Afrique. Cette étude a gagné beaucoup en densité, richesse et précision, du fait même que l'auteur a restreint le champ de son analyse. La réalité est trop riche et trop diverse en Afrique pour qu'on continue à se livrer à de grandes œuvres de

synthèse qui ne s'appuient pas sur de sérieuses études monographiques. A cet égard, Diop a eu raison de limiter le champ de son travail. Pour cela, il consacre la première partie de son ouvrage à la structure d'ensemble de la société sénégalaise, la deuxième aux idéologies, la troisième à la préface d'une pré-révolution.

Structure d'ensemble de la société sénégalaise

Diop soutient l'existence d'une différenciation sociale au sein de la paysannerie sénégalaise qui constitue 80 pour cent de la population active. Parmi ses 1 200 000 paysans, il distingue : 30 000 Navetân, 480 000 environ de paysans moyens, 170 000 paysans aisés. Il consacre quelques développements aux *marâchers*, couche spéciale de la paysannerie groupée dans le syndicat Synjamar et dont le sort est celui de la petite bourgeoisie, aux *éleveurs* résidus de l'ancienne division sociale du travail qui constituent une couche hétérogène et un secteur arriéré et marginal, aux *pêcheurs*, collectivité homogène en proie à une division sociale due à l'introduction du moteur, mais où le métier est héréditaire et où la forme patriarcale de production persiste.

À l'heure actuelle, les propriétaires terriens ne constituent plus une classe homogène. On peut distinguer parmi eux trois différentes couches : la première, la plus ancienne, n'est plus constituée que par les restes de la féodalité militaire, la deuxième est constituée par les propriétaires fonciers des villes, la troisième regroupe les marabouts ou chefs religieux s'appuyant sur quatre sectes : la Hadria, Lâyen, Tijania, Murid.

Diop étudie la situation de la classe ouvrière sénégalaise qui est d'apparition récente. Officiellement, il y a 36 000 ouvriers, 37 000 manœuvres et 26 000 semi prolétaires. Et il écrit « Le prolétariat sénégalais est relativement concentré. Les plus grandes entreprises, et aussi l'énorme majorité de l'industrie, se trouvent concentrées dans la presqu'île du Cap Vert. En plus de cela, il y a de grandes entreprises comme le D.N. à Thiès (2 000 ouvriers), Bata à Rufisque (700 ouvriers), Icotaf à Pikine (500 ouvriers), Taïba (300 ouvriers), Socasac (300), Cafal (350), Manufacture de Rufisque (300) SCT (220 ouvriers), etc. » (p. 32).

L'auteur analyse aussi la situation des autres classes ou catégories sociales comme les commerçants, transporteurs, autres chefs d'entreprises traditionnelles, les couches inférieures de commerçants, les artisans (60 000), les fonctionnaires (20 000), les employés de commerce (5 000), les étudiants (1 000), les professions libérales (dont les Sénégalais n'occupent que 25 pourcent des places et les situations inférieures), la bourgeoisie commerçante, la bourgeoisie industrielle (dont les entreprises sont ainsi réparties : confection, 21 T.P. et bâtiment, 4 ; Bois, 1 ; Polygraphie, 4 ; Brasserie, 2 ; Métallurgie, 2) et la bourgeoisie bureaucratique et parlementaire.

Celle-ci est caractérisée comme étant une classe hybride et originale. De la bourgeoisie classique, elle tient certains traits tels que la cupidité dans les affai-

res, l'absence de scrupules, la peur du peuple, le mépris souverain à l'endroit des hommes de simple condition, l'esprit monopolisateur lié à sa faiblesse, cruauté à l'égard de l'opposition due à sa perpétuelle inquiétude. « Mais cette classe tient également de la féodalité et elle en a les traits les plus négatifs ».

« Dépensière, elle ne favorise pas l'accumulation et par conséquent l'expansion économique. Elle entretient des « suites féodales » de clients politiques et de grands électeurs. Elle se « polygamise » et va à la Mecque. Son luxe, surtout celui de ses femmes est insultant ».

« Non seulement ses meubles viennent de France, mais non guérie de ses complexes de nègre colonisé, elle aime s'entourer d'un personnel et de concubines européens et si possible d'une domesticité blanche ».

« De la féodalité, elle en a l'arrogance sans en avoir le courage et le sens de l'honneur. Liée aux féodaux, elle a gardé le goût des clans, des intrigues de cour, des révolutions de palais ».

« Insolente envers le peuple et ses représentants, elle est servile avec ses maîtres étrangers ».

« De ses origines parlementaires, elle a pris le goût de la facilité, la pratique du « graissage » et des opérations peu élégantes qui n'arrondissent plus des fins de mois difficiles, mais gonflent démesurément des revenus déjà exorbitants. La manière de voir les choses d'un point de vue cosmique, pourrait-on dire sa propension à demeurer toujours dans les paisibles microclimats air conditionnés, voilà encore des habitudes de la haute bureaucratie qu'elle garde. » (p. 61).

Après avoir montré par un tableau comment Senghor a placé les membres de sa famille, tout comme le faisait Trujillo à St-Domingue, et après avoir étudié la situation des étrangers comme les Européens, les Levantins, Marocains, Maures, Vietnamiens, Chinois, Cap Verdiens et Antillais, Diop donne les traits originaux de la société sénégalaise que l'on peut ainsi résumer : existence de castes, naissance d'un prolétariat due au capital étranger, surdéveloppement de la petite bourgeoisie dû aux nécessités de l'expansion d'une colonisation ayant fait ses premières armes au Sénégal, classe ouvrière jeune et retardataire dans sa prise de conscience, bourgeoisie nationale étouffée et à l'état embryonnaire, bourgeoisie parlementaire et bureaucratique, artificielle, antinationale et parasitaire.

Les idéologies

Dans une deuxième partie, l'auteur aborde les problèmes relatifs aux idéologies ; C'est la tâche la plus difficile. Et là Diop nous prévient : « ...Aussi en abordant l'étude des idéologies, il faut faire la part du « discutable » de ce qui ne l'est pas.

« Il faut comprendre les raisons stratégiques ou tactiques qui poussent telle ou telle idéologie à présenter d'une manière ou d'une autre un problème donné. Aussi ne faut-il jamais sous-estimer la part du circonstanciel, de l'épisodique, de l'opportuniste. Mais il y a toujours sous-jacentes une volonté et une pensée nettes, des buts de classe définis ».

« En effet ne peut s'ignorer le politicien idéologue. L'erreur se glisse dans la méthode, parfois dans le choix, mais jamais dans la détermination ».

« L'inexpérience jouant, l'idéologie peut paraître des fois un placage artificiel, elle n'en exprime pas moins une nécessité, un besoin. C'est avec ces seules réserves qu'il faut aborder les idéologies de classe au Sénégal » (p. 79).

Il détermine quatre idéologies exprimées par les quatre types de classes principales : la petite bourgeoisie, la bourgeoisie nationale, la bourgeoisie bureaucratique et la classe ouvrière.

L'idéologie de la petite bourgeoisie a trouvé son expression dans les articles d'Abdoulaye Ly publiés dans *L'Unité Africaine*, ainsi que dans son livre : *Les Masses africaines et l'actuelle condition humaine*. Cette classe relativement développée possède ses cadres, ses intellectuels et ses idéologies ; elle occupe des postes importants dans les syndicats dits de la classe ouvrière. Ses théoriciens se réclament du marxisme ; mais ils sont favorables à toute tendance à rejeter les acquis du marxisme et à toute tendance à appliquer l'intégralité du marxisme en Afrique. Ils se veulent critiques à l'égard du marxisme ; c'est pourquoi ils en acceptent ou rejettent telles ou telles thèses. Ils critiquent particulièrement les idées défendues par Lénine dans *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, et dénoncent avec véhémence le « stalinisme » et la « bureaucratie » soviétiques. Ils se présentent en « chevaliers modernes de la révolution paysanne ». En s'inspirant des thèses de Rosa Luxemburg, Lucien Laurat et Melentije Popovic, ils concluent à l'existence d'une nouvelle notion économique de « plus-value exotique », « plus-value technologique » ou de « plus-value de surcroît ». Cette proposition aboutit à conclure que les pays sous-développés sont exploités par tous les pays industriels qu'ils soient capitalistes ou socialistes.

De là, ces mêmes théoriciens éprouvent d'énormes méfiances à l'égard de toute révolution prolétarienne, et tirent la conclusion que la classe révolutionnaire est constituée par la paysannerie. Ainsi, « les classes de la société africaine » pourraient être schématisées comme suit par ordre d'importance révolutionnaire :

- 1) la paysannerie, « pôle d'attraction » ;
- 2) l'intelligentsia progressiste ;
- 3) le prolétariat embryonnaire et sans perspective de développement.

« Ils proposent, dès lors, d'organiser la paysannerie en "unités politiques autonomes", à "collectivisme progressiste" et comme méthode d'action d'utiliser la pression constante sur l'impérialisme » (p. 87).

L'idéologie de la petite bourgeoisie est un amalgame de courants anti-marxistes ou infidèles à l'orthodoxie marxiste. Somme toute, elle est plus proche de l'anarchie qui est l'idéologie par excellence de la petite bourgeoisie. Diop donne les caractéristiques essentielles de la doctrine de la petite bourgeoisie dans les termes suivants : « On trouve beaucoup, chez ces idéologues, des notions comme

"l'organisation autonome de la production, l'organisation des travailleurs en collectivités économiques et politiques libres, fédérées, collectivisme moderne régional, etc." Ces idées sont reprises de Proudhon, des socialistes utopiques, des Makhno et du révisionnisme yougoslave ».

« Bakounine a fourni la méfiance vis-à-vis des ouvriers conscients. De Trotski, ils ont adopté la révolution permanente sous forme de "pression constante" ».

« La croyance au rôle d'avant-garde de la paysannerie, la négation du rôle du prolétariat, les discussions anachroniques sur le développement ou le non-développement du capitalisme dérivent du populisme russe ».

« La révolution paysanne est encore de Makhno ».

« De l'opposition de droite (Boukharine, Rekov, etc.), et du menchevisme, ils ont tiré la méfiance vis-à-vis de l'industrialisation ».

« Enfin de l'"économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale" de Marx, ils ont fait leur « collectivisme mondial planifié » (p. 89).

L'idéologie de la bourgeoisie nationale est essentiellement exprimée par Cheikh Anta Diop. Cette bourgeoisie nationale est la classe la plus faible et la moins structurée. La voie d'un suicide par une improbable intégration dans la bourgeoisie parlementariste et la voie d'une fusion avec le petit capital étranger libano-syrien ou européen lui bouchent toute perspective de développement en tant que bourgeoisie nationale.

Dia Mamadou, l'ancien président du Conseil, a essayé de formuler une doctrine économique. Mais son travail théorique élaboré doit être rattaché par ses traits négatifs à la doctrine de la bourgeoisie bureaucratique.

Sur le plan sociologique, Cheikh Anta Diop se définit par rapport au marxisme ; il retient du nationalisme deux idées fondamentales : la culture nationale et l'indépendance nationale. Il tente de donner une explication du développement des sociétés humaines. A cette fin, il divise le monde à l'exception de l'Amérique et de l'Extrême-Orient, en deux zones ou berceaux : le berceau nordique est habité par les Indo-Européens, nomades pratiquant le patriarcat, la xénophobie et des conceptions religieuses empreintes de matérialisme. Ce berceau serait celui du pessimisme et de l'individualisme. Le genre littéraire pratiqué dans cette zone serait la tragédie. Le berceau méridional est peuplé de nègres, sédentaires, xénophiles, idéalistes et optimistes. Le genre littéraire comique serait le lot de cette zone.

Après des critiques portant sur les thèses essentielles de Cheikh Anta Diop, Majhmout Diop tire les conclusions suivantes : « Au fond, la pensée doctrinale de la bourgeoisie nationale est à l'image de la classe. Elle n'est pas encore complètement élaborée et ses premiers pas sont hésitants. Le fait qu'elle se réclame du marxisme est un signe des temps et un bon signe ».

Senghor est l'idéologue de la bourgeoisie bureaucratique et parlementaire qui est la classe la plus récente, la plus improvisée de la société sénégalaise.

Sur le plan économique, cette classe se propose de construire le « socialisme africain » dans trois secteurs : 1. un secteur socialisé qui sera l'agriculture ; 2. un secteur mixte : les régies et les sociétés d'économie mixte ; 3. un secteur libre : les banques, le commerce, les industries. Ses théoriciens se déclarent hostiles à toute nationalisation et affirment, après avoir payé des centaines de millions de francs CFA au R.P. Lebreton que « la planification est impossible dans les limites du territoire national ». Ils écartent aussi la construction d'une industrie lourde parce que « le Sénégal n'a pas d'armée à entretenir » et appelant nos compatriotes à prendre exemple sur la Scandinavie, la Suède et Israël.

Ces idéologues, avec la négritude, veulent nous conduire dans des théories raciales qui risquent de déboucher très rapidement sur le racisme. Ils sèment la confusion en essayant de confondre la commune primitive et le socialisme moderne. Ces deux systèmes caractérisés par l'absence de classes sont fondamentalement différents par le niveau de développement des forces productives. Nos « Marxistes nient l'existence des classes sociales tout en ne refusant pas les divisions de notre société. Ce qu'ils visent, c'est dépouiller le socialisme de tout caractère révolutionnaire, et ainsi le domestiquer. Ils admettent l'existence de « trois grands groupes sociaux » : 1. Les membres des professions libérales (avocats, médecins, pharmaciens, notaires, commerçants) ; 2. Les salariés (fonctionnaires, employés ou ouvriers) ; 3. Les paysans, pasteurs, pêcheurs et artisans. Après cette division, ils déclarent que les ouvriers sont des bourgeois par rapport aux paysans et pasteurs et que les paysans sont « les prolétaires des prolétaires ». Là, ils empruntent la théorie de la révolution paysanne aux idéologies de la petite bourgeoisie.

Après avoir noté que les théoriciens du « socialisme africain » ont fait faillite lors du colloque de 1962 et n'ont pu se mettre d'accord que sur deux points : la négation de la lutte des classes et le rejet de l'athéisme, Diop écrit : « Ces théoriciens aiment encore discuter philosophie et étaler complaisamment leurs exégèses de Lukacs, Max Adler, Sartre ou Teilhard de Chardin. Se plaçant sur des positions idéalistes, ils discourent à longueur de temps contre le matérialisme. Ce faisant, ils poursuivent deux buts : le premier est une diversion pour camoufler leur trahison et leur enlèvement progressif. Le deuxième est d'exploiter le thème facile de l'anti-athéisme auprès des masses populaires croyantes. C'est dans l'arsenal fangeux des slogans passionnels les plus éculés que les idéologues de la bourgeoisie parlementariste vont chercher dès lors leurs arguments... Il n'est pas étonnant de voir des machiavels, des prêtres défroqués, des franc-maçons en rupture de confrérie, des « marabouts cognac » s'attaquer de manière virulente aux prétendus athées de l'opposition... » (p. 104).

Diop critique toutes ces idéologies au fil de son exposé, et donne un bref exposé du marxisme qui est l'idéologie du prolétariat et il écrit : « La classe ouvrière sénégalaise n'a pas besoin de chercher midi à quatorze heures ; elle n'est pas condamnée à entretenir des « nègres » besogneux salivant des élucu-

brations douteuses pompeusement baptisées théories. Classe avancée, classe qui a le vent de l'histoire en poupe, elle n'a intérêt à camoufler ni la vérité, ni à vivre de subterfuges. Elle n'a pas de décadence à pallier. La science sociale et la science tout court sont pour elle. Elles ne la condamnent pas, mais lui montrent un avenir resplendissant » (p. 107).

Il essaie d'appliquer la méthode marxiste à l'analyse du développement de la société sénégalaise qu'il divise en plusieurs périodes : commune primitive ou Jamano Cosan, société esclavagiste ou Jamano Njâm, société féodale ou Jamano Bur.

L'ouvrage n'ayant pas connu de diffusion en France, il nous a paru utile d'en donner, parfois, de larges extraits. Il comporte de nombreux mérites ; il n'échappe pas à certaines critiques qui porteront sur son analyse de la société précoloniale et contemporaine.

Le Sénégal précolonial

Diop soutient que le Sénégal a connu successivement les modes de production qui ont caractérisé l'Europe occidentale : communisme primitif, esclavagisme, féodalisme et capitalisme. Les seules nuances apportées par l'auteur portent sur des aspects secondaires. Par exemple, l'esclavage au Sénégal était de type patriarcal. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde sur la nécessité de remettre en cause le schéma unilinéaire d'évolution des sociétés humaines tracé par Staline dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*. Les évolutions divergentes incitent à bien se rendre compte que la réalité est plus riche que la théorie et que s'en tenir à ce schéma même aménagé, risquerait de réduire le marxisme à un véritable lit de Procuste. Kalidou Dème et Suret-Canale dans *La Pensée*, et Bekkay dans *L'Étudiant Sénégalais* ont déjà critiqué les thèses de Diop.

La simple existence d'esclaves dans une société ne suffit pas pour affirmer l'existence d'un mode de production esclavagiste. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que le mode de production dominant repose sur l'exploitation à grande échelle du travail des esclaves. L'existence d'une économie marchande relativement développée et d'un système de propriété privée ont donné à l'esclavage gréco-latin des caractères typiques qu'on ne retrouve pas dans la société sénégalaise. L'étude scientifique de ce problème implique l'examen des formes d'esclavage ayant existé dans toutes les régions du Sénégal à différents moments de son histoire. L'esclavage pratiquement inconnu chez les Bassari et Coniagui a connu une relative grande extension chez les Maures et les Toucouleurs du Fouta Toro. La simple constatation de ce phénomène est insuffisante : il nous faut en expliquer les causes profondes. Pour cela nous serons obligés d'étudier les différents éléments du mode de production qui a prédominé dans ces régions sans négliger les conséquences techniques, sociales et culturelles des multiples migrations intérieures survenues à différents moments de l'histoire du pays.

La féodalité a existé au Sénégal, selon Diop, dans les régions les plus avancées. L'on s'attendait à ce qu'il nous fournisse beaucoup d'éléments pour fonder sa thèse ; mais hélas son argumentation nous paraît peu convaincante. Diop prend l'Europe comme modèle. Et là il voit que ce qu'il appelle féodalité au Sénégal est différent de ce qui existait par exemple en France. Or le système féodal européen, dans un de ses traits fondamentaux, repose sur l'existence de la propriété privée. Pour asseoir sa thèse, Diop est obligé d'expliquer les raisons des différences entre les féodalités européennes et africaines par les survivances de la communauté primitive, l'Islam ou l'existence des castes. Cette analyse qui implique la nécessité de différents régimes classiques donne aux ouvrages de Diop, sous beaucoup de rapports, les allures d'une défense et illustration du marxisme au Sénégal. Ainsi l'auteur est obligé, du point de vue méthodologique, de recourir très souvent au raisonnement par analogie.

Le Sénégal contemporain

L'étude de la stratification sociale dans les États de l'Ouest Africain, en raison de la non-intégration économique ou sociale, nécessite une analyse régionale des classes. Le degré de différenciation est variable suivant les régions telles qu'elles ont été modelées par le système colonial.

Diop nous cite des chiffres, mais on ne connaissait pas toujours ses sources et les rectifications qu'il a dû opérer. Les statistiques sont d'une qualité douteuse, lorsqu'il s'agit de la campagne. Les enquêtes agricoles sont rares et reposent sur des sondages dont le caractère significatif est mince.

L'étude de la stratification sociale à la campagne est insuffisante. Elle ne nous révèle pas les grandes tendances que l'on peut observer dans telles ou telles régions économiques. Elle ne nous dit pas le type d'exploitation qui prédomine dans l'ensemble du pays ou dans telles ou telles provinces. Par exemple, des formes de capitalisme apparaissent dans les cultures fruitières et maraîchères, dans la pêche et l'aviculture. Et là Diop n'est pas assez précis pour nous montrer comment se développent ces phénomènes, qui commencent à servir de fondements à certaines revendications économiques, comme l'interdiction de l'importation de certains produits à certains moments de l'année (ex. : œufs).

Diop ne nous indique pas les critères qui lui ont permis de diviser les paysans en trois catégories : paysans aisés, paysans moyens, paysans pauvres. Il aurait été nécessaire de nous dire l'importance attribuée à la taille des exploitations, au nombre des animaux, des machines ou instruments agricoles, des salariés, etc. Ces différents faits n'ont pas la même importance suivant la nature riche ou pauvre des produits. Les critères d'analyse sont variables comme l'a nettement montré Lénine dans *Le Développement du capitalisme en Russie*. Ainsi les critères diffèrent si l'on veut analyser la différenciation sociale dans les campagnes du Cap Vert ou du Sine Saloum.

Le comportement des classes ou catégories sociales n'a pas été systématiquement analysé. Diop s'est contenté d'une page à l'autre de consacrer quelques développements à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie parlementariste et bureaucratique. Il a souvent minimisé ou ignoré complètement l'influence de certains facteurs comme la famille, l'âge, les castes, la parenté d'inter-clanale, l'ethnie, la religion, le sexe sur la lutte des classes.¹²

Par exemple, l'auteur n'a pas été attentif aux implications sociopolitiques du travail des femmes à la ville et à la campagne. La présence ou l'absence en grand nombre des femmes dans les activités industrielles, dans l'administration ou les activités domestiques, a eu une grande importance pour une organisation qui se réclame du prolétariat.

L'Islam n'a pas été systématiquement analysé pour faire apparaître son rôle dans les différenciations sociales et le comportement des différentes catégories sociales. Des particularités apparaissent d'une secte religieuse à une autre, suivant le lieu de leur implantation géographique et leur origine historique. Il y a loin entre le cultivateur murid, le fonctionnaire tidjan, le pêcheur layen ou le marabout hadraïa ; même à l'intérieur de ces religions apparaissent adeptes d'un certain modernisme qui sont issus de la petite bourgeoisie urbaine formée dans les écoles françaises ou les universités nord-africaines et égyptiennes. Cette tendance moderniste étant organisée sur la base du nationalisme dans l'Union culturelle musulmane (UCM) ou dans l'Association musulmane des Étudiants africains (AMEA). Diop devrait beaucoup réfléchir sur les conséquences sociales et politiques du rôle que peut jouer l'Islam dans un pays comme l'Indonésie où l'un des partis marxistes-léninistes les plus puissants du monde non communiste a été décimé. Ainsi, certaines forces religieuses sont susceptibles, à des moments critiques de l'histoire sociale du Sénégal, de se livrer à des pogroms anticommunistes.

Malgré les critiques formulées, *Classes et idéologies de classes au Sénégal* demeure une importante contribution à une meilleure connaissance des structures sociales du Sénégal. Souhaitons que l'auteur remanie de fond en comble son ouvrage, en tenant compte des études récemment parues sur le Sénégal.

Ndamal Gossas

Annexe 11 : Conférence sur le livre de Mme Ameillon : la Guinée, bilan d'une indépendance

(Maspero–Paris, 205 p.)

À la veille du sixième anniversaire de l'indépendance de la Guinée, il était nécessaire de dresser un bilan du chemin parcouru par le premier État des pays africains d'expression française depuis le référendum du 28 septembre 1958. Madame Ameillon¹³ s'est proposée un tel objectif en publiant : *La Guinée, bilan d'une indépendance* qui est, à notre connaissance, le premier essai consacré à une analyse critique de la politique des dirigeants guinéens. La parution de ce livre répond, certes à tort ou à raison, à certaines questions que bon nombre de gens honnêtes se posent.

L'Association des étudiants guinéens en France a eu l'heureuse initiative – il faut la féliciter à cet égard – d'organiser le 22 novembre à Paris, une conférence très instructive sur le livre. Elle nous a donné l'occasion d'entendre trois exposés : (une brève présentation du livre et deux exposés sur la société et l'économie de la Guinée) ainsi que des discussions axées sur les points contestables et d'ailleurs contestés de M. Jacques Arnault. Le tableau présenté par Mme Ameillon sur les différents aspects de la politique guinéenne comporte beaucoup de lumières, mais aussi des ombres. Les développements qu'elle consacre à la politique intérieure et extérieure de la Guinée fourmillent de remarques pertinentes. Mais ses analyses économiques restent faibles sur des points essentiels.

L'auteur a réussi, dans l'ensemble, à expliquer les raisons qui ont amené la Guinée, de tous les territoires de l'ex-AOF et l'ex-AEF à acquérir son indépendance par la voie électorale, lutte victorieuse du Parti Démocratique de Guinée – PDG – contre la chefferie supprimée en 1957 sous la loi-cadre Defferre ; unanimité de toutes les organisations réalisée en partie grâce à la position démagogique¹⁴ du Parti du Regroupement Africain (PRA), alors minoritaire, en faveur du « non », l'organisation du PDG et l'aide internationale. Elle a bien souligné le rôle important de l'attitude du Général De Gaulle qui « engagea la Guinée inexorablement dans la voie la plus extrême (p. 61) et « transforma un Front National réformiste en parti politique révolutionnaire » (p. 66).

Mme Ameillon a compris l'existence et la lutte des forces sociales aux intérêts divergents, que Sékou Touré s'est longtemps acharné à nier ou à sous-estimer au nom de la lutte contre la domination étrangère ou de la solidarité « communautaire » des Africains. C'est heureux que l'auteur ait saisi l'importance de la dynamique sociale dans les luttes politiques en Afrique Noire et particulièrement en Guinée. Mais l'identification et la délimitation de ces forces

sociales ainsi que leur rôle sont insuffisamment précisés. Madame Ameillon a eu tort de nous mettre exclusivement sur le devant de la scène les deux forces aux intérêts différents (la chefferie et les fonctionnaires) qui luttent pour influencer les masses en vue de les entraîner dans le sillage de leurs intérêts. Certes, l'auteur a bien compris l'existence de forces sociales aspirant au rôle de direction, mais il a négligé de montrer le rôle des forces motrices. Son analyse des groupes sociaux recèle des données intéressantes (notamment sur les différenciations d'intérêts dans la fonction publique, dues à la loi Lamine Guèye et à la Loi-cadre – de la page 38 à la page 43), mais contient de sérieuses faiblesses dues à l'ignorance d'une partie importante de l'histoire de la Guinée et à l'insuffisance de ses instruments d'analyse. Toutes ces lacunes diminuent la portée scientifique du livre et peuvent faire douter le lecteur sceptique ou de mauvaise foi de la véracité de bon nombre de faits cités ou étudiés. A l'origine de la différenciation des classes de la société guinéenne se trouve, selon l'auteur (p. 38), la différence des salaires horaires. Cette thèse est partielle et erronée. D'abord l'existence de classes sociales est antérieure à la colonisation (chefferie, esclavage, etc.). L'auteur ne connaissant ni la société précoloniale ni les campagnes de la Guinée, s'est arrêté à l'étude des différenciations sociales surtout en ville. De la campagne et des régions intérieures, l'auteur a surtout retenu le rôle des chefs et cela, dans leurs rapports avec l'administration coloniale. Madame Ameillon a exagéré le rôle de certaines forces (chefs et fonctionnaires) pour minimiser celui, déterminant, des masses populaires (ouvriers, salariés agricoles, artisans, petits commerçants, paysans libres, esclaves domestiques ou « serfs », etc.) qu'elle reconnaît (p. 204) pour « battre l'impérialisme et accélérer l'accumulation nationale ».

Madame Ameillon nous a, à juste titre, fait pénétrer dans les mobiles psychologiques des dirigeants guinéens commandés par leurs intérêts. Ces derniers ont hésité pendant longtemps pour appeler à voter non ; ils ont subi les humiliations du gouvernement français et nourri l'espoir de collaborer avec les États de la communauté sur la base de l'article 88 de la Constitution de la V^e République. Les contradictions insolubles créées par le vote négatif ont contribué à radicaliser la position des dirigeants guinéens demeurés modérés même après l'indépendance (pp. 69, 70, 93). Adopter une attitude de collaboration sur une base égalitaire avec la Guinée, revenait pour le gouvernement français à gifler Senghor et Houphouët Boigny et à offrir une prime à l'indépendance. Le refus par la France de parrainer la Guinée à l'ONU, son vote hostile à l'entrée de cette dernière dans la grande famille des nations indépendantes, le blocus économique, le retrait brusque des fonctionnaires et techniciens français, la fuite des capitaux en France, la suppression des crédits FIDES, le refus des autorités de la zone franc d'acheter les livres ghanéennes prêtées par le Dr Nkrumah et les tentatives de renversement de la jeune République, eurent pour conséquen-

ces l'adoption de certaines mesures d'étatisation ou de nationalisation dans quelques secteurs économiques, administratifs ou commerciaux (banque, électricité, commerce extérieur, commerce intérieur de gros, création d'une monnaie nationale le 1^{er} mars 1960, etc.). Cette situation contraignit le gouvernement guinéen à avoir des relations économiques et diplomatiques avec beaucoup de pays socialistes (URSS, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Chine, etc.) et des pays capitalistes (USA, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale...). L'auteur nous a dévoilé quelquefois avec un luxe de détails les méandres de la politique étrangère guinéenne qui cherche à reprendre des relations avec les anciens pays africains de la Communauté (Sénégal, Côte d'Ivoire...) (p. 163) et la France. Les dirigeants guinéens ne veulent pas reconnaître le GPRA et passent leur temps à multiplier les déclarations justificatives (p. 142). Concernant les libertés démocratiques, Mme Ameillon apporte des précisions intéressantes : « Les premières oppositions au régime furent nettement contre-révolutionnaires. Elles étaient d'ailleurs soutenues par des agents français et visaient à supprimer ce que l'indépendance politique avait pu avoir de positif pour la révolution guinéenne » (p. 175). Cette situation a amené la suppression du journal « Guinée Matin » (1^{er} mars 1959), l'interdiction de la possession de postes émetteurs-récepteurs et l'interdiction de mouvements de jeunesse catholiques. Mme Ameillon semble minimiser l'existence du complot d'avril 1960 (p. 177). Elle aurait pu, à juste raison, mettre en doute ou condamner certaines arrestations, tortures ou autres mesures prises par le gouvernement à l'encontre des Guinéens innocents. Néanmoins, sur le « prétendu complot de novembre 1961 », sa position est pertinente et constitue une contribution importante à la connaissance de la vérité sur les accusations calomnieuses portées par le gouvernement guinéen sur d'authentiques patriotes africains.

La partie consacrée aux questions économiques renferme des observations que des analyses plus fouillées peuvent utiliser. Mme Ameillon n'est peut-être pas économiste ; mais abordant les voies de développement économique de l'Afrique, ses réflexions restent faibles et son argumentation n'est pas toujours convaincante faute de données essentielles. Elle a raison de nous montrer l'emprise réelle des trusts internationaux sur l'économie de la Guinée (FRISA, Harvey Aluminium, etc). Les mécanismes de l'exploitation du pays par ces trusts ne sont pas étudiés de façon sérieuse. L'auteur se borne quelquefois à faire des affirmations, certainement vraies, mais insuffisantes pour convaincre un lecteur sceptique. Ses critiques sur les propositions de M. René Dumont sont justes (p. 105). Celles concernant M. Bettelheim sont trop sévères et méritent d'être nuancées. Nous ne croyons pas que le gouvernement guinéen ait adopté toutes les vues de M. Bettelheim contrairement aux affirmations de l'auteur (p. 107). Sans justifier la prudence de cet expert français, nous croyons qu'inspiré par le souci de ne pas s'ingérer trop ostensiblement dans la politique des

dirigeants guinéens, il a insisté sur la nécessité d'observer certaines conditions indispensables à la réussite du plan : par exemple, la transformation radicale des structures sociales et l'instauration d'une véritable démocratie.

En dépit de nombreux aspects positifs, *La Guinée, bilan d'une indépendance* suscita de vives discussions dont l'acuité et le caractère passionnés ne sont pas sans quelques rapports avec les prises de position de l'auteur, qui transpirent notamment dans la conclusion sur les délicats problèmes discutés dans le mouvement communiste international.

À la fin des exposés, M. Jacques Arnault prit la parole pour nous exprimer ses points de vue sur le livre d'Ameillon. Il a le mérite de dire sa pensée avec clarté devant son auditoire. Voici, brièvement résumé, l'essentiel de ses propos : « Je ne m'ingérerai pas dans vos affaires intérieures. La critique de l'ouvrage de Mme Ameillon a sévèrement été faite par mon ami Jean Suret Canale »¹⁵. Il fit la critique des positions de l'auteur sur les termes qu'il a utilisés pour parler « des forces de la coexistence pacifique ». Il nous lit un numéro de « Horoya » où Sékou Touré fustige les commerçants et annonce la décision de son gouvernement de lutter contre leur trafic et leur esprit antinational. L'Afrique n'est pas, selon lui, en mesure de s'industrialiser actuellement. Et cela ne sera possible que si le camp socialiste atteint un très haut degré de développement économique, technique et culturel. Pour conclure, il invita les étudiants à faire tranquillement leurs études et de rentrer chez eux faire la révolution.

Son intervention fut contestée. D'abord, on lui a fait remarquer que la thèse non-ingérence, telle qu'il l'entend, est insoutenable pour plusieurs raisons : il a porté des appréciations sur la nature des différents régimes africains dans ses articles sur la Guinée, le Congo, le Mali le Gabon, etc. Il avoue avoir assisté aux travaux du Conseil National de la Révolution à Guéokédougou (en Guinée). Enfin, le gouvernement de son pays s'ingère constamment dans les affaires de nos pays. S'agissant des possibilités d'industrialisation de l'Afrique, il lui a été répondu que ses thèses pessimistes condamnaient les Africains à attendre le développement du camp socialiste, et que seule la lutte intense de nos peuples pouvait contraindre les pays capitalistes à consentir certaines concessions exigées par le rétrécissement du marché mondial et la concurrence des pays socialistes.

Il reprit la parole pour dire : « Si vous affirmez l'existence des luttes de classes en Afrique, je suis plus nuancé que vous. Vous devez continuer la lutte pour assurer une meilleure répartition de vos budgets. Nous sommes obligés de donner une bonne image de vos dirigeants en France, pour que celle-ci continue à vous aider, malgré la propagande de Raymond Cartier. Nous sommes obligés d'expliquer aux paysans français la nécessité de vous aider. » Etrange langage de la part de l'auteur du *Procès du Colonialisme*. Une réponse lui a été donnée sur la prétendue aide qui s'analyse comme une opération réalisée au détriment du contribuable français et des populations africaines, au grand bénéfice des sociétés coloniales.

Ce débat est riche d'enseignements : de plus en plus, les étudiants africains sentent la nécessité d'approfondir l'étude des problèmes concernant nos pays, et cela surtout devant la floraison de littératures produites sur l'Afrique. Les étudiants ont conscience de la nécessité d'étudier eux-mêmes leurs propres problèmes et de ne plus s'en remettre à de simples spécialistes, peut-être de bonne volonté, mais ignorant les réalités sociales et économiques de nos pays. De plus, c'est un pas qui sera décisif si les étudiants s'engagent dans la voie des critiques fécondes, mais aussi des propositions. Puisse cette voie se développer, comme nous le suggère COLOMBAT lorsqu'il écrit dans *Misère de l'Economie Politique* (p. 21) : « En science, il ne suffit pas de prendre parti négativement en quelque sorte et de montrer qu'une théorie est fausse. Pour qu'elle périclite, il faut encore lui substituer une théorie positive chargée d'expliquer plus adéquatement le même ordre de réalité et d'intégrer rationnellement des réalités nouvelles si le champ de la recherche s'est élargi et enrichi ».

Amarun Julit

Annexe 12 : Congrès de l'UNEF à Caen, Avril 1961

Monsieur le Président,
Messieurs les invités,
Camarades, Congressistes,

Permettez-moi, au nom de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France, de saluer toutes les délégations sœurs, tous les invités et tous les congressistes. C'est pour nous une très grande joie de participer aux travaux du 50e Congrès de l'Union Nationale des Étudiants de France. Et cela surtout après une longue période de rupture. Nous tenons à remercier publiquement l'UNEF d'avoir pris une position courageuse sur le problème algérien à son congrès de Lyon ; car cette attitude a permis la reprise des relations entre l'UNEF et le Comité de liaison et contribuera à aider à la réconciliation des peuples français et algérien.

Nous sommes heureux de constater que votre organisation a brisé le cadre étreint du corporatisme pour s'engager dans la voie du syndicalisme étudiant. Pour nous, l'apolitisme est un mythe que nous avons définitivement rangé au musée des antiquités. Nous pensons que l'étudiant ne peut rester indifférent devant la misère, l'injustice, l'oppression et la dictature : au contraire, l'étudiant doit être un combattant de la vérité, de la liberté et de la justice. La ville de Caen a connu la ruine, le deuil et les souffrances d'une guerre injuste menée contre la

France par l'Allemagne fasciste. Si devant cette situation les étudiants français, sous prétexte d'apolitisme, ne prenaient pas position pour défendre leur patrie contre la dictature hitlérienne, ils auraient été gravement coupables devant leur peuple.

Notre organisation s'est clairement prononcée pour le syndicalisme révolutionnaire, c'est pourquoi elle a toujours pris position pour l'indépendance et l'unité de nos pays. Cette attitude légitime lui a valu de nombreuses calomnies. On est allé même jusqu'à nous présenter comme des anti-français. Camarades, c'est bien là un grossier mensonge : nous n'avons jamais été et nous ne serons jamais anti-français. Nous sommes simplement anticolonialistes et anti-impérialistes : c'est-à-dire que nous luttons pour la paix, la liberté, la justice et l'égalité entre tous les peuples. Dans notre combat, il n'entre aucune considération d'ordre raciste. Nous le disons hautement. Nous sommes contre tous les racismes d'où qu'ils viennent. Nous comprenons parfaitement – et cela par expérience – qu'un démocrate français luttant pour la justice et la liberté, est notre frère et notre ami plus qu'un homme comme Tschombé. Malgré la couleur de sa peau, il n'est pas notre frère ; au contraire, c'est notre ennemi. Cet exemple que je viens de vous citer montre assez qu'il y a entre les étudiants africains et français des grandes possibilités de collaboration ; mais cela à deux conditions qui sont le respect mutuel de la souveraineté nationale et la réciprocité des intérêts. C'est en tenant compte de ses considérations que nous disons que les rapports actuels existant entre la France et les États Africains sont des rapports de subordination et qu'ils relèvent du néo-colonialisme. Nous aurions pu rapporter beaucoup de preuves ; mais le cadre ne s'y prête pas pour l'instant.

Les vrais amis de la France, ce ne sont pas ceux qui gavent le public français des propos rassurants ou de paroles mielleuses : les vrais amis de la France, ce sont ceux qui disent la vérité et ceux qui travaillent à la création des conditions favorables à une coopération sincère et dégagée de tout esprit de domination et d'exploitation. Quant à nous, nous avons conscience qu'en luttant pour l'indépendance réelle de nos pays, nous travaillons à favoriser une véritable coopération entre la France et nos pays.

Vous étudiants français, vous avez une grande responsabilité que vous devez assumer pleinement ; c'est pourquoi vous avez le devoir de travailler à empêcher vos dirigeants d'imposer une politique néo-colonialiste à travers des régimes d'indépendance formelle. Nous avons pleinement apprécié le soutien que l'UNEF nous a apporté lors de l'expulsion de nos camarades. La politique de répression contre notre organisation ne résoudra rien. Elle n'empêchera pas la réalisation de l'indépendance véritable de l'Afrique.

Maintenant, nous sommes des étrangers en France. Cela est juste, mais on oublie de dire qu'il existe des rapports politiques, économiques, culturels entre la France et nos pays sur lesquels nous continuerons à nous prononcer. Si on veut

nous denier la liberté d'opinion, qu'on nous le dise. Aujourd'hui, en expulsant les étudiants africains, le gouvernement français met en cause notre présence dans les Universités françaises. S'il ne veut plus de nous sur le territoire français, qu'il nous le dise clairement. En tout cas, ce n'est pas un hasard si nous fréquentons non les Universités américaines ou russes, mais les Universités françaises. Cela est dû à une situation historique que vous connaissez et que nous n'avons pas créée.

Camarades, soyez rassurés d'une chose : notre sincère désir de coopérer avec la jeunesse française et, en particulier avec la jeunesse étudiante. Pour ne pas abuser de votre hospitalité, nous souhaitons à votre 50e Congrès un plein succès.

Vive l'amitié des étudiants français et africains

Vive l'amitié de tous les étudiants du monde.

Annexe 13 : *Les Damnés de la terre* et les problèmes d'Afrique Noire

Le testament politique de Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, a eu en France un tel succès qu'il a été traduit dans le monde entier, notamment aux États-Unis, en Italie, en Angleterre et en Amérique Latine.¹⁶ C'est qu'à sa manière, Fanon répond à des problèmes brûlants qui agitent le monde colonial. Il se voulait conscience théorique des peuples opprimés, à travers la douloureuse lutte de l'Algérie. Il a dû mener une véritable course contre la montre pour nous livrer son dernier message, car il se savait condamné à mort. Sa disparition, hélas prématurée, nous prive des leçons qu'il aurait pu tirer des différentes expériences politiques de l'Afrique d'aujourd'hui auxquelles ses fonctions de dirigeant l'avaient étroitement mêlé.

Fanon avait amorcé une évolution très nette qui apparaît dans ses ouvrages. De *Peaux noires*, *Masques blancs* aux *Damnés de la terre*, il a parcouru un grand chemin. La lutte du peuple algérien a aidé Fanon à ne plus « patauger dans l'irrationnel » sous l'influence des chantres de la négritude et de l'existentialisme. Fanon a eu le mérite d'avoir donné une voix à ceux qui sont étouffés par l'impérialisme et d'avoir élevé l'expérience africaine et surtout, algérienne, au niveau de l'expression théorique.

Le livre de Fanon reste un manifeste politique, hélas inachevé. Il pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Il épouse les allures d'un long cri exaspéré, entrecoupé, ça et là, de mises en garde formulées sur un ton grave et abrupt devant les énormes dangers que les oppresseurs d'hier font planer – à travers les bourgeoisies autochtones – sur les pays nouvellement indépendants. Fanon, d'origine martiniquaise, a fait ses études de psychiatrie en France, et exercé

son métier en Algérie où il a rejoint les rangs des combattants algériens : il a vécu beaucoup de contradictions. De sa lointaine patrie d'origine, Fanon a gardé le souvenir des aspects traumatisants et abêtissants de la politique assimilationniste de la colonisation française qu'il nous a livré dans *Peaux noires, masques blancs*. Dans sa patrie d'adoption, l'Algérie, il a vécu les brutalités physiques et mentales que le colon blanc savait imposer au colonisé. Sa spécialité de psychiatre l'a amené à jeter une lumière crue sur les effets psychologiques pernicieux de la colonisation (lire *l'An V de la révolution algérienne* et le chapitre V des *Damnés de la terre*). De l'Afrique Occidentale qu'il a connue à partir de son poste d'observation d'Accra et à travers ses voyages à Bamako et à Conakry, il a su comprendre les dangers du néo-colonialisme.

Les Damnés de la terre charrient, dans un énorme tourbillon de violence, des pépites pour ne pas dire des filons de vérité dont il nous est absolument nécessaire de tenir compte. Ce serait une grave erreur de sous-estimer ou de dédaigner les thèses de Fanon sous prétexte que certaines d'entre elles sont erronées. Il faut rendre hommage au courage et à la franchise de l'auteur des *Damnés de la terre*. Mais Fanon a émis des thèses sur la violence et les classes sociales qui méritent un examen critique.

La violence

Fanon a réfléchi sur le rôle de la violence dans le processus de la colonisation et de la décolonisation. Les colonisateurs ont toujours su organiser un régime de violence sous des formes multiples, dans leurs colonies, pour assurer la pérennité de leur domination. De nombreux pays ont été obligés de recourir à la violence pour se libérer de l'impérialisme : c'est le cas de la Chine, du Vietnam, de l'Algérie et de Cuba. Fanon nous invite à réfléchir sur les caractères originaux du rôle de la violence dans le processus de libération des colonies. « Le mérite de Fanon est d'avoir analysé les traits spécifiques de la domination coloniale, d'avoir insisté sur le rôle que joue la violence politique, militaire et culturelle dans les rapports entre colons et colonisés, d'avoir montré que, dans le monde colonial, différentes formes d'aliénations spécifiques se superposent et s'imbriquent ».¹⁷

Fanon apporte des vues fort intéressantes sur les formes que revêt la violence au cours de l'histoire des pays opprimés. Durant la première phase, la violence caractérise la période coloniale. Dans la deuxième phase, elle est intériorisée et dirigée contre les colonisés eux-mêmes dans d'incessantes luttes tribales. Dans la troisième phase, elle est dirigée contre le colon. Fanon aurait dû approfondir ces observations qui nous semblent justes, mais sont insuffisamment expliquées. En effet, son approche par trop psychanalytique, risque de réduire le problème de la violence à un seul de ses aspects – l'aspect subjectif – Si la violence est intériorisée et investie dans les luttes tribales, c'est à la suite d'une impuissance des forces anticolonialistes à renverser le régime colonial.

Le phénomène de la violence ne peut être clairement compris que si l'on analyse le mécanisme des rapports sociaux qui régissent les forces en présence. C'est pourquoi nous souscrivons pleinement aux critiques de Marton : « Pour Fanon, le monde colonial n'est que la confrontation de violences qui s'objectivent et de violences qui se subjectivent. Il néglige l'analyse des rapports profonds fondamentaux qui régissent et le monde de la métropole et le monde colonial. Par là même, il est porté à subjectiviser l'histoire du tiers-monde en portant à l'absolu ce qui distingue le monde de la métropole du monde colonial en isolant la violence politique des mécanismes économiques, en coupant la sphère politique du système colonial de la sphère économique ».

« Fanon pense que les liens reliant le monde colonial au monde de la métropole sont avant tout des rapports de violence. Il n'a pas discerné le fait que les deux mondes ont un fondement commun, à savoir la domination économique et politique du capital financier ».

Fanon a eu raison de s'attaquer aux théoriciens de la non-violence qui ont profondément marqué l'orientation de la conférence des peuples africains tenue en décembre 1958 à Accra. Cette doctrine de la non-violence, inspirée du gandhisme, gagnait non seulement dans les colonies anglaises, mais aussi dans les colonies françaises où la nouvelle bourgeoisie parlementariste et bureaucratique avait intérêt à la diffuser pour passer des compromis avec l'impérialisme.

Fanon a également eu raison, en s'inspirant des expériences de l'Afrique sous domination française qui ont bénéficié de la lutte du peuple algérien, de montrer le caractère radical que la lutte armée peut introduire dans l'orientation des mouvements de Libération Nationale. Cette même lutte armée élimine des rangs des révolutionnaires les éléments bavards, peureux ou hésitants. Mais le défaut de l'analyse de Fanon est de porter à l'absolu certaines vérités. Il oublie que sans travail politique long et patient, la lutte armée ne résout pas tous les problèmes de la révolution. Le succès de la Révolution au Nord-Vietnam nous montre l'importance que les Vietnamiens ont accordée non seulement à la lutte militaire, mais aussi au travail et à l'organisation politiques. Les Vietnamiens, au cœur de la lutte, dans la jungle, n'ont ménagé aucun effort pour se consacrer au travail de la production et à l'alphabétisation des masses. Ce travail en profondeur sur tous les fronts a évité les échecs ou demi-échecs que l'on peut observer dans le cas de l'Algérie où la lutte n'était pas dirigée par un parti ayant une idéologie révolutionnaire très cohérente et où l'art militaire l'emportait sur l'art politique. Une combinaison du travail militaire et du travail politique peut seule garantir le succès de la révolution dans les pays qui mènent une guerre de libération contre leurs oppresseurs. Fanon dénonce le danger de l'absence d'une direction politique de la lutte : « L'art politique se transforme en art militaire. Le militant, c'est le combattant. Faire la guerre et faire de la politique, c'est une seule et même chose » (p. 99), et il donne en exemple les conséquences néfastes d'une telle conception en Angola.

L'utilisation de la violence a des racines socio-historiques qu'il est nécessaire de connaître. Malheureusement, Fanon en arrive à considérer la violence comme « la praxis absolue » : il ajoute : « la violence est, ainsi, comprise comme la médiation royale... L'homme colonisé se libère dans et par la violence. Cette praxis illumine l'agent parce qu'elle indique les moyens et la fin. » Cette vue unilatérale et « absolutiste » amène Fanon à émettre une opinion sur la pensée d'Engels polémiquant avec Dühring.

L'auteur des *Damnés de la terre* a raison de dénoncer la surestimation des forces du colonialisme de la part des dirigeants réformistes qui disent : « Avec quoi voulez-vous vous battre contre les colons. Avec vos couteaux ? Avec vos fusils de chasse ? » Ces propos sont toujours des alibis pour ne pas lutter. « Ils restent assis ». « Ils partent perdants ». « ...dans leur cerveau, les tanks des colons et leurs avions de chasse occupent une place importante ». Il proteste contre l'attitude des fatalistes qui « sont convaincus de l'inefficacité des méthodes violentes ».

Si Fanon a fait œuvre utile en mettant à nu la lâcheté des dirigeants réformistes, il sème la confusion sur la véritable pensée d'Engels sur le problème de la violence. Il écrit : « Ils (les parisiens nationalistes) en sont restés à la position puérile qu'Engels adoptait dans sa célèbre polémique avec cette montagne de puérilité qu'était Dühring : « De même que Robinson a pu se procurer une épée, nous pouvons tout aussi bien admettre que Vendredi apparaît un beau matin avec un revolver chargé à la main, et alors tout le rapport de « violence » se renverse : Vendredi commande et Robinson est forcé de trimer... Donc, le revolver triomphe de l'épée et même l'amateur d'axiomes le plus puéril concevra sans doute que la violence n'est pas un simple acte de volonté, mais exige pour sa mise en œuvre des conditions préalables très réelles, notamment des instruments dont le plus parfait l'emporte sur le moins parfait ; qu'en outre ces instruments doivent être produits, ce qui signifie aussi que le producteur d'instruments de violence plus parfaits, grossièrement parlant des armes, l'emporte sur le producteur des moins parfaits et qu'en un mot la victoire de la violence repose sur la production d'armes et celle-ci à son tour sur la production en général, donc... sur la « puissance économique », sur l'état économique, sur les moyens matériels qui sont à la disposition de la violence » (p. 48).

Quelques remarques s'imposent :

Engels a accordé une grande attention au rôle de la violence dans l'histoire (voir 2^e Partie, chap. III, *Théorie de la violence*, p. 199, *Anti-Dühring*, Editions Sociales). Il critique le faux rôle que Dühring attribue à la violence dans l'histoire et rappelle opportunément cette vérité que son ami Marx a toujours mise en lumière : « ...que la violence joue un autre rôle dans l'histoire, un rôle révolutionnaire ; qu'elle soit, selon le mot de Marx, l'accoucheuse de toute vieille

société, grosse d'une nouvelle ; qu'elle soit l'instrument à l'aide duquel le mouvement social s'impose et brise des forces politiques momifiées, pas un mot de tout cela chez Dühring ».

Des dirigeants réformistes essaient d'appivoiser, pour les besoins de leurs accommodements, les thèses d'Engels jusqu'à en faire presque un adepte des théoriciens de la non-violence. Cela ne nous surprend pas, car n'avons-nous pas vu toute une faune de socialistes en Afrique Noire maquiller la pensée de Karl Marx pour nous chanter les vertus salvatrices de leurs voies africaines du socialisme qui sont *en réalité* les différentes voies d'un capitalisme colonial qui n'ose plus dire son nom ? Mais pour clarifier le problème du rôle de la violence dans l'histoire il est nécessaire de préciser le sens de la polémique d'Engels.

Voici la thèse essentielle de Dühring :

... La constitution des rapports politiques est l'élément historique fondamental, et les dépendances économiques n'en sont qu'un effet ou un cas particulier, et sont toujours, par conséquent, des faits de second ordre.

Engels, pour combattre les thèses idéalistes de Dühring, voulait montrer que ce sont les données économiques qui constituent « l'élément historique fondamental ». La violence, acte politique, n'est pas l'élément fondamental. Ce qu'il veut démontrer lorsqu'il écrit : « L'exemple puéril que M. Dühring a choisi pour montrer que la violence est « l'élément historique fondamental » démontre par conséquent qu'en réalité, la violence n'est que le moyen, et que le but est « plus fondamental » que le moyen employé pour l'obtenir, de même l'aspect économique du rapport est plus fondamental dans l'histoire que son aspect politique. »

Fanon aurait dû méditer ces remarques d'Engels qui montrent l'existence de fondements économiques à la violence. Celle-ci est un moyen au service d'une fin. Elle n'est pas à la fois moyen et fin comme le soutient Fanon (p. 64), qui écrit encore que la violence a des vertus tellement bienfaitrices qu'elle permet de réintégrer « les égarés et les proscrits du groupe ». Une telle conception subjective de la violence réduit celle-ci à une « intuition qu'ont les masses colonisées que leur libération doit se faire, et ne peut se faire, que par la force. » (p. 55).

Fanon est d'accord avec Engels sur l'importance du niveau de développement économique dans le perfectionnement des armes (p. 48). Il souligne à juste raison le caractère nouveau des guerres de libération nationale qui profitent des rivalités inter-impérialistes pour se procurer non seulement des armes, mais aussi des armées diplomatiques et politiques. Le perfectionnement technique des armes ne suffit pas à assurer la victoire. Le soutien des masses est indispensable. Mao Tsé-toung a souvent insisté sur le rôle décisif de l'homme dans les guerres de libération.

La violence à elle seule n'a pas une vertu magique, comme le laisse penser Fanon. Elle est un moyen que les colonisateurs ont utilisé pour se procurer des

avantages économiques.¹⁸ Les peuples colonisés ne recourent à la lutte armée que pour assurer non seulement leur indépendance politique, mais aussi leur libération économique. L'exemple de l'Algérie actuelle nous montre les dangers auxquels s'expose un pays où l'expérience de la guerre l'emporte sur les perspectives politiques. À rapprocher des remarques que Nguyen Ghe formule à partir de l'expérience du Vietnam :

Quand la lutte armée dure des années et se termine victorieusement, comme en Algérie et au Vietnam, elle modifie profondément les données nationales, opère des transformations d'une ampleur incomparable, libère des énergies insoupçonnées. Mais la profondeur de ces transformations, leur pérennité est à la mesure du travail politique, idéologique qui a préparé, sous-tendu la lutte armée et qui, la paix revenue, continue cette lutte armée. Quand on néglige ce travail politique, idéologique, pour se concentrer uniquement sur l'art militaire, il faut s'attendre à des déboires, surtout quand les conditions de paix sont rétablies, même dans la victoire.¹⁹

Fanon, en réduisant le système colonial à un système de violence, commet une erreur d'appréciation. Il écrit notamment : « Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence » (p. 47). Le système colonial repose sur l'exploitation des peuples coloniaux ; pour maintenir celle-ci, il utilise tous les moyens (ruse ou violence) selon les circonstances et les pays.

Ce que l'on peut retenir des thèses de Fanon, c'est que dans les colonies, en raison du faible développement des forces productives et d'une absence de traditions démocratiques modernes très profondément enracinées dans les peuples, la lutte armée précédée, accompagnée et aussi, suivie d'un sérieux travail politique, est très souvent nécessaire pour assurer la libération politique et économique. Quand les colonialistes ne peuvent pas s'opposer avec succès sur tous les fronts à la lutte des peuples, ils peuvent consentir quelques concessions aux bourgeoisies locales pour éviter la radicalisation de la lutte (ex. : la *Loi-cadre Defferre* et *Communauté renouée* en Afrique Noire sous domination française).

La violence, à elle seule, n'a pas réussi à résoudre les problèmes des pays qui ont accédé à l'indépendance. Ce n'est pas en fusillant quelques voleurs sur la place publique que Sékou Touré a stoppé le trafic des devises, la corruption de certains ministres ou les détournements de certains de ses hauts fonctionnaires. Ce n'est pas en imposant d'autorité le parti unique en Guinée, au Mali ou, par ailleurs, en Haute-Volta, en Côte-d'Ivoire, au Niger, au Tchad, en République Centrafricaine, etc. ou le parti dominant au Sénégal que la stabilité des régimes est assurée.

Les thèses de Fanon – et cela malgré ses bonnes intentions – peuvent mener à adopter des solutions autoritaires dans les États africains. C'est pourquoi il est

nécessaire d'en définir les aspects négatifs. Le problème de la violence chez Fanon est étroitement lié aux problèmes des classes sociales dont il a essayé de décrire les traits caractéristiques de leur comportement.

Les classes sociales

Fanon invite les patriotes africains à se pencher « sur l'étude rationnelle de la société coloniale ». Contrairement à la plupart des dirigeants politiques d'Afrique Noire, il reconnaît implicitement l'existence de classes sociales. C'est un progrès, certes, mais accompagné de nettes insuffisances sur lesquelles nous aurons à revenir.

Son analyse des classes n'est pas une étude systématique consacrée à tel ou tel pays, mais une série de réflexions générales sur le comportement de telle ou telle d'entre elles. Et en cela, son approche est trop conceptuelle pour rendre compte de la riche diversité des réalités sociales de l'Afrique. Ainsi, Fanon est-il obligé de laisser de côté d'énormes pans de la réalité sociologique telle qu'elle a été tissée par l'histoire de chaque pays ?

Fanon ne nous donne aucune définition des classes sociales. Il se contente de nous les énumérer et de décrire leurs comportements. Il a consacré des pages importantes, qui méritent d'être discutées, à la bourgeoisie nationale, à la paysannerie et au prolétariat. Ses points de vue abrupts ont, entre autres, été critiqués par Nguyen Ghe²⁰, Bachir Adj²¹ et Imre Marton²². Nous renvoyons nos lecteurs à ces articles forts intéressants. Néanmoins, nous nous arrêterons sur la critique d'Imre Marton qui, bien qu'elle soit juste sur des points, suscite des réserves de notre part.

Rôle de la bourgeoisie

Du rôle de la bourgeoisie, Fanon écrit : « Il ne faut pas dire que la bourgeoisie nationale retarde l'évolution du pays... En fait, la phase bourgeoise dans l'histoire des pays sous-développés est une phase utile » (p. 132). « À ses débuts, cette bourgeoisie nationale s'identifie à la fin de la bourgeoisie occidentale. En fait, elle commence par la fin. Elle est déjà sénescence alors qu'elle n'a connu ni la pétulance, ni l'intrépidité, ni le volontarisme de la jeunesse et de l'adolescence... » (p. 116).

Fanon invoque trois arguments pour étayer sa thèse :

- 1) La bourgeoisie des pays sous-développés, faute de capitaux, est orientée non vers la production, mais vers des activités de type intermédiaire ;
- 2) Elle est incapable de se muer en véritable bourgeoisie pouvant transformer les structures sociales et économiques ;
- 3) Elle recourt, pour maintenir sa domination politique, à des méthodes de direction antidémocratique comme l'instauration d'autorité du parti unique, de la surveillance policière des masses, etc.

Après avoir montré que la bourgeoisie nationale est incapable de maintenir, faute de puissance économique réelle, les principes de la démocratie bourgeoise, Fanon aboutit à des conclusions fausses lorsqu'il écrit : « La dictature bourgeoise des pays sous-développés tire sa solidité de l'existence d'un leader. Dans les pays développés, on le sait, la dictature bourgeoise est le produit de la puissance économique de la bourgeoisie. Par contre, dans les pays sous-développés, le leader représente la puissance morale à l'abri de laquelle la bourgeoisie maigre et démunie décide de s'enrichir » (p. 125).

Ces remarques qui semblent être tirées de l'expérience du Ghana où une bourgeoisie autochtone hostile aux idées progressistes et incapable de développer le pays s'enrichit à l'ombre de l'autorité incontestable du Docteur Nkrumah,²³ méritent d'être clarifiées.

D'une part, la situation au Ghana n'est pas la même que celle des autres pays africains. Il semble que, malgré son hostilité aux idées socialistes, la bourgeoisie ghanéenne avait besoin de se servir de l'autorité morale du Docteur Nkrumah pour faire prospérer ses affaires.

D'autre part, Fanon met trop en avant la considération d'ordre psychologique ou moral qui a d'autres fondements. Il ne fait pas apparaître le rapport de force sur le plan national et international pouvant expliquer les raisons pour lesquelles la bourgeoisie a réussi à accaparer le pouvoir politique après l'accès à l'indépendance. Fanon en reste à des explications d'ordre subjectif.

Imre Marton donne à juste titre les raisons qui motivent la domination politique de la bourgeoisie faible numériquement et économiquement.

- 1) La bourgeoisie a eu des intérêts opposés à ceux de l'impérialisme. Elle a lutté à un moment donné, en profitant de l'affaiblissement du système mondial du capital, pour exiger certains droits à l'indépendance nationale ; c'est le cas de la bourgeoisie tunisienne ou marocaine (indépendance) ou de la bourgeoisie ivoirienne (abolition du travail forcé ou acquisition de la citoyenneté française). Cette part prise dans la lutte anticolonialiste lui a conféré un capital de prestige qu'elle exploitera, après l'indépendance, pour imposer sa domination politique.
- 2) Les puissances coloniales ont compris depuis Dien Bien Phu que les luttes armées contribuent à mûrir la conscience politique et la vigilance des masses des pays colonisés. Elles ont compris la nécessité de composer avec les classes ou couches sociales les moins révolutionnaires du mouvement anticolonialiste. C'est ainsi que les autorités coloniales françaises ont fait voter la loi-cadre Defferre pour mettre de leur côté certaines forces sociales. Elles ont presque imposé l'indépendance à Houphouët Boigny et Senghor qui n'en voulaient pas. Le compromis ou la compromission de la bourgeoisie autochtone traduit d'une part la politique des cercles impérialistes qui sont prêts, devant l'intensification

des luttes populaires, à faire quelques concessions pour ne pas avoir à tout perdre, d'autre part, le désir de la bourgeoisie autochtone de monopoliser le pouvoir politique après l'indépendance.

- 3) « En raison de sa faiblesse numérique, de sa faible concentration, la classe ouvrière ne dispose pas, en général, d'une organisation et d'une conscience révolutionnaire suffisantes pour devenir la force dirigeante du mouvement de libération nationale ».

De plus, les antagonismes entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat sont relégués au second plan, étant donné que l'exploiteur est avant tout étranger. En Algérie, par exemple, les entreprises publiques et européennes occupaient en 1954 près de 400 000 salariés, alors que les entreprises de la bourgeoisie nationale, à peine 30 000.

Cette situation permet aux dirigeants africains de nier l'existence d'antagonismes de classes ou de nier l'opportunité de la lutte des classes comme Sékou Touré au Congrès de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire à Cotonou. Elle permet à des pseudo-théoriciens de se vautrer dans les sentiers battus des voies africaines du socialisme ou de prendre des mesures antidémocratiques sous couvert de construction nationale.

- 4) La bourgeoisie fonde une partie de son pouvoir sur le soutien qu'elle obtient de la paysannerie. De par ses conditions de vie et de travail, en conséquence des traditions religieuses et sociales, la bourgeoisie bénéficie de l'appui d'une partie importante de la paysannerie.

La bourgeoisie reste au pouvoir surtout parce que la paysannerie et la classe ouvrière n'ont pas réussi à nouer une alliance solide. Cet état de fait crée ce que Lénine appelait un pourrissement qui contribue à maintenir pendant un certain temps la bourgeoisie au pouvoir alors qu'elle ne bénéficie plus de l'appui des classes populaires.

- 5) « Le fondement de la domination de la bourgeoisie nationale n'est pas le prestige du leader, mais son influence idéologique sur la paysannerie et la classe ouvrière : sa domination politique repose sur une certaine assise économique qu'elle essaie de se donner grâce à l'appareil d'État. Les bases sociales de sa domination politique sont constituées par les éléments de la petite bourgeoisie ayant accédé à des postes supérieurs dans la gestion économique, politique et militaire ».
- 6) « La force de la bourgeoisie nationale réside en partie également dans la puissance de l'impérialisme qui lui vient en aide quand il s'agit de freiner les aspirations révolutionnaires des masses en lui fournissant de l'argent, des armes, des techniciens, des bourses d'études pour accélérer la formation d'une élite ».

Si nous sommes entièrement d'accord avec Marton sur les raisons de la domination politique de la bourgeoisie dans les pays sous-développés, nous ne sommes pas d'accord avec lui sur deux points concernant le contenu du terme de bourgeoisie nationale et le rôle de la bourgeoisie.

À notre avis, Marton a adopté purement et simplement la conception que Fanon se fait de la bourgeoisie nationale. Or ce dernier ne distingue pas les différentes fractions existant au sein de la bourgeoisie. Pour Fanon, entrent dans la « bourgeoisie nationale » les membres des professions libérales, les commerçants, industriels, financiers, exploitants agricoles et les cadres universitaires (p. 114).

La notion de bourgeoisie prête à confusion chez Fanon. Dans la littérature marxiste, il est généralement admis que le terme bourgeoisie nationale, dans les pays coloniaux, recouvre la fraction de la bourgeoisie autochtone qui exploite un marché intérieur dont les intérêts sont opposés à ceux de l'impérialisme,²⁴ tandis que la bourgeoisie bureaucratique et comprador est celle dont les intérêts sont étroitement liés à ceux de l'impérialisme.

De cette confusion résulte mon deuxième désaccord avec Marton, qui écrit : « Il n'en est pas moins vrai que, dans les circonstances internationales actuelles, les intérêts objectifs de la bourgeoisie nationale dictent une politique de lutte contre l'impérialisme appelé à renforcer son indépendance politique par l'indépendance économique. C'est là une tendance objective qui justifie l'appréciation des partis communistes affirmant que les capacités révolutionnaires de la bourgeoisie nationale ne sont pas épuisées même après l'accès à l'indépendance » (p. 50).

Nous n'acceptons pas la thèse de Marton, en ce qui concerne, en tous cas, certains pays africains. Par exemple, les bourgeoisies ivoiriennes ou sénégalaises, actuellement au pouvoir, n'ont aucune capacité révolutionnaire. La bourgeoisie ivoirienne a eu, entre 1946 et 1950, un rôle progressiste répondant à ses intérêts de classe tandis que la bourgeoisie sénégalaise actuellement au pouvoir a joué un rôle réactionnaire aussi bien sous la forme classique du système colonial que sous sa forme nouvelle.

Prolétariat et paysannerie

A propos du prolétariat, Fanon écrit : « Dans les territoires coloniaux, le prolétariat est le noyau le plus choyé par le régime colonial. Le prolétariat embryonnaire des villes est relativement privilégié. Dans les pays capitalistes, le prolétariat n'a rien à perdre, il est celui qui, éventuellement, aurait tout à gagner. Dans les pays colonisés, le prolétariat a tout à perdre. Il représente en effet la fraction du peuple colonisé nécessaire et irremplaçable pour la bonne marche de la machine coloniale : conducteurs de tramways, de taxis, mineurs, dockers, interprètes,

infirmiers, etc. Ce sont ces éléments qui constituent la clientèle la plus fidèle des partis nationalistes et qui, par la place privilégiée qu'ils occupent dans le système colonial, constituent la fraction « bourgeoisie » du peuple colonisé » (p. 84).

Il est faux de dire que la classe ouvrière est choyée par le régime colonial. Celle-ci est durement exploitée par les capitalistes étrangers qui lui paient des salaires de misère. Il est inutile de s'étendre sur les conditions déplorables de vie de la classe ouvrière des pays africains, que même les idéologues de la colonisation avouent dans leurs écrits (et il est inadéquat de classer les infirmiers et interprètes dans le prolétariat).

Comment un progressiste comme Fanon a-t-il pu commettre cette erreur d'appréciation grave ? Par subjectivisme et par réaction contre les communistes français ? Le Parti Communiste Algérien, composé essentiellement d'éléments européens, n'a pu ni se développer sur une base de masse ni adopter assez tôt une position politique correcte à l'égard du problème fondamental de l'indépendance. Il a été en retard sur les événements et a laissé la direction de la lutte nationale à divers courants de la bourgeoisie algérienne.

La situation privilégiée du prolétariat européen en Algérie par rapport aux Algériens l'a aliéné à tel point que sa fraction la plus avancée, qui donnait ses suffrages au parti communiste, l'a détaché presque complètement des masses algériennes. La base sociale du P.C. Algérien, constituée en grande partie d'ouvriers européens aux mœurs, à la langue, aux habitudes, à la mentalité différentes de celles des Algériens, ne favorisait ni son développement, ni une analyse de la situation politique en Algérie.

À notre avis, Fanon est parti de cette situation réelle pour aboutir à une attitude négative à l'égard du prolétariat africain. Cette erreur grave risque de coûter cher au mouvement de libération nationale. Les partis communistes européens et aussi non-européens peuvent commettre des erreurs. Mais celles-ci ne doivent pas donner lieu à une action anticommuniste. Le courage et la sincérité des révolutionnaires africains consistent non à être simplement déçus par les erreurs des Partis Communistes, fussent-ils les plus expérimentés, mais à les analyser sérieusement pour éviter de les commettre à nouveau et accroître les capacités d'organisation et de combat des mouvements de lutte de libération nationale.

Ayant adopté une attitude négative à l'égard du prolétariat, Fanon était alors forcé de se tourner vers la force la plus importante numériquement dans les pays colonisés : la paysannerie, pour lui faire jouer le rôle décisif dans la révolution. C'est cette idée que Frantz Fanon exprime clairement lorsqu'il écrit : « Dans certaines circonstances par contre, les masses paysannes vont intervenir de façon décisive, à la fois dans la lutte de libération nationale et dans les perspectives que se choisit la Nation future » (p. 94).

Cette thèse de Fanon est des plus faibles – Fanon ne peut pas nous citer une révolution à direction paysanne qui ait réussi dans le passé ou le présent. Les paysans peuvent se révolter ou organiser des jacqueries, mais ils n'ont pas une idéologie qui leur est propre, comme en possèdent la bourgeoisie et le prolétariat. Les grandes révolutions qui ont marqué l'histoire de l'humanité ont été dirigées par la bourgeoisie française en 1789, par le prolétariat russe en 1917 et le prolétariat chinois (1949). Bien sûr, les masses paysannes y ont joué un rôle considérable comme forces motrices de la révolution, mais les mouvements des Taipings en Chine et des Mau-Mau au Kenya ont montré l'échec des mouvements paysans non dirigés par la bourgeoisie ou le prolétariat.

Les thèses de Fanon sont d'autant plus contestables dans beaucoup de pays africains que le problème agraire ne s'y pose presque pas. L'auteur des *Damnés de la terre* accorde une grande importance au problème de la terre quand il écrit : « Les masses rurales n'ont jamais cessé de poser le problème de leur libération en termes de violence, de terre à reprendre aux étrangers, de lutte nationale, d'insurrection armée » (p. 96).

La situation des paysans asiatiques ou algériens n'est pas le même que celle des paysans de nombreuses régions d'Afrique Noire.

D'abord, en raison du sous-peuplement de beaucoup de pays africains, la terre n'est pas rare, alors que dans les riches terres d'Asie, la propriété foncière est ou était aux mains de quelques individus faisant travailler d'autres.

Ensuite, l'expropriation de nombreux paysans algériens au profit des colons étrangers et l'utilisation de ces derniers comme salariés agricoles dans de vastes propriétés capitalistes ont contribué à radicaliser la lutte nationale et sociale en Algérie.

Les pays de l'Ouest-Africain connaissent le régime de la petite propriété familiale où les paysans propriétaires de leur parcelle de terre sont exploités non directement par les capitalistes étrangers, mais au niveau de la *sphère de la circulation* (commercialisation). Cet état de fait rend l'entreprise du néo-colonialisme plus facile et plus difficile la mobilisation de la paysannerie africaine dans une lutte sans merci contre les exploiters étrangers.

D'autre part, l'absence de grandes entreprises agricoles européennes ne crée pas les conditions favorables au développement d'une lutte politique dans la paysannerie. On peut citer le cas de la Mauritanie, du Sénégal, de la Haute-Volta, du Niger, etc.

L'expérience a montré que la paysannerie est une classe conservatrice. Sa situation de propriétaire de moyens de production (sa terre), sa dispersion et sa dépendance d'un mode de production arriéré constituent des handicaps pour sa mobilisation. De plus, la paysannerie ignore les conditions propices à un travail d'organisation poussé : concentration, un certain degré d'instruction, la discipline collective, etc. Elle est rivée aux traditions et aux autorités religieuses rétrogrades (Marabouts).

Si on présente le prolétariat comme la seule force capable de diriger une révolution vraiment digne de ce nom, ce n'est pas en raison des considérations *a priori*, mais pour des raisons objectives qu'une longue pratique révolutionnaire a pu vérifier.

Le prolétariat est lié à une forme moderne d'organisation des forces productives. Il est concentré, organisé et discipliné. Il est instruit pour les besoins de l'utilisation des machines modernes. Il ne possède aucun moyen de production ; ses luttes contre l'exploitation capitaliste grâce à l'action des syndicats - et notamment la grève - créent chez lui des conditions propices à enrichir son expérience politique et à renforcer son action collective.

Enfin, le prolétariat a une idéologie éprouvée : le socialisme scientifique.

En raison de sa position négative à l'égard du prolétariat et de sa doctrine, Fanon a été amené à prétendre que les hommes du tiers-monde ne sont pas contraints de choisir entre le capitalisme et le socialisme. Et l'on s'attendait à ce que Fanon nous trace une voie qui ne soit ni capitaliste ni socialiste. Et là, il se contente de parler en termes vagues et à nous convier à faire « peau neuve ».



Amady Aly Dieng
Présence Africaine n° 2, 1966

Visite du Palais Impérial à Pékin

De gauche à droite : Pierre Kwengué, Alpha Ibrahima Sow, Amady Aly Dieng, Leopold Agboton, Djibril An, Micoas Angaye. En bas : Amadou Dicko, Lily Lidya Sangaret, août 1959



Visite d'un musée à Hanoï en septembre 1961



Réunion organisée par les étudiants vietnamiens en septembre 1961 à Hanoï à l'occasion de la fête de l'indépendance du Vietnam



La conférence panafricaine des syndicats à Casablanca en 1961, à l'hôtel Marhaba, AAD cinquième à gauche

Notes

1. Les thèses de Dumont dans *l'Afrique Noire est mal partie* et de Frantz Fanon dans *Les Damnés de la terre* sont les mêmes que celles de Ly.
2. M. Léopold Sédar Senghor : « Mais aujourd'hui que la dernière peuplade de la forêt s'est dépouillée de son complexe d'infériorité, que dans le même temps l'impérialisme a pris, je ne dis pas l'aspect, mais la réalité d'un bloc solide irrésistible, au siècle polytechnique de la bombe atomique, le nationalisme apparaît dépassé et *l'indépendance n'est qu'illusion* ».
Déclaration faite en 1950 à Strasbourg et rapportée par le Dr Aujoulat dans son ouvrage « Aujourd'hui, l'Afrique », p. 304.
M. Houphouët Boigny : « il n'y a plus de colonialisme en Afrique Noire » ou « Nous admettons comme un fait qu'avec notre entrée dans la Communauté, nous n'avons plus de problème politique ».
Interview accordée par M. Houphouët à *Afrique Nouvelle* du 3 avril 1959.
3. Le système impérialiste français s'est beaucoup affaibli pour plusieurs raisons :
 - perte des emprunts russes et d'un énorme marché en Union Soviétique après la Révolution d'Octobre ;
 - affaiblissement militaire et économique lors de la deuxième guerre mondiale (vétusté et destruction de l'appareil de production) ;
 - perte des mines, des usines et des banques que les capitalistes français possédaient en Yougoslavie, Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, devenus pays socialistes.
 - Indépendance de la Syrie et du Liban à la faveur de la contradiction entre les impérialismes britannique et français ;
 - Les Indépendances de l'Indochine, des pays d'Afrique du Nord, de la Guinée et la guerre d'Algérie et du Kamerun.
4. « J'ai desserré les liens avant qu'ils ne se rompent », aurait dit le général de Gaulle. (Déclaration rapportée par Cheikh Anta Diop dans « Les Fondements culturels, techniques et industriels d'un futur Etat Fédéral d'Afrique Noire ».)
Ses collaborateurs ne sont pas en reste :
 - M. Foyer, secrétaire d'Etat aux Relations avec les pays de la Communauté : « C'est pour éviter une seconde Guinée « lisez une véritable indépendance) que le Gouvernement a négocié avec le Mali. »
 - M. Michel Debré : « D'abord sauvegarder, en ce qui concerne notre pays, ses intérêts politiques, ses intérêts stratégiques, son influence intellectuelle et ses possibilités économiques. » Pour y arriver, a-t-il dit : « Il faut savoir non seulement évoluer, *mais d'abord, et avant tout conduire cette évolution* ».

5. « L'atmosphère politique du Mali n'est pas mauvaise ». Extrait du rapport de la Compagnie des « Eaux et Electricité de l'Ouest Africain, qui avoue avoir fait de 1952 à 1958 3.150.000 d'anciens francs de bénéfices nets.
6. Le Président Senghor : « Pour la France, l'Afrique d'expression française et Madagascar ne constituent-elles pas un marché de 45 millions d'habitants ?... Que serait la position de la France sans la base militaire de Dakar, et sans les ressources d'approvisionnement qu'elle trouve sur le continent noir ».

Ni Jules Ferry, ni Bidault, ni Soustelle n'auraient dit mieux pour défendre le colonialisme.
7. Le Président du Gouvernement du Mali a répondu favorablement au Premier Ministre de la République française qui écrivait notamment : « Il est de l'intérêt évident de nos deux pays de poursuivre, sur le plan financier, une politique d'économie de devises et d'assurer sur le plan maritime la meilleure « utilisation possible des navires battant pavillon de nos Etats. La recherche... de ce double objectif implique une coopération qui doit s'exercer en particulier par le contrôle des affrètements de navires étrangers ».
8. L'Eurafrique était une idée du nazisme. Elle a été reprise par le grand capital international et par certains de nos leaders africains. Le porte-parole de la Banque de Paris et des Pays-Bas, Janet, déclare :

« Il y a le très riche domaine des investissements d'Outre-mer et notamment l'immense continent africain... En face de nationalismes qui surestiment leurs possibilités, il est bon qu'une association de nation européenne de vieille civilisation se présente en commun pour la mise en valeur (lisez l'exploitation) des territoires. L'Allemagne peut apporter une *réputation exempte de colonialisme*, outre ses capacités industrielles et ses possibilités financières croissantes ».

(Henri Claude : *Gaullisme et Grand capital*, p. 136.

Le Président Senghor demande l'intégration de l'Afrique au Marché Commun dominé par les trusts :

« Ce n'est pas être fidèle à l'Europe que d'admettre la possibilité d'exclure de la Communauté les peuples dépendants d'Outre-mer ».
9. Le Département d'Etat vient de réunir tous les ambassadeurs américains à Tanger, certainement pour discuter de la meilleure façon d'asseoir leur impérialisme sur notre Continent ; Nixon avait déjà fait un rapport dans ce sens.
10. La FEANF n'a pas envoyé de délégué à ce congrès. Le gouvernement français n'attendait que cette occasion pour dissoudre la FEANF.
11. Ce discours a été prononcé au siège de la FEANF les 5 et 6 juillet 1961 à l'occasion du séminaire ayant pour thème : *La littérature négro-africaine d'expression française*.
12. Diop dans un article intitulé : *La Classe ouvrière sénégalaise*, dans *La Nouvelle Revue Internationale*, n° 101, janvier 1967, a essayé de combler ces lacunes.
13. B. Ameillon est un pseudonyme. L'auteur, qui est une femme, a participé aux débats.
14. Voir *Cahiers du Communisme*, octobre 1964 – J. Suret-Canale : *Vérités sur la Guinée*.
15. Voir *Cahiers du Communisme*, octobre 1964, K. Suret-Canale : *Vérités sur la Guinée*.
16. *Horoya*, journal du gouvernement guinéen et *L'Essor*, journal de l'Union Soudanaise R.D.A., parti gouvernemental du Mali, en ont publié des extraits.

17. I. Marton, dans *Action*, revue du Parti communiste martiniquais.
18. Les colonisateurs peuvent utiliser la ruse. C'est une question d'opportunité liée à l'état des rapports de force -la violence n'a pas un caractère de nécessité absolue telle que le pense Fanon. La Guinée a acquis son indépendance politique autrement que par la violence, même si elle a profité de la lutte armée du peuple algérien.
19. *La Pensée*, n° 107.
20. *La Pensée*, n° 107.
21. *Les Cahiers du Communisme*.
22. *Action* n° 8-9, 3e et 4e trimestre 1965.
23. Le Dr Nkrumah, appelé à diriger en 1947 la United Gold Coast Convention (UGCC) par la bourgeoisie du Ghana, s'est séparé d'une partie de celle-ci en 1948, lorsqu'il a fondé le Convention People's Party (CPP).
24. Cette conception exclut la bourgeoisie rurale ivoirienne des rangs de la bourgeoisie nationale, car celle-ci, fondée sur l'exploitation du café et du cacao, a des intérêts liés avec l'impérialisme, du fait que son marché est extérieur à la Côte d'Ivoire.

